

UNIVERZITET CRNE GORE
ISTORIJSKI INSTITUT UNIVERZITETA CRNE GORE

LE TRAITÉ DE BERLIN

BERLINER | BERLIN
VERTRAG | TREATY

BERLINSKI UGOVOR

1878.



UNIVERZITET CRNE GORE
ISTORIJSKI INSTITUT UNIVERZITETA CRNE GORE

LE TRAITÉ DE BERLIN 1878. ♦ BERLINER VERTRAG 1878.
BERLIN TREATY 1878. ♦ BERLINSKI UGOVOR 1878.

Drugo izmijenjeno i dopunjeno izdanje

IZDANJE OVE KNJIGE PODRŽALE SU:
AMBASADA CRNE GORE U SR NJEMAČKOJ I
AMBASADA SR NJEMAČKE U CRNOJ GORI

Biblioteka JUBILEJI
140. godina od održavanja Berlinskog kongresa 1878.
i prvog sticanja nezavisnosti Crne Gore

Urednik i priredivač
Radoslav Raspopović

Recenzenti:
Akademik Mihailo Vojvodić
Prof. dr Saša Knežević

Izdavač
Univerzitet Crne Gore
Istorijski institut Univerziteta Crne Gore

Za izdavača
Rektor prof. dr. Danilo Nikolić

Lektor
Sonja Živaljević

Tehnički urednik
Žarko Pavlović

© Copyright
Univerzitet Crne Gore
Istorijski institut Univerziteta Crne Gore

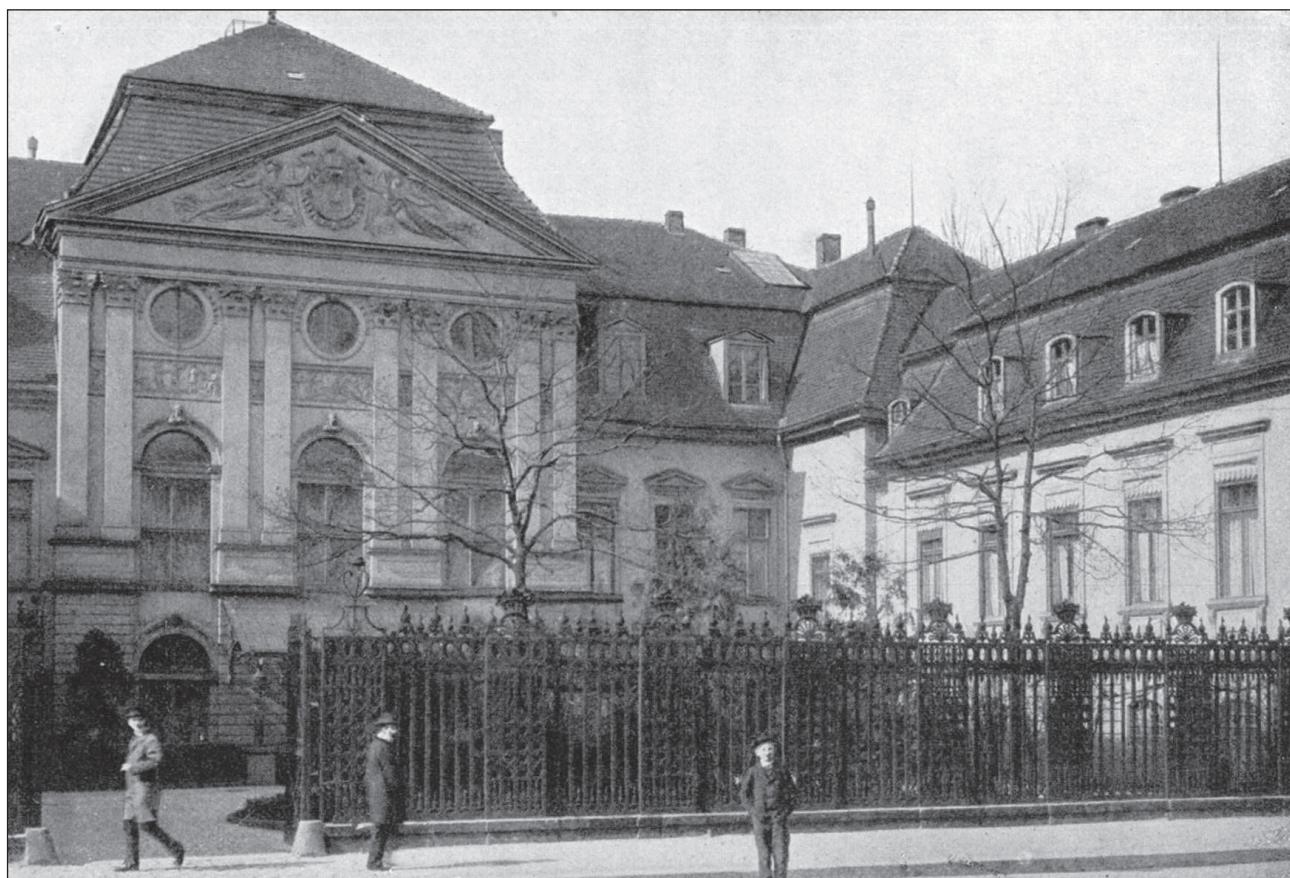
LE TRAITÉ DE BERLIN

BERLINER | BERLIN
VERTRAG | TREATY

BERLINSKI UGOVOR

1878.

PODGORICA 2019.



L'édifice Chancellerie du Reich où a eu lieu le Congrès de Berlin.
Das Reichskanzlerpalais, in dem der Berliner Kongress stattfand.
The building where the Berlin Congress was held - Reichskanzlerpalais.
Zgrada u kojoj je održan Berlinski kongres Reichskanzlerpalais.

Allemagne.

Le mot d'Allemagne désigne à la fois un pays et une langue. Le pays est formé de plusieurs Etats qui ont des institutions et des régions très différentes. La langue allemande est parlée dans les deux tiers de l'Europe. C'est une langue très riche et très expressive. Les Allemands sont connus pour leur sens de l'ordre et de la discipline. Ils sont également réputés pour leur travail et leur créativité.

La culture allemande est très riche et variée. Elle comprend de nombreux domaines tels que la littérature, la philosophie, les sciences, la musique, les arts visuels, la gastronomie, etc. Les Allemands sont également connus pour leur humour et leur esprit critique.

La cuisine allemande est également très variée. Elle comprend de nombreux plats traditionnels tels que le saucisse, la bière, les pommes de terre, les légumes, les fruits, etc. Les desserts allemands sont également très bons.

La culture allemande est également très ouverte et tolérante. Elle accepte les différences et les idées nouvelles. Les Allemands sont également connus pour leur sens de l'humour et leur esprit critique.

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie, le Président de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, désirant régler dans une pensée d'ordre Européen conformément aux stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des dernières années et par la guerre dont le traité préliminaire de San Stefano a marqué le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un Congrès offrirait le meilleur moyen de faciliter leur entente.

Leurs dites Majestés et le Président de la République Française ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

SA MAJESTE L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE:

le Sieur Othon, Prince de Bismarck, Son Président du Conseil des

Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire,

le Sieur Bernard Ernest de Bülow, Son Ministre d'Etat et Secrétaire

d'Etat au Département des Affaires Etrangères,

et

le Sieur Chlodwig Charles Victor, Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, Prince de Ratibor et Corvey, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la République Française, Grand-Chambellan de la Couronne de Bavière,

SA MAJESTE L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHEME, ETC. ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE:

le Sieur Jules, Comte Andrassy de Csik Szent-Király et Kraszna-Horka, Grand d'Espagne de 1^{re} classe, Conseiller Intime Actuel, Son Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Etrangères, Feld-Maréchal-Lieutenant dans Ses armées,

le Sieur Louis, Comte Károlyi de Nagy-Károly, Chambellan et Conseiller Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,
et

le Sieur Henri, Baron de Haymerle, Conseiller Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE:

le Sieur William Henri Waddington, Sénateur, Membre de l'Institut, Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères,

le Sieur Charles Raymond de La Croix de Chevrière, Comte de Saint-Vallier, Sénateur, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,
et

le Sieur Félix Hippolyte Desprez, Conseiller d'Etat, Ministre Plénipotentiaire de première classe, chargé de la Direction des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères,

SA MAJESTE LA REINE DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE, IMPERATRICE DES INDES:

le très-honorables Benjamin Disraeli, Comte de Beaconsfield, Vicomte Hughenden, Pair du Parlement, Membre du très-honorables Conseil Privé de Sa Majesté, Premier Lord de la Trésorerie de Sa Majesté et Premier Ministre d'Angleterre,

le très-honorables Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Parlement, Membre du très-honorables Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères,
et

le très-honorables Lord Odo William Léopold Russell, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

SA MAJESTE LE ROI D'ITALIE:

le Sieur Louis, Comte Corti, Sénateur, Son Ministre des Affaires Etrangères,

et

le Sieur Edouard, Comte de Launay, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

SA MAJESTE L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES:

le Sieur Alexandre, Prince Gortchacow, Son Chancelier de l'Empire,
le Sieur Pierre, Comte de Schouvaloff, Général de Cavalerie, Son
Aide-de-camp Général, Membre du Conseil de l'Empire et Son
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté
Britannique,

et

le Sieur Paul d'Oubril, Conseiller Privé Actuel, Son Ambassadeur
Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Alle-
magne, Roi de Prusse,

et

SA MAJESTE L'EMPEREUR DES OTTOMANS:

Alexandre Carathéodory Pacha, Son Ministre des travaux publics,
Mehemed Ali Pacha, Muchir de Ses armées,

et

Sadoullah Bey, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Lesquels, suivant la proposition de la Cour d'Autriche - Hongrie et
sur l'invitation de la Cour d'Allemagne, se sont réunis à Berlin munis de
pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme.

L'accord s'étant heureusement établi entre eux, il sont convenus des
stipulations suivantes:

ARTICLE I.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire sous
la suzeraineté de S. M. le Sultan; elle aura un Gouvernement chrétien et une
milice nationale.

ARTICLE II.

La Principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après:

La frontière suit, au Nord, la rive droite du Danube depuis l'ancienne
frontière de Serbie jusqu'à un point à déterminer par une Commission Européenne
à l'Est de Silistrie et, de là, se dirige vers la Mer Noire au Sud de Mangalia
qui est rattaché au territoire roumain. La Mer Noire forme la limite Est de
la Bulgarie. Au Sud, la frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg
du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodžakiöj, Selam-Kiöj,
Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk; traverse obliquement la vallée du Deli Kamčik,
passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadžimahale, après
avoir franchi le Deli Kamčik à 2½ Kilomètres en amont de Čengëi; gagné la
crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-bredža et la suit par Karnabad
Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel, jusqu'à Demir Kapu.

Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Dužanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie Orientale jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petricevo, laissant à la Roumélie Orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Dere et la Kamenica suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au Sud-Ouest à la hauteur de Vojnjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major Autrichien.

La ligne frontière coupe en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Čamurli et Hadžilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica et rejoint la limite administrative du Sandjak de Sofia entre Sivri Taš et Čadir Tepe.

De Čadir Tepe, la frontière, se dirigeant au Sud-Ouest, suit la ligne de partage des eaux entre les bassins du Mesta Karasu d'un côté, et du Strúma Karasu de l'autre, longe les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir Kapu, Iskoftepe, Kadimesar Balkan et Aiji Gedük jusqu'à Kapetnik Balkan et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du Sandjak de Sofia.

De Kapetnik Balkan, la frontière est indiquée par la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Rilska reka et de la Bistrica reka et suit le contrefort appelé Vodenica Planina pour descendre dans la vallée de la Strúma au confluent de cette rivière avec la Rilska reka, laissant le village de Barakli à la Turquie. Elle remonte alors au Sud du village de Jelšeňica, pour atteindre, par la ligne la plus courte, la chaîne de Golema Planina au sommet de Gitka et y rejoindre l'ancienne frontière administrative du Sandjak de Sofia, laissant toutefois à la Turquie la totalité du bassin de la Suha reka.

Du Mont Gitka, la frontière Ouest se dirige vers le mont Crni Vrh par les montagnes de Karvena Jabuka, en suivant l'ancienne limite administrative du Sandjak de Sofia, dans la partie supérieure des bassins de Egrisu et de la Lepnica, gravit avec elle les crêtes de Babina polana et arrive au mont Crni Vrh.

Du mont Crni Vrh, la frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Strúma et la Morawa par les sommets du Strešer, Vilogolo et Mešid Planina, rejoint par la Gačina, Crna Trava, Darkovska et Drainica plan, puis, le Deščani Kladanec, la ligne de partage des eaux de la Haute Sukowa et de la Morawa, va directement sur le Stol et en descend pour couper à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Seguša la route de Sofia à Pirot. Elle remonte en ligne droite sur la Vidlić Planina et, de là, sur le mont Radočina dans la chaîne du Kodža Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radočina la frontière suit vers l'Ouest la crête des

Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la Principauté de Serbie près de la Kula Smiljova Čuka, et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakovitza.

Cette délimitation sera fixée sur les lieux par la Commission Européenne où les Puissances signataires seront représentées. Il est entendu:

1. Que cette Commission prendra en considération la nécessité pour S. M. I. le Sultan de pouvoir défendre les frontières du Balkan de la Roumélie Orientale.

2. Qu'il ne pourra être élevé de fortifications dans un rayon de 10 kilomètres autour de Samakow.

ARTICLE III.

Le Prince de Bulgarie sera librement élu par la population et confirmé par la S. Porte avec l'assentiment des Puissances. Aucun membre des dynasties régnantes des Grandes Puissances Européennes ne pourra être élu Prince de Bulgarie.

En cas de vacance de la dignité princière, l'élection du nouveau Prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes.

ARTICLE IV.

Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoquée à Tîrnovo, élaborera, avant l'élection du Prince, le règlement organique de la Principauté.

Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations Turques, Roumaines, Grecques ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique.

ARTICLE V.

Les dispositions suivantes formeront la base du droit public de la Bulgarie:

La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ARTICLE VI.

L'administration provisoire de la Bulgarie sera dirigée jusqu'à l'achèvement du règlement organique par un commissaire Impérial Russe. Un commissaire Impérial Ottoman ainsi que les consuls délégués ad hoc par les autres Puissances signataires du présent traité seront appelés à l'assister à l'effet de

contrôler le fonctionnement de ce régime provisoire. En cas de dissensément entre les consuls délégués, la majorité décidera et, en cas de divergence entre cette majorité et le commissaire Impérial Russe ou le commissaire Impérial Ottoman, les Représentants des Puissances signataires à Constantinople, réunis en Conférence, devront prononcer.

ARTICLE VII.

Le régime provisoire ne pourra être prolongé au delà d'un délai de neuf mois à partir de l'échange des ratifications du présent Traité.

Lorsque le règlement organique sera terminé, il sera procédé immédiatement à l'élection du Prince de Bulgarie. Aussitôt que le Prince aura été institué, la nouvelle organisation sera mise en vigueur et la Principauté entrera en pleine jouissance de son autonomie.

ARTICLE VIII.

Les traités de commerce et de navigation ainsi que toutes les conventions et arrangements conclus entre les Puissances étrangères et la Porte et aujourd'hui en vigueur sont maintenus dans la Principauté de Bulgarie et aucun changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune Puissance avant qu'elle n'y ait donné son consentement.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Bulgarie sur les marchandises traversant cette Principauté.

Les nationaux et le commerce de toutes les Puissances y seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les immunités et priviléges des sujets étrangers ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils ont été établis par les capitulations et les usages resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés du consentement des parties intéressées.

ARTICLE IX.

Le montant du tribut annuel que la Principauté de Bulgarie paiera à la Cour Suzeraine en le versant à la banque que la S. Porte désignera ultérieurement sera déterminé par un accord entre les Puissances signataires du présent traité, à la fin de la première année du fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen du territoire de la Principauté.

La Bulgarie devant supporter une part de la dette publique de l'Empire, lorsque les Puissances détermineront le tribut, elles prendront en considération la partie de cette dette qui pourrait être attribuée à la Principauté sur la base d'une équitable proportion.

ARTICLE X.

La Bulgarie est substituée au Gouvernement Impérial Ottoman dans ses charges et obligations envers la compagnie du chemin de fer de Roustchouk-Varna, à partir de l'échange des ratifications du présent Traité. Le règlement des

comptes antérieurs est réservé à une entente entre la S. Porte, le gouvernement de la Principauté et l'administration de cette compagnie.

La Principauté de Bulgarie est de même substituée, pour sa part, aux engagements que la S. Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire.

Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et la Principauté de Bulgarie immédiatement après la conclusion de la paix.

ARTICLE XI.

L'armée Ottomane ne séjournera plus en Bulgarie; toutes les anciennes forteresses seront rasées aux frais de la Principauté dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut; le Gouvernement local prendra immédiatement des mesures pour les détruire et ne pourra en faire construire de nouvelles. La S. Porte aura le droit de disposer à sa guise du matériel de guerre et autres objets appartenant au Gouvernement Ottoman et qui seraient restés dans les forteresses du Danube déjà évacuées en vertu de l'armistice du 31 Janvier ainsi que de ceux qui se trouveraient dans les places fortes de Schoumla et de Varna.

ARTICLE XII.

Les propriétaires musulmans ou autres qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la Principauté pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission turco-bulgare sera chargée de régler, dans le courant de deux années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la S. Porte, des propriétés de l'Etat et des foundations pieuses (vacoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

Les ressortissants de la Principauté de Bulgarie qui voyageront ou séjournent dans les autres parties de l'Empire Ottoman seront soumis aux autorités et aux lois ottomanes.

ARTICLE XIII.

Il est formé au Sud des Balkans une province qui prendra le nom de »Roumérie Orientale« et qui restera placée sous l'autorité politique et militaire directe de S. M. I. le Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative. Elle aura un gouverneur général chrétien.

ARTICLE XIV.

La Roumérie Orientale est limitée au Nord et au Nord-Ouest par la Bulgarie et comprend les territoires inclus dans le tracé suivant:

Partant de la Mer Noire, la ligne frontière remonte depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodžakiöj, Selam

Kiøj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk, traverse obliquement la vallée du Deli Kamčik, passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadžimahale, après avoir franchi le Deli Kamčik à $2\frac{1}{2}$ kilomètres en amont de Čengei; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredža, et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

A ce point, la frontière occidentale de la Roumérie quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Dužanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumérie Orientale, jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petričevi laissant à la Roumérie Orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Dere et la Kamenica, suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au Sud-Ouest, à la hauteur de Vojnjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe, en ligne droite, le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Čamurli et Hadžilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica et rejoint la limite administrative du Sandjak de Sofia entre Sivri Taš et Čadir Tepe.

La frontière de la Roumérie se sépare de celle de la Bulgarie au mont Čadir Tepe, en suivant la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Marica et de ses affluents d'un côté, et du Mesta Karasu et de ses affluents de l'autre, et prend les directions Sud-Est et Sud, par la crête des Montagnes Despoto Dagh, vers le Mont Kruschowa (point de départ de la ligne du Traité de San Stefano).

Du Mont Kruschowa, la frontière se conforme au tracé déterminé par le Traité de San Stefano, c'est-à-dire la chaîne des Balkans noirs (Kara Balkan), les montagnes Kulaghy-Dagh, Esehek-Tschepellü, Karakolas et Ischiklar d'où elle descend directement vers le Sud-Est pour rejoindre la rivière Arda, dont elle suit le thalweg jusqu'à un point située près du village d'Adačali qui reste à la Turquie.

De ce point, la ligne frontière gravit la crête de Beštepe Dagh qu'elle suit pour descendre et traverser la Maritza à un point situé à 5 kilomètres en amont du pont du Mustafa Pacha; elle se dirige ensuite vers le Nord par la ligne de partage des eaux entre Demirhanli Dere et les petits affluents de la Maritza jusqu'à Küdeler Baïr, d'où elle se dirige à l'Est sur Sakar Baïr, de là, traverse la vallée de la Tundža allant vers Büjük Derbend, qu'elle laisse au Nord, ainsi que Soudzak. De Büjük Derbend, elle reprend la ligne de partage des eaux entre les affluents de la Tundža au Nord et ceux de la Maritza au Sud, jusqu'à hauteur de Kaibilar qui reste à la Roumérie Orientale, passe au Sud de V. Almali entre le bassin de la Maritza au Sud et différents cours d'eau qui

se rendent directement vers la Mer Noire, entre les villages de Belevrin et Alatli; elle suit au Nord de Karanlik les crêtes de Vosna et Zuvak, la ligne qui sépare les eaux de la Duka de celles du Karagač-Su et rejoint la Mer Noire entre les deux rivières de ce nom.

ARTICLE XV.

S. M. le Sultan aura le droit de pourvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province en élevant des fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes.

L'ordre intérieur est maintenu dans la Roumérie Orientale par une gendarmerie indigène assistée d'une milice locale.

Pour la composition de ces deux corps dont les officiers sont nommés par le Sultan, il sera tenu compte, suivant les localités, de la religion des habitants.

S. M. I. le Sultan s'engage à ne point employer de troupes irrégulières telles que Bachibozouks et Circassiens dans les garnisons des frontières. Les troupes régulières destinées à ce service ne pourront, en aucun cas, être cantonnées chez l'habitant. Lorsqu'elles traverseront la province, elles ne pourront y faire de séjour.

ARTICLE XVI.

Le gouverneur général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans les cas où la sécurité intérieure ou extérieure de la province se trouverait menacée. Dans l'éventualité prévue, la S. Porte devra donner connaissance de cette décision ainsi que des nécessités qui la justifient aux Représentants des Puissances à Constantinople.

ARTICLE XVII.

Le gouverneur général de la Roumérie Orientale sera nommé par la S. Porte, avec l'assentiment des Puissances, pour un terme de cinq ans.

ARTICLE XVIII.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, une Commission Européenne sera formée pour élaborer, d'accord avec la Porte Ottomane, l'organisation de la Roumérie Orientale. Cette commission aura à déterminer, dans un délai de trois mois, les pouvoirs et les attributions du gouverneur général ainsi que le régime administratif, judiciaire et financier de la province, en prenant pour point de départ les différentes lois sur les Vilayets et les propositions faites dans la huitième séance de la Conférence de Constantinople.

L'ensemble des dispositions arrêtées pour la Roumérie Orientale fera l'objet d'un Firman Impérial qui sera promulgué par la Sublime Porte et dont elle donnera communication aux Puissances.

ARTICLE XIX.

La Commission Européenne sera chargée d'administrer, d'accord avec la Sublime Porte, les finances de la province jusqu'à l'achèvement de la nouvelle organisation.

ARTICLE XX.

Les traités, conventions et arrangements internationaux de quelque nature qu'ils soient, conclus ou à conclure entre la Porte et les Puissances étrangères, seront applicables dans la Roumérie Orientale comme dans tout l'Empire Ottoman. Les immunités et priviléges acquis aux étrangers, quelle que soit leur condition, seront respectés dans cette province. La S. Porte s'engage à y faire observer les lois générales de l'Empire sur la liberté religieuse en faveur de tous les cultes.

ARTICLE XXI.

Les droits et obligations de la S. Porte en ce qui concerne les chemins de fer dans la Roumérie Orientale sont maintenus intégralement.

ARTICLE XXII.

L'effectif du corps d'occupation Russe en Bulgarie et dans la Roumérie Orientale sera composé de six divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie et n'excèdera pas 50,000 hommes. Il sera entretenu aux frais du pays occupé. Les troupes d'occupation conserveront leurs communications avec la Russie, non seulement par la Roumanie d'après les arrangements à conclure entre les deux Etats, mais aussi par les ports de la Mer Noire, Varna et Bourgas, où elles pourront organiser, pour la durée de l'occupation, les dépôts nécessaires.

La durée de l'occupation de la Roumérie Orientale et de la Bulgarie par les troupes Impériales Russes est fixée à neuf mois, à dater de l'échange des ratifications du présent Traité.

Le Gouvernement Impérial Russe s'engage à terminer, dans un délai ultérieur de trois mois, le passage de ses troupes à travers la Roumanie et l'évacuation complète de cette Principauté.

ARTICLE XXIII.

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

Des règlements analogues adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent Traité.

La Sublime Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission Européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

ARTICLE XXIV.

Dans les cas où la Sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification de frontière indiquée dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations.

ARTICLE XXV.

Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du Sandjak de Novibazar qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitzâ, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien Vilayet de Bosnie.

A cet effet, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails.

ARTICLE XXVI.

L'indépendance du Monténégro est reconnue par la S. Porte et par toutes celles des Hautes Parties contractantes qui ne l'avaient pas encore admise.

ARTICLE XXVII.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur les conditions suivantes:

Dans le Monténégro, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressorts.

tissants du Monténégro aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ARTICLE XXVIII.

Les nouvelles frontières du Monténégro sont fixées ainsi qu'il suit:

Le tracé partant de l'Ilinobrdo, au nord de Klobuk, descend sur la Trebinjčica vers Grančarevo qui reste à l'Herzégovine, puis remonte le cours de cette rivière jusqu'à un point situé à un kilomètre en aval du confluent de la Čepelica et, de là, rejoint, par la ligne la plus courte, les hauteurs qui bordent la Trebinjčica. Il se dirige ensuite vers Pilatova, laissant ce village au Monténégro, puis continue par les hauteurs dans la direction nord, en se maintenant, autant que possible, à une distance de 6 kilomètres de la route Bilek — Korito — Gacko, jusqu'au col situé entre la Somina-Planina et le mont Čurilo, d'où il se dirige à l'est par Vratkovići, laissant ce village à l'Herzégovine, jusqu'au mont Orline. A partir de ce point, la frontière — laissant Ravno au Monténégro — s'avance directement par le nord-nord-est en traversant les sommets du Leberšnik et du Volujak, puis descend par la ligne la plus courte sur la Piva, qu'elle traverse, et rejoint la Tara en passant entre Crkvica et Nedvina. De ce point, elle remonte la Tara jusqu'à Mojkovac d'où elle suit la crête du contrefort jusqu'à Šiškojezero. A partir de cette localité, elle se confond avec l'ancienne frontière jusqu'au village de Sekulare. De là, la nouvelle frontière se dirige par les crêtes de la Mokra Planina, le village de Mokra restant au Monténégro, puis elle gagne le point 2166 de la carte de l'état major autrichien en suivant la chaîne principale et la ligne du partage des eaux, entre le Lim d'un côté, et le Drin, ainsi que la Cievna (Zem) de l'autre.

Elle se confond ensuite avec les limites actuelles entre la tribu des Kuči-Drekalovići d'un côté, et la Kučka-Krajna ainsi que les tribus des Klementi et Grudi de l'autre, jusqu'à la plaine de Podgorica, d'où elle se dirige sur Plavnica, laissant à l'Albanie les tribus des Klementi, Grudi et Hoti.

De là, la nouvelle frontière traverse le lac près de l'ilot de Gorica-Topal et, à partir de Gorica-Topal, elle atteint directement les sommets de la crête, d'où elle suit la ligne du partage des eaux entre Megured et Kalimed, laissant Mrković au Monténégro et rejoignant la Mer Adriatique à V. Kruči.

Au Nord-Ouest, le tracé sera formé par une ligne passant de la côte entre les villages Šušana et Zubci et aboutissant à la pointe extrême Sud-Est de la frontière actuelle du Monténégro sur la Vrsuta-Planina.

ARTICLE XXIX.

Antivari et son littoral sont annexés au Monténégro sous les conditions suivantes:

Les contrées situées au Sud de ce territoire, d'après la délimitation

ci-dessus déterminée, jusqu'à la Bojana, y compris Dulcinjo, seront restituées à la Turquie.

La commune de Spica, jusqu'à la limite septentrionale du territoire indiqué dans la description détaillée des frontières, sera incorporée à la Dalmatie.

Il y aura pleine et entière liberté de navigation sur la Bojana pour le Monténégro. Il ne sera pas construit de fortifications sur le parcours de ce fleuve, à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense locale de la place de Scutari lesquelles ne s'étendront pas au delà d'une distance de six kilomètres de cette ville.

Le Monténégro ne pourra avoir ni bâtiments ni pavillon de guerre.

Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermées aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Les fortifications situées entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette zone.

La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie au moyen de bâtiments légers garde-côtes.

Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir à travers le nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer.

Une entière liberté de communications sera assurée sur ces voies.

ARTICLE XXX.

Les Musulmans ou autres qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés au Monténégro et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté pourront conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public, et moyennant une indemnité préalable.

Une Commission Turco-Monténégrine sera chargée de régler dans le terme de trois ans toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation et d'usage pour le compte de la S. Porte des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (Vakoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui s'y trouveraient engagés.

ARTICLE XXXI.

La Principauté du Monténégro s'entendra directement avec la Porte Ottomane sur l'institution d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'Empire Ottoman où la nécessité en sera reconnue.

Les Monténégrins voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman seront

soumis aux lois et aux autorités Ottomanes suivant les principes généraux du droit international et les usages établis concernant les Monténégrins.

ARTICLE XXXII.

Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer dans un délai de vingt jours à partir de l'échange des ratifications du présent Traité ou plus tôt, si faire se peut, le territoire qu'elles occupent en ce moment en dehors des nouvelles limites de la Principauté.

Les troupes Ottomanes évacueront les territoires cédés au Monténégro dans le même délai de vingt jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire de quinze jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

ARTICLE XXXIII.

Le Monténégro devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le traité de paix, les Représentants des Puissances à Constantinople en détermineront le montant de concert avec la S. Porte sur une base équitable.

ARTICLE XXXIV.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Principauté de Serbie en la rattachant aux conditions exposées dans l'article suivant.

ARTICLE XXXV.

En Serbie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ARTICLE XXXVI.

La Serbie reçoit les territoires inclus dans la délimitation ci-après:

La nouvelle frontière suit le tracé actuel en remontant le thalweg de la Drina depuis son confluent avec la Save, laissant à la Principauté le Mali Zwornik et Sakhar, et continue à longer l'ancienne limite de la Serbie jusqu'au Kopaonik, dont elle se détache au sommet du Kanilug. De là, elle suit d'abord la limite occidentale du Sandjak de Nisch par le contrefort Sud du Kopaonik, par les crêtes de la Marica et Mrdar Planina, qui forment la ligne de partage des eaux entre les bassins de l'Ibar et de la Sitnica d'un côté, et celui de la Toplica de l'autre, laissant Prepolac à la Turquie.

Elle tourne ensuite vers le Sud par la ligne du partage des eaux entre la Brvenica et la Medvedja, laissant tout le bassin de la Medvedja à la Serbie, suit la crête de la Goljak Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva Rjeka d'un côté, et la Poljanica, la Veternica et la Morawa de l'autre) jusqu'au sommet de la Poljanica. Puis elle se dirige par le contrefort de la Karpina Planina jusqu'au confluent de la Koinska avec la Morawa, traverse cette rivière, remonte par la ligne de partage des eaux entre le ruisseau Koinska et le ruisseau qui tombe dans la Morawa près de Neradovce, pour rejoindre la Planina Sv. Ilija au dessus de Trgovište. De ce point, elle suit la crête de Sv. Ilija jusqu'au Mont Kljuc, et, passant par les points indiqués sur la carte par 1516 et 1547 et par la Babina Gora, elle aboutit au Mont Crni vrh.

A partir du Mont Crni Vrh, la nouvelle délimitation se confond avec celle de la Bulgarie, c'est-à-dire:

La ligne frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Struma et la Morawa par les sommets du Strešer, Vilogolo et Mešid Planina, rejoint par la Gačina, Crna Trava, Darkosvka et Drainica plan, puis le Dešćani Kladanec, la ligne de partage des eaux de la Haute Sukowa et de la Morawa, va directement sur le Stol et en descend pour couper, à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Seguša, la route de Sofia à Pirot. Elle remonte, en ligne droite, sur la Vidlié Planina, et delà, sur le Mont Radočina, dans la chaîne du Kodža Balkan, laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du Mont Radočina, la frontière suit vers le Nord-Ouest la crête des Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la Principauté de Serbie près la Kula Smiljova čuka et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakowitzza.

ARTICLE XXXVII.

Jusqu'à la conclusion de nouveaux arrangements, rien ne sera changé en Serbie aux conditions actuelles des relations commerciales de la Principauté avec les pays étrangers.

Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises traversant la Serbie.

Les immunités et priviléges des sujets étrangers ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils existent aujourd'hui, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la Principauté et les Puissances intéressées.

ARTICLE XXXVIII.

La Principauté de Serbie est substituée, pour sa part, aux engagements que la Sublime Porte a contractés, tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées à construire sur le territoire nouvellement acquis par la Principauté.

Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues,

immédiatement après la signature du présent Traité, entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et, dans les limites de sa compétence, la Principauté de Bulgarie.

ARTICLE XXXIX.

Les musulmans qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés à la Serbie et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission Turco-Serbe sera chargée de régler, dans le délai de trois années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la S. Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (Vakoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

ARTICLE XL.

Jusqu'à la conclusion d'un traité entre la Turquie et la Serbie, les sujets Serbes voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman seront traités suivant les principes généraux du droit international.

ARTICLE XLI.

Les troupes Serbes seront tenues d'évacuer, dans le délai de quinze jours à partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le territoire non compris dans les nouvelles limites de la Principauté.

Les troupes Ottomanes évacueront les territoires cédés à la Serbie dans le même délai de quinze jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire du même nombre de jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

ARTICLE XLII.

La Serbie devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le présent Traité, les Représentants à Constantinople en détermineront le montant, de concert avec la S. Porte, sur une base équitable.

ARTICLE XLIII.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Roumanie en la rattachant aux conditions exposées dans les deux articles suivants.

ARTICLE XLIV.

En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux

emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'Etat roumain aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les nationaux de toutes les Puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

ARTICLE XLV.

La Principauté de Roumanie rétrocède à S. M. l'Empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détaché de la Russie en suite du Traité de Paris de 1856 limitée à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stary-Stamboul.

ARTICLE XLVI.

Les îles formant le Delta du Danube ainsi que l'île des Serpents, le Sandjak de Toulcha comprenant les districts (Cazas) de Kilia, Soulina Mahmoudié, Isaktcha, Toulcha, Matchin, Babadagh, Hirsovo, Kustendje, Medjidié, sont réunis à la Roumanie. La Principauté reçoit en outre le territoire situé au Sud de la Dobroutha jusqu'à une ligne ayant son point de départ à l'Est de Silistre et aboutissant à la Mer Noire au Sud de Mangalia.

Le tracé de la frontière sera fixé sur les lieux par la Commission Européenne instituée pour la délimitation de la Bulgarie.

ARTICLE XLVII.

La question du partage des eaux et des pêcheries sera soumise à l'arbitrage de la Commission Européenne du Danube.

ARTICLE XLVIII.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Roumanie sur les marchandises traversant la Principauté.

ARTICLE XLIX.

Des conventions pourront être conclues par la Roumanie pour régler les priviléges et attributions des Consuls en matière de protection dans la Principauté. Les droits acquis resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la Principauté et les parties intéressées.

ARTICLE L.

Jusqu'à la conclusion d'un traité réglant les priviléges et attributions des Consuls entre la Turquie et la Roumanie, les sujets roumains voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman et les sujets ottomans voyageant ou

séjournant en Roumanie jouiront des droits garantis aux sujets des autres Puissances Européennes.

ARTICLE LI.

En ce qui concerne les entreprises de travaux publics et autres de même nature, la Roumanie sera substituée, pour tout le territoire cédé, aux droits et obligations de la Sublime Porte.

ARTICLE LII.

Afin d'accroître les garanties assurées à la liberté de la navigation sur le Danube reconnue comme étant d'intérêt européen, les Hautes Parties contractantes décident que toutes les forteresses et fortifications qui se trouvent sur le parcours du fleuve depuis les Portes de fer jusqu'à ses embouchures seront rasées et qu'il n'en sera pas élevé de nouvelles. Aucun bâtiment de guerre ne pourra naviguer sur le Danube en aval des Portes de fer, à l'exception des bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes. Les stationnaires des Puissances aux embouchures du Danube pourront toutefois remonter jusqu'à Galatz.

ARTICLE LIII.

La Commission Européenne du Danube, au sein de laquelle la Roumanie sera représentée, est maintenue dans ses fonctions et les exercera dorénavant jusqu'à Galatz dans une complète indépendance de l'autorité territoriale. Tous les traités, arrangements, actes et décisions relatifs à ses droits, priviléges, prérogatives et obligations sont confirmés.

ARTICLE LIV.

Une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la Commission Européenne, les Puissances se mettront d'accord sur la prolongation de ses pouvoirs ou sur les modifications qu'elles jugeraient nécessaires d'y introduire.

ARTICLE LV.

Les règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance depuis les Portes de fer jusqu'à Galatz seront élaborés par la Commission Européenne assistée de délégués des Etats Riverains et mis en harmonie avec ceux qui ont été ou seraient édictés pour le parcours en aval de Galatz.

ARTICLE LVI.

La Commission Européenne du Danube s'entendra avec qui de droit pour assurer l'entretien du phare sur l'île des Serpents.

ARTICLE LVII.

L'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes de fer et les Cataractes opposent à la navigation est confiée à l'Autriche-Hongrie. Les Etats Riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux.

Les dispositions de l'article VI du Traité de Londres du 13 Mars 1871 relatives au droit de percevoir une taxe provisoire pour couvrir les frais de ces travaux sont maintenues en faveur de l'Autriche-Hongrie.

ARTICLE LVIII.

La S. Porte cède à l'Empire Russe en Asie les territoires d'Ardahan, Kars et Batoum avec ce dernier port, ainsi que tous les territoires compris entre l'ancienne frontière russo-turque et le tracé suivant:

La nouvelle frontière partant de la Mer Noire conformément à la ligne déterminée par le Traité de San Stefano jusqu'à un point au Nord-Ouest de Khorda et au Sud d'Artwin, se prolonge en ligne droite jusqu'à la rivière Tchoroukh, traverse cette rivière et passe à l'Est d'Aschmichen, en allant en ligne droite au Sud pour rejoindre la frontière Russe indiquée dans le Traité de San Stefano à un point au Sud de Nariman, en laissant la ville d'Olti à la Russie. Du point indiqué près de Nariman, la frontière tourne à l'Est, passe par Tebrenec qui reste à la Russie et s'avance jusqu'au Pennek Tschaï.

Elle suit cette rivière jusqu'à Bardouz, puis se dirige vers le Sud, en laissant Bardouz et Jönikioy à la Russie. D'un point à l'Ouest du village de Karaougan, la frontière se dirige sur Medjingert, continue en ligne directe vers le sommet de la montagne Kassadagh et longe la ligne du partage des eaux entre les affluents de l'Araxe au Nord et ceux du Mourad Sou au Sud, jusqu'à l'ancienne frontière de la Russie.

ARTICLE LIX.

S. M. l'Empereur de Russie déclare que Son intention est d'ériger Batoum en port franc, essentiellement commercial.

ARTICLE LX.

La vallée d'Alaschkerd et la ville de Bayazid cédées à la Russie par l'article XIX du Traité de San Stefano font retour à la Turquie.

La Sublime Porte cède à la Perse la ville et le territoire de Khotour tel qu'il a été déterminé par la commission mixte Anglo-Russe pour la délimitation des frontières de la Turquie et de la Perse.

ARTICLE LXI.

La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application.

ARTICLE LXII.

La Sublime Porte ayant exprimé la volonté de maintenir le principe de la liberté religieuse en y donnant l'extension la plus large, les parties contractantes prennent acte de cette déclaration spontanée.

Dans aucune partie de l'Empire Ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Tous seront admis, sans distinction de religion, à témoigner devant les tribunaux.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines de toutes les nationalités voyageant dans la Turquie d'Europe ou la Turquie d'Asie jouiront des mêmes droits, avantages et priviléges.

Le droit de protection officielle est reconnu aux agents diplomatiques et consulaires des Puissances en Turquie, tant à l'égard des personnes susmentionnées que de leurs établissements religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs.

Les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints.

Les moines du Mont Athos, quel que soit leur pays d'origine, seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs et jouiront, sans aucune exception, d'une entière égalité de droits et prérogatives.

ARTICLE LXIII.

Le Traité de Paris du 30 Mars 1856 ainsi que le Traité de Londres du 13 Mars 1871 sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précédent.

ARTICLE LXIV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé
le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de Juillet mil huit cent soixante
dix-huit.

Wittgenstein

Wilhelm

Kotzenbach

Andrássy

Károlyi

Naymuz

Waddington

de Waller

de Depreez



Beaconsfield



Salisbury



D. Russell



L. Colly



Lawrence



Gortchau



Schauratoff



Somnitz



Macauliffe



Mohamed Ali



Sadullah

Les chefs de délégations des pays signataires du Traité de Berlin
Delegationschefs der Länder, die den Berliner Vertrag unterzeichnet haben
Heads of delegations of the signatories of the Berlin Treaty
Šefovi delegacija zemalja potpisnica Berlinskog ugovora



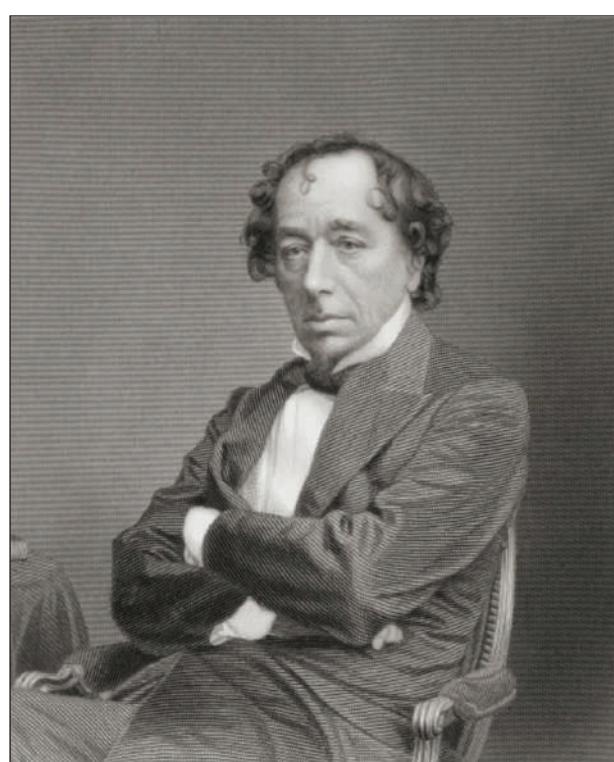
Othon, Prince de Bismarck



Jules, Comte Andrassy



William Henri Waddington



Benjamin Disraeli,
Comte de Beaconsfield



Louis, Comte Corti



Alexandre, Prince Gortchacow



Alexandre Carathéodory Pacha

BERLINER VERTRAG
1878.

IM NAMEN DES ALLMÄCHTIGEN GOTTES

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, der Präsident der Französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, Kaiserin von Indien, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser aller Reußen und Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen, von dem Wunsche geleitet, in einem der europäischen Ordnung entsprechenden Sinne gemäß den Bestimmungen des Pariser Vertrages vom 30. März 1856 die Fragen zu regeln, welche im Orient durch die Ereignisse der letzten Jahre und durch den Krieg entstanden sind, dem der Präliminarvertrag von San Stefano ein Ziel gesetzt hat, sind einmüthig der Ansicht gewesen, daß die Vereinigung zu einem Kongresse das beste Mittel darbieten würde, ihr Einvernehmen zu erleichtern.

Ihre gedachten Majestäten und der Präsident der Französischen Republik haben in Folge dessen zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

SEINE MAJESTÄT DER DEUTSCHE KAISER, KÖNIG VON PREUSSEN:

den Herrn Otto Fürsten von Bismarck, Ihren Präsidenten des preußischen Staatsministeriums, Kanzler des Reichs,
den Herrn Bernhard Ernst von Bülow, Ihren Staatsminister
und Staatssekretär des Auswärtigen Amts,
und
den Herrn Chlodwig Karl Viktor Fürsten von Hohenlohe-Schillingsfürst, Fürsten von Ratibor und Corvey, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei der Französischen Republik, Königlich bayerischen Kron-Oberst-Kämmerer,

SEINE MAJESTÄT DER KAISER VON OESTERREICH, KÖNIG VON BÖHMEN ETC. UND APOSTOLISCHER KÖNIG VON UNGARN:

den Herrn Julius Grafen Andrassy von Csik-Szent-Király und Kraszna-Horka, spanischen Granden erster Klasse, Wirklichen Geheimen Rath, Ihren Minister des Kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, Feldmarschall-Lieutenant in der Armee,

den Herrn Ludwig Grafen Károly von Nagy-Károly, Kammerherrn und Wirklichen Geheimen Rath, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,
und

den Herrn Heinrich Freiherrn von Haymerle, Wirklichen Geheimen Rath, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien,

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

den Herrn William Henri Waddington, Senator, Mitglied des Instituts, Minister- Staatssekretär im Auswärtigen Amt,

den Herrn Charles Raymond de La Croix de Chevrière, Grafen von Saint-Vallier, Senator, außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter Frankreichs bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,
und

den Herrn Felix Hippolyte Desprez, Staatsrath, bevollmächtigten Minister erster Klasse, beauftragt mit der Leitung der politischen Angelegenheiten im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND IRLAND, KAISERIN VON INDIEN:

den sehr ehrenwerthen Benjamin Disraeli, Grafen von Beaconsfield, Vicomte Hughenden, Pair des Parlaments, Mitglied des sehr ehrenwerthen Geheimen Rethes Ihrer Majestät, Ersten Lord des Schatzes Ihrer Majestät und Ersten Minister von England,

den sehr ehrenwerthen Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil Marquis von Salisbury, Grafen von Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair des Parlaments, Mitglied des sehr ehrenwerthen Geheimen Rethes Ihrer Majestät, Ersten Staatssekretär Ihrer Majestät im Auswärtigen Amte,
und

den sehr ehrenwerthen Lord Odo William Leopold Russell, Mitglied des Geheimen Rathes Ihrer Majestät, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN:

den Herrn Ludwig Grafen Corti, Senator, Ihren Minister der auswärtigen Angelegenheiten,
und

den Herrn Eduard Grafen von Launay, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,

SEINE MAJESTÄT DER KAISER ALLER REUSSEN:

den Herrn Alexander Fürsten Gortschacow, Ihren Reichskanzler,

den Herrn Peter Grafen von Schouvaloff, General der Kavallerie, Ihren General-Adjutanten, Mitglied des Reichsrathes und Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Ihrer Britischen Majestät,
und

den Herrn Paul von Oubril, Wirklichen Geheimen Rath, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,

und

SEINE MAJESTÄT DER KAISER DER OTTOMANEN:

Alexander Caratheodory Pascha, Ihren Minister der öffentlichen Arbeiten,

Mehemed Ali Pascha, Muschir Ihrer Armeen,
und

Sadoullah Bey, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preußen,

welche zufolge des Vorschlages des Oesterreichisch-Ungarischen Hofes und auf die Einladung des Deutschen Hofes sich in Berlin vereinigt haben, versehen mit Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind.

Nach glücklich unter ihnen hergestelltem Einverständniß sind dieselben über folgende Bestimmungen übereingekommen:

Artikel 1.

Bulgarien wird zu einem autonomen und tributpflichtigen Fürstenthum unter der Oberherrlichkeit Sr. Kaiserlichen Majestät des Sultans erhoben; es soll eine christliche Regierung und eine Nationalmiliz erhalten.

Artikel 2.

Das Fürstenthum Bulgarien wird folgende Gebietstheile umfassen:

Die Grenze folgt im Norden dem rechten Donauufer von der früheren serbischen Grenze bis zu einem durch eine europäische Kommission noch zu bestimmenden Punkte östlich von Silistria und wendet sich von dort nach dem Schwarzen Meere südlich von Mangalia, welches mit dem rumänischen Gebiete vereinigt wird. Das Schwarze Meer bildet die Ostgrenze von Bulgarien. Im Süden steigt die Grenze von der Mündung des Baches, in dessen Nähe die Dörfer Hodžakiöj, Selam-Kiöj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk liegen, den Thalweg desselben hinauf, durchschneidet quer das Thal des Deli Kamčik, geht südlich an Belibe und Kemhalik und nördlich an Hadžimahale vorbei, nachdem sie den Deli Kamčik 2½ Kilometer oberhalb Čengei überschritten hat, erreicht den Kamm an einem zwischen Tekenlik und Aidos-bredža gelegenen Punkte und folgt demselben über den Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan nördlich von Kotel bis zum Demir Kapu. Sie geht durch die Hauptkette des großen Balkans weiter, welchem sie in seiner ganzen Ausdehnung bis zum Gipfel von Kosica folgt.

Dort verläßt sie den Kamm des Balkans, geht in südlicher Richtung zwischen den Dörfern Pirtop und Dužanci, von welchen das erstere Bulgarien, das andere Ost-Rumelien zufällt, bis zum Bach Tuzlu Dere hinab, folgt diesem Wasserlauf bis zu dessen Vereinigung mit der Topolnica, sodann diesem Flusse bis zu dessen Zusammenfluß mit dem Smovskio Dere beim Dorfe Petricevo, wo bei sie bei Ost-Rumelien einen Bezirk von zwei Kilometer Umfang flußaufwärts dieses Zusammenflusses beläßt, steigt zwischen den Bächen Smovskio Dere und der Kamenica auf der Wasserscheideelinie hinauf, um sich nach Südwesten auf die Höhe von Voinjak zu wenden und geradenwegs den Punkt 875 der österreichischen Generalstabskarte zu erreichen.

Die Grenzlinie schneidet in gerader Richtung das obere Becken des Baches Ichtiman Dere, geht zwischen Bogdina und Karaúla hindurch, um auf die die Becken des Isker und der Marica trennende Wasserscheidelinie zwischen Čamurli und Hadžilar zu gelangen, folgt dieser Linie zwischen den Gipfeln Velina Mogila, dem Sattel 531, Zmailica Vrh, Sumnatica und erreicht die Verwal-

tungsgrenze des Sandjak von Sofia zwischen Sivri Taš und Čadir Tepe.

Von Čadir Tepe folgt die Grenze, in der Richtung nach Südwesten, der Wasserscheidelinie zwischen den Becken des Mesta Karasu einerseits und des Strúma Karasu andererseits, läuft über die Kämme des Rhodopegebirges, genannt Demir Kapu, Iskoftepe, Kadimesar Balkan und Aiji Gedük bis zum Kapetnik Balkan und fällt so mit der früheren Verwaltungsgrenze des Sandjak von Sofia zusammen.

Von Kapetnik Balkan ab wird die Grenze durch die Wasserscheidelinie zwischen den Thälern der Rilska reka und der Bistrika reka gebildet und folgt den Vorbergen, genannt Vodenika Planina, um in das Thal der Strúma bei der Vereinigung dieses Flusses mit der Rilska reka hinabzugehen, das Dorf Barakli bei der Türkei belassend. Sie steigt sodann südlich von dem Dorfe Jelešnica hinauf, um auf der kürzesten Linie die Kette Golema Planina auf dem Gipfel des Gitka zu erreichen und dort die alte Verwaltungsgrenze des Sandjak von Sofia zu gewinnen, beläßt jedoch das ganze Becken der Suha reka bei der Türkei.

Vom Berge Gitka wendet sich die Westgrenze nach dem Berge Crni Vrh über die Gebirge von Karvena Jabuka, indem sie der alten Verwaltungsgrenze des Sandjak von Sofia in dem oberen Theile der Becken des Egrisu und der Lepnika folgt, läuft mit derselben auf die Kämme der Babina polana und langt bei dem Berge Crni Vrh an.

Vom Berge Crni Vrh folgt die Grenze der Wasserscheidelinie zwischen Strúma und Morawa über die Gipfel des Strešer, Vilogolo und Mešid Planina, erreicht über die Gačina, Crna Trava, Darkovska und Drainica plan, sodann den Deščani Kladanec, die Wasserscheidelinie der Hohen Sukowa und der Morawa, geht geradenwegs auf den Stol und steigt von demselben hinab, um 1000 Meter nordwestlich von dem Dorfe Saguša die Straße von Sofia nach Pirot zu schneiden. Sie geht wieder in gerader Linie auf die Vidlič Planina und von dort auf den Berg Radočina in der Kette des Kodža Balkan hinauf, indem sie bei Serbien das Dorf Doikinci und bei Bulgarien das Dorf Senakos beläßt.

Vom Gipfel des Berges Radočina folgt die Grenze, nach Westen zu, dem Kamme des Balkans über Ciprovec Balkan und Stara Planina bis zur alten Ostgrenze des Fürstenthums Serbien bei der Kula Smiljova Čuka und von dort dieser alten Grenze bis zur Donau, welche sie in Rakovitza erreicht.

Diese Grenze soll an Ort und Stelle durch eine europäische Kommission festgestellt werden, in welcher die Signatarmächte vertreten sein werden. Man ist hierbei darüber einig:

1. daß die besagte Kommission die Nothwendigkeit für Se. Kaiserliche Majestät den Sultan, die Balkangrenzen von Ost-Rumelien vertheidigen zu können, in Betracht zu ziehen haben wird,

2. daß in einem Umfange von 10 Kilometer um Samakow keine Befestigungen errichtet werden dürfen.

Artikel 3.

Der Fürst von Bulgarien wird von der Bevölkerung frei gewählt und von der Hohen Pforte mit Zustimmung der Mächte bestätigt werden. Kein Mitglied der regierenden Häuser der europäischen Großmächte darf zum Fürsten von Bulgarien gewählt werden.

Wird die fürstliche Würde wieder frei, so erfolgt die Wahl des neuen Fürsten unter den gleichen Bedingungen und Förmlichkeiten.

Artikel 4.

Eine in Tirnovo zusammenzuberufende Versammlung von Notabeln Bulgariens wird vor der Wahl des Fürsten das organische Reglement des Fürstenthums ausarbeiten.

An denjenigen Orten, wo Bulgaren mit türkischen, rumänischen, griechischen oder anderen Bevölkerungen gemischt sind, soll den Rechten und Interessen dieser Bevölkerungen bezüglich der Wahlen und der Ausarbeitung des organischen Reglements Rechnung getragen werden.

Artikel 5.

Folgende Bestimmungen sollen die Grundlage des öffentlichen Rechtes in Bulgarien bilden:

Der Unterschied des religiösen Glaubens und der Bekenntnisse darf Niemandem gegenüber geltend gemacht werden als ein Grund der Ausschließung oder der Unfähigkeit bezüglich des Genusses der bürgerlichen und politischen Rechte, der Zulassung zu öffentlichen Diensten, Aemtern und Ehren oder der Ausübung der verschiedenen Berufs- und Gewerbszweige, an welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Kulte werden allen Angehörigen Bulgariens sowie den Ausländern zugesichert, und es darf weder der hierarchischen Organisation der verschiedenen Religionsgemeinschaften noch deren Beziehungen zu ihren geistlichen Oberen ein Hinderniß entgegengestellt werden.

Artikel 6.

Die provisorische Verwaltung von Bulgarien wird bis zur Vollendung des organischen Reglements durch einen Kaiserlich russischen Kommissar geleitet werden. Ein Kaiserlich ottomanischer

Kommissar, sowie die dazu besonders delegirten Konsuln der übrigen Signatarmächte dieses Vertrages werden berufen werden, demselben zur Seite zu treten, um die Ausübung dieser provisorischen Regierungsthätigkeit zu kontroliren. Im Falle der Meinungsverschiedenheit zwischen den delegirten Konsuln soll die Mehrheit entscheiden und im Falle des Zwiespaltes der Ansichten zwischen dieser Mehrheit und dem Kaiserlich russischen Kommissar oder dem Kaiserlich ottomanischen Kommissar haben die Vertreter der Signatarmächte in Konstantinopel, zu einer Konferenz vereinigt, zu entscheiden.

Artikel 7.

Die provisorische Verwaltung darf nicht über die Dauer von neun Monaten, vom Austausche der Ratifikations-Urkunden des gegenwärtigen Vertrages ab gerechnet, ausgedehnt werden.

Nach Fertigstellung des organischen Reglements soll sofort zur Wahl des Fürsten von Bulgarien geschritten werden. Sobald der Fürst eingesetzt sein wird, soll die neue Organisation in Kraft treten und das Fürstenthum in den vollen Genuß seiner Autonomie gelangen.

Artikel 8.

Die Handels- und Schiffahrtsverträge sowie alle sonstigen Uebereinkommen und Abmachungen, welche zwischen den auswärtigen Mächten und der Pforte abgeschlossen worden sind und sich zur Zeit noch in Kraft befinden, werden im Fürstenthum Bulgarien aufrechterhalten und keine Veränderung derselben darf gegenüber irgend einer Macht vorgenommen werden, bevor diese nicht ihre Zustimmung dazu gegeben hat.

Kein Durchgangszoll darf in Bulgarien von den durch dieses Fürstenthum gehenden Waaren erhoben werden.

Die Angehörigen und der Handel aller Mächte sollen auf dem Fuße vollkommener Gleichstellung behandelt werden.

Die Immunitäten und Privilegien der fremden Unterthanen, sowie die konsularischen Gerichtsbarkeits- und Schutzrechte, wie solche durch die Kapitulationen und Gebräuche eingeführt sind, sollen in voller Kraft bleiben, so lange sie nicht mit Zustimmung der dazu berufenen Beteiligten abgeändert werden.

Artikel 9.

Die Höhe des jährlichen Tributes, welchen das Fürstenthum Bulgarien dem Oberherrlichen Hofe durch Zahlung an die von der Hohen Pforte später zu bezeichnende Bank zu entrichten hat, wird durch Vereinbarung der Signatarmächte des gegenwärtigen Ver-

trages am Schlusse des ersten Jahres der Wirksamkeit der neuen Organisation bestimmt werden. Dieser Tribut wird nach dem mittleren Ertrage des Gebietes des Fürstenthums festgesetzt werden.

Da Bulgarien einen Theil der öffentlichen Schuld des Reichs zu tragen hat, so werden die Mächte bei Feststellung dieses Tributs denjenigen Theil dieser Schuld in Betracht ziehen, welcher dem Fürstenthum auf der Grundlage eines billigen Verhältnisses aufzulegen sein würde.

Artikel 10.

Bulgarien übernimmt vom Tage der Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu dem gegenwärtigen Vertrage ab an Stelle der Kaiserlich ottomanischen Regierung deren Lasten und Verpflichtungen gegenüber der Rustschuk-Varnaer Eisenbahngesellschaft; die Begleichung der früheren Rechnungen wird einer Vereinbarung zwischen der Hohen Pforte, der Regierung des Fürstenthums und der Verwaltung dieser Gesellschaft vorbehalten.

Das Fürstenthum Bulgarien übernimmt gleichfalls, für seinen Theil, an Stelle der Hohen Pforte, die Verpflichtungen, welche dieselbe sowohl gegenüber Oesterreich-Ungarn als gegenüber der Gesellschaft für den Betrieb der Eisenbahnen der europäischen Türkei bezüglich des Ausbaues, des Anschlusses und des Betriebes der auf bulgarischem Gebiete gelegenen Bahnen eingegangen ist.

Die zur Regelung dieser Fragen nothwendigen Uebereinkommen werden zwischen Oesterreich-Ungarn, der Pforte, Serbien und dem Fürstenthum Bulgarien unmittelbar nach dem Abschluß des Friedens getroffen werden.

Artikel 11.

Die ottomanische Armee darf nicht länger in Bulgarien verbleiben; alle bisherigen Festungen sind, auf Kosten des Fürstenthums, innerhalb eines Jahres oder womöglich früher zu schleifen; die Landesregierung hat sofort die zu deren Entfestigung nöthigen Maßregeln zu ergreifen und darf neue Festungen nicht anlegen. Die Hohe Pforte hat das Recht, nach Gutdünken über das Kriegsmaterial und über andere, der ottomanischen Regierung gehörige Gegenstände zu verfügen, welche in den gemäß dem Waffenstillstande vom 31. Januar bereits geräumten Donaufestungen etwa zurückgeblieben sind, desgleichen über solche, welche sich in den festen Plätzen Schumla und Varna befinden sollten.

Artikel 12.

Grundeigenthümer, muselmännische oder andere, welche ihren persönlichen Aufenthalt außerhalb des Fürstenthums nehmen

sollten, können ihren Grundbesitz im Fürstenthum behalten, indem sie ihn verpachten oder durch Dritte verwalten lassen.

Eine türkisch-bulgarische Kommission hat innerhalb zweier Jahre alle Angelegenheiten zu regeln, welche Bezug haben auf die Art der Veräußerung, der Benutzung oder des Gebrauches der Staatsgüter und frommen Stiftungen (Vakufs) für Rechnung der Hohen Pforte, desgleichen die Fragen, welche die etwa hierbei berührten Interessen von Privaten betreffen sollten.

Die Angehörigen des Fürstenthums Bulgarien, welche in anderen Theilen des Ottomanischen Reichs reisen oder sich aufhalten sollen, sind den ottomanischen Behörden und Gesetzen unterworfen.

Artikel 13.

Südlich vom Balkan wird eine Provinz gebildet, welche den Namen Ost-Rumelien führen und unter der unmittelbaren politischen und militärischen Autorität Sr. Kaiserlichen Majestät des Sultans, jedoch mit administrativer Autonomie, verbleiben wird. Sie wird einen christlichen General-Gouverneur erhalten.

Artikel 14.

Ost-Rumelien wird im Norden und Nordwesten durch Bulgarien begrenzt und umfaßt die in folgender Linie eingeschlossenen Gebiete:

Von dem Schwarzen Meere ausgehend, steigt die Grenzlinie von der Mündung des Baches, in dessen Nähe die Dörfer Hodžakiöj, Selam Kiöj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk liegen, den Thalweg desselben hinauf, durchschneidet quer das Thal des Deli Kamčik, geht südlich an Belibe und Kemhalik und nördlich an Hadžimahale vorbei, nachdem sie den Deli Kamčik 2½ Kilometer oberhalb Čengei überschritten hat, erreicht den Kamm an einem zwischen Tekenlik und Aidos-Bredža gelegenen Punkte und folgt demselben über den Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan nördlich von Kotel bis zum Demir Kapu. Sie geht durch die Hauptkette des großen Balkans weiter, welchem sie in seiner ganzen Ausdehnung bis zum Gipfel von Kosica folgt.

An diesem Punkte verläßt die Westgrenze von Rumelien den Kamm des Balkans, geht in südlicher Richtung zwischen den Dörfern Pirtop und Dužanci, von welchen das erstere Bulgarien, das andere Ost-Rumelien zufällt, bis zum Bache Tuzlu Dere hinab, folgt diesem Wasserlauf bis zu dessen Vereinigung mit der Topolnica, so dann diesem Flusse bis zu dessen Zusammenfluß mit dem Smovskio Dere beim Dorfe Petricevo, wobei sie bei Ost-Rumelien einen Bezirk von zwei Kilometer Umfang flußaufwärts dieses Zusammenflusses

beläßt, steigt zwischen den Bächen Smovskio Dere und der Kamenica auf der Wasserscheidelinie hinauf, um sich nach Südwesten auf die Höhe von Vojnjak zu wenden und geradenwegs den Punkt 875 der österreichischen Generalstabskarte zu erreichen.

Die Grenzlinie scheidet in gerader Richtung das obere Becken des Baches Ichtiman Dere, geht zwischen Bogdina und Karaúla hindurch, um auf die die Becken des Isker und der Marica trennende Wasserscheidelinie zwischen Čamurli und Hadžilar zu gelangen, folgt dieser Linie zwischen den Gipfeln Velina Mogila, dem Sattel 531, Zmailica Vrh, Sumnatica und erreicht die Verwaltungsgrenze des Sandjak von Sofia zwischen Sivri Taš und Čadir Tepe.

Die Grenze Rumeliens trennt sich von derjenigen Bulgariens auf dem Berge Čadir Tepe, folgt der Wasserscheidelinie zwischen den Becken der Marica und ihrer Zuflüsse einerseits, und des Mesta Karasu und seiner Zuflüsse andererseits und nimmt eine südöstliche und sodann eine südliche Richtung über den Kamm der Berge Despoto Dagh nach dem Berge Kruschowa zu. (Ausgangspunkt der Linie des Vertrages von San Stefano.)

Vom Berg Kruschowa richtet sich die Grenze nach der im Vertrage von San Stefano bestimmten Linie, das heißt der Kette des schwarzen Balkans (Kara Balkan), der Gebirge Kulaghy-Dagh, Eschek-Tschepellü, Karakolas und Ischiklar, von wo sie geradenwegs nach Südost hinabgeht, um den Fluß Arda zu erreichen, dessen Thalwege sie bis zu einem bei dem Dorfe Adaćali gelegenen Punkte folgt. Letzteres Dorf verbleibt bei der Türkei.

Von diesem Punkte steigt die Grenzscheide auf den Kamm des Beštepe Dagh hinauf, welchem sie folgt, um sodann herabzugehen und die Maritza an einem 5 Kilometer oberhalb der Brücke von Mustafa Pascha gelegenen Punkte zu überschreiten; sie wendet sich sodann gegen Norden über die Wasserscheidelinie zwischen Demirhanli Dere und den kleinen Zuflüssen der Maritza bis Küdeler Baır, von wo sie eine östliche Richtung auf Sakar Baır nimmt; von dort überschreitet sie das Thal der Tundža, nach Büjük Derbend zu, welches sie nebst Soudzak nördlich läßt. Von Büjük Derbend aus schließt sich die Grenze wieder an die Wasserscheidelinie zwischen den Zuflüssen der Tundža im Norden und denen der Maritza im Süden bis auf die Höhe von Kaibilar an, welche letzlere bei Ost-Rumelien verbleibt, geht südlich von V. Almali zwischen den Becken der Maritza im Süden und verschiedenen Wasserläufen, welche sich unmittelbar in das Schwarze Meer ergießen, zwischen den Dörfern Belevrin und Alatli hindurch; sie folgt nördlich von Karanlik den Kämmen Vosna und Zuvak, der Wasserscheidelinie zwischen der Duka und dem Karagač-Su und erreicht das Schwarze Meer zwischen den beiden eben genannten Flüssen.

Artikel 15.

Se. Majestät der Sultan soll das Recht haben, für die Vertheidigung der Land- und Seegrenzen dieser Provinz durch Errichtung von Befestigungen auf diesen Grenzen und Unterhaltung von Truppen daselbst Sorge zu tragen.

Die innere Ordnung in Ost-Rumelien wird durch eine, von einer Ortsmiliz unterstützte Gendarmerie aufrechterhalten.

Bezüglich der Zusammensetzung dieser beiden Korps, deren Offiziere vom Sultan ernannt werden, soll, je nach der Oertlichkeit, der Religion der Einwohner Rechnung getragen werden.

Se. Kaiserliche Majestät der Sultan verpflichtet sich, irreguläre Truppen, wie Baschibozuks und Tscherkessen in den Grenzgarnisonen nicht zu verwenden. Die zu diesem Dienste bestimmten regulären Truppen dürfen in keinem Falle bei den Einwohnern einquartiert werden. Bei einem Durchmarsche durch die Provinz dürfen sie keinen Aufenthalt daselbst nehmen.

Artikel 16.

Der General-Gouverneur soll das Recht haben, die ottomanischen Truppen herbeizurufen in denjenigen Fällen, in welchen die innere oder äußere Sicherheit der Provinz bedroht sein sollte. Die Hohe Pforte hat in dem vorgesehenen Falle den Vertretern der Mächte zu Konstantinopel von dieser Maßregel sowie von den Umständen, welche dieselben rechtfertigen, Kenntniß zu geben.

Artikel 17.

Der General-Gouverneur von Ost-Rumelien wird auf die Dauer von fünf Jahren von der Hohen Pforte mit Zustimmung der Mächte ernannt werden.

Artikel 18.

Unmittelbar nach dem Austausche der Ratifikationsurkunden zu dem gegenwärtigen Vertrage soll eine europäische Kommission gebildet werden, um in Uebereinstimmung mit der Ottomanischen Pforte die Organisation von Ost-Rumelien auszuarbeiten. Diese Kommission hat in einer Frist von drei Monaten die Befugnisse und Machtvollkommenheiten des General-Gouverneurs, sowie das Verwaltungs-, Gerichts- und Finanzwesen der Provinz festzustellen. Sie hat hierbei, zum Ausgangspunkt die verschiedenen Gesetze über die Vilayets und die in der achten Sitzung der Konferenz von Konstantinopel gemachten Vorschläge zu nehmen.

Die Gesamtheit der für Ost-Rumelien beschlossenen Bestimmungen wird den Gegenstand eines Kaiserlichen Firmans bilden,

welchen die Hohe Pforte veröffentlichen und den Mächten mittheilen wird.

Artikel 19.

Die europäische Kommission hat im Einverständniß mit der Hohen Pforte die Finanzen der Provinz bis zur Vollendung der neuen Organisation zu verwalten.

Artikel 20.

Die zwischen der Pforte und den fremden Mächten geschlossenen oder noch zu schließenden internationalen Verträge, Ueberreinkommen und Abmachungen, von welcher Art sie auch sein mögen, sollen in Ost-Rumelien wie im ganzen Ottomanischen Reich anwendbar sein. Die den Ausländern zustehenden Immunitäten und Privilegien, welches auch ihre Bedeutung sei, sollen in dieser Provinz aufrecht erhalten bleiben. Die Hohe Pforte verpflichtet sich, daselbst die allgemeinen Reichsgesetze über die religiöse Freiheit zu gunsten aller Kulte beobachten zu lassen.

Artikel 21.

Die Rechte und Pflichten der Hohen Pforte bezüglich der Eisenbahnen in Ost-Rumelien werden in ihrer Gesamtheit aufrecht erhalten.

Artikel 22.

Die Effektivstärke der russischen Besatzungstruppen in Bulgarien und Ost-Rumelien wird aus sechs Infanterie und zwei Kavallerie-Divisionen bestehen und soll die Zahl von 50.000 Mann nicht übersteigen. Die Unterhaltung derselben erfolgt auf Kosten des besetzten Landes. Die Besatzungstruppen behalten ihre Verbindungen mit Rußland nicht blos durch Rumänien gemäß den zwischen beiden Staaten zu treffenden Abmachungen, sondern auch über die Häfen des Schwarzen Meeres, Varna und Burgas, woselbst sie während der Dauer der Besetzung die nöthigen Depots errichten dürfen.

Die Dauer der Besetzung von Ost-Rumelien und Bulgarien wird auf neun Monate, vom Tage der Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu dem gegenwärtigen Vertrage ab gerechnet, festgesetzt.

Die Kaiserlich russische Regierung verpflichtet sich, in einer weiteren Frist von drei Monaten den Durchmarsch ihrer Truppen durch Rumänien und die vollständige Räumung dieses Fürstenthums zu beenden.

Artikel 23.

Die Hohe Pforte verpflichtet sich, auf der Insel Kreta das organische Reglement von 1868 gewissenhaft zur Anwendung zu bringen und dabei die etwa billig erscheinenden Abänderungen zu treffen.

Analoge, den örtlichen Bedürfnissen anzupassende Bestimmungen sollen, ausgenommen bezüglich der Kreta gewährten Abgabefreiheit, gleicherweise in denjenigen übrigen Theilen der europäischen Türkei eingeführt werden, für welche eine besondere Organisation durch den gegenwärtigen Vertrag nicht vorgesehen ist.

Die Hohe Pforte wird besondere Kommissionen, innerhalb deren das eingeborene Element zahlreich vertreten sein soll, zu dem Zwecke ernennen, um diese neuen Reglements im Einzelnen in jeder Provinz auszuarbeiten.

Die aus diesen Arbeiten hervorgehenden Organisationsentwürfe sind der Prüfung der Hohen Pforte zu unterbreiten; diese wird vor Erlaß der Verordnungen, welche dieselben in Kraft zu setzen bestimmt sind, das Gutachten der für Ost-Rumelien eingesetzten europäischen Kommission einholen.

Artikel 24.

Für den Fall, daß es der Hohen Pforte und Griechenland nicht gelingen sollte, sich über die im dreizehnten Protokolle des Berliner Kongresses angegebene Grenzberichtigung zu verständigen, behalten sich Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Frankreich, Großbritannien, Italien und Rußland vor, beiden Theilen ihre Vermittelung zur Förderung der Verhandlungen anzubieten.

Artikel 25.

Die Provinzen Bosnien und Herzegowina werden von Oesterreich-Ungarn besetzt und verwaltet werden. Da die österreichisch-ungarische Regierung nicht den Wunsch hegt, die Verwaltung des Sandjaks von Novibazar zu übernehmen, welches sich zwischen Serbien und Montenegro in südöstlicher Richtung bis jenseits Mitrovitzia erstreckt, so wird die ottomanische Verwaltung daselbst fortgeführt werden. Um jedoch sowohl den Bestand der neuen politischen Ordnung, als auch die Freiheit und die Sicherheit der Verkehrswege zu wahren, behält sich Oesterreich-Ungarn das Recht vor, im ganzen Umfange dieses Theils des alten Vilajets von Bosnien Garnisonen zu halten und Militär- und Handelsstraßen zu besitzen.

In dieser Beziehung behalten sich die österreichisch-ungarische und die türkische Regierung die Verständigung im Einzelnen vor.

Artikel 26.

Die Unabhängigkeit Montenegros wird von der Hohen Pforte und von allen denjenigen der Hohen vertragschließenden Theile anerkannt, welche dieselbe noch nicht zugestanden hatten.

Artikel 27.

Die Hohen vertragschließenden Theile sind über die folgenden Bedingungen einverstanden:

In Montenegro darf der Unterschied des religiösen Glaubens und der Bekenntnisse Niemandem gegenüber geltend gemacht werden als ein Grund der Ausschließung oder der Unfähigkeit bezüglich des Genusses der bürgerlichen und politischen Rechte, der Zulassung zu öffentlichen Diensten, Aemtern und Ehren, oder der Ausübung der verschiedenen Berufs- und Gewerbszweige, an welchem Orte es auch sei. Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Kulte werden allen Angehörigen Montenegros sowie den Ausländern zugesichert, und es darf weder der hierarchischen Organisation der verschiedenen Religionsgemeinschaften noch den Beziehungen derselben zu ihren geistlichen Oberen ein Hinderniß entgegengestellt werden.

Artikel 28.

Die neuen Grenzen Montenegros werden festgestellt wie folgt:

Der Grenzzug, bei Ilinobrdo nördlich von Klobuk beginnend, geht abwärts zur Trebinjčica nach Grančarevo zu, welches bei der Herzegowina verbleibt, folgt dann dem Laufe dieses Flusses aufwärts bis zu einem, einen Kilometer abwärts von der Einmündung der Čepelica belegenen Punkte und erreicht von dort aus auf der kürzesten Linie die Höhen an den Ufern der Trebinjčica. Danach wendet sie sich gegen Pilatova hin, dieses Dorf bei Montenegro belassend, geht sodann weiter über die Höhen in nördlicher Richtung, wobei sie sich thunlichst in einer Entfernung von sechs Kilometern von der Straße Bilek – Korito – Gacko hält, bis zu dem zwischen der Somina – Planina und dem Berge Čurilo belegenen Sattel und wendet sich von dort aus nach Osten bei Vratkovići vorbei, dieses Dorf bei der Herzegowina belassend, bis zum Berge Orline. Von diesem Punkte geht die Grenze – Ravno bei Montenegro belassend – geradezu nach Nord-Nord-Ost, überschreitet die Gipfel des Leberšnik und des Volujak, steift darauf auf der kürzesten Linie zur Piva hinab, überschreitet dieselbe und erreicht zwischen Crkvica und Nedvina hindurchgehend die Tara. Von diesem Punkte ab geht sie die Tara aufwärts bis nach Mojkovac, von wo aus sie dem Kamme der Vorberge bis nach Šiškojezero folgt. Von dieser Oertlichkeit ab schließt

sie sich der alten Grenze an bis zu dem Dorfe Sekulare. Von dort aus nimmt die neue Grenze ihre Richtung über die Kämme der Mokra Planina, das Dorf Mokra bei Montenegro belassend, und erreicht sodann den Punkt 2166 der österreichischen Generalstabskarte, indem sie der Hauptkette und der Wasserscheidelinie zwischen dem Lim einerseits und dem Drin und der Cievna (Zem) andererseits folgt.

Darauf schließt sie sich den zwischen dem Stamme der Kuči-Drekalovići einerseits und der Kučka-Krajna sowie den Stämmen der Klementi und Grudi andererseits gegenwärtig bestehenden Grenzen an bis zu der Ebene von Podgorica, und wendet sich von dort aus nach Plavnica zu, die Stämme der Klementi, Grudi und Hoti bei Albanien belassend.

Von dort aus durchschneidet die neue Grenze den See bei dem Inselchen Gorica-Topal, geht von Gorica-Topal aus geradenwegs bis zu den Höhen des Kamms, folgt von dort aus der Wasserscheidelinie zwischen Megured und Kalimed, Mrkovic bei Montenegro belassend, und erreicht das Adriatische Meer bei V. Kruči.

Im Nordwesten wird der Grenzzug durch eine Linie gebildet werden, welche von der Küste zwischen den Dörfern Šušana und Zubci hindurchgeht und an der äußersten südöstlichen Spitze der gegenwärtigen Grenze von Montenegro auf der Vrsuta-Planina endet.

Artikel 29.

Antivari und sein Küstenland werden unter folgenden Bedingungen zu Montenegro geschlagen:

Die südlich von diesem Gebiete belegenen Gegenden, nach der im Vorstehenden bestimmten Abgrenzung, bis zur Bojana, Dulcinjo mit einbegriffen, sollen der Türkei zurückgegeben werden.

Der Gemeindebezirk Spica bis zur nördlichen Grenze des in der ausführlichen Beschreibung der Grenzen angegebenen Gebietes wird Dalmatien einverleibt.

Es soll für Montenegro volle und gänzliche Freiheit der Schifffahrt auf der Bojana bestehen. Befestigungen dürfen am Laufe dieses Flusses nicht angelegt werden, mit Ausnahme der für die örtliche Vertheidigung des Platzes Scutari etwa nothwendigen, welche sich nicht weiter als in einer Entfernung von sechs Kilometer von dieser Stadt ausdehnen dürfen.

Montenegro darf weder Kriegsschiffe besitzen, noch eine Kriegsflagge führen.

Der Hafen von Antivari und alle zu Montenegro gehörigen Gewässer sollen den Kriegsschiffen aller Nationen verschlossen bleiben.

Die zwischen dem See und dem Küstenlande auf dem montenegrinischen Gebiete belegenen Befestigungen sollen geschleift werden, und es dürfen neue in diesem Bezirke nicht errichtet werden.

Die See- und Gesundheitspolizei wird sowohl in Antivari als auch längs der Küste Montenegros von Oesterreich-Ungarn vermittelst leichter Küstenwachtschiffe ausgeübt werden.

Montenegro hat die in Dalmatien in Kraft befindliche See-Gesetzgebung anzunehmen. Oesterreich-Ungarn verpflichtet sich seinerseits, der montenegrinischen Handelsflagge seinen konsularischen Schutz zu gewähren.

Montenegro muß sich mit Oesterreich-Ungarn über das Recht verständigen, durch das neue montenegrinische Gebiet hindurch eine Straße und eine Eisenbahn anzulegen und zu unterhalten.

Es wird vollständige Freiheit des Verkehrs auf diesen Straßen zugesichert.

Artikel 30.

Muselmänner oder Andere, welche Grundeigenthum in den zu Montenegro geschlagenen Gebieten besitzen und ihren Aufenthalt außerhalb des Fürstenthums zu nehmen wünschen, können ihr unbewegliches Eigenthum behalten, indem sie dasselbe verpachten oder durch Dritte verwalten lassen.

Gegen Niemand darf eine Enteignung stattfinden, außer im gesetzlichen Wege aus Gründen des öffentlichen Wohls und gegen eine vorgängige Entschädigung.

Eine türkisch-montenegrinische Kommission hat innerhalb einer Frist von drei Jahren alle Angelegenheiten zu regeln, welche Bezug haben auf die Art der Veräußerung, der Benutzung und des Gebrauches der Staatsgüter und frommen Stiftungen (Vakufs) für Rechnung der Hohen Pforte, desgleichen die Fragen, welche die etwa hierbei berührten Interessen von Privaten betreffen sollten.

Artikel 31.

Das Fürstenthum Montenegro wird sich mit der Ottomanschen Pforte unmittelbar über die Bestellung montenegrinischer Vertreter in Konstantinopel und an bestimmten Orten des Ottomanschen Reichs, wo ein entsprechendes Bedürfniß anerkannt werden wird, verständigen.

Die in dem Ottomanischen Reiche reisenden oder sich aufhaltenden Montenegriner sollen den ottomanischen Gesetzen und Behörden unterworfen sein nach Maßgabe der allgemeinen Grundsätze des internationalen Rechts und der bezüglich der Montenegriner bestehenden Gebräuche.

Artikel 32.

Die Truppen Montenegros haben innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen, von der Auswechselung der Ratifikationsurkunden zu dem gegenwärtigen Vertrage ab gerechnet oder, wenn thunlich, früher, das Gebiet, welches sie in diesem Augenblick außerhalb der neuen Grenzen des Fürstenthums besetzt halten, zu räumen.

Die ottomanischen Truppen sollen die an Montenegro abgetretenen Gebiete innerhalb desselben Zeitraums von zwanzig Tagen räumen. Doch wird denselben eine weitere Frist von zwei Wochen gewährt, sowohl um die festen Plätze zu räumen und um die Vorräthe und das Kriegsmaterial aus denselben wegzuschaffen, als auch um das Inventar derjenigen Geräthschaften und sonstigen Gegenstände, welche nicht sogleich entfernt werden können, aufzunehmen.

Artikel 33.

Da Montenegro einen Theil der öffentlichen ottomanischen Schuld für die neuen Gebiete, welche ihm durch den Friedensvertrag zugetheilt worden sind, zu tragen hat, so werden die Vertreter der Mächte zu Konstantinopel den betreffenden Betrag im Einverständniß mit der Hohen Pforte auf einer billigen Grundlage festsetzen.

Artikel 34.

Die Hohen vertragschließenden Theile erkennen die Unabhängigkeit des Fürstenthums Serbien an, indem sie dieselbe an die in dem folgenden Artikel aufgeführten Bedingungen knüpfen.

Artikel 35.

In Serbien darf der Unterschied des religiösen Glaubens und der Bekenntnisse Niemandem gegenüber geltend gemacht werden als ein Grund der Ausschließung oder der Unfähigkeit bezüglich des Genusses der bürgerlichen und politischen Rechte, der Zulassung zu den öffentlichen Diensten, Aemtern und Ehren oder der Ausübung der verschiedenen Berufs- und Gewerbszweige, an welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Kulte werden allen Angehörigen Serbiens sowie den Ausländern zugesichert, und es darf weder der hierarchischen Organisation der verschiedenen Religionsgemeinschaften noch den Beziehungen derselben zu ihren geistlichen Oberen ein Hinderniß entgegengestellt werden.

Artikel 36.

Serbien erhält die in der hier folgenden Abgrenzung eingeschlossenen Gebiete:

Die neue Grenze folgt der gegenwärtigen Grenzlinie, indem sie den Thalweg der Drina von deren Zusammenstoß mit der Save ab aufwärts steigt, wobei Mali Zwornik und Sakhar bei dem Fürstenthum verbleiben, und geht dann bis zum Kopaonik die alte Grenze Serbiens entlang, von welcher sie sich auf dem Gipfel des Kanilug trennt. Von dort folgt sie zunächst der westlichen Grenze des Sandjaks von Nisch über die südlichen Vorberge des Kopaonik und über die Kämme der Marica und Mrdar Planina, welche die Wasserscheidelinie zwischen den Becken des Ibar und der Sitnica einerseits und dem der Toplica andererseits bilden, wobei Prepolac bei der Türkei belassen wird.

Sie wendet sich sodann nach Süden hin auf der Wasserscheidelinie zwischen der Brvenica und der Medvedja, das ganze Becken der Medvedja bei Serbien belassend, und folgt dem Kamme der Goljak Planina (welcher die Wasserscheide zwischen der Kriva Rjeka einerseits und der Poljanica, der Vaternica und der Morawa andererseits bildet) bis zum Gipfel der Poljanica. Darauf nimmt sie ihre Richtung über die Vorberge der Karpina Planina bis zum Zusammenfluß der Koinska mit der Morawa, überschreitet diesen Fluß und geht auf der Wasserscheidelinie zwischen dem Bache Koinska und dem in der Nähe von Neradovce in die Morawa mündenden Bache aufwärts, um die Planina Sv. Ilija oberhalb Trgovište zu erreichen. Von diesem Punkte aus folgt sie dem Kamme der Sv. Ilija bis zum Berge Kljuc, geht über die auf der Karte mit 1516 und 1547 bezeichneten Punkte und die Babina Gora und endet bei dem Berge Crni Vrh.

Von dem Berge Crni Vrh ab fällt die neue Abgrenzung zusammen mit der von Bulgarien, das heißt:

Die Grenzlinie folgt der Wasserscheidelinie zwischen der Struma und der Morawa über die Gipfel des Strešer, Vilogolo und Mešid Planina, erreicht über die Gačina, Crna Trava, Darkosvka und Drajnica plan, sodann über den Deščani Kladanec, die Wasserscheidelinie der hohen Sukowa und der Morawa, geht geradewegs auf den Stol und steigt von demselben hinab, um 1000 Meter nordwestlich von dem Dorfe Seguša die Straße von Sofia nach Pirot zu schneiden. Sie geht in gerader Linie wieder auf die Vidlič Planina hinauf und von dort auf den Berg Radočina in der Kette des Kodža Balkan, indem sie bei Serbien das Dorf Doikinci und bei Bulgarien das Dorf Senakos beläßt.

Vom Gipfel des Berges Radočina folgt die Grenze nach Nordwesten zu dem Kamme des Balkans über Ciprovec Balkan und Stara Planina bis zur alten Ostgrenze des Fürstenthums Serbien bei der Kula Smiljova čuka und von dort dieser alten Grenze bis zur Donau, welche sie in Rakowitza erreicht.

Artikel 37.

Bis zu dem Zustandekommen neuer Abmachungen darf in Serbien an den gegenwärtigen Bedingungen der Handelsbeziehungen des Fürstenthums zu den fremden Ländern nichts geändert werden.

Kein Durchgangszoll darf von den Waaren, welche durch Serbien hindurch gehen, erhoben werden.

Die Immunitäten und Privilegien der fremden Unterthanen, sowie auch die konsularischen Gerichtsbarkeits- und Schutzrechte, wie solche heute bestehen, sollen in voller Kraft bleiben, so lange sie nicht im gemeinsamen Einverständniß zwischen dem Fürstenthum und den beteiligten Mächten abgeändert werden.

Artikel 38.

Das Fürstenthum Serbien tritt für seinen Theil an Stelle der Hohen Pforte in die Verpflichtungen ein, welche dieselbe sowohl gegenüber Oesterreich-Ungarn, als auch gegenüber der Gesellschaft zum Betriebe der Eisenbahnen der europäischen Türkei bezüglich des Ausbaues, des Anschlusses sowie des Betriebes der auf dem neu erworbenen Gebiete des Fürstenthums anzulegenden Eisenbahnen eingegangen ist.

Die zur Regelung dieser Fragen nothwendigen Uebereinkommen werden unmittelbar nach der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages zwischen Oesterreich-Ungarn, der Pforte, Serbien und, innerhalb der Grenzen seiner Zuständigkeit, dem Fürstenthum Bulgarien abgeschlossen werden.

Artikel 39.

Muselmänner, welche Grundeigenthum in den zu Serbien geschlagenen Gebieten besitzen und ihren Aufenthalt außerhalb des Fürstenthums zu nehmen wünschen, können ihr unbewegliches Eigenthum in demselben behalten, indem sie es verpachten oder durch Dritte verwalten lassen.

Eine türkisch-serbische Kommission hat innerhalb einer Frist von drei Jahren alle Angelegenheiten zu regeln, welche Bezug haben auf die Art der Veräußerung, der Benutzung und des Gebrauchs der Staatsgüter und frommen Stiftungen (Vakufs) für Rechnung der Hohen Pforte, desgleichen die Fragen, welche die etwa hierbei berührten Interessen von Privaten betreffen sollten.

Artikel 40.

Bis zum Abschluß eines Vertrages zwischen der Türkei und Serbien sollen die serbischen Unterthanen, welche in dem Ottomanischen Reich reisen oder sich aufhalten, nach den allgemeinen Grundsätzen des internationalen Rechts behandelt werden.

Artikel 41.

Die serbischen Truppen haben innerhalb einer Frist von zwei Wochen, von der Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu dem gegenwärtigen Vertrage ab gerechnet, das Gebiet zu räumen, welches in die neuen Grenzen des Fürstenthums nicht einbezogen ist.

Die ottomanischen Truppen sollen die von Serbien abgetretenen Gebiete innerhalb desselben Zeitraums von zwei Wochen räumen. Doch wird denselben eine weitere Frist von einer gleichen Anzahl Tage gewährt, sowohl um die festen Plätze zu räumen und um die Vorräthe und das Kriegsmaterial aus denselben wegzuschaffen, als auch um das Inventar derjenigen Geräthschaften und sonstigen Gegenstände, welche nicht sogleich entfernt werden können, aufzunehmen.

Artikel 42.

Da Serbien einen Theil der öffentlichen ottomanischen Schuld für die neuen Gebiete, welche ihm durch den gegenwärtigen Vertrag zugetheilt worden sind, zu tragen hat, so werden die Vertreter zu Konstantinopel den entsprechenden Betrag im Einverständniß mit der Hohen Pforte auf einer billigen Grundlage festsetzen.

Artikel 43.

Die Hohen vertragschließenden Theile erkennen die Unabhängigkeit Rumäniens an, indem sie dieselbe an die in den beiden folgenden Artikeln aufgeführten Bedingungen knüpfen.

Artikel 44.

In Rumänien darf der Unterschied des religiösen Glaubens und der Bekenntnisse Niemandem gegenüber geltend gemacht werden als ein Grund der Ausschließung oder der Unfähigkeit bezüglich des Genusses der bürgerlichen und politischen Rechte, der Zulassung zu öffentlichen Diensten, Aemtern und Ehren oder der Ausübung der verschiedenen Berufs- und Gewerbszweige, an welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Kulte werden allen Angehörigen des Rumänischen Staats sowie den Ausländern zugesichert, und es darf weder der hierarchischen Organisation der verschiedenen Religionsgemeinschaften noch den Beziehungen derselben zu ihren geistlichen Oberen ein Hinderniß entgegen gestellt werden.

Die Angehörigen aller Mächte, die Handeltreibenden sowohl als die übrigen, sollen in Rumänien ohne Unterschied der Religion auf dem Fuße vollkommener Gleichstellung behandelt werden.

Artikel 45.

Das Fürstenthum Rumänien tritt an Se. Majestät den Kaiser von Rußland denjenigen Theil des in Folge des Pariser Vertrages von 1856 von Rußland [338] losgelösten Gebietes von Bessarabien wieder ab, welcher im Westen durch den Thalweg des Pruths, im Süden durch den Thalweg des Kilia-Armes und die Mündung von Stary-Stambul begrenzt wird.

Artikel 46.

Die das Donau-Delta bildenden Inseln sowie die Schlangeninsel, das Sandjak von Tultscha, welches die Bezirke (Cazas) von Kilia, Sulina Mahmudie, Isaktscha, Tultscha, Matschin, Babadagh, Hirsovo, Kustendje, Medjidié umfaßt, werden mit Rumänien vereinigt. Das Fürstenthum erhält außerdem das im Süden der Dobrutscha belegene Gebiet bis zu einer Linie, welche ihren Ausgangspunkt im Osten von Silistria nimmt und am Schwarzen Meere im Süden von Mangalia endet.

Der Grenzzug wird an Ort und Stelle durch die für die Abgrenzung Bulgariens eingesetzte europäische Kommission festgestellt werden.

Artikel 47.

Die Frage der Theilung des Stromgebiets und der Fischerei wird der Entscheidung der europäischen Donau-Kommission unterworfen werden.

Artikel 48.

Kein Durchgangszoll darf in Rumänien von den Waaren, welche durch das Fürstenthum hindurchgehen, erhoben werden.

Artikel 49.

Von Seiten Rumäniens können Abkommen getroffen werden, um die Privilegien und Befugnisse der Konsulen bezüglich der Schutzgewährung in dem Fürstenthume zu regeln. Die bestehenden Rechte sollen in Kraft bleiben, so lange sie nicht im gemeinsamen Einverständniß zwischen dem Fürstenthum und den dazu berufenen Beteiligten abgeändert werden.

Artikel 50.

Bis zu dem Abschlusse eines die Privilegien und Befugnisse der Konsulen regelnden Vertrages zwischen der Türkei und Rumänien sollen die in dem Ottomanischen Reich reisenden oder sich aufhaltenden rumänischen Unterthanen und die in Rumänien reisenden

oder sich aufhaltenden ottomanischen Unterthanen die Rechte genießen, welche den Unterthanen der anderen europäischen Mächte verbürgt sind.

Artikel 51.

Was die Unternehmungen von öffentlichen und anderen gleichartigen Arbeiten anbetrifft, so tritt Rumänien für das ganze ihm abgetretene Gebiet an Stelle der Hohen Pforte in deren Rechte und Pflichten ein.

Artikel 52.

Um die Sicherheiten zu verstärken, welche für die als im europäischen Interesse liegend anerkannte Freiheit der Schiffahrt auf der Donau bestellt sind, bestimmen die Hohen vertragschließenden Theile, daß alle Festungen und Befestigungen, welche sich an dem Laufe des Flusses von dem Eisernen Thore ab bis zu seinen Mündungen befinden, geschleift und neue nicht angelegt werden sollen. Kein Kriegsschiff darf die Donau abwärts des Eisernen Thores befahren mit Ausnahme der leichten, für die Flußpolizei und den Zoldienst bestimmten Fahrzeuge. Die Stationsschiffe der Mächte an den Donaumündungen dürfen jedoch bis nach Galatz hinaufgehen.

Artikel 53.

Die europäische Donau-Kommission, in welcher Rumänien vertreten sein soll, bleibt in ihrer Thätigkeit bestehen und wird solche von jetzt ab bis nach Galatz hinauf in vollständiger Unabhängigkeit von der Landesgewalt ausüben. Alle Verträge, Abkommen, Verfügungen und Entscheidungen bezüglich ihrer Rechte, Privilegien, Prärogative und Verpflichtungen werden bestätigt.

Artikel 54.

Ein Jahr vor dem Ablauf der für die Dauer der europäischen Kommission festgesetzten Frist werden die Mächte sich über die Verlängerung der Befugnisse derselben beziehungsweise über die Abänderungen, deren Einführung sie für nothwendig halten sollten, in Einvernehmen setzen.

Artikel 55.

Die Reglements für die Schiffahrt, die Flußpolizei und die Aufsichtsführung vom Eisernen Thore ab bis nach Galatz werden von der europäischen Kommission, unter Zuziehung von Bevollmächtigten der Uferstaaten, ausgearbeitet und mit denjenigen in Uebereinstimmung gesetzt werden, welche für den Lauf abwärts von Galatz erlassen sind oder künftig erlassen werden sollten.

Artikel 56.

Die europäische Donau-Kommission wird, um die Unterhaltung des Leuchtturms auf der Schlangeninsel zu sichern, sich mit wem Rechtens verständigen.

Artikel 57.

Die Ausführung derjenigen Arbeiten, welche bestimmt sind, die durch das Eiserne Thor und die Stromschnellen der Schiffahrt bereiteten Hindernisse zu beseitigen, wird Oesterreich-Ungarn anvertraut. Die Uferstaaten an dieser Strecke des Flusses werden alle Erleichterungen gewähren, welche im Interesse der Arbeiten in Anspruch genommen werden sollten.

Die in dem Artikel VI des Londoner Vertrages vom 13. März 1871 getroffenen Bestimmungen bezüglich des Rechtes auf Erhebung einer provisorischen Abgabe zur Deckung der Kosten dieser Arbeiten werden zu gunsten Oesterreich-Ungarns aufrecht erhalten.

Artikel 58.

Die Hohe Pforte tritt an das Russische Reich in Asien die Gebiete von Ardahan, Kars und Batum einschließlich des letztgenannten Hafens, sowie alle zwischen der alten russisch-türkischen Grenze und dem folgenden Grenzzuge einbegriffenen Gebiete ab.

Die neue Grenze geht von dem Schwarzen Meere aus in Übereinstimmung mit der durch den Vertrag von San Stefano bestimmten Linie bis zu einem Punkte im Nordwesten von Khorda und im Süden von Artwin, verlängert sich dann in gerader Linie bis zu dem Flusse Tchorukh, überschreitet diesen Fluß und geht östlich von Aschmichen vorbei in gerader Linie nach Süden zu, um die in dem Vertrage von San Stefano angegebene russische Grenze bei einem Punkte südlich von Nariman wieder zu erreichen, wobei sie die Stadt Olti bei Rußland beläßt. Von dem angegebenen Punkte bei Nariman wendet sich die Grenze nach Osten, geht bei Tebrenec vorbei, welches bei Rußland verbleibt und setzt sich bis zum Pennek Tschaï fort.

Sie folgt diesem Flusse bis nach Barduz und nimmt darauf ihre Richtung nach Süden, Barduz und Jönikioy bei Rußland belassend. Von einem Punkte westlich von dem Dorfe Karaugan wendet sich die Grenze nach Medjingert hin, geht weiter in gerader Linie auf den Gipfel des Gebirges Kassadagh zu und folgt der Wasserscheide linie zwischen den Zuflüssen des Araxes im Norden und denen des Murad Su im Süden bis zu der alten Grenze Rußlands.

Artikel 59.

Se. Majestät der Kaiser von Rußland erklärt, daß es Seine Absicht ist, Batum zu einem wesentlich für den Handel bestimmten Freihafen zu machen.

Artikel 60.

Das Thal von Alaschkerd und die Stadt Bayazid, welche durch den Artikel XIX des Vertrages von San Stefano an Rußland abgetreten worden sind, fallen an die Türkei zurück.

Die Hohe Pforte tritt an Persien die Stadt und das Gebiet von Khotur ab, sowie dasselbe durch die gemischte englisch-russische Kommission für die Festsetzung der Grenzen zwischen der Türkei und Persien bestimmt worden ist.

Artikel 61.

Die Hohe Pforte verpflichtet sich, ohne weiteren Zeitverlust die Verbesserungen und Reformen ins Leben zu rufen, welche die örtlichen Bedürfnisse in den von den Armeniern bewohnten Provinzen erfordern, und für die Sicherheit derselben gegen die Tscherkessen und Kurden einzustehen. Sie wird in bestimmten Zeiträumen von den zu diesem Zwecke getroffenen Maßregeln den Mächten, welche die Ausführung derselben überwachen werden, Kenntniß geben.

Artikel 62.

Nachdem die Hohe Pforte den Entschluß kundgegeben hat, den Grundsatz der religiösen Freiheit aufrecht zu erhalten und demselben die weiteste Ausdehnung zu geben, nehmen die vertragschließenden Theile von dieser freiwilligen Erklärung Akt.

In keinem Theile des Ottomanischen Reichs darf der Unterschied der Religion Jemandem gegenüber geltend gemacht werden als ein Grund der Ausschließung oder der Unfähigkeit bezüglich der Ausübung der bürgerlichen und politischen Rechte, der Zulassung zu den öffentlichen Diensten, Aemtern und Ehren oder der Ausübung der verschiedenen Berufs- und Gewerbszweige.

Jedermann soll, ohne Unterschied der Religion, als Zeuge vor den Gerichten zugelassen werden.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Kulte werden Allen zugesichert, und es darf weder der hierarchischen Organisation der verschiedenen Religionsgemeinschaften, noch den Beziehungen derselben zu ihren geistlichen Oberen ein Hinderniß entgegengestellt werden.

Die in der europäischen oder asiatischen Türkei reisenden Geistlichen, Pilger und Mönche aller Nationalitäten sollen die gleichen Rechte, Vortheile und Privilegien genießen.

Das Recht der amtlichen Schutzgewährung steht den diplomatischen und konsularischen Vertretern der Mächte in der Türkei sowohl bezüglich der vorerwähnten Personen als auch der von denselben zu religiösen, Wohlthätigkeits- und anderen Zwecken an den Heiligen Orten und anderwärts gemachten Anlagen zu.

Die bestehenden Rechte Frankreichs werden ausdrücklich gewahrt, und man ist einverstanden darüber, daß kein Eingriff in den gegenwärtigen Zustand an den Heiligen Orten geschehen soll.

Die Mönche des Berges Athos, aus welchem Lande sie auch immer stammen mögen, sollen in ihren bisherigen Besitzungen und Vorrechten geschützt bleiben und, ohne irgend welche Ausnahme, eine vollständige Gleichheit der Rechte und Prärogative genießen.

Artikel 63.

Der Pariser Vertrag vom 30. März 1856 sowie der Londoner Vertrag vom 13. März 1871 werden in allen denjenigen ihrer Bestimmungen aufrecht erhalten, welche durch die vorstehenden Vereinbarungen nicht aufgehoben oder abgeändert worden sind.

Artikel 64.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifizirt werden, und sollen die Ratifikationsurkunden zu demselben in Berlin in einer Frist von drei Wochen oder, wenn thunlich, früher ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und den Abdruck ihrer Wappen beigesetzt.

Geschehen zu Berlin am dreizehnten Juli achtzehnhundert acht und siebenzig.

BERLIN TREATY
1878.

IN THE NAME OF ALMIGHTY GOD.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, and King Apostolic of Hungary, the President of the French Republic, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of all the Russians, and His Majesty the Emperor of the Ottomans, being desirous to regulate, with a view to European order, conformably to the stipulations of the Treaty of Paris of 30th March 1856, the questions raised in the East by the events of late years and by the war terminated by the preliminary Treaty of San Stefano, have been unanimously of opinion that the meeting of a Congress would offer the best means of facilitating an understanding.

Their said Majesties and the President of the French Republic have, in consequence, appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, EMPRESS OF INDIA:

the Eight Honourable Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield, Viscount Hughenden, a Peer of Parliament, Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, First Lord of Her Majesty's Treasury, and Prime Minister of England;
the Most Honourable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis of Salisbury, Earl of Salisbury, Viscount Cranborne, Baron Cecil, a Peer of Parliament, Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;
and the Eight Honourable Lord Odo William Leopold Russell, Member of Her Majesty's Privy Council, Her Ambassador

EXTRAORDINARY AND PLENIPOTENTIARY AT THE COURT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF GERMANY, KING OF PRUSSIA; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF GERMANY, KING OF PRUSSIA:

Otho, Prince Bismarck, His President of the Council of Ministers of Prussia, Chancellor of the Empire;
 Bernard Ernest de Bulow, His Minister of State and Secretary of State for Foreign Affairs;
 and Chlodwig Charles Victor, Prince of Hohenlohe-Schillingsfurst, Prince of Ratibor and Corvey, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the French Republic, Great Chamberlain of the Crown of Bavaria;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF AUSTRIA, KING OF BOHEMIA, &c, AND KING APOSTOLIC OF HUNGARY:

Jules, Count Andrássy of Csik Szent-Király and Krasna-Horka, Grandee of Spain of the First Class, Privy Councillor. His Minister of the Imperial Household and for Foreign Affairs, Lieutenant Field-Marshal in his armies;
 Louis Count Karolyi of Nagy-Karolyi, Chamberlain and Privy Councillor, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia;
 and Henri, Baron de Haymerle, Privy Councillor, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of Italy;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

William Henri Waddington, Senator, Member of the Institute, Minister Secretary of State for Foreign Affairs;
 Charles Raymond de la Croix de Chevrière, Count de Saint-Valadier, Senator, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary from France at the Court of His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia;
 and Félix Hippolyte Després, Councillor of State; Minister Plenipotentiary of the First Class, charged with the direction of Political Affairs at the Department of Foreign Affairs;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY:

Louis, Count Corti, Senator, His Minister for Foreign Affairs;
 and Edward, Count de Launay, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF ALL THE RUSSIANS:

Alexander, Prince Gortchakow, His Chancellor of the Empire;
 Peter, Count de Schouvaloff, General of Cavalry, His Aide-de-camp General, Member of the Council of the Empire, and His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of Her Britannic Majesty;
 and Paul d'Oubril, Privy Councillor, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia;

AND HIS MAJESTY THE EMPEROR OF THE OTTOMANS:

Alexander Caratheodory Pasha, His Minister of Public Works;
 Mehemed Ali Pasha, Mushir of His Armies;
 and Sadoullah Bey, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia;

Who, in accordance with the proposal of the Court of Austria-Hungary, and on the invitation of the Court of Germany, have met at Berlin furnished with full powers, which have been found in good and due form.

An understanding having been happily established between them, they have agreed to the following stipulations:

Article I

Bulgaria is constituted an Autonomous and tributary Principality under the suzerainty of His Imperial Majesty the Sultan; it will have a Christian Government and a national militia.

Article II

The Principality of Bulgaria will include the following territories: The frontier follows on the north the right bank of the Danube from the former frontier of Servia up to a point to be determined by a European Commission to the east of Silistria, and thence runs to the Black Sea to the south of Mangalia, which is included in the Roumanian territory. The Black Sea forms the eastern boundary of Bulgaria. On the south the frontier follows upwards from its mouth the mid-channel of the brook near which are situated the villages of Hodzakiöj, Selam-Kiöj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk; crosses obliquely the valley of the Deli-Kamčik, passes south of Belibe and Kemhalik and north of Hadžimahale after having crossed the Deli-Kamčik at 2.5 kilom. above Cengei; reaches the crest at a point situated between Tekenlik and Aidos-Bredza, and follows it by Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan to the north of Kotel as far as

Demir Kapu. It proceeds by the principal chain of the Great Balkan, the whole length of which it follows up to the summit of Kosica.

There it leaves the crest of the Balkan, descends southwards between the villages of Pirtop and Dužanci, the one being left to Bulgaria and the other to Eastern Roumelia, as far as the brook of Tuzlu Dere, follows that stream to its junction with the Topolnica, then the latter river until it meets the Smovskio Dere near the village of Petricevo, leaving to Eastern Roumelia a zone with a radius of 2 kilom. above that junction, ascends between the brooks of Smovskio Dere and the Kamenica, following the line of the watershed so as to turn to the south-west at the level of Voinjak and reach directly the point 875 of the Austrian Staff map.

The frontier line cuts at right angles the upper basin of the brook of Ichiman Dere, passes between Bogdina and Karaula, so as to rejoin the line of the watershed separating the basins of the Isker and the Marica, between Carmurli and Hadzilar, follows that line by the summits of Velina Mogila, the col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica, and rejoins the administrative boundary of the Sandjak of Sofia between Sivri Taš and Čadir Tepe.

From Čadir Tepe, the frontier, taking a south-westerly direction, follows the watershed between the basins of the Mesta Karasu on the one side and the Struma Karasu on the other, runs along the crests of the mountains of Ehodope called Demir Kapu, Iskoftepe, Kadimesar Balkan, and Aiji Gedük up to Kapetnik Balkan, and thus joins the former administrative frontier of the Sandjak of Sofia.

From Kapetnik Balkan the frontier is indicated by the watershed between the valleys of the Rilska reka and of the Bistrica reka, and follows the ridge called Vodenica Planina, descending into the valley of the Struma at the junction of this river with the Rilska reka, leaving the village of Barakli to Turkey. It ascends then south of the village of Jelesnica, and reaches by the shortest line the chain of Golema Planina at the summit of Gitka, and rejoins there the former administrative frontier of the Sandjak of Sofia, leaving, however, to Turkey the whole of the basin of the Suha reka.

From Mount Gitka the western frontier goes towards Mount Crni Vrh by the mountains of Karvena Jabuka, following the former administrative limit of the Sandjak of Sofia in the upper part of the basins of Egrisu and of the Lepnica, ascends with it the crests of Babina Polana, and reaches Mount Crni Vrh.

From Mount Crni Vrh the frontier follows the watershed between the Struma and the Morava by the summits of the Strešer, Vilogolo, and Mešid Planina, rejoins by the Gačina, Crna Trava, Darkovska, and Drainica Plan, then the Deščani Kladanec, the watershed of the High Sukowa and of the Morava, goes straight to the

Stol, and descends from it so as to cut the road from Sofia to Pirot, 1,000 metres north-west of the village of Seguša. It ascends in a straight line the Vidlić Planina and thence Mount Radočina in the chain of the Kodža Balkan, leaving to Servia the village of Doikinci, and to Bulgaria that of Senakos.

From the summit of Mount Radočina the frontier follows towards the west the crest of the Balkans by Ciprovec Balkan and Stara Planina up to the former eastern frontier of the Principality of Servia, near to the Kula Smiljova Čuka, and thence that former frontier as far as the Danube, which it rejoins at Djakovitza.

This delimitation shall be fixed on the spot by the European Commission, on which the Signatory Powers shall be represented. It is understood —

1. That this Commission will take into consideration the necessity for His Imperial Majesty the Sultan to be able to defend the Balkan frontiers of Eastern Roumelia.

2. That no fortifications may be erected within a radius of 10 kilom. from Samakow.

Article III

The Prince of Bulgaria shall be freely elected by the population and confirmed by the Sublime Porte, with the assent of the Powers. No member of the Reigning Dynasties of the Great European Powers may be elected Prince of Bulgaria. In case of a vacancy in the princely dignity, the election of the new Prince shall take place under the same conditions and with the same forms.

Article IV

An Assembly of Notables of Bulgaria, convoked at Tirnovo, shall, before the election of the Prince, draw up the Organic Law of the Principality. In the districts where Bulgarians are intermixed with Turkish, Roumanian, Greek, or other populations, the rights and interests of these populations shall be taken into consideration as regards the elections and the drawing up of the Organic Law.

Article V

The following points shall form the basis of the public law of Bulgaria: The difference of religious creeds and confessions shall not be alleged against any person as a ground for exclusion or incapacity in matters relating to the enjoyment of civil and political rights, admission to public employments, functions, and honours, or the exercise of the various professions and industries in any locality whatsoever.

The freedom and outward exercise of all forms of worship are assured to all persons belonging to Bulgaria, as well as to foreigners,

and no hindrance shall be offered either to the hierarchical organization of the different communions, or to their relations with their spiritual chiefs.

Article VI

The provisional administration of Bulgaria shall be under the direction of an Imperial Russian Commissary until, the completion of the Organic Law. An Imperial Turkish Commissary, as well as the Consuls delegated ad hoc by the other Powers, signatory to the present Treaty, shall be called to assist him so as to control the working of this provisional regime. In case of disagreement amongst the Consular Delegates, the vote of the majority shall be accepted, and in case of a divergence between the majority and the Imperial Russian Commissary or the Imperial Turkish Commissary, the Representatives of the Signatory Powers at Constantinople, assembled in Conference, shall give their decision.

Article VII

The provisional regime shall not be prolonged beyond a period of nine months from the exchange of the ratifications of the present Treaty. When the Organic Law is completed the election of the Prince of Bulgaria shall be proceeded with immediately. As soon as the Prince shall have been installed, the new organization shall be put into force, and the principality shall enter into the full enjoyment of its autonomy.

Article VIII

The Treaties of Commerce and of Navigation as well as all the Conventions and arrangements concluded between Foreign Powers and the Porte, and now in force, are maintained in the Principality of Bulgaria, and no change shall be made in them with regard to any Power without its previous consent. No transit duties shall be levied in Bulgaria on goods passing through that Principality. The subjects and citizens and commerce of all the Powers shall be treated in the Principality on a footing of strict equality. The immunities and privileges of foreigners, as well as the rights of Consular jurisdiction and protection as established by the Capitulations and usages, shall remain in full force so long as they shall not have been modified with the consent of the parties concerned.

Article IX

The amount of the annual tribute which the Principality of Bulgaria shall pay to the Suzerain Court — such amount being paid into whatever bank the Porte may hereafter designate — shall be

fixed by an agreement between the Powers Signatory of the present Treaty at the close of the first year of the working of the new organization. This tribute shall be calculated on the mean revenue of the territory of the Principality. As Bulgaria is to bear a portion of the public debt of the Empire, when the Powers fix the tribute they shall take into consideration what portion of that debt can, on the basis of a fair proportion, be assigned to the Principality.

Article X

Bulgaria takes the place of the Imperial Ottoman Government in its undertakings and obligations towards the Rustchuk – Varna Railway Company, dating from the exchange of the ratifications of the present Treaty. The settlement of the previous accounts is reserved for an understanding between the Sublime Porte, the Government of the Principality, and the administration of this Company. The Principality of Bulgaria likewise, so far as it is concerned, takes the place of the Sublime Porte in the engagements which the latter has contracted, as well towards Austria-Hungary as towards the Company, for working the railways of European Turkey in respect to the completion and connection, as well as the working of the railways situated in its territory.

The Conventions necessary for the settlement of these questions shall be concluded between Austria-Hungary, the Porte, Serbia, and the Principality of Bulgaria immediately after the conclusion of peace.

Article XL

The Ottoman army shall no longer remain in Bulgaria; all the old fortresses shall be razed at the expense of the Principality within one year or sooner if possible; the local Government shall immediately take steps for their demolition, and shall not construct fresh ones. The Sublime Porte shall have the right of disposing as it likes of the war material and other effects belonging to the Ottoman Government which may have remained in the fortresses of the Danube already evacuated in virtue of the Armistice of the 31st January, as well as of those in the strongholds of Shumla and Varna.

Article XII

Mussulman proprietors or others who may take up their abode outside the Principality may continue to hold there their real property, by farming it out, or having it administered by third parties.

A Turco-Bulgarian Commission shall be appointed to settle, within a period of two years, all questions relative to the mode of alienation, working, or use on the account of the Sublime Porte, of

property belonging to the State and religious foundations (vakoufs), as well as of the questions regarding the interests of private persons engaged therein.

Persons belonging to the Principality of Bulgaria, who shall travel or dwell in the other parts of the Ottoman Empire, shall be subject to the Ottoman authorities and laws.

Article XIII

A province is formed south of the Balkans which will take the name of "Eastern Roumelia," and will remain under the direct political and military authority of His Imperial Majesty the Sultan, under conditions of administrative autonomy. It shall have a Christian Governor General.

Article XIV

Eastern Roumelia is bounded on the north and north-west by Bulgaria, and comprises the territories included by the following line:

Starting from the Black Sea the frontier follows upwards from its mouth the mid-channel of the brook near which are situated the villages of Hodžakiøj, Selam-Kiøj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk, crosses obliquely the valley of the Deli Kamčik, passes south of Belibe and Kemhalik, and north of Hadžimahale, after having crossed the Deli-Kamčik 2.5 kilom. above Čengei; reaches the crest at a point situated between Tekenlik and Aidos-Bredža, and follows it by Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan to the north of Kotel as far as Demirkapu. It proceeds by the principal chain of the Great Balkan, the whole length of which it follows up to the summit of Kosica.

At this point the western frontier of Roumelia leaves the crest of the Balkan, descends southwards between the villages of Pirtop and Dužanci — the one being left to Bulgaria and the other to Eastern Roumelia, as far as the brook of Tuzlu Dere, follows that stream to its junction with the Topolnica, then the latter river until it meets the Smovskio Dere near the village of Petričevo, leaving to Eastern Roumelia a zone with a radius of 2 kilom. above that junction, ascends between the brooks of Smovskio Dere and the Kamenica, following the line of the watershed so as to turn to the south-west at the level of Vojnjak and reach directly the point 875 of the Austrian Staff map.

The frontier line cuts at right angles the upper basin of the brook of Ichtiman Dere, passes between Bogdina and Karaula, so as to rejoin the line of the watershed separating the basins of the Isker and the Marica, between Čamurli and Hadžilar, follows that line by the summits of Velina Mogila, the col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica,

and rejoins the administrative boundary of the Sandjak of Sofia between Sivri Taš and Čadir Tepe.

The frontier of Roumania leaves that of Bulgaria at Mount Čadir Tepe, following the line of the watershed between the basins of the Marica and of its affluents on one side, and of the Mesta Karasu and of its affluents on the other, and takes the direction south-east and then south along the crest of the Despoto Dagh Mountains, towards Mount Kruschowa (whence starts the frontier line of the Treaty of San Stefano).

From Mount Kruschowa the frontier is the same as the line laid down by the Treaty of San Stefano, that is to say, the chain of the Black Balkans (Kara Balkan), the mountains Kulaghy-Dagh, Eschek-Tsehepellü, Karakolas, and Ischiklar, from whence it descends due south-east till it reaches the River Arda, and follows the mid-channel of this river up to a point close to the village of Adaćali, which remains to Turkey.

Prom this point the frontier line ascends the crest of the Beste-pe-Dagh, which it follows, then descends and crosses the Maritza, at a point situated 5 kilom. above the bridge of Mustafa Pasha; thence it takes a northerly direction by the line of the watershed between Demirhanli Dere and the small affluents of the Maritza to Kudeler Bair, whence it runs east to Sakar Bair; from this point it crosses the valley of the Tundza in the direction of Bujuk Derbend, which is left to the north, as also is Soudzak. From Büjük Derbend it regains the line of the watershed between the affluents of the Tundza on the north and those of the Maritza on the south, up to the level of Kaibilar, which is included in Eastern Roumelia, and passes to the south of V. Almali between the basin of the Maritza to the south and the various streams which flow straight into the Black Sea, between the villages of Belevrin and Alatli; it follows to the north of Karanlik the crests of Vosna and Zuvak, the line which separates the waters of the Duka and those of the Karagač-Su, and rejoins the Black Sea between those two rivers.

Article XV

His Majesty the Sultan shall have the right of providing for the defense of the land and sea frontiers of the province by erecting fortifications on those frontiers, and maintaining troops there.

Internal order is maintained in Eastern Roumelia by a native gendarmerie assisted by a local militia. In forming these corps, the officers of which are nominated by the Sultan, regard shall be paid in the different localities to the religion of the inhabitants.

His Imperial Majesty the Sultan undertakes not to employ irregular troops, such as Bashi-Bazouks and Circassians, in the gar-

risons of the frontiers. The regular troops detailed for this service must not in any case be billeted on the inhabitants. When they pass through the province they shall not make a stay there.

Article XVI

The Governor-General shall have the right of summoning the Ottoman troops in the event of the internal or external security of the province being threatened. In such an eventuality the Sublime Porte shall inform the Representatives of the Powers at Constantinople of such a decision, as well as of the exigencies which justify it.

Article XVII

The Governor-General of Eastern Roumelia shall be nominated by the Sublime Porte, with the assent of the Powers, for a term of five years.

Article XVIII

Immediately after the exchange of the ratifications of the present Treat', a European Commission shall be formed to arrange, in concert with the Ottoman Porte, the organization of Eastern Roumelia. This Commission will have to determine, within three months, the powers and functions of the Governor-General, as well as the administrative, judicial, and financial system of the province, taking as its basis the various laws for the vilayets and the proposals made in the eighth sitting of the Conference of Constantinople.

The whole of the arrangements determined on for Eastern Roumelia shall form the subject of an Imperial Firman, which will be issued by the Sublime Porte, and which it will communicate to the Powers.

Article XIX

The European Commission shall be charged to administer, in concert with the Sublime Porte, the finances of the province until the completion of the new organization.

Article XX

The Treaties, Conventions, and international arrangements of any kind whatsoever, concluded or to be concluded between the Porte and foreign Powers, shall apply in Eastern Roumelia as in the whole Ottoman Empire. The immunities and privileges acquired by foreigners, whatever their status, shall be respected in this province. The Sublime Porte undertakes to enforce there the general laws of the Empire on religious liberty in favour of all forms of worship.

Article XXI

The rights and obligations of the Sublime Porte with regards to the railways of Eastern Roumelia are maintained in their integrity.

Article XXII

The strength of the Russian corps of occupation in Bulgaria and Eastern Roumelia, which shall be composed of six divisions of infantry and two divisions of cavalry, shall not exceed 50,000 men. It shall be maintained at the expense of the country occupied. The army of occupation will preserve its communications with Russia not only through Roumania, in accordance with arrangements to be concluded between the two States, but also through the ports of the Black Sea, Varna and Bourgas, where it may, during the period of occupation, organize the necessary depots.

The period of the occupation of Eastern Roumelia and Bulgaria by the Imperial Russian troops is fixed at nine months from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

The Imperial Russian Government undertakes that within a further period of three months the passage of its troops across Roumania shall cease, and that Principality shall be completely evacuated.

Article XXIII

The Sublime Porte undertakes scrupulously to apply in the Island of Crete the Organic Law of 1868, with such modifications as may be considered equitable.

Similar laws adapted to local requirements, excepting as regards the exemption from taxation granted to Crete, shall also be introduced into the other parts of Turkey in Europe for which no special organization has been provided by the present Treaty.

The Sublime Porte shall depute special Commissions, in which the native element shall be largely represented, to settle the details of the new laws in each province.

The schemes of organization resulting from these labours shall be submitted for examination to the Sublime Porte, which, before promulgating the Acts for putting them into force, shall consult the European Commission instituted for Eastern Roumelia.

Article XXIV

In the event of the Sublime Porte and Greece being unable to agree upon the rectification of the frontier suggested in the 13th Protocol of the Congress of Berlin, Germany, Austria-Hungary, France, Great Britain, Italy, and Russia reserve to themselves to offer their mediation to the two parties to facilitate negotiations.

Article XXV

The Provinces of Bosnia and Herzegovina shall be occupied and administered by Austria-Hungary. The Government of Austria-Hungary, not desiring to undertake the administration of the Sandjak of Novi-Pazar, which extends between Servia and Montenegro in a south-easterly direction to the other side of Mitrovitza, the Ottoman Administration will continue to exercise its functions there. Nevertheless, in order to assure the maintenance of the new political state of affairs, as well as freedom and security of communications, Austria-Hungary reserves the right of keeping garrisons and having military and commercial roads in the whole of this part of the ancient Vilayet of Bosnia. To this end the Governments of Austria-Hungary and Turkey reserve to themselves to come to an understanding on the details.

Article XXVI

The independence of Montenegro is recognized by the Sublime Porte and by all those of the High Contracting Parties who had not hitherto admitted it.

Article XXVII

The High Contracting Parties are agreed on the following conditions: In Montenegro the difference of religious creeds and confessions shall not be alleged against any person as a ground for exclusion or incapacity in matters relating to the enjoyment of civil and political rights, admission to public employments, functions, and honours, or the exercise of the various professions and industries in any locality whatsoever.

The freedom and outward exercise of all forms of worship shall be assured to all persons belonging to Montenegro, as well as to foreigners, and no hindrance shall be offered either to the hierarchical organization of the different communions, or to their relations with their spiritual chiefs.

Article XXVIII

The new frontiers of Montenegro are fixed as follows: Starting at Ilino-brdo to the north of Klobuk, the line descends to the Trebinjčica towards Grančarevo, which remains to Herzegovina, then ascends the course of that river up to a point 1 kilom. below its confluence with the Čepelica, and from thence passes by the most direct line on to the heights which border the River Trebinjcica. It then proceeds in the direction of Pilatova, leaving that village to Montenegro, and continues along the heights in a northerly direction, maintaining as far as

possible a distance of 6 kilom. from the Bilek-Korito-Gacko road, up to the "col" between the Somina Planina and Mount Čurilo, whence it proceeds in an easterly direction by Vratkovici, leaving this village to Herzegovina, up to Mount Orline. Starting from this point the frontier, leaving Ravno to Montenegro, goes straight to the north-north-east, crossing the summits of the Leberšnik and of the Volujak, then descends by the shortest line on to the River Piva, which it crosses and rejoins the River Tara, passing between Crkvica and Nedvina. From this point it ascends the Tara to Mojkovac, from which place it passes along the crest of the ridge as far as Šiškojezero. Leaving this point, it coincides with the former frontier as far as the village of Sekulare. From there the new frontier passes along the crests of the Mokra Planina, the village of Mokra remaining to Montenegro; it then reaches the point 2166 on the Austrian Staff Map, following the principal chain and the line of the watershed between the Lim on the one side, and the Drin as well as the Cievna (Zem) on the other.

It then coincides with the existing boundaries between the tribe of the Kuci-Drekalovici on one side, and the Kučka-Krajna, as well as the tribes of the Klementi and Grudi, on the other, to the plain of Podgorica, from whence it proceeds towards Plavnica, leaving the Klementi, Grudi, and Hoti tribes to Albania.

Thence the new frontier crosses the lake near the Islet of Gorica-Topal, and, from Gorica-Topal, takes a straight line to the top of the crest, whence it follows the watershed between Megured and Kalimed, leaving Mrković to Montenegro, and reaching the Adriatic at V. Kruči.

On the north-west the frontier will be formed by a line passing from the coast between the villages of Šušana and Zubci, and terminating at the extreme south-east point of the existing frontier of Montenegro on the Vrsuta Planina.

Article XXIX

Antivari and its sea-board are annexed to Montenegro under the following conditions:

The districts situated to the south of that territory, in accordance with the delimitation above laid down, as far as the Boyana, including Dulcinjo, shall be restored to Turkey.

The Commune of Spiča, as far as the southernmost point of the territory indicated in the detailed description of the frontiers, shall be incorporated with Dalmatia.

Montenegro shall have full and complete freedom of navigation on the Boyana. No fortifications shall be constructed on the course of that river except such as may be necessary for the local defense of the stronghold of Scutari, and they shall not extend beyond a distance of 6 kilom. from that town.

Montenegro shall have neither ships of war nor flag of war.

The port of Antivari and all the waters of Montenegro shall remain closed to the ships of war of all nations.

The fortifications situated on Montenegrin territory between the lake and the coasts shall be razed, and none shall be rebuilt within this zone. The administration of the maritime and sanitary police, both at Antivari and along the coast of Montenegro, shall be carried out by Austria-Hungary by means of light coast-guard boats.

Montenegro shall adopt the maritime code in force in Dalmatia. On her side Austria-Hungary undertakes to grant Consular protection to the Montenegrin merchant flag.

Montenegro shall come to an understanding with Austria-Hungary on the right to construct and keep up across the new Montenegrin territory a road and a railway. Absolute freedom of communication shall be guaranteed on these roads.

Article XXX

Mussulmans or others possessing property in the territories annexed to Montenegro, who may wish to take up their residence outside the Principality, can retain their real property either by farming it out, or by having it administered by third parties.

No one shall be liable to be expropriated otherwise than by legal process for the public welfare, and with a previous indemnity.

A Turco-Montenegrin Commission shall be appointed to settle, within a period of three years, all questions relative to the mode of alienation, working, or use, on the account of the Sublime Porte, of the property belonging to the State and religious foundations (*Vakoufs*), as well as of the questions regarding the interests of private parties engaged therein.

Article XXXI

The Principality of Montenegro shall come to a direct understanding with the Ottoman Porte with regard to the establishment of Montenegrin agents at Constantinople, and at certain places in the Ottoman Empire where the necessity for them shall be admitted.

Montenegrins travelling or residing in the Ottoman Empire shall be subject to the Ottoman laws and authorities, according to the general principles of international law, and the customs established with regard to Montenegrins.

Article XXXII

The Montenegrin troops shall be bound to evacuate within twenty days from the date of ratification of the present Treaty, or

sooner if possible, the territory that they occupy at present beyond the new limits of the Principality.

The Ottoman troops shall evacuate the territories ceded to Montenegro within the same period of twenty days. A supplementary period of fifteen days shall, however, be granted to them, as well for evacuating the fortresses and withdrawing the stores and material of war from them, as for drawing up inventories of the implements and articles which cannot be immediately removed.

Article XXXIII

As Montenegro is to bear a portion of the Ottoman public debt for the new territories assigned to her by the Treaty of Peace, the Representatives of the Powers at Constantinople shall determine the amount of the same in concert with the Sublime Porte on an equitable basis.

Article XXXIV

The High Contracting Parties recognize the independence of the Principality of Servia, subject to the conditions set forth in the following Article.

Article XXXV

In Servia the difference of religious creeds and confessions shall not be alleged against any person as a ground for exclusion or incapacity in matters relating to the enjoyment of civil and political rights, admission to public employments, functions, and honours, or the exercise of the various professions and industries, in any locality whatsoever.

The freedom and outward exercise of all forms of worship shall be assured to all persons belonging to Servia, as well as to foreigners, and no hindrance shall be offered either to the hierarchical organization of the different communions, or to their relations with their spiritual chiefs.

Article XXXVI

Servia receives the territories included in the following delimitation: The new frontier follows the existing line ascending the mid-channel of the Drina from its confluence with the Save, leaving Mali Zwornik and Sakhar to the Principality, and continues to follow the former boundary of Servia as far as the Kopaonik, leaving it at the summit of the Kanilug. From that point it follows at first the western boundary of the Sandjak of Nisch by the southern spur of the Kopaonik, by the crests of the Marica and Mrdar Planina, which form the watershed between the basins of the Ibar and Sitnica on

one side, and that of the Toplica on the other, leaving Prepolac to Turkey.

It then turns to the south by the watershed between the Brvenica and the Medvedja, leaving the whole of the basin of the Medvedja to Servia ; follows the crests of the Goljak Planina (which forms the watershed between the Kriva-Rjeka on one side and the Poljanica, Vaternica, and Morawa on the other), as far as the summit of the Poljanica. It then follows the spur of the Karpina Planina as far as the confluence of the Koinska and the Morawa, crosses this river, and ascends by the watershed between the Koinska brook and the stream which falls into the Morawa near Neradovce, to reach the Sv. Ilija Planina above Trgoviste. Thence it follows the crest of the Sv. Ilija as far as Mount Kljuc, and passing by the points marked 1516 and 1547 on the map, and by the Babina Gora, it reaches Mount Crni-Vrh.

Prom Mount Crni Vrh, the new delimitation coincides with that of Bulgaria, that is to say:

The line of frontier follows the watershed between the Struma and the Morawa by the summits of Strešer, Vilogolo, and Mešid Planina, rejoins by the Gacina, Crna Trava, Darkovska, and Drainica Plan, then the Deščani Kladanec, the watershed of the High Sukowa and of the Morawa, goes straight to the Stol, and descends from it so as to cut the road from Sofia to Pirot, 1,000 metres north-west of the village of Seguša. It ascends in a straight line the Vidlić Planina, and thence Mount Radočina in the chain of the Kodža Balkan, leaving to Servia the village of Doikinci, and to Bulgaria that of Sanakos.

Prom the summit of Mount Radočina the frontier follows towards the north-west, the crest of the Balkans by Ciprovec Balkan and Stara Planina up to the former eastern frontier of the Principality of Servia, near to the Kula Smiljova čuka, and thence that former frontier as far as the Danube, which it joins at Djakovitza.

Article XXXVII

Until the conclusion of fresh arrangements no change shall be made in Servia in the actual conditions of the commercial intercourse of the Principality with foreign countries. No transit duties shall be levied on goods passing through Servia. The immunities and privileges of foreign subjects, as well as the rights of Consular jurisdiction and protection, as at present existing, shall remain in full force so long as they shall not have been modified by mutual consent between the Principality and the Powers concerned.

Article XXXVIII

The Principality of Servia takes the place, so far as it is concerned, of the Sublime Porte in the engagements which the latter

has contracted as well towards Austria-Hungary as towards the Company for the working of the railways of Turkey in Europe, in respect to the completion and connection, as well as the working of the railways to be constructed on the territory newly acquired by the Principality.

The Conventions necessary for settling these questions shall be concluded, immediately after the signature of the present Treaty, between Austria-Hungary, the Porte, Servia, and, within the limits of its competency, the Principality of Bulgaria.

Article XXXIX

Mussulmans possessing property in the territories annexed to Servia, who may wish to reside in the Principality, may retain their real property, either by farming it out or by having it administered by third parties.

A Turco-Servian Commission shall be appointed to settle, within a period of three years, all questions relative to the mode of alienation, working, or use, on the account of the Sublime Porte, of the property belonging to the State and religious foundations (Vakoufs), as well as of the questions regarding the interests of private persons engaged therein.

Article XL

Until the conclusion of a Treaty between Turkey and Servia, Servian subjects travelling or residing in the Ottoman Empire shall be treated according to the general principles of international law.

Article XLI

The Servian troops shall be bound to evacuate within fifteen days from the exchange of the ratifications of the present Treaty the territory not comprised within the new limits of the Principality.

The Ottoman troops shall evacuate the territories ceded to Servia within the same term of fifteen days. A supplementary term of an equal number of days shall, however, be granted to them as well for evacuating the fortresses and withdrawing the provisions and material of war as for drawing up the inventory of the implements and objects which cannot be removed at once.

Article XLII

As Servia is to bear a portion of the Ottoman Public Debt for the new territories assigned to her by the present Treaty, the Representatives at Constantinople shall fix the amount of it in concert with the Sublime Porte on an equitable basis.

Article XLIII

The High Contracting Parties recognize the independence of Roumania, subject to the conditions set forth in the two following Articles.

Article XLIV

In Roumania the difference of religious creeds and confessions shall not be alleged against any person as a ground for exclusion or incapacity in matters relating to the enjoyment of civil and political rights, admission to public employments, functions, and honours, or the exercise of the various professions and industries in any locality whatsoever. The freedom and outward exercise of all forms of worship shall be assured to all persons belonging to the Roumanian State, as well as to foreigners, and no hindrance shall be offered either to the hierarchical organization of the different communions, or to their relations with their spiritual chiefs.

The subjects and citizens of all the Powers, traders or others, shall be treated in Roumania, without distinction of creed, on a footing of perfect equality.

Article XLV

The Principality of Roumania restores to His Majesty the Emperor of Russia that portion of the Bessarabian territory detached from Russia by the Treaty of Paris of 1856, bounded on the west by the mid-channel of the Pruth, and on the south by the mid-channel of the Kilia Branch and the Stary-Stamboul mouth.

Article XLVI

The islands forming the Delta of the Danube, as well as the Isle of Serpents, the Sandjak of Toultcha, comprising the districts (cazas) of Kilia, Soulina Mahmoudie, Isaktcha, Toultcha, Matchin, Babadagh, Hirsovo, Kustendje, Medjidie, are added to Roumania. The Principality receives in addition the territory situated to the south of the Dobroutcha as far as a line starting from the east of Silistria and terminating on the Black Sea, south of Mangalia.

The frontier line shall be determined on the spot by the European Commission appointed for the delimitation of Bulgaria.

Article XLVII

The question of the division of the waters and the fisheries shall be submitted to the arbitration of the European Commission of the Danube.

Article XLVIII

No transit duties shall be levied in Roumania on goods passing through the Principality.

Article XLIX

Roumania shall have power to make Conventions to determine the privileges and attributes of Consuls in regard to protection within the Principality. Existing rights shall remain in force so long as they shall not have been modified by the mutual consent of the Principality and the parties concerned.

Article L

Until the conclusion of a Treaty between Turkey and Roumania, fixing the privileges and attributes of Consuls, Roumanian subjects travelling or residing in the Ottoman Empire, and Ottoman subjects travelling or residing in Roumania, shall enjoy the rights guaranteed to the subjects of other European Powers.

Article LI

With regard to public works and other enterprises of a like nature, Roumania shall be substituted for the Sublime Porte as regards its rights and obligations throughout the ceded territory.

Article LII

In order to increase the guarantees which assure the freedom of navigation on the Danube which is recognized as of European interest, the High Contracting Parties determine that all the fortresses and fortifications existing on the course of the river from the Iron Gates to its mouths shall be razed, and no new ones erected. No vessel of war shall navigate the Danube below the Iron Gates with the exception of vessels of light tonnage in the service of the river police and Customs. The "stationnaires" of the Powers at the mouths of the Danube may, however, ascend the river as far as Galatz.

Article LIII

The European Commission of the Danube on which Roumania shall be represented is maintained in its functions, and shall exercise them henceforth as far as Galatz in complete independence of the territorial authorities. All the Treaties, arrangements, acts, and decisions relating to its rights, privileges, prerogatives, and obligations are confirmed.

Article LIV

One year before the expiration of the term assigned for the duration of the European Commission the Powers shall come to an understanding as to the prolongation of its powers, or the modifications which they may consider necessary to introduce.

Article LV

The regulations respecting navigation, river police, and supervision from the Iron Gates to Galatz shall be drawn up by the European Commission, assisted by Delegates of the Riverside States, and placed in harmony with those which have been or may be issued for the portion of the river below Galatz.

Article LVI

The European Commission of the Danube shall come to an arrangement with the proper authorities to ensure the maintenance of the lighthouse on the Isle of Serpents.

Article LVII

The execution of the works which have for their object the removal of the obstacles which the Iron Gates and the Cataracts place in the way of navigation is entrusted to Austria-Hungary. The Riverside States on this part of the river shall afford every facility which may be required in the interest of the works.

The provisions of the VIth Article of the Treaty of London of the 13th March, 1871, relating to the right of levying a provisional tax in order to cover the cost of these works, are maintained in favour of Austria-Hungary.

Article LVIII

The Sublime Porte cedes to the Russian Empire in Asia the territories of Ardahan, Kars, and Batoum, together with the latter port, as well as all the territories comprised between the former Russo-Turkish frontier and the following line:

The new frontier starting from the Black Sea, and coinciding with the line laid down by the Treaty of San Stefano as far as a point to the north-west of Khorda, and to the south of Artwin, continues in a straight line as far as the River Tchoroukh, crosses this river and passes to the east of Aschmichen, going in a straight line to the south so as to rejoin the Russian frontier indicated in the Treaty of San Stefano, at a point to the south of Nariman, leaving the town of Olti to Russia. From the point indicated near Nariman the frontier turns to the east, passes by Tebrenec, which remains to Russia, and continues as far as the Pennek Tschai.

It follows this river as far as Bardouz, then turns towards the south, leaving Bardouz and Jönikioy to Russia. From a point to the west of the village of Karaougan, the frontier takes the direction of Medjingert, continues in a straight line towards the summit of the Mountain Kassadagh, and follows the line of the watershed between the affluents of the Araxes on the north and those of the Mourad Sou on the south, as far as the former frontier of Russia.

Article LIX

His Majesty the Emperor of Russia declares that it is his intention to constitute Batoum a free port, essentially commercial.

Article LX

The valley of Alaschkerd and the town of Bayazid, ceded to Russia by Article XIX of the Treaty of San Stefano, are restored to Turkey.

The Sublime Porte cedes to Persia the town and territory of Khotour, as fixed by the mixed Anglo-Russian Commission for the delimitation of the frontiers of Turkey and of Persia.

Article LXI

The Sublime Porte undertakes to carry out, without further delay, the improvements and reforms demanded by local requirements in the provinces inhabited by the Armenians, and to guarantee their security against the Circassians and Kurds.

It will periodically make known the steps taken to this effect to the Powers, who will superintend their application.

Article LXII

The Sublime Porte having expressed the intention to maintain the principle of religious liberty, and give it the widest scope, the Contracting Parties take note of this spontaneous declaration.

In no part of the Ottoman Empire shall difference of religion be alleged against any person as a ground for exclusion or incapacity as regards the discharge of civil and political rights, admission to the public employments, functions and honours, or the exercise of the various professions and industries.

All persons shall be admitted, without distinction of religion, to give evidence before the tribunals.

The freedom and outward exercise of all forms of worship are assured to all, and no hindrance shall be offered either to the hierarchical organization of the various communions or to their relations with their spiritual chiefs.

Ecclesiastics, pilgrims, and monks of all nationalities travelling in Turkey in Europe, or in Turkey in Asia, shall enjoy the same rights, advantages, and privileges.

The right of official protection by the Diplomatic and Consular Agents of the Powers in Turkey is recognized both' as regards the above-mentioned persons and their religious, charitable, and other establishments in the Holy Places and elsewhere.

The rights possessed by France are expressly reserved, and it is well understood that no alterations can be made in the status quo in the Holy Places.

The monks of Mount Athos, of whatever country they may be natives, shall be maintained in their former possessions and advantages, and shall enjoy, without any exception, complete equality of rights and prerogatives.

Article LXIII

The Treaty of Paris of March 30, 1856, as well as the Treaty of London of March 13, 1871, are maintained in all such of their provisions as are not abrogated or modified by the preceding stipulations.

Article LXIV

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged at Berlin within three weeks, or sooner if possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed it, and affixed to it the seal of their arms.

Done at Berlin, the thirteenth day of the month of July, one thousand eight hundred and seventy-eight.

(l. s.) (Signed) Beaconsfield.	(l. s.) Saint- Vallier.
(L. S.) Salisbury.	(l. s.) I. H. Desprez.
(l. a.) Odo Russell.	(l. s.) L. COETI.
(l. s.) v. Bismarck.	(l. s.) Launay
(l. s.) Bulow.	(L. s.) Gortchakow.
(l. s.) Hohenlohe.	(l. S.) Schouvaloff.
(l. s.) Andrassy.	(l. S.) P. D'oubril.
(l. s.) Karolyi.	(L. s.) Al. Caratheodory.
(l. s.) Haymerle.	(l. s.) Mehemed Ali
(l. s.) Waddington.	(l. s.) Sadullah.

BERLINSKI UGOVOR
1878.

U IME SVEMOGUĆEG BOGA

Njegovo veličanstvo car Njemačke, kralj Pruske, Njegovo veličanstvo car Austrije, kralj Bohemije, itd. i apostolski kralj Ugarske, Predsjednik Francuske Republike, Njeno veličanstvo kraljica Ujedinjenog kraljevstva Velike Britanije i Irske, carica Indije, Njegovo veličanstvo kralj Italije, Njegovo veličanstvo car svih Rusa i Njegovo veličanstvo car Otomana, u želji da u duhu evropskih shvatanja riješe, u skladu sa odredbama Pariskog ugovora od 30. marta 1856., Istočno pitanje izazvano događajima koji su se odigrali poslednjih godina kao i ratom koji je okončan preliminarnim ugovorom u San Stefanu, složili su se jednoglasno da bi sazivanje Kongresa ponudilo najbolji način njihovog rješavanja.

Njihova pomenuta Veličanstva i Predsjednik Republike Francuske su prema tome imenovali za svoje opunomoćenike :

NJEGOVO VELIČANSTVO CAR NJEMAČKE, KRALJ PRUSKE:

G-dina Othona, princa od Bismarcka, svog predsjednika Savjeta ministara Pruske, kancelara Carstva,

G-dina Bernarda Ernesta de Bülowa, svog Državnog ministra i Državnog sekretara u Ministarstvu inostranih poslova,
i

G-dina Chlodwiga Charlesa Victora, princa od Hohenlohe-Schillingsfürsta, princa od Ratibora i Corveya, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora pri Republici Francuskoj, Veli-kog Oficira Bavarske krune,

NJEGOVO VELIČANSTVO CAR AUSTRIJE, KRALJ BOHEMIJE, ITD. I APOSTOLSKI KRALJ UGARSKE:

G-dina Julesa, grof Andrássya od Csik Szent-Királya i Kra-szna-Horke, primusa Španije, sadašnjeg ličnog savjetnika,

svog ministra Carske kuće i Inostranih poslova, Feld-Maršala-pukovnika u svojoj vojski,

G-dina Louisa, grofa Károlya od Nagy-Károlya, Dvorskog oficira i sadašnjeg ličnog savjetnika, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske,
i

G-dina Henrika, barona od Haymerlea, sadašnjeg ličnog savjetnika, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva kralja Italije,

PREDSJEDNIK REPUBLIKE FRANCUSKE:

G-dina Williama Henria Waddingtona, Senatora, člana Instituta, Ministra i Državnog sekretara u Ministarstvu inostranih poslova,

G-dina Charlesa Raymonda de La Croix de Chevrière, grofa od Saint-Valliera, senatora, izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Francuske Njegova veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske,
i

G-dina Felixa Hippolyta Despreza, Državnog savjetnika, opunomoćenog ministra prve klase, rukovodioca Direkcije za političke odnose u Ministarstvu inostranih poslova.

NJENO VELIČANSTVO KRALJICA UJEDINJENOG

KRALJEVSTVA VELIKE BRITANIJE I IRSKE, CARICA INDIJE:

Uvaženog Benjamina Disraelija, grofa od Beaconsfielda, vikonta Hughendana, pera u Parlamentu, člana uvaženog ličnog savjeta Njenog veličanstva, prvog lorda pri Trezoru Njenog veličanstva i Prvog ministra Engleske,

Uvaženog Roberta Arthura Talbota Gascoynea Cecila, markiza od Salisburya, grofa od Salisburya, vikonta Cranborna, barona Cecila, pera u Parlamentu, člana uvaženog ličnog savjeta Njenog veličanstva, glavnog Državnog sekretara u Ministarstvu inostranih poslova,
i

Uvaženog lorda Odo Williama Léopolda Russella, člana ličnog savjeta Njenog Veličanstva, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske.

NJEGOVO VELIČANSTVO KRALJ ITALIJE:

G-dina Louisa, grofa Cortija, senatora, svog ministra inostranih poslova,

i
 G-dina Eduarda, grofa Launaya, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva cara Njemačka, kralja Pruske,

NJEGOVO VELIČANSTVO CAR SVIH RUSA:

G-dina Alexandra, princa Gortchacowa, svog carskog kancelara
 G-dina Pierra, grofa od Schouvaloffa, konjičkog generala, svog glavnog adžutanta, člana carskog Savjeta i svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva Britanije,
 i

G-dina Paula d’Oubrila, sadašnjeg ličnog savjetnika, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske,

i

NJEGOVO VELIČANSTVO CAR OTOMANA:

Pašu Alexandra Carathéodorya, svog ministra javnih radova
 Mehmed Ali pašu, marešala svoje armije
 i

Bega Sadoullaha, svog izvanrednog i opunomoćenog ambasadora Njegova veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske,

Koji su se, na prijedlog austro-ugarskog Dvora i na poziv njemačkog Dvora sastali u Berlinu propisno opunomoćeni.

Sporazum je na zadovoljstvo postignut među njima, te su se dogovorili o narednim odredbama:

Član 1.

Bugarska postaje autonomna vazalna kneževina pod sizerenstvom Nj. Veličanstva sultana. Ona će imati hrišćansku vladu i narodnu vojsku.

Član 2.

Kneževina Bugarska uključivaće sljedeće teritorije:

Na sjeveru granica ide desnom obalom Dunava, potom starom granicom Srbije do tačke koju će odrediti evropska komisija istočno od Silistrije; odatle će ići prema Crnom moru južno od Mangalije, koja će pripasti Rumuniji. Crno more čini istočnu granicu Bugarske. Na jugu granica slijedi, poslije njegovog ušća, maticu potoka u čijoj su blizini sela Hadžakioj, Selamkioj, Ajvadžik, Kalebe, Sudžuluk, potom skreće dolinom Deli-Kamčik, prelazi na jug Belibe i Kemhalik i na sjeveru Hadžimahalu, pošto je prešla Deli-Kamčik na dva i

po kilometra uzvodno od Čengela; penje se grebenom do tačke koja se nalazi između Tekenlika i Ajdos-Bredže, a potom ide preko Karnabad-Balkana, Prisevica-Balkana, Kazan-Balkana na sjever od Kotela do Demir-kapije. Zatim produžuje vijencem glavnog masiva Velikog Balkana, odakle se pruža do vrha Kosica.

Tu se odvaja od vrha Balkana, spušta se ka jugu, između sela Pirdop i Dušanci, ostavljući jedno Bugarskoj, a drugo Istočnoj Rumeliji, potom ide potokom Tuzlu-Dere, do njegovog utoka u Topolnicu, pa ovom rijekom do ušća rijeke Smolsko-Dere, kod sela Petričeva, ostavljući Istočnoj Rumeliji zonu od dva kilometra prostora uzvodno od ove rijeke; zatim se penje između potoka Smolsko-Dere i Kamenice, slijedeći vododjelnici, da bi potom skrenula ka jugozapadu kod visa Vonjak, i stigla pravo do tačke 875 na karti austrijskog generalštaba.

Granična linija siječe pravo gornji tok potoka Ihtiman-Dere, prolazi između Bogdine i Karaule, da bi se ponovo spojila s vododjelnicom koja odvaja doline Iskra i Marice, između Čamurlije i Tadžilara, produžava ovom linijom visovima Velina mogila, tačkom 531, vrhom Zmajlica, Šumnaticom i spaja se sa administrativnom granicom Sofijskog sandžaka između Sivri-Taša i Čadir-Tepe.

Od Čadir-Tepe, pružajući se ka jugozapadu, granica ide vododjelnicom dolina Mesta-Karasu, s jedne strane, i Struma-Karasu, s druge strane, pa vrhovima planina Rodopa zvanih Demir-kapija, Iskiotepe, Kadimezar Balkan i Ajdži-Gedik do Kapetanik-Balkana i tu se spaja sa starom administrativnom granicom Sofijskog sandžaka.

Od Kapetanik-Balkana granica je određena linijom vododjelnice između dolina Rilske rijeke i rijeke Bistrice i nastavlja se kosom zvanom Vodenica planina, da bi se potom spustila u dolinu Strume na njen spoj s Rilskom rijekom, ostavljući selo Barakli Turskoj. Odatle skreće ka jugu kod sela Jelešnice, da bi dospjela, najkraćom linijom, do lanca Goleme planine na vrh Kitka i tu se spaja sa starom administrativnom granicom Sofijskog sandžaka, prepuštajući Turskoj u potpunosti bazen Suhe rijeke.

Od vrha Kitka zapadna granica se pruža prema brdu Crni vrh planinama Červena-Jabuka i, slijedeći administrativnu granicu Sofijskog sandžaka, u gornjem dijelu dolina Egrisu i Lebnice, penje se do vrha Babina poljana i stiže do brda Crni vrh.

Od brda Crni vrh granica slijedi vododjelnici između Strume i Morave i vrhovima Strešer, Vilje kolo i Medžid-planina nastavlja preko Gadžine, Crne Trave, Darkovske i Drainičke ravni, potom preko Daščanog kladenca vododjelnicom gornjeg Sukova i Morave ide pravo do Stola i spušta se na oko 1000 m sjeverozapadno od sela Željuše, gdje seče put Sofija - Pirot. Penje se desnom stranom na

Vidlič planinu, a odatle na brdo Radočinu u lancu Kodža-Balkan, ostavljajući selo Dojkince Srbiji, a Senokos Bugarskoj.

Od vrha brda Radočina ide ka zapadu grebenom Balkana, preko Čiprovac-Balkana i Stare planine, do negdašnje istočne granice Kneževine Srbije kod Kule-Smiljeve čuke, a odatle ovom starom granicom do Dunava, gdje izbija kod Rakovice.

Evropska komisija, u kojoj će biti zastupljene sile potpisnice ugovora, odrediće ovu granicu na licu mesta. O tome je dogovorenog sljedeće:

Komisija će uzeti u obzir potrebu Nj. carskog veličanstva sultana da može da brani granicu Istočne Rumelije na Balkanu.

Neće biti dozvoljeno podizanje utvrđenja u širini od 10 km od Samokova.

Član 3.

Kneza Bugarske će stanovništvo slobodno birati, potvrdiće ga Visoka porta, a Sile će dati svoju saglasnost. Ni jedan član neke od dinastija velikih sila koje se nalaze na prestolu ne može biti biran za kneza Bugarske. U slučaju da se kneževa dinastija ugasi, izbor novog kneza obaviće se pod istim uslovima i po istom postupku.

Član 4.

Skup bugarskih prvaka, sazvan u Trnovu, izradiće prije izbora kneza osnovni zakon kneževine. U mjestima u kojima Bugari žive izmiješani s turskim, rumunskim, grčkim ili drugim življem, vodiće se računa o pravima i interesima ovog stanovništva u svemu što se tiče izbora i sastavljanja osnovnog zakona.

Član 5.

Sljedeće odredbe sačinjavaće osnove javnog prava u Bugarskoj. Razlike u vjeri i vjeroispovijesti neće moći da budu smetnja da neko iz tog razloga bude isključen ili spriječen da uživa svoja građanska i politička prava, da ne bude primljen u javne službe, na položaje, da ne uživa počasti ili da ne obavlja razne zanate i zanimanja, ma u kome mjestu to bilo. Sloboda i javno vršenje crkvenih obreda svih vjeroispovijesti biće zajamčeni svim građanima Bugarske, kao i strancima, i nikakve smetnje neće se moći praviti bilo hijerarhijskom uređenju raznih vjeroispovijesti, bilo njihovim odnosima sa svojim duhovnim starješinama.

Član 6.

Privremena uprava u Bugarskoj, do sastavljanja osnovnog zakona, nalaziće se u rukama ruskog carskog komesara. Turski carski komesar, kao i konzuli koje će ad hoc imenovati Sile potpisnice ovog

ugovora, učestvovaće u radu i kontrolisaće rad privremene uprave. U slučaju nesporazuma između delegiranih konzula, odlučivaće većina glasova; u slučaju nesporazuma između ove većine i ruskog ili turskog carskog komesara, predstavnici Sila potpisnica ugovora izjasniće se o tome kad se sastanu na konferenciji u Carigradu.

Član 7.

Privremena uprava neće biti produžena duže od devet mjeseci od dana razmjene ratifikacija ovog ugovora. Kad se okonča privremena uprava, odmah će se pristupiti izboru kneza Bugarske. Kad knez bude izabran, nova uprava će otpočeti rad i Kneževina će početi da u potpunosti uživa svoju autonomiju.

Član 8.

Ugovori o trgovini i plovidbi, kao i svi drugi sporazumi i konvencije koje su strane sile zaključile s Portom i koji danas važe, ostaju na snazi u Kneževini Bugarskoj i nikakve izmjene u pogledu bilo koje sile neće se moći izvršiti prije nego što ona da svoju saglasnost. Nikakva carinska dažbina neće se u Bugarskoj nametati na dobra koja prelaze preko Kneževine. Podanici i roba svih sila uživaće potpunu jednakost. Prava i privilegije stranih podanika, kao i pravo konzularne jurisdikcije i zaštite, kao što su utvrđeni kapitulacijama i običajima, ostaće u punoj važnosti sve dok se ne izmijene uzajamnim dogовором između zainteresovanih snaga.

Član 9.

Iznos godišnjeg tributa koji će Kneževina Bugarska plaćati Dvoru, uplaćujući ga u banku koju će Visoka porta odrediti naknadno, sporazumno će utvrditi sile potpisnice ovog ugovora na kraju prve godine funkcionisanja nove administracije. Tribut će biti utvrđen na prosječan prihod Kneževine. Pošto Bugarska mora da učestvuje u otplati dijela otomanskog duga, Sile će, prilikom utvrđivanja tributa, uzeti u razmatranje onaj dio toga duga koji bi mogao biti određen Kneževini, na osnovu pravične razmjene.

Član 10.

Bugarska će zamjenjivati carsku tursku vladu u njenim dužnostima i obavezama prema željezničkoj kompaniji Ruščuk-Vama, počev od dana razmjene ratifikacije ovog ugovora. Sređivanje ranijih računa ostavlja se sporazu između Visoke porte, vlade Kneževine i uprave ove kompanije. Kneževina Bugarska će zamjenjivati, sa svoje strane, Visoku portu u ugovorima koje je ova zaključila kako sa Austro-Ugarskom tako i sa Kompanijom za eksplotaciju željezničke pruge evropske Turske radi dovršavanja i povezivanja pri-

ključaka, kao i korišćenja željeznica izgrađenih na njenoj teritoriji. Da bi se riješila ova pitanja, zaključiće se neophodni ugovori između Austro-Ugarske, Porte, Srbije i Kneževine Bugarske neposredno po zaključenju mira.

Član 11.

Turska vojska se više neće zadržavati u Bugarskoj. Sva stara utvrđenja biće razorena na račun Kneževine u roku od godinu dana i, ako je moguće, ranije. Lokalna vlada će odmah preuzeti mjere da ih razori, dok nova neće smjeti da se grade. Visoka porta imaće pravo da po svojoj volji raspolaže ratnim materijalom i drugim predmetima koji pripadaju turskoj vlasti, a koji će ostati u tvrđavama na Dunavu koje su ispraznjene u skladu s primirjem od 31. januara, kao i onim materijalom koji se nalazi u utvrđenim mjestima Šumla i Varna.

Član 12.

Muslimani ili drugi posjednici nekretnina koji odluče da žive izvan granica Kneževine moći će da zadrže svoje posjede tako što će ih dati u zakup ili će njima upravljati treća lica. Tursko-bugarska komisija biće zadužena da za račun Visoke porte, u roku od dvije godine, riješi sva pitanja u vezi s otuđivanjem, korišćenjem ili upotrebom državnih imanja i vjerskih zadužbina (vakufa) kao i druga pitanja koja se odnose na interes pojedinaca. Žitelji Kneževine Bugarske koji putuju ili borave u drugim djelovima Otomanskog carstva biće potčinjeni njegovim vlastima i zakonima.

Član 13.

Južno od Balkana stvara se provincija koja će se zvati Istočna Rumelija; ona će biti pod neposrednom političkom i vojničkom vlašću Nj. carskog veličanstva sultana i uživaće administrativnu autonomiju. Njen generalni guverner biće hrišćanin.

Član 14.

Istočna Rumelija se na sjeveru i sjeverozapadu graniči Bugarskom i obuhvata teritorije naznačene u ovom nacrtu:

Polazeći od Crnog mora, granica ide masivom potoka u čijoj se blizini, poslije njegovog ušća, nalaze sela Hadžakioj, Selamkioj, Ajvadžik, Kalebe, Sudžuluk, potom prolazi koso dolinom Deli-Kamčika, prelazi na jugu Belibe i Kemhalik, i na sjeveru Hadžimahale, pošto je prešla Deli Kamčik na dva i po kilometra uzvodno od Čengela; dostiže vrh na tački koja se nalazi između Tekenlika i Ajdos-Bredže i ide, preko Karnabad-Balkana, Prisevice-Balkana, Kazan-Balkana, na sjever od Kotela do Demir-kapije. Otuda pro-

dužuje glavnim lancem Velikog Balkana, kojim ide sve do vrha Kosica.

Na ovoj tački zapadna granica Rumelije se odvaja od grebena Balkana, spušta se prema jugu između sela Pirdop i Dušanci, ostavljajući jedno Bugarskoj a drugo Istočnoj Rumeliji, potom ide potokom Tuzlu-Dere, do njegovog utoka u Topolnicu, pa ovom rijekom do njenog ušća u Smolsko-Dere, kod sela Petričeva; granica ostavlja Istočnoj Rumeliji, uzvodno od ušća, oblast široku dva kilometra; potom se opet penje između potoka Smolsko-Dere i Kamenice, slijedeći vododjelnici, da bi skrenula ka jugozapadu do visa Vojnjak i stigla pravo do kote 873 na karti austrijskog generalštaba.

Granica siječe, pravom linijom, gornji tok potoka Ihtiman-Dere, prolazi između Bogdine i Karaule da bi se spojila sa vododjelnicom koja razdvaja doline Iskre i Marice između Čamurlije i Tadžilara, nastavlja ovom linijom preko vrha Velina mogila, klancem 531, vrhom Zmajlica, Šumnatice i spaja se sa administrativnom granicom Sofijskog sandžaka između Sivri-Taša i Čadir-Tepe.

Granica Rumelije se odvaja od granice Bugarske na visu Čadir-Tepe, slijedi vododjelnici između tokova Marice i njenih pritoka, s jedne strane, i Mestra-Karasu i njenih pritoka, s druge, i produžuje pravcima jugoistok i jug, potom grebenom planine Despoto-Dag prema visu Krušova (tačke gdje počinje linija Sanstefanskog ugovora).

Od visa Krušova granica se podudara s linijom određenom Sanstefanskim ugovorom, tj. lancem Crnog Balkana (Kara-Balkan), planinama Kulaki-Dag, Ešek Čepelion, Karakolas i Išlikar, gdje se spušta pravo prema jugoistoku i stiže do rijeke Arde, čijom maticom ide do tačke u blizini sela Adakali, koje ostaje Turskoj.

Od ove tačke linija granice se penje vrhom Beštepe-Dag, odakle se spušta i prelazi Maricu na mjestu koje se nalazi pet kilometara uzvodno od mosta Mustafa-paše; potom vodi ka sjeveru vododjelnicom između Demirhanli-Dere i manjih pritoka Marice do Kideler-Bajir; tu skreće prema istoku, ka Sakar-Bajiru; odatle idući ka Bujuk-Derbentu, koji, kao i Sudžak, ostaje na sjeveru, prelazi dolinu Tundže. Od Bujuk-Derbenta produžuje vododjelnicom između pritoka Tundže na sjeveru i Marice na jugu do visa Kajbilar, koji ostaje Istočnoj Rumeliji, nastavlja južno od Stare-Almali između tokova Marice na jugu i različitim riječnim tokova koji se šire ka Crnom moru, između sela Belevrin i Alatli; zatim sjeverno od Karanlika, grebenima Vosne i Zuvaka, slijedi vododjelnici Duke i Karagač-Su i ponovo se sastaje s Crnim morem između dvije rijeke sa ovim imenom.

Član 15.

Nj. Veličanstvo sultan zadržava pravo da brani granice provincije s kopna i mora, da gradi utvrđenja na njenim granicama i da

drži trupe. Red u Istočnoj Rumeliji održava domaća žandarmerija, uz pomoć lokalne milicije. Prilikom sastavljanja ovih snaga, čije će oficire imenovati sultan, vodiće se računa, zavisno od kraja, o vjeri stanovništva. Nj. carsko veličanstvo sultan se obavezuje da u pograđnim garnizonima ne upotrebljava neregularne trupe, kao što su bašibozuci i Čerkezi. Regularne trupe koje će obavljati ovu dužnost neće nikad moći da budu smještene kod stanovništva; kad prelaze preko teritorije, neće se moći zadržavati na njoj.

Član 16.

Generalni guverner će imati pravo da pozove otomanske trupe u slučaju da unutrašnja i spoljna bezbjednost provincije budu ugrožene. Pri predviđenoj mogućnosti, Visoka porta će morati da o takvoj odluci obavijesti predstavnike sile u Carigradu, kao i o potrebama koje je opravdavaju.

Član 17.

Generalnog guvernera Istočne Rumelije imenovaće Visoka porta na pet godina, uz saglasnost Sile.

Član 18.

Odmah poslije razmjene ratifikacija ovog ugovora biće obrazovana evropska komisija sa zadatkom da, u saglasnosti sa Otmanskim portom, pripremi plan o ustrojstvu Istočne Rumelije. Ova komisija će, u roku od tri mjeseca, utvrditi ovlašćenja generalnog guvernera i administrativni, sudske i finansijski sistem provincije, uzimajući kao osnov zakone vilajeta i predloge podnijete na osmoj sjednici Carigradske konferencije. Skup odluka donijetih za Istočnu Rumeliju biće predmet carskog fermana, koji će Visoka porta obnoviti i o njemu obavijestiti Sile.

Član 19.

Evropska komisija biće zadužena da upravlja, u dogovoru sa Visokom portom, finansijama provincije do uspostavljanja nove države.

Član 20.

Međunarodni ugovori, konvencije i sporazumi, bez obzira na njihovu prirodu, zaključeni ili koje će Porta zaključiti s drugim silama, primjenjivaće se u Istočnoj Rumeliji, kao i u čitavom Otmanskom carstvu. Prava i privilegije stranaca, bez obzira na njihov položaj, biće poštovani u ovoj provinciji. Visoka porta se obavezuje da će opšte zakone Carstva o vjerskoj slobodi primjenjivati u korist svih vjeroispovijesti.

Član 21.

Prava i obaveze Visoke porte prema željezničkoj pruzi u Istočnoj Rumeliji ostaju potpuna.

Član 22.

Snage ruskog okupacionog korpusa u Bugarskoj i Istočnoj Rumeliji sačinjavaće šest pješadijskih i dvije konjičke divizije i neće prelaziti 50.000 ljudi. Okupirane oblasti će izdržavati korpus o svom trošku. Okupacione snage sačuvaće svoje veze s Rusijom ne samo preko Rumunije, o čemu će dvije države zaključiti sporazum, već i preko luka na Crnom moru Varne i Burgasa, gdje će za vrijeme okupacije moći da grade potrebne magacine. Ruska okupacija istočne Rumelije i Bugarske trajaće devet mjeseci, počev od dana ratifikacije ovog ugovora. Ruska carska vlada se obavezuje da u roku od tri mjeseca završi prebacivanje svojih trupa preko Rumunije i potpuno evakuiše ovu kneževinu.

Član 23.

Visoka porta se obavezuje da skrupulozno primjeni na ostrvo Krit organski reglman iz 1868, unoseći u njega izmjene koje budu ocijenjene kao pravične. Slični reglmani, prilagođeni lokalnim potrebama, osim u pogledu izuzeća poreza odobrenih Kritu, podjednako će biti uvedeni i u druge djelove Evropske Turske, za koje ovim ugovorom nije predviđena neka posebna organizacija. Visoka porta će zadužiti specijalne komisije, u kojima će lokalni elemenat biti široko zastupljen, da obradi detalje tih novih reglmana u svakoj provinciji. Projekti organizacije koji proisteknu iz tih radova biće podnijeti na ispitivanje Visokoj porti, koja će, prije nego što proglaši akte kojima će ih staviti na snagu, pribaviti mišljenje Evropske komisije, osnovane za Istočnu Rumeliju.

Član 24.

U slučaju da Visoka porta i Grčka ne postignu sporazum o ispravci granica predloženih u trinaestom protokolu Berlinskog kongresa, Njemačka, Austro-Ugarska, Francuska, Velika Britanija, Italija i Rusija zadržavaju pravo da ponude svoje posredničke usluge dvjema stranama da bi olakšale pregovore.

Član 25.

Provincije Bosnu i Hercegovinu okupiraće Austro-Ugarska, koja će njima upravljati. Pošto vlada Austro-Ugarske ne želi da preuzme upravu u Novopazarskom sandžaku, koji se nalazi između Srbije i Crne Gore u pravcu jugoistoka do Mitrovice, u njemu će ostati

ottomanska uprava; ipak, da bi se obezbijedilo održavanje novog političkog stanja, kao i sloboda i bezbjednost saobraćaja, Austro-Ugarskoj se ostavlja pravo da tu drži garnizone i da ima vojne i trgovačke puteve na čitavom prostoru ovog dijela starog vilajeta Bosne. U tom smislu Austro-Ugarska i Turska će se sporazumjeti o pojedinostima.

Član 26.

Crnoj Gori priznaju nezavisnost Visoka porta i sve one visoke ugovorne strane koje to dosad nisu učinile.

Član 27.

Visoke ugovorne strane saglasne su u sljedećim odredbama: u Crnoj Gori razlike u vjeri i vjeroispovijesti neće moći da budu smetnja da neko iz tog razloga bude isključen ili spriječen da uživa svoja građanska i politička prava, da ne bude primljen u javne službe, na položaje, i da mu se ne ukazuju počasti ili da ne obavlja razne zanate i zanimanja, ma u kome mjestu to bilo. Sloboda i javno vršenje svih crkvenih obreda biće osigurani svim žiteljima Crne Gore, kao i strancima, i nikakve smetnje neće se moći praviti bilo hijerarhijskom uređenju raznih vjeroispovijesti ili njihovim odnosima sa svojim duhovnim starješinama.

Član 28.

Nove granice Crne Gore utvrđene su ovako: linija koja polazi od Ilijinog brda, sjeverno od Klobuka, spušta se na Trebišnjicu kod Grančareva, koje ostaje Hercegovini, potom nastavlja tokom ove rijeke od tačke koja se nalazi 1 km nizvodno od ušća Čepelice, a odatle se, najkraćim putem, opet sastaje sa visovima koji oivičavaju Trebišnjicu. Zatim produžuju ka Pilatovcima, prepuštajući to selo Crnoj Gori, onda nastavlja visovima u pravcu sjevera i drži se, koliko je to moguće, na rastojanju od 6 km od puta Bileće-Korita-Gacko do klanca koji se nalazi između planine Somine i brda Kurila, odakle ide na istok prema Vratkoviću, ostavljajući to selo Hercegovini, do brda Orline. Polazeći od ove tačke i ostavljajući Ravno Crnoj Gori, granica ide naprijed pravcem sjever-sjeveroistok, prelazeći vrhove Lebršnik i Volujak, potom se najkraćom linijom spušta u Pivu, koju prelazi i pridružuje se Tari u prolazu između Crkvice i Nedvine. Odatle se penje uz Taru do Mojkovca, zatim ide grebenom ogranka do Šiškog jezera. Od ovog mjesta ona se spaja sa starom granicom sve do sela Šekulara. Odatle se nova granica pruža vrhovima planine Mokre, tako što selo Mokro ostaje Crnoj Gori, potom se penje do tačke 2166 na karti austrijskog generalštaba, slijedeći glavni lanac i vododjelnicu između Lima s jedne strane i Drima, kao i Cijevne, s druge strane. Ona se potom spaja sa sadašnjom granicom između plemena Ku-

či-Drekalovići, s jedne strane, i Kučka-Krajina i plemena Klementi i Grude, s druge strane, i ide do Podgoričke ravnice odakle se upućuje prema Plavnici, ostavljujući Albaniji plemena Klemente, Grude i Hote. Ovdje nova granica prelazi jezero kod ostrva Gorica-Tophale i počev od toga mjesta penje se pravo do visova grebena, odakle prati vododjelnici između Međurečja i Kalimana, ostavljujući Mrkoviće Crnoj Gori i izbijajući na Jadransko more u uvali Kruči. Na sjeverozapadu granica će biti povučena linijom koja prelazi tačku između sela Šušanja i Zubaca i dopire do krajnje jugoistočne tačke sadašnje granice Crne Gore na planini Vrsuti.

Član 29.

Bar i njegova obala biće pripojeni Crnoj Gori pod sljedećim uslovima: krajevi koji leže južno od ove oblasti, do Bojane, uključujući Ulcinj, biće, po navedenom razgraničenju, vraćeni Turskoj. Komuna Spič, do sjeverne granice oblasti koja je podrobno opisana, biće pripojena Dalmaciji. Crna Gora će imati potpunu slobodu plovidbe Bojanom. Ne dozvoljava se gradnja utvrđenja duž toka ove rijeke, izuzev onih koja su neophodna za lokalnu odbranu Skadra, a koja neće biti bliža od 6 km od ovog grada. Crna Gora neće moći da drži ratne brodove ni ratnu zastavu. Luka Bar i sve vode Crne Gore biće zatvorena za ratne brodove svih država. Utvrđenja koja se nalaze između jezera i obale na crnogorskoj teritoriji biće razorenata u toj zoni neće biti dozvoljena izgradnja novih. Vršenje pomorske i sanitарне kontrole u Baru i duž obale Crne Gore biće prepusteno Austro-Ugarskoj, koja će to obavljati lakin brodovima za obalsku plovidbu. Crna Gora će primjenjivati zakone o pomorstvu koji su na snazi u Dalmaciji. Austro-Ugarska se, sa svoje strane, obavezuje da će pružati konzularnu zaštitu crnogorskoj trgovачkoj zastavi. Crna Gora i Austro-Ugarska će postići sporazum o pravu da se preko nove crnogorske teritorije izgrade i održavaju putevi i željeznička pruga. Na ovim putevima biće osigurana potpuna sloboda saobraćaja.

Član 30.

Muslimani ili drugi posjednici nekretnina u oblastima pripojenim Crnoj Gori, koji odluče da žive izvan granica Kneževine, moći će da zadrže svoje posjede tako što će ih dati u zakup ili će njima upravljati preko trećih lica. Ni jednom licu neće biti oduzeta imanja, izuzev sudskim putem u državnom interesu i sa plaćanjem prethodnog obeštećenja. Tursko-crnogorska komisija biće zadužena da račun Visoke porte, u roku od tri godine, riješi sva pitanja u vezi s otuđivanjem, korišćenjem i upotrebom državnih imanja i vjerskih zadužbina (vakufa) kao i druga pitanja koja se odnose na interese pojedinaca.

Član 31.

Kneževina Crna Gora će se neposredno sporazumjeti sa Otmanskim portom o ustanovljenju crnogorskog agenta u Carigradu, kad se za to ukaže potreba. Crnogorci koji putuju ili borave u Ottomanskom carstvu moraju se potčinjavati otomanskim zakonima i vlastima, u skladu sa opštim načelima međunarodnog prava i običajima utvrđenim u pogledu Crne Gore.

Član 32.

U roku od dvadeset dana od razmjene ratifikacija ovog ugovora ili ranije, ako bude moguće, crnogorske trupe će napustiti oblasti koje zauzimaju u ovom trenutku, a koje nisu obuhvaćene novim granicama Kneževine.

Turske trupe će u roku od dvadeset dana napustiti krajeve ustupljene Crnoj Gori. Biće im dozvoljeno da ostanu još petnaest dana da bi ispraznile utvrđenja i prenijele hranu i ratni materijal, kao i da bi izvršile popis opreme i predmeta koje ne mogu odmah prenijeti.

Član 33.

Pošto Crna Gora mora da prihvati isplatu dijela državnog duga Ottomanskog carstva za nove oblasti koje su joj mirovnim ugovorom dodijeljene, predstavnici Sila u Carigradu će, u dogovoru s Visokom portom, odrediti njegov iznos na pravednoj osnovi.

Član 34.

Visoke ugovorne strane priznaju nezavisnost Kneževine Srbije, obavezujući je na uslove koji su izloženi u sljedećem članu.

Član 35.

U Srbiji razlike u vjeri i vjeroispovijesti neće moći da budu smetnja da neko iz tog razloga bude isključen ili spriječen da uživa svoja građanska i politička prava, da ne bude primljen u javne službe, na položaje i da mu se ne ukazuju počasti ili da ne obavlja razne zanate i zanimanja, ma u kome mjestu to bilo. Sloboda i javno vršeњe crkvenih obreda svih vjeroispovijesti biće zajamčeni svim građanima Srbije i strancima, i nikakve smetnje neće se moći praviti hijerarhijskom uređenju raznih vjeroispovijesti niti njihovim odnosima sa svojim duhovnim starješinama.

Član 36.

Srbija dobija krajeve koji su priloženi u sljedećem povlačenju granica:

Nova granica Srbije slijedi sadašnju liniju maticom Drine do njenog utoka u Savu, ostavljajući Kneževini Srbiji Mali Zvonik i Sakar, pa dalje starom granicom Srbije sve do Kopaonika, od koga se odvaja na vrhu Kaniluga. Odatle ide najprije zapadnom granicom Niškog sandžaka preko južne strane Kopaonika, grebenom Marice i Mrdarske planine, koji obrazuje vododjelnici između doline Ibra i Sitnice, s jedne, i Toplice s druge strane, ostavljajući Prepolac Tur-skoj.

Zatim granica skreće na jug vododjelnicom između Brvenice i Medveđe, ostavljajući čitavu dolinu Medveđe Srbiji, dalje grebenom Goljak planine (stvarajući vododjelinicu između Krive reke s jedne, i Poljanice, Vaternice i Morave, s druge strane) do vrha Poljanice. Zatim nova granica vodi ogrankom Karpinske planine do utoka Kojinske u Moravu, prelazi Moravu, penje se vododjelnicom između potoka Kojinskog i potoka što utiče u Moravu blizu sela Neradovca, pa se više Trgovišta sastaje s planinom Sv. Ilija. Od ove tačke ide grebenom Sv. Ilije do brda Ključ, pa, prelazeći preko tačaka koje su na karti obilježene brojevima 1516 i 1547, preko Babine gore stiže do Crnog vrha.

Od Crnog vrha novo povlačenje granice Srbije spaja se s granicom Bugarske, to jest: ide vododjelnicom između Strume i Morave, vrhovima Strešera, Viljo kola i Medžid planine, pa se preko Gadžine, Crne trave, Darkovske ravni, Drainice, zatim Daščanog kladanca, ponovo sastaje sa vododejnjicom gornje Sukove i Morave, ide pravo na Stolu i odatle se nova granica spušta da bi na 1000 m sjeverozapadno od sela Seguše presjekla put Sofija - Pirot. U pravoj liniji se penje na planinu Vidlič, a otuda na Radočinu, u lancu Kodža-Balkana, ostavljajući Srbiji selo Dojkince, a Bugarskoj selo Senokos.

Sa vrha planine Radočine granica produžuje ka sjeverozapadu na greben Balkana preko Čiprovačkog Balkana i Stare planine do stare istočne granice Kneževine Srbije, blizu Smiljeve čuke, a odatle starom granicom do Dunava, gdje se završava kod Rakovice.

Član 37.

Do zaključenja novih sporazuma u Srbiji se neće ništa mijenjati u postojećim trgovačkim odnosima Kneževine sa drugim zemljama. Za prevoz dobara preko Srbije neće se nametati nikakva tranzitna taksa. Sadašnja prava i povlastice stranih lica, kao i pravo konzularne jurisdikcije i zaštite ostaće u punoj važnosti sve dok se sporazumno ne izmijene između Kneževine i zainteresovanih sila.

Član 38.

Kneževina Srbija nasljeđuje obaveze koje je Visoka porta preuzela prema Austro-Ugarskoj i Kompaniji za eksplotaciju željeznica

u evropskoj Turskoj s obzirom na dovršavanje i povezivanje priključaka, kao i za korišćenje željeznica koje će se izgraditi u novopriopjenim oblastima Kneževine. Da bi se riješila sva ova pitanja, odmah poslije potpisivanja ovog ugovora zaključice se potreбni sporazumi između Austro-Ugarske, Porte, Srbije i, u granicama njenih ovlašćenja, Kneževine Bugarske.

Član 39.

Muslimani koji posjeduju imovinu u krajevima pripojenim Srbiji, a koji odluče da žive izvan granica Kneževine, moći će da zadrže svoje posjede tako što će ih dati u zakup ili će njima upravljati treća lica. Tursko-srpska komisija biće zadužena da za račun Visoke porte, u roku od tri godine, riješi sva pitanja koja se odnose na način otuđivanja, korišćenja ili upotrebe državnih imanja i vjerskih zadužbina (vakufa), kao i druga pitanja koja se odnose na interes pojedinaca.

Član 40.

Do zaključenja ugovora između Turske i Srbije, sa srpskim podanicima koji putuju ili borave u Turskom carstvu postupaće se po opštim načelima međunarodnog prava.

Član 41.

U roku od petnaest dana od dana razmjene ratifikacija ovog ugovora, srpske trupe će napustiti oblasti koje nisu obuhvaćene novim granicama Kneževine.

Turske trupe će u roku od petnaest dana napustiti teritorije ustupljene Srbiji. Biće im dozvoljeno da ostanu još petnaest dana da bi ispraznile utvrđenja i prenijele hranu i ratni materijal, kao i da bi izvršile popis opreme i predmeta koje ne mogu odmah prenijeti.

Član 42.

Poшто Srbija mora da prihvati isplatu dijela državnog otomanskog duga za nove oblasti koje su joj mirovnim ugovorom dodijeljene, predstavnici Sila u Carigradu će, u dogovoru s Visokom portom, odrediti njegov iznos na pravednoj osnovi.

Član 43.

Visoke ugovorne strane priznaju nezavisnost Rumunije, obvezujući je na uslove koji su izloženi u narednim članovima:

Član 44.

U Rumuniji razlike u vjeri i vjeroispovijesti neće moći da budu smetnja da neko iz tog razloga bude isključen ili spriječen da uživa svoja građanska i politička prava, da ne bude primljen u javne služ-

be, na položaje i da mu ne ukazuju počasti ili da ne obavlja razne zanate i zanimanja, ma u kome mjestu to bilo. Sloboda i javno vršenje svih crkvenih obreda biće zajamčeni svim rumunskim građanima i strancima, i nikakve smetnje neće se moći praviti hijerarhijskom uređenju raznih vjeroispovijesti ili njihovim odnosima sa svojim duhovnim starješinama. S podanicima svih Sila, s trgovcima ili drugima, postupaće se u Rumuniji bez obzira na vjeru, s potpunom jednakošću.

Član 45.

Kneževina Rumunija ustupa Nj. Veličanstvu caru Rusije dio teritorije Besarabije, odvojene od Rusije ugovorom u Parizu 1856. godine, koja se na zapadu graniči maticom Pruta, a u sredini maticom rukavca Kilate i ušćem Stari Stambul.

Član 46.

Ostrva koja leže u delti Dunava, kao Zmijsko ostrvo, sandžak Tulča, uključujući okruge (kaze) Kilija, Sulina, Mahmudija, Isakča, Tulča, Mačin, Babadag, Hrsova, Kostendže i Medžidija, pripajaju se Rumuniji. Pored toga, Kneževina dobija teritoriju koja se nalazi južno od Dobradže do linije koja polazi istočno od Silistrije, a završava se na Crnom moru, južno od Mangalije. Graničnu liniju utvrdiće na licu mjesta Evropska komisija, koja je određena da izvrši razgraničenje Bugarske.

Član 47.

Pitanje diobe voda i ribarenja biće podnijeto na arbitražu Evropskoj dunavskoj komisiji.

Član 48.

Za prevoz robe preko Rumunije neće se naplaćivati nikakve tranzitne dažbine.

Član 49.

Rumunija će moći da zaključi sporazume radi rješavanja prava i nadležnosti konzula u pitanjima pružanja zaštite u Kneževini. Postojeća prava ostaće na snazi dokle god ih ne bude izmijenio zajednički sporazum između Kneževine i zainteresovanih strana.

Član 50.

Do zaključenja ugovora između Turske i Rumunije, kojim će se urediti pitanje privilegija i nadležnosti konzula, rumunski državlјani koji putuju i borave u Turskom carstvu i turski podanici koji putuju i borave u Rumuniji uživaće prava koja su zagarantovana podanicima drugih evropskih sila.

Član 51.

Što se tiče obavljanja javnih i drugih sličnih radova, Rumunija preuzima, za sve oblasti koje su joj ustupljene, prava i obaveze Višoke porte.

Član 52.

Da bi se povećala postojeća bezbjednost plovidbe na Dunavu, što predstavlja zajednički evropski interes, visoke ugovorne strane odlučuju da sve tvrđave i utvrđenja koja se nalaze duž obale rijeke, od Đerdapa do njenog ušća, budu razorene da se nove ne grade. Ratnim brodovima neće biti dozvoljeno da plove Dunavom nizvodno od Đerdapa, osim lakin brodovima namijenjenim riječnoj policiji i carinskoj službi. Ratni brodovi Sila usidreni na ušću Dunava moći će da plove do Gaka.

Član 53.

Evropska dunavska komisija, u kojoj će Rumunija imati predstavnika, zadržava svoje funkcije i obavljaće ih ubuduće do Gaka potpuno nezavisno od teritorijalnih vlasti. Potvrđuju se svi ugovori, sporazumi, odluke i uredbe koje se tiču njenih prava, privilegija, prerogativa i obaveza.

Član 54.

Godinu dana prije nego što istekne mandat Evropskoj komisiji, Sile će postići sporazum o produženju njenih ovlašćenja ili o izmjenama koje budu smatrane potrebnim da izvrše.

Član 55.

Propise o plovidbi, riječnoj policiji i nadzoru od Đerdapa do Gaka izradiće, uz saradnju priobalnih zemalja, Evropska komisija i uskladiće ih sa onima koji su bili ili će biti donijeti za plovidbu nizvodno od Gaka.

Član 56.

Evropska dunavska komisija sporazumjeće se sa onima koji imaju pravo da održavaju svetionik na Zmijskom ostrvu.

Član 57.

Austro-Ugarskoj se povjerava obavljanje radova koji treba da uklone smetnje kako bi se odvijala plovidba Đerdapom i brzacima. Priobalne države ovog dijela rijeke pružiće sve olakšice koje se mogu zahtijevati u interesu obavljanja radova. Odredbe člana 6 London-skog ugovora od 13. marta 1871. godine, koje se tiču prava prikuplja-

nja privremenog nameta za pokrivanje troškova za ove rade, ostaju na snazi u korist Austro-Ugarske.

Član 58

Visoka Porta ustupa Ruskom Carstvu u Aziji teritorije Ardahan, Kars i Batum, poslednju pomenutu zajedno sa lukom, kao i sve teritorije uključene izmedju stare granice i sledeće trase:

Nova granica polazeći od Crnog Mora, u skladu sa linijom određenom Sanstefanskim sporazumom sve do tačke na severozapadu Korde i na jugu Artvina, proteže se u pravoj liniji sve do reke Čoruh (Tchoroukh)*, preseca ovu reku i prelazi na istok Ašmihena (Aschmichen), idući pravom linijom na jug da bi se ponovo sastala sa ruskom granicom označenom u Sanstefanskom sporazumu u tački na jugu Narimana, ostavlјajući grad Olti u Rusiji. Od tačke označene kod Narimana, granica skreće na istok, prolazi kroz Tebrenek koji ostaje u Rusiji i nastavlja sve do Penek Čaj (Pennek Tschai)*.

Granica sledi ovu reku sve do Barduza (Bardouz), zatim se usmerava ka jugu, ostavlјajući Barduz i Jonikioj (Jonikikoy) u Rusiji. Od tačke na zapadu sela Karagan (Karaougan)*, granica se usmerava na Medjingert*, nastavlja direktnom linijom ka vrhu planine Kassadagh* i sledi liniju vododelnice između pritoka reke Araks na severu i pritoka reke Murad Su (Mourad Sou)* na jugu, sve do stare ruske granice.

Član 59

Njegovo Visočanstvo Car Rusije izjavljuje da je njegova namera da ustanovi Batum kao slobodnu luku, znatno trgovačku.

Član 60

Dolina Alašker (Alaschkerd)* i grad Bajazitov (Bayazid), ustupljeni Rusiji članom XIX Sanstefanskim sporazumom, vraćaju se Turskoj.

Visoka Porta ustupa u Persiji grad i teritoriju Kotur-a, takva kakva je određena mešovitom anglo-ruskom komisijom za određivanje granica Turske i Persije.

Član 61

Visoka Porta se obavezuje da izvrši, bez dalnjeg odlaganja, poboljšanja i reforme koje iziskuju lokalne potrebe u oblastima naseljenim Jermenima i da garantuje njihovu bezbednost protiv Čerkeza (Circassiens)* i Kurda. Ona će periodično obaveštavati, o merama preduzetim u tu svrhu, Sile koje će rukovoditi njihovu primenu.

Član 62.

Pošto je Visoka porta izrazila spremnost da poštije načelo vjerske slobode i da ga tumači u najširem smislu, ugovorne strane u potpunosti prihvataju ovu spontanu izjavu. U Otomanskom carstvu razlike u vjeri i vjeroispovijestima neće moći da budu smetnja da neko iz tog razloga bude isključen ili spriječen da uživa svoja građanska i politička prava, da ne bude primljen u javne službe, na položaje i da mu se ne ukazuju počasti ili da ne obavlja razne zanate i zanimanja. Svima, bez obzira na vjeru, biće dozvoljeno da svjedoče pred sudovima. Sloboda i javno vršenje svih crkvenih obreda biće zajamčeni svima i nikakve smetnje neće se moći prihvatihi hjerarhijskom uređenju raznih vjeroispovijesti niti njihovim odnosima sa svojim duhovnim starješinama. Crkvena lica, hodočasnici i monasi svih narodnosti koji putuju u evropsku ili azijsku Tursku uživaće ista prava, koristi i privilegije. Službeno pravo zaštite priznaje se diplomatskim i konzularnim predstavnicima Sila u Turskoj. Ono obuhvata navedena lica, njihove dobrotvorne vjerske i ostale ustanove u svetim mjestima i drugdje. Prava koja je uživala Francuska izričito se potvrđuju, a dogovoren je da se ne mogu vršiti nikakve promjene u vezi sa status kvoom svetih mesta.

Svetogorski monasi, bez obzira na njihovo porijeklo, zadržaće svoje posjede i ranije koristi i uživaće, bez izuzetaka, potpunu jednakost u pravima i privilegijama.

Član 63.

Pariski ugovor od 30. marta 1856. godine kao i Londonski ugovor od 13. marta 1871. godine ostaju na snazi u svim onim odredbama koje nisu opozvane ili izmijenjene prethodnim odredbama.

Član 64.

Ovaj ugovor biće ratifikovan i ratifikacije razmijenjene u Berlinu u roku od tri nedjelje ili, ako je moguće, ranije.

U punoj vjeri, odgovorni opunomoćenici su stavili svoje potpise i potvrdili ih svojim pečatom.

Sastavljeno u Berlinu, dana trinaestog, mjeseca jula 1878. godine.

Potpisani: Andraši - Karolji - Hajmerle - Bizmark - Bilov - Hoenloe - Vaddington - Sen-Valije - Depre - Bikonsild - Solzberi - Rasel - Korti - Lani - Gorčakov - Šuvalov - P. d'Ubril - Karateodoru - Mehmed Alija - Saadullah

Les actes de ratification du Traité de Berlin

Ratifikationsakten des Berliner Vertrages

Acts of ratification of the Berlin Treaty

Akti o ratifikaciji Berlinskog ugovora



Auswärtiges Amt

**Vertrag vom 13. Juli 1878 zwischen Deutschland,
Österreich, Frankreich, England, Italien, Rußland und
der Türkei wegen Wiederherstellung des Friedens
zwischen Rußland und der Türkei**

**„Berliner Vertrag“, „Generalakte des Berliner
Kongresses“**

- Urschrift des Vertragstextes (Folio-Format)
- Britische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Französische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Italienische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Österreichische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Russische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Türkische Ratifikationsurkunde (Folio-Format)
- Austauschprotokoll (Folio-Format)
- Türkisches Austauschprotokoll (Folio-Format)

Bemerkung: Von der deutsche Ratifikationsurkunde wurde kein Original archiviert.

Amtliches Werk im Sinne des § 5 Absatz 2 des Gesetzes über Urheberrecht und verwandte Schutzrechte (UrhG). Nutzung nur unter der Angabe der unten stehenden Quelle. Jede Änderung des Werkes oder seiner Teile ist untersagt.

Quelle:
Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, MULTR 41

Služba inostranih poslova

Sporazum između Njemačke, Austrije, Francuske, Engleske, Italije, Rusije i Turske o ponovnom uspostavljanju mira između Rusije i Turske, postignut 13. jula 1878.

„Berlinski sporazum“, „Opšta dokumenta Berlinskog kongresa“

- Originalni tekst sporazuma (folio format)
- Dokument britanske ratifikacije (folio format)
- Dokument francuske ratifikacije (folio format)
- Dokument italijanske ratifikacije (folio format)
- Dokument austrijske ratifikacije (folio format)
- Dokument ruske ratifikacije (folio format)
- Dokument turske ratifikacije (folio format)
- Protokol o razmijeni (folio format)
- Turski protokol o razmijeni (folio format)

Primjedba: Original dokumenta njemačke ratifikacije nije arhiviran.

Službeno djelo u smislu Člana 5 stava 2 Zakona o autorskom pravu i srodnim pravima zaštite (UrhG). Korišnjenje ovoga dozvoljeno je samo pod dolenavedenim izvorom. Svaka izmjena djela ili njegovih dijelova je zabranjena.

Izvor:

Politički arhiv Službe inostranih poslova, MULTR 41

DOKUMENT BRITANSKE RATIFIKACIJE



Victoria, by the grace of God,
Queen of the United Kingdom of
great Britain and Ireland, Defender
of the Faith, Empress of India,
etc. etc., To all and Singular
to whom these Presents shall
come, Greeting! Whereas, a Treaty
between Us, our good Brother
the German Emperor, King of
Prussia, our good Brother the
Emperor of Austria, King of Bohemia
etc., and Apostolic King of Hungary,
our good Friend the President
of the French Republic, our
good Brother the King of Italy,
our good Brother the Emperor of
all the Russias, and our good
Brother the Sultan, was
concluded and signed at Berlin
on the Thirteenth day of July
in the Year of our Lord one
thousand eight hundred and
seventy

seventy eight by the Plenipotentiaries
of Us and of our said good Brothers
and good Friend, duly and respectively
authorized for that purpose, which
Treaty is, word for word, as follows:-

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

SA Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande,
Impératrice des Indes, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté
l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie, le
Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté
l'Empereur de Toutes les Russies, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, désirant
régler dans une pensée d'ordre Européen, conformément aux stipulations du Traité
de Paris du 30 Mars, 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des
dernières années et par la guerre dont le Traité Préliminaire de San Stefano a marqué
le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un Congrès offrirait le meilleur
moyen de faciliter leur entente.

Leurs dites Majestés et le Président de la République Française ont en consé-
quence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:-

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande,
Impératrice des Indes, le Très-Honorabile Benjamin Disraeli, Comte de Beaconsfield,
Vicomte Hughenden, Pair du Parlement, Membre du Très-Honorabile Conseil Privé de
Sa Majesté, Premier Lord de la Trésorerie de Sa Majesté, et Premier Ministre d'Angle-
terre; le Très-Honorabile Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis de Salisbury,
Comte de Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Parlement, Membre
du Très-Honorabile Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa
Majesté au Département des Affaires Etrangères; et le Très-Honorabile Lord Odo
William Léopold Russell, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur
Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de
Prusse;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le Sieur Othon Prince de
Bismarck, Son Président du Conseil des Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire; le
Sieur Bernard Ernest de Bülow, Son Ministre d'Etat et Secrétaire d'Etat au Département
des Affaires Etrangères; et le Sieur Chlodwig Charles Victor, Prince de Hohenlohe-
Schillingsfürst, Prince de Ratibor et Corvey, Son Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire près la République Française, Grand Chambellan de la Couronne de
Bavière;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de
Hongrie, le Sieur Jules, Comte Andrassy de Csik Szent-Király et Kraszna-Horka,
Grand d'Espagne de première classe, Conseiller Intime Actuel, Son Ministre de la
Maison Impériale et des Affaires Etrangères, Feld-Maréchal-Lieutenant dans ses
armées; le Sieur Louis, Comte Károlyi de Nagy-Károlyi, Chambellan et Conseiller
Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté
l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; et le Sieur Henri Baron de Haymerle,

ARTICLE LXIV.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de Juillet, mil huit cent soixante-dix-huit.

(L.S.)	BEACONSFIELD.
(L.S.)	SALISBURY.
(L.S.)	ODO RUSSELL.
(L.S.)	v. BISMARCK.
(L.S.)	B. BÜLOW.
(L.S.)	HOHENLOHE.
(L.S.)	ANDRÁSSY.
(L.S.)	KÁROLYI.
(L.S.)	HAYMERLE.
(L.S.)	WADDINGTON.
(L.S.)	SAINT-VALLIER.
(L.S.)	H. DESPREZ.
(L.S.)	L. CORTI.
(L.S.)	LAUNAY.
(L.S.)	GORTCHACOW.
(L.S.)	SCHOUVALOFF.
(L.S.)	P. D'OURBRIL.
(L.S.)	AL. CARATHÉODORY.
(L.S.)	MEHEMED ALI.
(L.S.)	SADOULLAH.

We having seen and considered the Treaty aforesaid, have approved, accepted, and confirmed the same in all and every one of its Articles and Clauses, as we do by these Presents, approve, accept, confirm, and ratify it for ourselves, our Heirs and Successors: Engaging and Promising upon our Royal Word, that we will sincerely and faithfully perform

perform and observe all and singular the things
which are contained and expressed in the
Treaty aforesaid, and that We will never
suffer the same to be violated by any one,
or transgressed in any manner, as far as
it lies in Our Power. For the greater testimony
and validity of all which, We have caused
the great Seal of Our United Kingdom of Great
Britain and Ireland to be affixed to these
Presents, which We have signed with Our
Royal Hand. Given at Our Court at Osborne
the Twenty Seventh day of July in the Year of
Our Lord one Thousand eight Hundred and
seventy eight, and in the Forty Second Year
of Our Reign.

Signed and sealed.

Politisches Archiv d[es] Auswärt[igen] Amts
 Verträge 29 c
 Mult Nr. 300

Mi, Viktorija, po Božjoj milosti, kraljica Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske, zaštitnica vjere, carica Indije, itd., itd., svima i svakom ponaosob ko dobije ovaj dokument. Pozdrav! Pošto su Ugovor između Nas, Njegovog Veličanstva cara Nemačke, Kralja Pruske, Njegovog Veličanstva cara austrijskog, Kralja Bohemije itd., i apostolskog kralja Ugarske, predsjednika Francuske Republike, Njegovog Veličanstva kralja Italije, Njegovog Veličanstva cara cijele Rusije i Njegovog Veličanstva Sultana, zaključili i potpisali u Berlinu trinaestog dana mjeseca jula gospodnjeg hiljadu osamsto sedamdeset i osme, opunomoćenici Naši i njihovih veličanstava i predsjednika Francuske Republike, propisno i ponaosob ovlašćeni u tu svrhu, Ugovor, od riječi do riječi, glasi ovako:

- - - - -

Vidjevši i razmotrivši gorepomenuti Ugovor, Mi odobravamo, prihvatamo i povrđujemo isti i njegov svaki pojedinačni član i stav, kao što ga ovim dokumentom Mi odobravamo, prihvatamo, potvrđujemo i ratifikujemo u svoje ime i u ime Naših nasljednika, dajući Našu kraljevsku riječ da ćemo iskreno i vjerodostojno izvršavati i poštovati svaku pojedinačnu stvar sadržanu i navedenu u gorepomenutom Ugovoru, i da Mi nikada nećemo dozvoliti da isti bude prekršen ili narušen na bilo koji način, koliko god to bilo u Našoj moći. Zarad veće vjerodostojnosti i valjanosti svega, Mi smo dali da se na ovaj dokument stavi veliki pečat Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske, na koji smo Mi svojeručno stavili svoj kraljevski potpis. Sačinjeno na dvoru u Ozbornu, dvadeset sedmog dana meseca jula Gospodnjeg hiljadu osamsto sedamdeset i osme, a četrdeset i druge godine Naše vladavine.

*(svojeručan potpis:)
 Viktorija*

DOKUMENT FRANCUSKE RATIFIKACIJE



Le Président
de la République Française,
à tous ceux qui ces présentes Lettres verront,
Salut.

Un Traité ayant été signé à
Berlin, le 13 juillet 1878, entre la
France, l'Allemagne, l'Autriche-
Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie,
la Russie et la Turquie;
Traité dont la teneur suit:

Ayant vu et examiné l'edit
Traité, Nous l'avons approuvé et approuvons
en toutes et chacune de ses dispositions;
Déclarons qu'il est accepté, ratifié et
confirmé et Trouvions qu'il sera
inviolablement observé.

En foi de quoi, Nous avons
donné les présentes, revêtues du Sceau
de la République.

à Paris, le 23 Juillet 1878.

Paul de Martillier *Duc d'Auge*

Par le Président de la République:

Waddington

Politisches Archiv d[es] Auswärt[igen] Amts
Verträge 29 e
Mult Nr. 309

*PREDSEDNIK REPUBLIKE FRANCUSKE,
POZDRAV
SVIMA KOJI OVO BUDU VIDJELI*

*U Berlinu je, 13. jula 1878, potpisani sporazum između Francuske, Njemačke, Austrougarske, Velike Britanije, Italije, Rusije i Turske;
Taj sporazum glasi:*

Pošto smo vidjeli i proučili pomenuti Sporazum, Mi smo ga odobrili i odobravamo njegove odredbe u cjelini i svaku pojedinačno;

Izjavljujemo da je Sporazum prihvaćen, ratifikovan i potvrđen i obećavamo da će on biti neprikosnovenno podržan.

Na osnovu toga, dali smo ovaj akt potvrđen pečatom Republike.

U Parizu, 23. jula 1878.

(potpis nečitak)

*od predsjednika Republike:
(potpis)*

DOKUMENT ITALIJANSKE RATIFIKACIJE



Ratifications de Sa Majesté le Roi

Italie.

Traité du 13 Juillet 1878.

Umberto I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

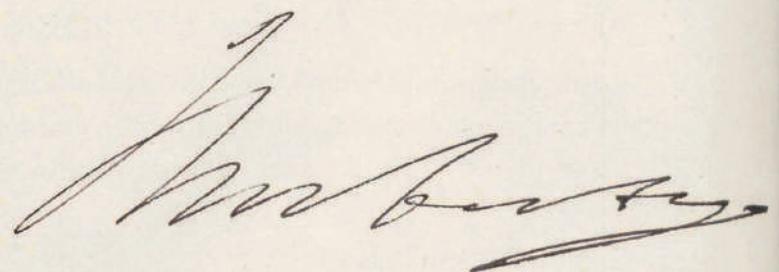
Re d'Italia

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un Trattato espando stato conchiuso
tra l'Italia, la Germania, l'Austria-Ungaria,
la Francia, la Gran Bretagna, la Russia e
la Turchia, edai rispettivi Plenipotenziari sotto-
scritto a Berlino, addi trenti del mesodi Luglio
del corrente anno mille ottocento settant'otto;

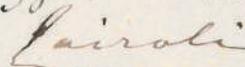
Trattato del tenore seguente:

Noi avendo veduto ed esaminato il
qui sovrascritto Trattato, ed approvandolo in
ogni singola sua parte, lo abbiamo accettato,
ratificato e confirmato, come per le presenti lo
accettiamo, ratifichiamo e confirmiamo,
promettendo di osservarlo e di farlo osservare
imviolabilmente. Infedel che Noi abbiamo
firmato di Nostra mano le presenti lettere di
ratificazione vi abbiamo fatto apporre il grande
Nostro Reale sigillo. Date a Torino, addi
ventiquattro del mese di Luglio, l'anno del
Signore Mille ottocento settantotto e del regno
Nostro il primo.



Per parte di Suac Maestà il Re,

Il Presidente del Consiglio dei Ministri,
Incaricato della reggenza del Ministero degli affari esteri



Ratifikacija Njegovog Visočanstva kralja

I T A L I J A.

Sporazum od 13.jula 1878.

Umberto I,
milošću Božjom i voljom naroda
kralj Italije,

Svima koji će pogledati sljedeće želi zdravlje.

Sporazum je zaključen između Italije, Njemačke, Austro-Ugarske, Francuske, Velike Britanije, Rusije i Turske, čiji su ga opunomoćeni ministri potpisali u Berlinu, dana trinaestog jula tekuće 1878. godine.

Sporazum je sljedećeg sadržaja...

- - - - -

Vidjevši i proučivši gore napisan sporazum i usvajajući ga u svakom njegovom dijelu, prihvatili smo ga, ratifikovali i potvrdili, i ovim aktom ga sada prihvatamo, ratifikujemo i potvrđujemo, obavezujući se da ćemo ga poštovati i osigurati njegovu nepovredivu primjenu. To potvrđuje činjenica da smo svojeručno potpisali akt o ratifikaciji i ovjerili ga svojim velikim kraljevskim žigom.

U Torinu, dvadeset četvrtog jula ljeta Gospodnjeg 1878. i Naše prve Kraljevine.

Potpisalo Njegovo Visočanstvo kralj i predsjednik Vlade, zaduženi namjesnik pri Ministarstvu spoljnih poslova

DOKUMENT AUSTRIJSKE RATIFIKACIJE



NOS
FRANCISCUS JOSEPHUS
PRIMUS

DIVINA FAVENTE CLEMENTIA

AUSTRIAEC
IMPERATOR,
APOSTOLICUS REX HUNGARIAE,

*Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, ,
Galiciae, Lodomeriae et Illyriae, Archidux Austriae ;
Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi,
Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris
et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae;
Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc*

*Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest,
tenore praesentium facimus:*

Posteaquam Nos et
Majestas Sua Germaniae
Imperator, Borussiae Rex,
Præses Republike Franco-
gallicae nec non Majestates
Suae Magnæ Britanniae
Hiberniaeque Regina, Indiae
Imperatric, Italiae Rex,
Omnium Russiarum Imperator
atque Osmanorum Imperator
ad discutiendas conditiones
pacis præliminariis inter
Russiam atque Turciam
in San Stefano conclusæ
et ad conciliandam certam
dinturnamque pacem, Ministros
plenipotentiarios nominavimus,
qui Berolini in congressum
convenerunt, posteaquam
porro, consensione feliciter
stabilita, a Plenipotentiariis
allegatis tractatus, sedagina
quatuor articulis consistens,
die 13 Julii 1878 initus et
signatus fuit, tenoris

ad verbum sequentis :

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le Président de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, désirant régler dans une pensée d'ordre Européen, conformément aux stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événements des dernières années et par la guerre dont le traité préliminaire de San Stefano a marqué le terme, ont été unanimement d'avis que la réunion d'un Congrès offrirait le meilleur moyen de faciliter leur entente.

Leurs dites Majestés et le Président de la République Française ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

SA MAJESTE L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC. ET
ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE :

le Sieur JULES, Comte ANDRÁSSY DE CSIK SZENT-KIRÁLY ET KRASZNA-HORKA, Grand d'Espagne de 1^{re} classe, Conseiller Intime Actuel, Son Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Etrangères, Feld-Maréchal-Lieutenant dans Ses armées,

le Sieur LOUIS, Comte KÁROLYI DE NAGY-KÁROLY, Chambellan et Conseiller Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

et

le Sieur HENRI, Baron de HAYMERLE, Conseiller Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie,

SA MAJESTE L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE :

le Sieur OTHON, Prince de BISMARCK, Son Président du Conseil des Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire,

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de Juillet mil huit cent soixante-dix-huit.

(L. S.)	<i>Signé:</i>	ANDRÁSSY.
(L. S.)	"	KÁROLYI.
(L. S.)	"	HAYMERLE.
(L. S.)	"	v. BISMARCK.
(L. S.)	"	B. BÜLOW.
(L. S.)	"	HOHENLOHE.
(L. S.)	"	WADDINGTON.
(L. S.)	"	SAINT VALLIER.
(L. S.)	"	H. DESPREZ.
(L. S.)	"	BEACONSFIELD.
(L. S.)	"	SALISBURY.
(L. S.)	"	ODO RUSSELL.
(L. S.)	"	L. CORTI.
(L. S.)	"	LAUNAY.
(L. S.)	"	GORTCHACOW.
(L. S.)	"	SCHOUVALOFF.
(L. S.)	"	P. D'OURBRIL.
(L. S.)	"	AL. CARATHÉODORY.
(L. S.)	"	MEHEMED ALI.
(L. S.)	"	SADOULLAH.

*Nos visis et per pensis
tractatus hujus articulis, eos
approbavimus et approbamus
in omnibus et singulis
dispositionibus quae in illis
continentur, atque ipsas hisce-
ratas gratasque habere
declaramus verbo Nostro
Caesareo et Regio promittere.
Nos eas fideliter adimplete vos*

esse. In quorum fidem ac
robur praesens ratificationis
Nostrae instrumentum
manu Nostra signavimus
sigilloque Nostro Caesareo
et Regio advenso firmari
jussimus. Dabantur in
Vienna die vicesima sexta
mensis Julii anno Domini
millesimo octingentesimo
septuagesimo octavo, Regnum
Nostrum trigesimo.

Franciscus Josephus

~~Andreas~~

Ad mandatum Sacrae Caesareae et
Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Alfonso Liber Baro de Bent
allegatus extraordinarius ac
minister plenipotentiarius.

Mi,
FRANC JOZEF PRVI,
 MILOŠĆU GOSPODNJOM
CAR AUSTRIJE,
(APOSTOLSKI) KRALJ MAĐARSKE,

kralj Bohemije, Dalmacije, Hrvatske, Slavonije, Galicije, Lodomerije i Ilirije, nadvojvoda Austrije; veliki vojvoda Krakova; vojvoda Lotaringije, Salisburga, Štajerske, Koruške, Kranjske, Bukovine, Gornje i Donje Šleske; veliki knez Transilvanije; markgrof Moravije; Habsburški i Tirolski grof, itd.

Obznanjujemo i potvrđujemo svima i svakoj zainteresovanoj strani
 ono što slijedi:

Nakon što smo Mi, i Njegovo Veličanstvo car Nemačke i kralj Borusije, predsjednik Republike Francuske, kao i njihova veličanstva, kraljica Velike Britanije i Irske, carica Indije, kralj Italije, car cijele Rusije, a takođe i osmanski car, imenovali opunomoćene izaslanike, koji su se sastali na kongresu u Belinu, da bi revidirali (poništili) uslove preliminarnog mira između Rusije i Turske zaključenog u San Stefanu, te da bi postigli siguran i trajan mir, poništenjem sporazuma od strane izaslanika, koji se sastoji od šezdeset četiri člana, sačinjenog i pečatiranog dana 13. jula 1978, doslovno glasi:

- - - - -

Pogledali smo i razmotrili ovaj sporazum, čije članove smo odobrili i odobravamo u cjelini i pojedinačnim djelovima u njemu sadržanim, i takođe smatramo da su ratifikovani i prihvatljivi, riječju našom carskom i kraljevskom garantovani, koju ćemo iskreno ispuniti.

Sa vjerom i odlučnošću, ovu ratifikaciju rukom svojom smo potpisali i našim carskim i kraljevskim pečatom čvrsto potvrdili. Donijeto u Beču, dvadeset šestog dana mjeseca jula, ljeta Gospodnjeg hiljadu osamsto sedamdeset osmog.

(potpisi)

DOKUMENT RUSKE RATIFIKACIJE



БОЖІЕЮ
ПОСПѢШСТВУЮЩЕЮ МИЛОСТИЮ
МЪ
АЛЕКСАНДРЪ ВТОРЫЙ,
ИМПЕРАТОРЪ И САМОДЕРЖЕЦЪ
ВСЕРОССІЙСКІЙ.

МОСКОВСКІЙ, КІЕВСКІЙ, ВЛАДИМІРСКІЙ, НОВГОРОДСКІЙ, ЦАРЬ КАЗАНСКІЙ,
ЦАРЬ АСТРАХАНСКІЙ, ЦАРЬ ПОЛЬСКІЙ, ЦАРЬ СИБІРСКІЙ, ЦАРЬ
ХЕРСОПІСА ТАВРИЧЕСКОГО, ЦАРЬ ГРУЗИНСКІЙ, ГОСУДАРЬ ИСКОВСКІЙ
И ВЕЛИКІЙ КНЯЗЬ СМОЛЕНСКІЙ, ЛІТОВСКІЙ, ВОЛЫНСКІЙ, ПОДОЛЬСКІЙ
И ФІНЛЯНДСКІЙ, КНЯЗЬ ЭСТЛЯНДСКІЙ, ЛІФЛЯНДСКІЙ, КУЕЛЯНДСКІЙ И
СЕМІГАЛЬСКІЙ, САМОГІТСКІЙ, БЪЛОСТОКСКІЙ, КОРЕЛЬСКІЙ, ТВЕРСКІЙ, ЮГОРСКІЙ,
НЕРМСКІЙ, ВЯТСКІЙ, БОЛГАРСКІЙ И ИНЫХЪ, ГОСУДАРЬ И ВЕЛИКІЙ КНЯЗЬ
НОВАГОРОДА НІЗОВСКІЯ ЗЕМЛІ, ЧЕРНИГОВСКІЙ, РІЗВІСКІЙ, ПОЛОТСКІЙ, РОСТОВСКІЙ,
ЯРОСЛАВСКІЙ, БЪЛОЗЕРСКІЙ, УДОРСКІЙ, ОБДОРСКІЙ, КОНДІНСКІЙ, ВІТЕБСКІЙ, МСТИСЛВСКІЙ,
І ВСЕЯ СЕВЕРНЯЯ СТРАНЫ ПОВЕЛИТЕЛЬ И ГОСУДАРЬ ИВЕРСКІЯ,
КАРТАЛІНСКІЯ И КІЛЬДАРДІНСКІЯ ЗЕМЛІ И ОБЛАСТИ АРМЕНСКІЯ, ЧЕРКАССКІХЪ И
ГОРСКІХЪ КНЯЗЕЙ И ИНЫХЪ НАСЛѢДНИКЪ ГОСУДАРЬ И ОБЛАДАТЕЛЬ НАСЛѢДНИКЪ
НОРВЕЖСКІЙ, ГЕРЦОГЪ АЛЛЕЗВІГъ-ГОЛСТИНСКІЙ, СТОРМАРІСКІЙ, ДІТМАРСЕНСКІЙ
И ОЛЬДЕНБУРГСКІЙ, И ПРОЧАЯ, И ПРОЧАЯ, И ПРОЧАЯ.

Обставлена чрез сіе

что во временах правления сената
иия государь Иван и Его Вели-
чество император Гер-
манский, король Прусский,
Его Величество импера-
тора Австрийского, коро-
ль Богемии и пр. и Апо-
стольский король Вен-
герский, Президент Фран-
цузской Республики, Его Ве-
личество герцога Ко-
сциолинского королевства Бе-
нгалии и Крита
Императора Италии.
Его Величество коро-
ль Бельгии и Его Вели-
чество император
Священной Римской
империи Иосиф
Второй
15° Января 1878 года пришли
императору императору
австралии:



En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de Juillet mil huit cent soixante dix-huit.

(L. S.)	signé: GORTCHACOW.
(L. S.)	» SCHOUVALOFF.
(L. S.)	» P. D'OURBRIL.
(L. S.)	» v. BISMARCK.
(L. S.)	» B. BÜLOW.
(L. S.)	» HOHENLOHE.
(L. S.)	» ANDRÁSSY.
(L. S.)	» KÁROLYI.
(L. S.)	» HAYMERLE.
(L. S.)	» WADDINGTON.
(L. S.)	» SAINT VALLIER.
(L. S.)	» H. DESPREZ.
(L. S.)	» BEACONSFIELD.
(L. S.)	» SALISBURY.
(L. S.)	» ODO RUSSELL.
(L. S.)	» L. CORTI.
(L. S.)	» LAUNAY.
(L. S.)	» AL. CARATHÉODORY.
(L. S.)	» MEHEMED ALI.
(L. S.)	» SADOULLAH.

Мою руку, не давшую разрешения
моему наместнику, Мб приложил за бланк
подтверждения и распоряжения, ано устные
заслушаны представителем, подтверждены и распо-
ряжены во время моего пребывания, обнаружив
Императорскому Канцлеру
и обеим за Hall, Канцлером и Прези-
дентом Hallux, именем моим и
мани несомненное, одобренное и под-
писанное

наено будете напарушило. Во удостоверение его
Мы сие Имашь Императорскую
Ратификацию Собственоручно подписано и по-
слано утверждть Государевскому Канцлеру
песлью. Дано въ Царскому Селу. Тогда пятынад-
цатого дня, въ честь отъ Рождества Христова ин-
сера восемьсотъ сидцать восемь, Царствования
же Императора въ двадцать четвертое.

С. С. Соколовъ.

Государственный Канцлеръ. — К. Дурдаковъ

Въ Императорской Академии наук
протоколъ № 1579.

PAR LA GRACE DE DIEU
NOUS, ALEXANDRE III,
EMPEREUR ET AUTOCRATE
DE TOUTES LES RUSSIES,

de Moscou, Kiov, Vladimir, Novogorod, Tsar de Casan,
Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie,
Tsar de la Chersonese Taurique, Tsar de la Géorgie,
Seigneur de Plescow et Grand Duc de Smolensk,
de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande; Duc
d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Semigalle,
de Samogitie, Bialostock, Carelie, Twer, Iugorie, Perm,
Viatka, Bolgarie et d'autres; Seigneur et Grand
Duc de Novgorod-inférieur, de Chernigou, Riasan,
Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Beloosersk, Cidre, Obdoe,
Ondie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de toute
la contrée du Nord; Seigneur d'Ibérie, de la
Cartulinie, de la Cabardie et de la province
d'Arménie; Prince Héritaire et Souverain
des Princes de Circassie et d'autres Princes montagnards;
Successeur de Norvège, Duc de Schleswbourg-Holstein,
de Stormarn, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc. etc. etc.
Savoir faisons par les présentes que d'un commun

accord entre Nous et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. etc. et Roi Apostolique de Hongrie, le President de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Imperatrice des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Nos Plénipotentiaires respectifs ont conclu et signé à Berlin le $\frac{1}{13}$. Juillet de l'année 1878. un Traité de paix dont la teneur est mot pour mot comme suit:

/: fiat insertio:/

A ces causes après avoir suffisamment examiné ce Traité, Nous l'avons agréé, confirmé et ratifié, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettant sur Notre parole Impériale pour Nous, Nos Héritiers et Nos Successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans le dit Traité sera

observé et exécuté inviolablement. - En foi de quoi
Nous avons signé de Notre propre main la pré-
sente Ratification Impériale et y avons fait
aposer le sceau de Notre Empire. - Fait à
Tsarskoe Selo, le 15 Juillet l'an de grâce
mil huit cent soixante-dix-huit et de Notre Règne
la vingt quatrième année.

L'original est signé de la propre main
de Sa Majesté l'Empereur ainsi: Alexandre.

Pontresigné: le Chancelier de l'Empire: P. Gortchacow

Pour traduction conforme: Gortchakov

MILOŠĆU BOŽIJOM
 M I ,
 A L E K S A N D A R II,
 IMPERATOR I SAMODRŽAC,
 SVE RUSIJE,

Moskve, Kijeva, Vladimira, Novogora, car Kazana, car Astrahana, car Poljske, car Sibira, car Herzona, car Gruzije, gospodar Pskova, veliki knez Smolenska, Litvanije, Volinije, Podolije i Finske, Knez Estonije, Livonije, Kurlandije i Semigalije, Samogitije, Bjeloistoka, Karelje, Tvera, Jongorije, Perma, Vlatka, Bolgarije i drugih zemalja, gospodar i veliki knez Nižnjeg Novgoroda, Černjigova, Rjazanja, Polocka, Rostova, Jaroslava, Belozerska, Uđorije, Obdorije, Kondije, Vitepska, Mstislava, cijele Sjeverne oblasti; gospodar zemalja: Iberije, Katalinije, Kabardinije, provincija Jermenije, nasljedni knez i suveren knezova Sirkafsiye i drugih planinskih knezova, sukcesor Norveške, vojvoda Šleizurg Holštajna, Stormarna, Ditmarsena i Oldenburga, itd. itd. itd.

Ovim dajemo na znanje o saglasnošću između Nas i Njegovog Veličanstva cara Njemačke, kralja Pruske, Njegovog Veličanstva cara Austrije, kralja Bohemije itd. itd. i apostolskog kralja Mađarske, predsjednika Republike Francuske, Njenog Veličanstva kraljice Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske, carice Indije, Njegovog Veličanstva kralja Italije i Njegovog Veličanstva otomanskog cara. Naši određeni opunomoćenici zaključili i potpisali u Berlinu, 13. jula godine 1878. mirovni sporazum čiji sadržaj doslovno glasi:

*/ fiat insertis /
 (da se unese)**

Stoga, pošto smo dovoljno proučili ovaj sporazum, Mi smo ga usvojili, potvrdili i ratifikovali, kao što ovdje navodimo, Mi ga prihvatamo potvrđujemo i ratifikujemo u cjelini i bećavamo, dajući Našu carsku riječ, u ime Nas, Naših nasljednika i Naših sukcesora da će sve što je ugovorenovo ovim sporazumom biti podržano i neprikošneno izvršeno. - Na osnovu toga Mi smo svojeručno potpisali ovu carsku ratifikaciju na koju je stavljen pečat Našeg carstva. - Sačinjeno u Carskom selu, 15. jula ljeta Gospodnjeg 1878. i dvadeset četvrte godine Naše vladavine.

Original je svojeručno potpisalo Njegovo carsko Veličanstvo ovako:
Alexandre Prema potpisnik: Kancelar Carstva: P. Gortchacow

DOKUMENT TURSKE RATIFIKACIJE



فَبُولِ اوفِر



بِنْكِهِ بِلْطِفِهِ لَوْلَى تَسْتَعِنُ شَمَلًا وَشَمَلًا لَيْغَ عَالِدِهِ وَبِلَادِنَكِيْلَيْلَهِ
الْسُّلْطَانِيَّةِ السُّلْطَانِيَّةِ السُّلْطَانِيَّةِ العَزِيزِيَّةِ عَبْدِهِمَيْخَنَّا
ابِنِ السُّلْطَانِيَّةِ الْعَازِيِّيِّ عَبْدِهِمَيْخَانَانِابِنِ السُّلْطَانِيَّةِ العَزِيزِيَّا
حَمْوَخَانَا اشِبُو يِقَنَامِهِ يِورَلِهِ بِنَيَا وَلِهِ لِلَّاهِ دِيرِهِ فَلِلَّهِ عَلَيْهِ
حَسْتَلَلَلَّا ائِنِيَا لِيَرِلَطِونِرِهِ وَپِرِوْرِهِ لِيَ حَسْتَلَلَوَا وَسَتِيَا

أَيْمَرْ أَطْوَرْ حَمَّى وَمَحَارِسِنَا فَالْوَلَادُ لَنَلَوْ فَلَنْجَمْهُ لَتَنْ
دَنْ حَشْتُلُو بَرَنْيَا يَكِيرْ وَلَرَلَدَهْ عَالَلَهْ جَعْهُ وَلَرَجَدَهْ
وَسَتَنْ أَيْمَرْ أَطْوَرْ حَسَنْيَهْ وَهَنْتُلُو بَرَنْيَا فَالْحَشْتُلُو وَسَيْهُ
أَيْمَرْ أَطْوَرْ حَصَرْ شُورُوكَنْرُ وَوَعَانَنْ وَلَيَا سِتَفَلُونْ
وَيَتْ أَصْلِيلَهْ حَتَابَوْ لَلَّا هَارِبَهْ مَتَولْ دَسَائِلَهْ وَنَانَكَ
مَقْدَفَهْ صَلِيلَهْ حَنَابَوْ لَلَّا هَارِبَهْ كُونَنَلَهْ مَيَالَهْ
أَيْشَرَهْ أَنْظَاضَهْ وَقَائِيْنَجُونْ بَيْكَ كِيرْ وَلَلَهْ لَيْيَنَهْ
شَاهِرَتَنَهْ أَوْرَبَرْ كَوْنَتَنَهْ خَيْلَتَنَهْ مَعَاهِدَهْ لَحَكَافَهْ
وَلَفَصِيلَتَنَهْ أَزَرْ أَفَلَرْ قَلْجَيْهْ جَهَتَلَهْ أَلْبَادَهْ قُونْغَرْ عَقِيدَهْ
بَيْلَهْ أَقْلَهْ حَصَوْ سِهِيْلَهْ مَسِيقَلَهْ مَجَدَهْ أَفَرْ رَجَبَهْ

بِأَنَّهُ لَوْلَى بَاشْ فَانْتَجَ حِيلَكِي عَنْ وَحْيِهِ لَوْلَى بَاشْ قِرْقِيقَ
دُوْهُو شِيشِينْ لَغْيَسْ قِرْقِيقَ سِنْتَسْ دُورْلَى بِرْلَى فُورْسِرْ قِرْقِيقَ
أَفْتِرْ بَايْمِيرْ أَطْوَرْ وَجْهَهُ وَحَارْسِيَا فَالْحَصِيرْ جِيجِيرْ
لَيْپِرْ طَوْرْ وَمُوْحَاجِيَا طَرِيْرْ مُشَارْخَاصِيرْ لَيْپِيَا لَيْيَا لَيْيَا
فِلِدِفَارْ قِرْنِيْرْ لَيْلَى لَيْلَى لَيْلَى شِيشِيْرْ كِرْلَى فَرَازِنَا هُوْ وَلَيْلَى
إِيمِيرْ أَطْوَرْ تِرْزِنَا كِرْلَى فَوْقَ الْعَالْحَصِيرْ بُولْ إِيمِيرْ بُولْنَا مُشَارْخَاصِيرْ
جِيْرْ وَمَا يَبْلِيْجِيْسِيْرْ قِنْتِلُوْجِيْرْ قَارُولْ وَلَيْلَى فَنْجَيْرْ قَارُولْ وَلَيْلَى لَيْلَى
قِرْلَى تِرْزِنَا كِرْلَى فَوْقَ الْعَالْحَصِيرْ بُولْ إِيمِيرْ بُولْنَا وَبِرْسِيَا حَاجِيَا فَلَنْ
هَاجِرْ دُوْهُيْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ لَهُوْرْ

أَنْذِلَ وَأَجْعَلَ بَعْدَ إِسْتَلْكَ أَطْرَافَهَا وَأَنْذِلَ نِيفَتَهُ
وَلَمْ يَنْظُرْ أَطْوَافَهُ لَذَّةً فَوْلَادَ الْعَالَمِ حَصْبَنْ
أَنْذِلَنْ شَدَّلَ رَأْمُولَدَ لَلَّادُورَ قُونْدُوكْسَتَهُ لِيَلَهُ
وَخَلَّهُ اَنْظَارَشَدَّلَ بُولَيْقَهُ شَعْبَرَ قِيلَهُ لَفَزَ دَوْلَتَهُ شَانَهُ
وَبَرْجَيْهُ هَرْجَصَرَ حَصَرَهُ لِيَلَلَهُ عَوْحَادَ بَلَهُ اَفْلَقَيْهُ
أَيْلَهُ وَفُشَلَاهَا بَرْبَيَا يَنَلَهُ كَبَرَهُ لَرَلَهُ اَنَّهَ حَالَهُ جَمِيعَهُ
أَلَهُ سَيَّهُ شَنَلَهَا أَنْيَهُ اَطْوَافَهُ سَنَنَلَهُ تَنَدَّلَهُ اَنَّهُ خَاصَ عَصَمَهُ
وَبَرْجَهُ وَهَنَلَهُ اَنْيَهُ اَطْوَافَهُ حَصَرَهُ بَرْجَهُ بَحِيسَهُ
أَنْذِلَنْ دَرْدَنَهُ وَحَصَّهُ بَلَهُ اَنْيَسَهُ وَكَلَهُ قُونْتَهُ اَنَّهُ اَنَّهُ
سَهَّلَهُ بَيْقَوْلَيْهُ لَشَفَلَهُ قُونْتَهُ بَنَهُ مَحِيسَهُ خَاصَ عَصَمَهُ وَأَعْيَنَلَهُ

لَخِيْنَانِيْا فُرَارِنُ تَا لَعَانِيْنَ اسْفَوْهَارِدَه سَبِيْوْرِوْتِيْنَ
حَاجِنَانِيْا طَرِيْرِه عَدَرِلَرِنِيْرِه بَلَيْرِه سِفَوْهَارِدَه سَبِيْوْرِوْتِيْنَ
وَقِيْرِه اِنِيْوْرِه بَلَرِنِيْرِه پِسْبِيْدِه قَلَمِيْنِيْا اِمِيْرِه طَوْهَرِزِنِيْدِه قَوْقَ
الَّعَادَه اِخْرِصَيْرِه اِلَيْجِيْرِه بَلَنِيْرِه جَلِسَخَاضِه اَعْصِنِيْدِه بَلَرِنِيْرِه
وَيَلَهِرِه بَلَرِنِيْرِه وَسَلُوكِيْرِه سِلِيْرِه اِيْتَالِيْرِه اِخْرِصَيْرِه جَانِبِنِيْنَ
جَلِيْهَه اِنِيْرِه بَلَنِيْرِه قَوْنِيْرِه قَوْنِيْرِه وَأَمِيْنِيْا اِمِيْرِه طَوْهَرِزِنِيْدِه
خَجِيْتِه نَاظِرِه بَلَنِيْرِه قَوْنِيْرِه قَوْنِيْرِه وَأَمِيْنِيْا اِمِيْرِه طَوْهَرِزِنِيْدِه
قَوْلَهَه اِخْرِصَيْرِه اِلَيْجِيْرِه بَلَنِيْرِه قَوْنِيْرِه قَوْنِيْرِه لَوْنِيْرِه مُشِيْلِه بَلَنِيْرِه
پِسْبِيْدِه اِمِيْرِه طَوْهَرِزِنِيْدِه حَصِرِيْرِه جَانِبِنِيْنَ اِخْرِصَيْرِه بَلَنِيْرِه وَكِلَيْرِنِيْنَ
رَوْنِيْرِه اِمِيْرِه طَوْهَرِزِنِيْدِه قَلَمِيْنِيْا اِلَيْجِيْرِه بَلَنِيْرِه وَرَجِيْرِه بَلَنِيْرِه
عَلَكَسَانِيْرِه غَوْهَرِه خَاقَوْهَه وَانِكَلَازَه قَرِيْجِيْرِه بَلَنِيْرِه فَوَالْعَدَه
خَجِيْرِه اِلَيْجِيْرِه بَلَنِيْرِه وَارِجِيْرِه الَّذِيْنِ شَوَّاهِيْرِه بَلَنِيْرِه اِلَيْسِنِيْنَ

يَا وَهُرْ زَوْرِي سَوَالُ وَلَمْيَا اِمِيرِ طَوْرِ زَدْنَةُ وَوَلَعْنَا
حَرَصْيُونَ لِبِرِّ بُولَنَةِ فَسِتِشَتَارِ خَامِقُونَ يُولُونَ وَبِرِّ بَلَهَ حَرَصْرَةُ
أَوْلَمْشَرِ أَوْلَاقْلَنَكَ مَسِيلِيَّهِ اَوْسِتِرِيَّا وَجَحَلِتِيَّا بَلَشَنَهُ
تَكْلِيْفَهُ وَلَمْيَا فَلَنَكَ دَعَوْتَهُ وَزَبِنَهُ لِبِنَكَ بَالْجَمِيْعِ
مَلَلَ أَوْلَاقْلَيِ حَرَصْتِيَّهُ لِبِرِّ بِرِّ لِنَهَلَهُ اَنِيلِيَّهُ وَلَنَدَهُ وَقَمَ
كُوكَشْرُو وَبِنَهُ لِيَنَهُ مَيَنَهُ اِنْفَلَكَ اَوْلَمْشَرِ أَوْلَعِنَدَهُ اَوْلَيَهَا
بِيلَهُ اِنْجِيَّهُ طَقْسَلَهُ جَنَهُ بِرِّ بِرِّ لِجِينَهُ اَفَانَهُ اِيجِيَّهُ وَبِيلَهُ كِيَنَهُ
يَهِيَشَهُ كِيَنَهُ لِكِيَهُ بِسِيَ الْفَانِقَهُ يُونَهُ اَوْلَهُ اِجْنِيَّهُ كُونَتِا بَحِيلَهُ
اَلْهِشِلَهُ لِتَهَا دَهَهَا اوْرِبِنَهُ عَفَدَهُ وَشَطَنَهُ وَرَلَنَدَهُ اَفَصَا اِمِيرِ كَلَهُ

وَالآنَ طَرْفَى يُونَسْ خَامِنَهْ خَضْلَانَ طَشْرَهْ وَلَدْغَنَتَهْ يَنْبَلَكَهْ وَلَدْشَرَهْ

أَلْقَرْنَكَهْ وَبَيْنَافَلَنَهْ

ARTICLE I.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire sous la suzeraineté de S. M. I. le Sultan ; elle aura un gouvernement chrétien et une milice nationale.

ARTICLE II.

La Principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après :

La frontière suit, au Nord, la rive droite du Danube depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à un point à déterminer par une Commission Européenne à l'Est de Silistrie et, de là, se dirige vers la mer Noire au Sud de Mangalia qui est rattaché au territoire roumain. La mer Noire forme la limite Est de la Bulgarie. Au Sud, la frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodzakioj, Selam-Kioj, Aivadsik, Kulibe, Sudzuluk ; traverse obliquement la vallée du Deli Kamcik, passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadzimahale, après avoir franchi le Deli Kameik à $2 \frac{1}{2}$ kilomètres en amont de Cengei ; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aïdos-bredza et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel, jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Duzanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie Orientale jusqu'au ruisseau de Tuzlu Déré, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Déré près du village de Petricevo, laissant à la Roumélie Orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Déré et la Kamenica suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au Sud-Ouest à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major Autrichien.

La ligne-frontière coupe en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Déré, passe entre Bogdina et Karaula, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Marica, entre Camurli et Hadzilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Sumnatica et rejoint la limite administrative du sandjak de Sofia entre Sivri Tas et Cadir Tépé.

De Cadir Tépé, la frontière, se dirigeant au Sud-Ouest, suit la ligne de partage des eaux entre les bassins du Mesta Karasu d'un côté, et du Struma Karasu de l'autre, longe les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir Kapou, Iskoitepe, Kadimesar Balkan et Aiji Gedük jusqu'à Kapetnik Balkan et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du Sandjak de Sofia.

بِهِ وَاللَّهُ أَعْلَمُ بِحَرَقِ طَرْقَلِشِ فِي سِيرَاتِهِ مَا دَرَجَ بِرْ قَلْنَ قَلْنَ شِرْ
أَوْ لَغْيُ مَبِينٍ لِبِرْ قَصْدَهُ مَا يَعْرِضُ صَدِيدَهُ وَشَالِهِ لَهَا لَيْلَا
أَيْمَانَ طَوْرَ وَرِزْرِزَهُ حَصْرَهُ جَاعَ لِعَطَافِتَهِ تَرْكَافُ الْمُؤْلِثَةِ
سَهْرَهُ شِرْ كِبِيرَهُ عَبَادَهُ لَجَّهُ سَعْدَهُ وَفَانِي زَوْلَهُ



SULTAN 2. ABDÜLHAMİD'İN TUĞRASI

Bizki bi-lütfü'l-mevlâ Türkistan ve şâmil olduğu memâlik ve büldanın pâdişâh-ı es-sultân ibnü's-sultân el-gâzî Abdülhamid Han ibnü's-sultân el-gâzî Abdülmecid Han ibnü's-sultân el-gâzî Mahmud Hanız işbu tasdîkname-i hümâyûnumuzla beyân ve ilân ideriz ki Devlet-i Aliyyemle haşmetlû Almanya İmparatoru ve Prusya Kralı ve haşmetlû Avusturya İmparatoru ve Çeh ve Macaristan Kralı ve asaletlû Fransa Cumhuriyeti reisi ve haşmetlû Britanya-yı Kebir ve Írlanda Memalik-i Müctemiası Kralîçesi ve Hindistan İmparatoriçesi ve haşmetlû İtalya Kralı ve haşmetlû Rusya İmparatoru hazeratı şu son seneler vukuâtından ve Ayastefanos mukaddemât-ı sulhîyesile hitâm bulan muhârebeden mütevellid mesaili Avrupa'nın asayıf ve intizamını vikaye için bin sekiz yüz elli altı sene-i miladiyesi şehr martinin otuz birinci günü tarih ile Paris muahedenamesi ahkâmina tevfikan hal ve fasl itmek arzusunda oldukları cihetle olbabda bir kongre akdine beyinlerinde ittifak husulini teshile medar-ı müstakil olacağından müttehiden karar virerek bu hususa taraf-ı eşref-i pâdişâhanemden nafia nazırı olub birinci rütbe Mecidî ve Osmanî nişan-ı zişanlarını haiz ve hamil olan Aleksandr Karatodori Paşa ve asakir-i nizamiye-i şahanem müşiranından kezalik birinci rütbe Mecidî ve Osmanî nişan-ı zişanlarını haiz ve hamil olan Mehmed Ali Paşa ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlade murahhas büyük elçimiz bulunan ve birinci rütbe Mecidî ve ikinci rütbe Osmanî nişan-ı zişanlarını haiz ve hamil olan Sadullah Bey ve müşarunileyha Almanya İmparatoru ve Prusya Kralı hazretleri tarafından Prusya heyet-i vükelâsi reisi ve Almanya başvekili Prens Otton Bismark ve Hariciye Nazırı Bertan Ernest dü Bülov ve müşarunileyha Fransa Cumhuru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi olup Bavyera Devleti baş mâ-beynciliği ünvanını haiz bulunan Prens Şarl Viktor dü Hohenlohe-Şilingsfürst ve müşarunileyha Avusturya İmparatoru ve Çeh ve Macaristan Kralı hazretleri canibinden saray-ı imparatoru ve umur-ı hariciye nazırı ve müşaviri hassı İspanya iâneden feldmarşal Kont Jul Andraşı Çıkşentkralı ve Kraznahorka ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan müşavir hassı ve mâ-beyncisi Kont Lui Karoli dü Nacikaroli ve İtalya Kralı nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan müşavir hassı Baron Henri dü Haymerl ve müşarunileyha Fransa cumhurreisi tarafından iâneden ve encümen maârif aâzâsından Hariciye Naziri Vilhem Henri Vaddington ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan iâneden Şarl Eyimol dü la Kro de Şevriye, Kont dü Sen Valiye ve Hariciye Nezareti'nde Politika Şubesi müdürü olub Devlet-i müsteşarı ve birinci sınıf murahhas ortaelçilik ünvanını haiz bulunan Feliks İpolid Despo ve müşarunileyha Britanya-yı Kebir ve Írlanda

Memalik-i Müctemiası Kraliçesi ve Hindistan İmparatoriçesi hazretleri canibinden Meclis hassı a‘zâsından ve i‘âneden ve dîvân-i muhâsebat reisi ve İngiltere başvekili Kont Benjamin Disraeli Bikonşfilid Vinkont Hugenden ve meclis hassı a‘zâsından ve i‘âneden Hariciye Nazırı Rober Artur Talbo Gaskoyn Marki dü Salisburi Kont dü Salisburi Vikont Grenivborn Baron Sesil ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan meclis hassı a‘zâsından Lord Odo Vilhem Liopold Rosel ve müşarıünileyha İtalya Kralı hazretleri cânibinden Hariciye nazırı i‘âneden Kont Lui Korti ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan Kont Edvard Loni ve müşarıünileyha Rusya İmparatoru hazretleri canibinden murahhas başvekil Prens Aleksandr Gorçakof ve İngiltere Kraliçesi nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçisi bulunan suvari cenerallarından ve şûrâ-yı devlet a‘zâsından yâver-i harbî Kont Pyer Şuvalof ve Almanya İmparatoru nezdinde fevkâlâde murahhas büyûkelçi bulunan müsteşarı hassı mösyö Pol Dobril murahhas tayin olunmuş olduklarından müşarıünileyhim Avusturya ve Macaristan Devletinin teklifi ve Almanya Devletinin daveti üzerine Berlin’de bil içtima hamil oldukları ruhsatnameleri birbirlerine irae ile yolunda ve muntazam görünmüşt ve beyinlerinde teyemmünen ittifak hasıl olmuş olduğundan olbabda bin iki yüz doksan beş sene-i hicriyesi recebinin on ikinci ve bin sekiz yüz yetmiş sekiz sene-i milâdiyesi alafranka temmuzının on üçüncü günü tarih ile müverrah altmış dört madde üzerine akd ve tanzim ve Berlin’de imza ve temhir eyledikleri mukavelename taraf-ı hümayunuma arz idilmiş olduğundan aynile ve Fransızca olarak zikr ve beyan kılınur.

TUGRA SULTANA ABDULHAMIDA II

Mi, uz Božju milost, Turkistan i zemlje i gradovi unutar njega, sultan gazi Abdulhamid Han, sin sultana gazije Abdulmedžid hana, [koji je] sin sultana gazije Mahmuda našeg Hana, ovu padišahovu objavu dajemo na znanje:

Moja Uzvišena država sa:

Njegovim Veličanstvom carem Njemačke i kraljem Pruske, Njegovim Veličanstvom carem Austrije i kraljem Češke i Mađarske, plemenitim predsjednikom Republike Francuske i Njenim Veličanstvom kraljicom Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske i caricom Indije, Njegovim Veličanstvom kraljem Italije i Njegovim Veličanstvom carem Rusije,

U želji da se riješi, s obzirom na evropsku bezbjednost i poredak, a u skladu sa odredbama Pariskog sporazuma od 31. marta 1856. godine, postavljeno pitanje o događajima iz posljednjih godina i o ratu koji je okončan preliminarnim mirovnim ugovorom iz San Stefana, jednoglasnog je mišljenja da bi sazivanje kongresa bilo najbolje sredstvo za olakšavanje međusobnog razumijevanja.

Neophodno je zajednički donijeti odluku po ovom pitanju, i to:

Sa strane prečasnog nam padišaha Aleksandar Karateodori paša, ministar javnih radova i nosilac ordena Medžidiye prvog reda i Osmanije časnog ordena;

Mehmed Ali-paša, mušir (maršal) veličanstvene nizamske vojske, nosilac ordena Medžidiye prvog reda i Osmanije časnog ordena;

Sadullah bej, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara, nosilac ordena Medžidiye prvog reda i Osmanije časnog ordena drugog stepena; sa strane Njegove Ekselencije gore navedenog cara Njemačke i kralja Pruske, Otto fon Bizmark predsjednik ministarskog savjeta Pruske i njemački kancelar,

i Bernard Ernest du Bulov, ministar inostranih djela i

Karl Viktor, knez od Hohenlohe-Šilingsfirsta, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod predsjednika Republike Francuske, glavni komornik Bavarske; uz Njegovu Ekselenciju, gore navedenog cara Austrije i kralja Češke i Mađarske,

grof Đula Andraši od Čiksentkiraljija i Krasnahorke, ministar carskog dvora i ministar inostranih djela, feldmaršal, dvorski savjetnik, španski plemić, i

grof Lajoš Karolji od Nađi Karoljija, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara, dvorski savjetnik, komornik, i

Baron Hejnrih fon Hajmler, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod italijanskog kralja i dvorski savjetnik;

Sa strane gore navedenog predsjednika Republike Francuske,
Vilijam Anri Vadington, član prosvjetnog savjeta (komiteta), ministar inostranih djela i

Šarl Ejmon de la Kro de Ševrije, grof od Sen Valije, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara,

Feliks Ipolit Despo, državni savjetnik, direktor ogranka za političke poslove u Ministarstvu inostranih djela i opunomoćeni poslanik prvog reda kod njemačkog cara;

Uz Njenu Ekselenciju, gore navedenu kraljicu Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske i caricu Indije

Bendžamin Disraeli, grof (erl) od Bekonsilda i vikont Hjuenda, član Državnog savjeta, šef Dvorskog trezora, premijer Engleske,

Robert Artur Talbo Gaskojn, markiz od Salisberija, grof [erl] od Salisberija, vikont Krenborna, baron Sesil, član Državnog savjeta i ministar inostranih djela, i Lord Odo Vilijam Liopold Rasel, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara, član Državnog savjeta;

uz Njegovu Ekselenciju gore navedenog kralja Italije, grof Luidi Korti, ministar inostranih djela,

grof Edvard Loni, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara; i

uz Njegovu Ekselenciju gore navedenog cara Rusije, knez Aleksandar Gorčakov, opunomoćeni kancelar,

grof Petar Šuvalov, general konjice, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod engleske kraljice, član Carskog savjeta i ađutant russkog cara, i

gospodin Pavle D'Obril, izvanredni i opunomoćeni ambasador kod njemačkog cara

U skladu sa predlogom Austro-Ugarske, i na poziv Njemačke, sastali su se u Berlinu sa punim ovlašćenjima koja su zatekli u dobroj i zadovoljavajućoj formi. Dogovor je bio srećno uspostavljen među njima, pa su 12. redžepa 1295. hidžretske godine ili 13. jula 1878. gregorijanske, alafranka, godine usvojena istorijska 64 člana ugovora koji su u Berlinu potpisani i pečatirani, a ugovor sa padišahove strane predstavljen doslovno i na francuskom jeziku objavljen.

PROTOKOL O RAZMIJENI

Allemagne.

Procès-Verbal.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des Ratifications du Traité conclu à Berlin le 13 Juillet 18⁷⁸, les Instruments de ces Ratifications, confirmant le dit traité, ont été produits par les Représentants de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, Son Excellence le Président de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne

et

et d'Irlande, l'Impératrice des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

L'Ambassadeur de Turquie, tout en exprimant les regrets de la S. Porte de ce que les Instruments de Ratification turcs n'ont pu être expédiés à temps, annonce qu'il est autorisé à déclarer que Sa Majesté l'Empereur des Ottomans a également ratifié le Traité du 13 Juillet 1838 et qu'Elle le considère comme valable à partir de la date d'aujourd'hui.

Sadoullah Bey annonce en outre

qu'il

qu'il sera procédé à l'échange des
Instruments de Ratification turcs
dans un délai de quinze jours.

En foi de quoi les soussignés ont
dressé le présent Procès-Verbal, qu'ils
ont revêtu du Sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le troisième jour du
mois d'Août de l'an mil huit cent
soixante-dix-huit.



Kastenzy



Pmawy



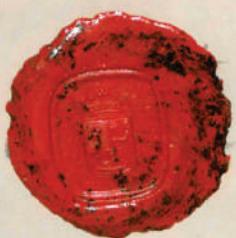
Moüys



O. D. Russell



Lauray



Grapooff.



Sadau Mch

S

ZAPISNIK

Posto su se potpisnici sastali da bi pristupili razmjeni ratifikacija Sporazuma zaključenog u Berlinu 13. jula 1878., a instrumente ratifikacija, kojima se potvrđuje pomenuti sporazum, sačinili su predstavnici Njegovog Veličanstva cara Austrije, kralja Bohemije itd., i apostolskog kralja Mađarske, Njegove Ekselencije predsjednika Republike Francuske, Njenog Veličanstva kraljice Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Irske, carice Indije, Njegovog Veličanstva kralja Italije i Njegovog Veličanstva cara Sve Rusije, nakon što su i proučivši ih našli da su ispravno sačinjeni, izvršili su njihovu razmjenu.

Izražavajući žaljenje Porte što turski instrumenti ratifikacije nisu mogli biti poslati na vrijeme, ambasador Turske izjavljuje da je ovlašćen da objavi da je Njegovo Veličanstvo otomanski car ratifikovao Sporazum od 13. jula 1878. i da ga smatra važećim počev od danas.

Sadoullah Bey izjavljuje, pored toga, da će se pristupiti razmjeni turskih instrumenata ratifikacije u roku od petnaest dana.

Na osnovu toga potpisnici su sačinili ovaj zapisnik, na koji su stavili pečate svojih zemalja.

Sačinjeno u Berlinu, trinaestog dana mjeseca avgusta hiljadu osamsto sedamdeset osme godine.

(slijedi sedam pečata jedan ispod drugog i potpisi sa njihove desne strane)

TURSKI PROTOKOL O RAZMIJENI

Allemagne.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour procéder à l'échange des Instruments de Ratification turcs du Traité de Berlin, prévu par le Procès-Verbal dressé le 3 août ci.

Ces Instruments ont été produits par le Chargé d'affaires de Turquie et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

Berlin, le 28 août 1878.

Kawintz

Baron de Maissenberg.

Möiy

Henry Meillierius

Torj.
Krapoff).

Chair Rapoport

Potpisnici su se danas sastali da pristupe razmjeni turskih instrumenata ratifikacije Berlinskog sporazuma, predviđenoj Zapisnikom od 3. avgusta ove godine.

Instrumenti su sačinjeni od strane otpravnika poslova Turske i pošto su proučeni i ocijenjeni da su sačinjeni po svim propisima, razmjena je izvršena.

Berlin, 28. avgusta 1878.

(potpisi na sredini stranice)

IMPORTANCE JURIDIQUE ET INTERNATIONALE DU TRAITÉ DE BERLIN (1878) ET DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION DES PAYS SIGNATAIRES

Le Traité de Berlin est certainement l'un des témoignages écrits parmi les plus importants de l'histoire de la souveraineté du Monténégro. Cependant, ce Traité, bien que cela aurait dû être fait, n'a jamais été officiellement remis aux organes des autorités monténégrines. Les raisons qui expliquent ce fait sont différentes. Tout est basé au fond, sur la manière d'interprétation des raisons pour lesquelles le baron Testa, comme l'écrit le voïvode Gavro Vuković dans ses *Mémoires*, l'un de ceux qui devaient remettre les décisions du congrès de Berlin aux „parties intéressées“, ne l'a pas fait lorsqu'il s'était rendu au Monténégro en 1879. L'explication des motifs pour lesquels personne ne l'avait reçu à Cetinje sont diverses. Nous avons consacré une partie particulière à cette question dans cet épilogue. D'autre part, nous pouvons remarquer, bien que sa mission était d'une toute autre nature, que le délai de la réception était également appliquée au représentant de la Russie. Or, à la différence de l'accueil retardé de A.S. Jonin aux fins de remise des lettres d'accréditation et de prise en fonction du poste de ministre-résident, le fait de n'avoir pas accueilli le baron Testa a eu des conséquences largement plus graves. Informé à ce sujet, le chancelier Bismarck a exprimé non seulement sa colère mais aussi une forte réaction diplomatique, ce pourquoi les relations diplomatiques entre le Monténégro et l'Empire de l'Allemagne n'ont été établies qu'en 1906.¹

En considérant comme exigence scientifique, la présentation au public monténégrin du texte original du Traité de Berlin dans son édition en fac-similé identique à l'original, l'Institut historique, à l'occasion du 140ème anniversaire de la tenue du Congrès, a pour la première fois publié la version scannée de l'original, comportant les signatures et les sceaux des représentants des grandes puissances, participants au Congrès. C'est grâce à l'amabilité de l'ambassadeur russe au Monténégro, Jakov Fjodorovič Gerasimov, qui en accédant aux Archives des affaires étrangères de l'Empire russe, nous a permis d'obtenir la version scannée de l'exemplaire russe du document original.²

Ainsi, avec l'édition du Traité de Berlin publiée en 2009, une énorme lacune a été comblée dans le corpus des textes originaux accessibles, des traités internationaux et autres actes juridiques d'importance pour l'histoire de la souveraineté du Monténégro.

¹ Dr Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiye Crne Gore 1711-1918*, Podgorica 2009, 327-333.

² *Le Traité de Berlin 1878; Berlinski ugovor 1878*, Podgorica 2009; Toute grande puissance participante au Congrès avait son exemplaire de l'acte final du Traité de Berlin sur lequel le premier signataire était le deuxième représentant de sa délégation au Congrès.

L'édition de cette année 2018 que nous mettons à la disposition du public, à la différence de celle de 2009, est largement plus complète. Dans la première version de 2009, n'ont été publiés, à l'exception des recueils et traductions, que 7 articles du Traité concernant le Monténégro (26-33) et non pas la traduction complète du Traité de Berlin. Il y a plusieurs raisons qui ont influé sur le fait qu'un document d'une telle importance ne soit pas présenté intégralement au public scientifique et professionnel.

La raison principale pour laquelle il aurait fallu présenter ce document dans son ensemble, résulte de l'importance du Congrès tenu à Berlin en 1878, qui appartient aux événements de premier ordre dans la récente histoire politique de l'Europe.³ Cela signifie que dans la chronologie des congrès et conférences internationaux tenus au XIXème et début du XXème siècle, celui qui a eu lieu dans la capitale de l'Empire allemand en 1878 appartient, d'après son importance pour l'ensemble des relations dans la communauté internationale, à l'un des congrès les plus importants jamais organisés en Europe. Il représentait le lien entre le congrès de Vienne de 1814/15 organisé à la suite de la Révolution de 1789 en France et les guerres de Napoléon qui ont suivi, et le Traité de paix de Versailles, après la Première guerre mondiale, fin 1918/début 1919.⁴ Lors de tous ces congrès, d'importantes décisions ont été prises par lesquelles les cartes politiques, non seulement en Europe, ont été modifiées, en formant de nouveaux Etats, en définissant les lignes futures de la politique étrangère, en codifiant les principes de l'ordre international et en déterminant le caractère des relations entre les Etats membres de la communauté internationale.

Parmi les congrès mentionnés, il est vraisemblable que le congrès de Berlin et ses décisions plus clairement exprimées par rapport aux autres, montrent un lien réciproque et une profonde conditionnalité des processus historiques, dont il a résulté et de tous les événements historiques essentiels survenus après sa tenue. Il est évident que les résultats du congrès de Berlin, dans un courant historique sensé, relient tout un entrelacement de processus historiques. Ici, il n'est pas seulement question de la grande crise d'Orient de 1876-1878 qui a fait apparaître le Congrès, mais des mouvements nationaux des Slaves du sud des Balkans ; de la rivalité des grandes puissances et de la naissance de leurs blocs militaires, avant tout celui du bloc des puissances Centrales, après la tenue du Congrès, suivi très rapidement par la coalition des alliés européens, du bloc de l'Entente.

³ *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1966, Dvostrani i više strani međunarodni ugovori i drugi diplomaticki akti o državnim granicama, političkoj i vojnoj saradnji, vjerskim i etničkim manjinama*, I tom (1876-1918), priredio: Momir Stojković, Beograd 1988; Δр Новак Ражнатовић, *Црна Гора и Берлински конгрес*, Цетиње, 1979; *Berlinski kongres 1878. Protokoli i materijali*. Izdao Imanuel Gajs, Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978 Novak Ražnatović, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Стогодишњица црногорско-турског рата 1876-1878, Титоград, 1978; Novak Ražnatović, *Sprovodenje odluka Berlinskog kongresa*, Akademija nauka i umjetnosti Bosne i Hercegovine, knj. XXX, Sarajevo 1977.

⁴ Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978, XII.

A cette époque fondée, la division des blocs de la communauté internationale, appartenait à la série des circonstances historiques qui ont donné un élan décisif à la Première guerre mondiale. Les décisions du congrès de Berlin ont donné lieu également à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, du Chypre et de la crise d'annexion de 1908.⁵ De plus, les décisions prises concernant la manière de résoudre la question d'Orient, soumises au congrès de Berlin, ont été l'une des causes des guerres balkaniques de 1912/13.

A cet égard, le congrès de Berlin a constitué le principal élément transversal des relations internationales entre les pays européens et leurs courants politiques⁶. Cela signifie que le congrès de Berlin de 1878 est, chronologiquement, mais aussi par l'importance des décisions prises, au sein des événements déterminants de la nouvelle histoire politique de l'Europe. Il est également important de souligner que le Congrès a été l'un des événements les plus importants dans l'histoire des pays slaves, en particulier du Monténégro et de la Serbie, mais aussi de la Bulgarie et de la Roumanie.

C'est pourquoi la traduction d'une seule partie des décisions, contenues dans son acte final édité en 2009 *Traité de Berlin 1878*, bien qu'il ait une grande importance pour certains pays, dans notre cas pour le Monténégro, représente une approche restrictive des solutions adoptées, compte tenu de leur importance universelle pour l'histoire globale de l'Europe d'abord, et par la suite du monde entier dans sa globalité.

II

Dans cette nouvelle édition, une telle approche méthodologique n'est pas appliquée. Le Traité est publié dans son intégralité, non seulement pour le document original, mais également pour sa traduction. De cette manière la compréhension de son contenu global est simplifiée pour un plus grand nombre de lecteurs, en particulier en ce qui concerne l'étroite liaison entre les processus historiques, que nous avons mentionnés précédemment, et qui ne concernent pas uniquement le Monténégro. Maintenant, à partir du texte traduit, des réponses peuvent être données à de nombreuses questions débattues lors du Congrès, d'une portée européenne ou plus large, ce qui n'était pas possible auparavant.

Une autre nouvelle importante, qui rend cette édition plus complète, est la publication des ratifications du Traité de Berlin, de la part des organes compétents des Etats signataires, ce qui ne figurait pas dans la première édition. Nous avons bénéficié de cette possibilité grâce au fait que cette édition est fondée sur l'exemplaire allemand du Traité de Berlin, entièrement identique aux exemplaires signés par les autres pays participants. Nous avons retrouvé l'exemplaire allemand aux Archives politiques à Berlin. Outre le Traité, on y trouve les actes concernant les ratifications. Nous sommes re-

⁵ Ibid.

⁶ Ibid

connaissants à notre collègue, le dr Conrad Clewing de l’Institut des Etudes de l’Europe de l’Est et du Sud-Est de Regensburg d’avoir obtenu les versions scannées de cet exemplaire du Traité de Berlin et des actes de ratification. De plus, nous exprimons une gratitude particulière au collègue le dr Gerhard Keiper au service des Archives politiques de Berlin, pour toute l’aide qu’il nous a accordée durant notre longue collaboration concernant d’autres projets.

Pour comprendre l’importance de la publication des actes de ratification du Traité de Berlin, il faut rappeler l’importance de la procédure de ratification lors de la signature des accords internationaux.

Bien que la pratique du point de vue de l’institution de ratification soit différente, elle est considérée dans le passé, et de nos jours, comme étape obligatoire dans la procédure de conclusion des accords internationaux. L’obligation de ratification peut être formulée dans l’accord lui-même. Les participants du congrès de Berlin étaient tenus de s’engager à suivre cette procédure de l’accord. Dans l’article 64 du Traité de Berlin il est mentionné: „Ce Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines, ou plus tôt si possible.“⁷ Cela signifie que les sceaux et les signatures des représentants habilités des grandes puissances avaient la signification de paraphes, à savoir les confirmations de ce qui avait été convenu entre les parties contractantes. Bien que l’accord ait été conclu à la fin du Congrès, alors que toutes les principales questions avaient été réglées, le Traité de Berlin n’est pas entré en vigueur. Cela ne s’est produit que lorsque la ratification de l’accord a été faite.

Les ratifications n’ont pas d’effet rétroactif et, juridiquement, l’accord ne peut être validé pour la période qui a précédé le moment de sa signature. Les parties contractantes peuvent convenir autrement: l’accord entrera en vigueur au moment de sa signature, ce qui conformément à l’article 64 du Traité de Berlin n’a pas été fait. Au contraire, les ratifications et les échanges d’instruments ont été explicitement prévus, ainsi que le délai pour le réaliser. Les parties s’informent mutuellement de la ratification effectuée et ce n’est que lorsqu’elle est effectuée qu’elle commence à produire son effet juridique. La notice de ratification s’effectue par la remise des instruments de ratification, signés par le chef de l’Etat ou le ministre des Affaires étrangères. Dans ces actes, qui ont le caractère de lettre, il est mentionné que l’accord international est accepté par tel Etat et qu’il s’engage à le respecter.

L’échange des instruments de ratification pour le Traité de Berlin devait être effectué à Berlin dans un délai de trois semaines. Comme il est de coutume, un protocole a été rédigé sur la ratification effectuée. Cela a été réalisé avec la majorité des pays signataires le 3 août 1878. Les instruments de ratification turcs n’ayant pas été reçus à ce moment-là, les représentants des pays signataires se sont de nouveau réunis à Berlin le 28 août 1878 et

⁷ *Le Traité de Berlin 1878, Berlinski ugovor 1878*, Podgorica 2018, 26, 49.

effectué l'échange des instruments de ratification turcs „conformément à toutes les règles“. Ainsi, la procédure sous-entendant la notion de ratification a été achevée et le Traité de Berlin a commencé la période de mise en application pratique.

En raison de l'importance des ratifications lors de la conclusion d'accords internationaux, nous rappellerons qu'au sujet des organes au pouvoir autorisés à effectuer la ratification, les pratiques sont différentes. En théorie, on met en évidence trois solutions possibles. Soit la compétence de cette pratique peut être confiée au chef de l'Etat, soit elle peut être partagée entre le chef d'Etat et le parlement, soit elle ne peut être confiée qu'au parlement. La manière qui sera adoptée dépend des clauses constitutionnelles dans certains pays.

Nous ajouterons que la ratification peut s'effectuer soit sous forme de loi ou de décret. En fonction de cela, la ratification est signée par le chef d'Etat ou le président du parlement, c'est-à-dire par la personne qui, selon la constitution, est autorisée pour ce genre d'affaires.⁸

Dans le cas du Traité de Berlin, les documents que nous publions dans le cadre de cette édition, représentent en fait les notifications de ratification, ou les instruments de ratification et pas seulement l'acte en lui-même. Le tsar de Russie, Alexandre 1er, a ratifié le Traité de Berlin dès le 15 juillet 1878 en envoyant une lettre solennelle accompagnée des documents. Pour la France, sous une forme similaire dans une déclaration solennelle, le président de la République française a informé les pays signataires de la ratification du Traité le 23 juillet 1878. Le roi d'Italie, Umberto 1er, a fait part solennellement de la ratification du Traité le 24 juillet 1878. Pour l'Autriche-Hongrie, c'est Joseph 1er qui a envoyé une note particulière avec les documents le 26 juillet 1878. Pour l'Angleterre, sous forme d'un protocole solennel avec les documents joints, le Traité a été ratifié par la reine britannique Victoria le 27 juillet 1878.

L'Empire ottoman a ratifié le Traité plus tard par rapport aux autres participants du congrès de Berlin, de sorte que les autres grandes puissances n'ont été informées de ce retard que le 13 août 1878. Etant donné que le 3 août un Procès-verbal avait déjà été rédigé sur l'échange des instruments de ratification des pays ayant ratifié le Traité, l'échange des instruments de ratification avec la Turquie n'a été effectué que le 26 août.

D'après l'énumération précédente, il apparaît que la notification des données de ratification manque pour l'Empire allemand, le pays au sein duquel le Congrès avait eu lieu. Etant donné les clauses contraignantes de l'article 64 du Traité de Berlin, à savoir que „le Traité sera ratifié et les échanges de ratification seront effectuées à Berlin dans un délai de trois semaines, ou plus tôt, si possible“, il est étonnant qu'il n'y ait aucun acte de ratification

⁸ Les actes de ratification comprennent soit le texte intégral du Traité, soit le premier ou le dernier article ainsi que la déclaration que le contrat sera réalisé dans la bonne foi. Les contrats sont en général ratifiés tels qu'ils ont été accordés lors des négociations sans changements ultérieurs.

du pays hôte parmi les documents de ratification conservées aux Archives politiques à Berlin. La conclusion qu'on pourrait en tirer à première vue, semble presque irréaliste, à savoir que parmi les pays participants, le Traité de Berlin n'a pas été ratifié par l'Empire allemand. Ainsi, le pays hôte, au sein duquel le Congrès a eu lieu et dont le chancelier Otto von Bismarck présidait les séances, ne s'est pas engagé juridiquement aux décisions prises à Berlin. Bien que le chancelier allemand soit le premier sur la liste des signataires de l'exemplaire allemand que nous publions dans ce livre, il ressort qu'en raison du manque de données concernant la ratification du Traité par l'Empire allemand, juridiquement cela n'engageait pas le pays.

Naturellement, cette conclusion, à laquelle on parvient en raison de l'absence des instruments de ratification par l'Empire allemand qui, entre autres, conformément à l'article 64 du Traité, ont été remis par tous les autres pays participants au Congrès et qui sont conservés aux Archives politiques de Berlin, exige une explication rationnelle. D'un côté, historiquement, on ignore pourquoi le pays qui a déployé tant d'efforts pour organiser le Congrès et participer à ses décisions les plus importantes, sans ratifier le texte du Traité signé par son représentant, se soit abstenu d'accepter son obligation légale.

Par ailleurs, aucun fait de la situation intérieure du pays hôte qui témoignerait d'une situation aggravée en Allemagne avant la tenue du congrès, (malgré un deuxième attentat contre l'empereur allemand Wilhelm 1^{er} la veille de la convocation officielle au congrès de Berlin le 2 juin 1878), ne fournit une explication motivée sur l'absence d'instruments de ratification allemands. Le fait que le 12 juin, Bismarck ait dissous le Reichstag⁹, „qui a refusé de voter la première loi des socialistes“ n'indique pas non plus la raison pour laquelle il n'existe, parmi les documents conservés, aucun acte de ratification de l'Empire allemand.

La seule donnée qui concerne la ratification allemande, mais toutefois ne fournit pas d'explication complète, est celle que nous avons retrouvée dans les Archives politiques où, au –dessus des surtitres : *Accord de l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Russie et la Turquie, concernant l'instauration de l'armistice entre la Russie et la Turquie, conclu le 13 juillet 1878*, on note sur la même lignedeux sous-titres: „*Accord de Berlin*“ et *Documents généraux du congrès de Berlin*¹⁰ – *Texte original de l'accord* (format folio) – *Document sur la ratification britannique* (format folio) – *Document sur la ratification française* (format folio) – *Document sur la ratification italienne* (format folio) – *Document sur la ratification autrichienne* (format folio) – *Document sur la ratification russe* (format folio) – *Document sur la ratification turque* (format folio) – *Protocole sur l'échange* (format folio) – *Protocole turc sur l'échange* (format folio)¹¹.

⁹ Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978.XII.

¹⁰ Politički arhiv Službe inostranih poslova, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, MULTR 41
¹¹ Ibid.

Concernant la ratification allemande, le même document fait mention d'une „Remarque“ que „le document original de la ratification allemande n'est pas archivé,¹² sans fournir d'explication pourquoi cela n'a pas été fait. Est-ce parce que la ratification n'existe pas, ou bien l'archivage n'a pas été effectué pour d'autres raisons. La question de la ratification du Traité de Berlin par l'Empire allemand reste évidemment ouverte à des réponses scientifiques plus profondes.

Quoiqu'il en soit, les documents énumérés dans les Archives politiques publiés dans ce livre, selon ce que nous avons mentionné précédemment, indiquent que l'accord a pris naissance, ou qu'il est entré en vigueur, à la signature du Protocole de ratification le 3 août 1878, et non pas, comme on le dit habituellement, le 13 juillet 1878, jour de la clôture du congrès. Vu sous l'angle du droit international, ce n'est qu'à partir de cette date, qu'on peut parler de l'effet juridiquement contraignant de ce document international.

La problématique concernant la genèse du Traité de Berlin et les raisons pour lesquelles le texte des décisions du congrès de Berlin de 1878 n'a pas été remis aux responsables officiels monténégrins, tout en attirant l'attention sur d'autres moments révélant la valeur indéfectible de l'acte final du congrès de Berlin pour le Monténégro, l'histoire de sa souveraineté, la nature de ses relations officielles avec d'autres pays, en tant que sujet à part entière de la communauté internationale, sont les sujets que nous essaierons brièvement d'expliquer dans le texte ci-après.

Les territoires que le Monténégro n'avait pas réussi à conquérir par la force de son armée, lors de la résolution de la grande crise d'Orient, après le soulèvement de l'Herzégovine en 1875 et la guerre du Monténégro et de la Serbie (1876-1878), et à partir de 1877, également de la Russie contre l'Empire ottoman, ont été obtenus par voie diplomatique, par la signature du Traité de paix préliminaire entre la Russie et l'Empire ottoman. Ce Traité préliminaire a été signé le 3 mars 1878 à San Stefano. Outre l'expansion territoriale, l'indépendance du Monténégro, de la Serbie et de la Roumanie a été reconnue, alors que la Bulgarie a vu son statut de principauté autonome, sous la souveraineté du sultan.¹³

Par les dispositions de ce Traité, le territoire du Monténégro fut élargi de presque trois fois et demie. Il avait acquis les villes Berane, BijeloPolje, Pljevlja, Prijepolje, Tutin, Rožaje, Rugova, Plav, Gusinje, Nikšić, Gacko, Podgorica, Kolašin, Spuž, Žabljak, ainsi qu'une partie du littoral. Le lac de Skadar fit presqu'entièrement partie de son territoire; la frontière devait passer par le milieu du fleuve Bojana ; il a obtenu une partie de la côte Adriatique, y compris le port de Bar.¹⁴

Cependant, le Traité de San Stefano a été rejeté comme solution finale par les cabinets européens, qui le considéraient contrariant aux arrêtés des

¹² Ibid.

¹³ Dr Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiјe Crne Gore 1711-1918*, 233

¹⁴ Ibid.

Traités de Londres et de Paris de 1856 et 1871. Les cabinets de ces pays, au lieu de l'approuver, ont pris des mesures afin de réétudier les résultats de la guerre de la Russie contre l'Empire ottoman et, par conséquent, le gain des pays des Balkans.

Les objectifs de la politique austro-hongroise dans les Balkans étaient non seulement d'empêcher la création d'une grande république bulgare, ce que prévoyait le Traité de San Stefano, mais l'expansion territoriale du Monténégro et de la Serbie, ainsi que leur unification, en d'autres termes, l'expansion de l'influence austro-hongroise sur la Bosnie et Herzégovine et le sandjak de Novi Pazar.

Pour la Grande Bretagne, pays colonial et avant tout puissance navale, la région de la Méditerranée orientale fut un facteur important afin de préserver la domination commerciale et celle du contrôle militaire et naval des voies maritimes et des zones côtières.

Les deux pays aspiraient à affaiblir les positions russes dans les Balkans. Pour ces raisons, ils ont proposé la convocation du Congrès des pays européens qui réviserait les dispositions de l'accord déjà conclu à San Stefano.

La Russie n'était pas en position de s'opposer à l'interférence de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre concernant les résultats de la guerre qu'elle menait contre l'Empire ottoman. La mission à Vienne du comte Ignatiev, ambassadeur russe à Constantinople et créateur principal de la Paix de San Stefano, avait pour but d'atteindre un compromis avec le gouvernement de Vienne au sujet de la question concernant l'Europe du Sud-Est. Durant ces négociations, le cabinet viennois aspirait non seulement à assurer l'occupation de la Bosnie et Herzégovine, ce que la Russie avait déjà accepté à Rastatt et à Budapest avant le déclenchement de la guerre, mais aussi le déplacement vers l'Est de la frontière occidentale de la Bulgarie, une influence dominante en Serbie et au Monténégro, etc. En raison d'une telle politique, l'expansion territoriale des deux principautés slaves, leur permettant d'obtenir une frontière commune, ne semblait pas apporter du succès.

Concernant tout ce que le Monténégro avait obtenu par paix préliminaire, l'Autriche-Hongrie a consenti uniquement à la libre navigation sur le lac de Skadar et le fleuve Bojana.

L'Empire ottoman était également intéressé par l'organisation d'un tel Congrès. Sa convocation éveillait l'espoir chez les autorités turques qu'autour de la table verte, quelque chose de perdu serait regagné.

Un tel développement d'événements affectait fortement le Monténégro. Les arrêtés de la Paix de San Stefano lui étaient favorables. Outre l'élargissement de son territoire de plus de trois fois et demie, il a obtenu la reconnaissance internationale, les villes de Podgorica, Spuž, Nikšić, Žabljak, Kolašin...et une partie de la côte.

Pour minimiser l'impact négatif de la politique autrichienne sur les résultats du travail du congrès de Berlin, le prince Nikola a envoyé en mission spéciale à Vienne, les ducs Božo Petrović et Stanko Radonjić. Au cours de l'en-

tretien du duc Božo avec le comte Andrassy, le ministre autrichien des Affaires étrangères a ouvertement annoncé au représentant monténégrin que l'Autriche refuserait les prétentions monténégrines, non seulement en Herzégovine, mais aussi dans la vallée du Lim et dans le sandjak de Novi Pazar.

S'agissant de l'expansion territoriale vers la côte, Andrassy essayait de convaincre le duc Božo Petrović que la cession de la côte n'était pas indispensable et que pour le Monténégro, il serait mieux de conclure un contrat de commerce avec l'Autriche-Hongrie, qui lui assurerait tous les bénéfices concernant le trafic commercial maritime par la ville de Kotor. De plus, il a été suggéré au Monténégro de renoncer au port sur l'Adriatique avant qu'il en soit contraint par l'Europe. Or, Gortchakov a prévenu le chancelier allemand Bismarck „que la Russie jouait le rôle de garant moral des acquisitions des Monténégrins sur le littoral.»¹⁵ Ainsi, la possibilité de résoudre ce problème au Congrès a été ouverte.

Les efforts des représentants monténégrins à Berlin, ceux des ducs Božo Petrović et Stanko Radonjić d'être entendus au Congrès, ont été vains. Ils devaient se satisfaire de leur présence aux sessions. Les ducs Božo Petrović et Stanko Radonjić avaient remis au Congrès *un mémoire* concernant les demandes territoriales qui avait été mis ad acte. Le prince Bismarck les avait reçus une seule fois, et cela debout, en leur disant simplement: „Tout ce que vous aurez obtenu d'Andrassy, je l'autoriserai personnellement, ainsi que tout le Congrès»¹⁶. Les intérêts du Monténégro étaient représentés par la délégation russe.

III

Au Congrès, qui commença le travail le 13 juin 1878, les frontières du Monténégro étaient entièrement créées par l'Autriche-Hongrie, soutenus par l'Angleterre et l'Allemagne. Cependant, les solutions du Congrès étaient plus favorables que le Monténégro pouvait l'espérer selon les positions initiales austro-hongroises. L'arrangement secret entre l'Angleterre et la Russie du 30 mai 1878 a contribué à la modération politique de Vienne.

Il est possible d'analyser de quelle manière le Monténégro fut toutefois insatisfait des décisions du Congrès, d'après les dernières instructions du Prince, envoyées à ses représentants à Berlin: »Après que notre cause soit complètement conclue, faites savoir à chacun des mandataires des grandes puissances que le Monténégro considère être injustement rémunéré et que ces nouvelles frontières ne semblent pas être naturelles en grande partie. Par conséquent, le peuple monténégrin éprouve le regret et l'angoisse qu'à cause de ces frontières artificielles, il sera perturbé et empêché dans ses aspirations au développement pacifique ».¹⁷

¹⁵ Новак Ражнатовић, *Питанје Новопазарског санџака на завршетку велике источне кризе (1877-1878)*, 115.

¹⁶ Н. Ражнатовић, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Србија у завршној фази источне кризе 1877-1878, Београд 1980.262.

¹⁷ Никола I Петровић Његош, *Аутобиографија, мемоари, путописи*, Цетиње 1969, 520.

En réservant les droits de s'établir militairement à Sandjak et d'occuper la Bosnie et Herzégovine, l'Autriche-Hongrie a réussi à assurer des résultats favorables concernant la grande crise d'Orient. Ainsi, sans égards aux succès de leurs positions obtenus au Congrès de Berlin par rapport à leur statut et leur territoires jusqu'en 1878, pour la Serbie et le Monténégro la question de l'Orient 1875-1878 n'a pas été résolu, à savoir: „Permettra-t-on aux peuples des Slaves du Sud de créer leur propre État sur les ruines de la Turquie ?»¹⁸ Par les décisions des grandes puissances cela est rendu impossible, ce qui a reporté la question de l'unification des Slaves du Sud. Jusqu'à la nouvelle actualisation de la question de l'unification en 1912 et 1913, un séparatisme particulièrement résistant¹⁹ se développera en Serbie, ainsi qu'au Monténégro.

Les conclusions du Congrès ont été rédigées dans un acte final connu sous le nom de Traité de Berlin. Il a été signé par les représentants des six grandes puissances (la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la France, l'Italie et la Turquie) le 13 juillet 1878, et ratifié le 3 août 1878. Les articles 26 à 32 se réfèrent au Monténégro.

Les arrêtés qui concernent la reconnaissance de l'indépendance du Monténégro de la part de la Sublime Porte et les autres „Hautes Parties Contractantes» qui ne la reconnaissaient pas encore (article 26) et les dispositions sur les nouvelles frontières, internationalement reconnues (article 28) représentaient pour le Monténégro juridiquement la partie la plus importante du Traité. La reconnaissance de l'indépendance, approuvée précédemment sur le plan bilatéral à San Stefano, est maintenant confirmée par les autres grandes puissances.

S'agissant de la formulation de reconnaissance, dans le Protocole No. 10 de la session du 1er juillet où la question du Monténégro est débattue, les représentants des grandes puissances ont pris des positions différentes, envers le premier alinéa de l'article 2 du Traité de paix à San Stefano, qui reconnaissait „définitivement» l'indépendance du Monténégro.²⁰ Par la décision des participants du Congrès, le Monténégro est *de jure* devenu membre de plein droit de la communauté internationale.

¹⁸ Милорад Екмечић, *Спољни фактор у процесу сазијевања балканских револуција 1849-78. година*, Југословенски историјски часопис, бр. 3, Београд, 1964, 28.

¹⁹ Др Радоман Јовановић, *Политички односи Црне Горе и Србије 1860-1878*, Цетиње 1977, 305.

²⁰ Selon le Protocole No. 10 de la session du 1er juillet où la question du Monténégro est débattue, les positions suivantes sont présentées par les représentants des puissances mondiales sur le premier alinéa de l'article 2 du Traité de paix à San Stefano, qui a reconnu l'indépendance du Monténégro: "Lord Salisbury déclare que son gouvernement n'a jamais reconnu cette indépendance et il demande l'omission du mot "définitivement". Selon les opinions présentées, on conclut que l'Allemagne reconnaissait en principe l'indépendance de la Principauté et que l'Autriche-Hongrie l'avait déjà formellement fait. À la question posée par le président, le comte de Saint-Vallier a répondu que la France reconnaissait implicitement le Monténégro. Les représentants mandataires de la Russie déclarent que leur gouvernement n'a jamais cessé de le reconnaître, étant donné que les princes monténégrins n'étaient pas reconnus, ni par le sultan et qu'ils ne payaient pas le tribut

Les frontières du „nouvel État» ont été créées en principe d'après les exploits de l'armée monténégroise au cours des guerres. Or, il existait des écarts signifiants de ce principe. Le Monténégro fut le plus lésé sur le littoral où il n'avait obtenu que Bar et une partie de la côte sous une souveraineté limitée. L'Autriche-Hongrie a pris Spič, et le Monténégro devait rendre Ulcinj avec sa côte et ses territoires jusqu'à la rivière Bojana à l'Empire ottoman. En revanche, le Monténégro a obtenu Podgorica, Spuž et Žabljak et, pour la renonciation aux territoires en Herzégovine (Bileće, Gacko, Zubce, Crkvice appartenant alors à l'Autriche-Hongrie), Plav et Gusinje lui ont été attribués.

D'après les arrêtés du Congrès, le Monténégro a obtenu une partie de la côte dont le contrôle fut détenue par l'Autriche-Hongrie. Les droits que l'Autriche-Hongrie avait obtenu concernant le contrôle de la côte monténégrine, étaient divers. Comparés au Traité de San Stefano, les gains territoriaux du Monténégro ont diminués significativement.

IV

Pour les pays devenus indépendants, selon les conclusions du Congrès, les protocoles spéciaux „pour chaque État intéressé» furent réalisés, avec les décisions et les signatures des délégués des puissances participantes. Pour le Monténégro, le baron Testa fut désigné porteur de ce protocole, „pour le remettre officiellement au Prince».

Or, selon le témoignage du duc Gavro Vuković dans ses *Mémoires*, „Quand l'émissaire spécial du prince Bismarck est arrivé à Cetinje, par une coïncidence étrange, personne ne l'avait accueilli, ni lui avait prêté attention». ²¹ Le baron Testa est resté trois jours à Cetinje, „et quand il s'est aperçu qu'on ignorait sa présence, il est rentré à Kotor. De Kotor, il a télégraphié au prince Bismarck une plainte acharnée contre le Prince.» ²²

Cet événement survenu au moment où „le monde civilisé» informait le Monténégro qu'il le recevait dans sa communauté, pourrait être caractérisé comme imprudent ou justifié par l'ignorance des circonstances dans les cours européennes, si, pour Monténégro, outre les mauvaises recommandations, il n'avait pas eu des conséquences presque tragiques sur les relations diplomatiques avec l'Allemagne. La situation dans laquelle s'est alors retrouvé son émissaire, Bismarck l'a caractérisé de „ scandale indescriptible» et d„ insulte grave» et „il ne demandait pas satisfaction après avoir été informé de cet acte indicible » envers „ son émissaire », et dans un état de plus grande indignation, il a envoyé une circulaire „pour toute la diplomatie germanique aux quatre coins du monde, ainsi qu'à tous les consulats, qu'ils devaient ignorer le Monténégro dans toutes les occasions comme s'il n'existeit point.» De cette étrange manière „l'amitié du Royaume de Prusse s'est

²¹ Војвода Гавро Вуковић, *Германија и Црна Гора*, Записи, књ. I, Цетиње, јул-децембар 1927, 97.

²² Ibid.

transformée non seulement en hostilité, mais a résulté en rupture définitive des relations diplomatiques entre le puissant Empire germanique et le petit Monténégro.»²³

Cet événement, décrit par le duc Gavro Vuković, a eu lieu dans la deuxième moitié de l'année 1879. Le journal *La voix du Monténégrin* publie une note sur le séjour du baron Testa au Monténégro, dans le numéro du 30 octobre (samedi) 1879, mais constate incorrectement que l'émissaire allemand est venu en qualité de chargé d'affaires.

Outre l'image défavorable du Monténégro que cet événement avait provoqué dans le monde diplomatique, il ne pouvait tout de même pas avoir de conséquences que le duc Vuković lui attribuait. On ne peut pas parler de la rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Monténégro, vu qu'elles n'avaient pas encore été établies officiellement.

Toutefois, il est certain que cet événement avait provoqué des conséquences négatives à long terme sur les relations des deux pays. Ce qui discreditait de plus le Monténégro et ses institutions, c'est qu'il n'avait pas d'informations exactes sur les raisons de la réserve allemande. S'étonnant pourquoi l'ambassadeur allemand à Constantinople ne le reçoit pas aux visites officielles, mais seulement pendant "les rencontres et fêtes „, le représentant monténégrin Gavro Vuković, après sa seconde mission, commencée en 1882, a pris la connaissance de la circulaire de Bismarck par l'intermédiaire de l'ambassadeur russe Nelidov. Par la suite, le député allemand lui a montré cette circulaire pendant une rencontre dans l'ambassade anglaise.

La connaissance des causes ayant provoqué des mauvaises relations avec l'Allemagne, dont la cour à Cetinje avait été informée, n'a apporté aucun changement et personne n'avait réagi afin de corriger cette imprudence. Gavro Vuković, lorsqu'il avait été nommé ministre des Affaires étrangères, comme il l'avait affirmé, a essayé de contribuer à la solution de cette question, en faisant des efforts, toutefois pas si persistants, par l'intermédiaire de la diplomatie russe. A la suite du mariage du prince héritier Danilo avec la princesse Jutta de Mecklemburg-Strelitz, il était convenu de profiter de son séjour en Allemagne en 1900 pour la remise de la lettre et de la décoration à l'Empereur allemand. Le sondage concernant l'opinion des officiels allemands, réalisé par les représentants diplomatiques russes à Berlin, montrait qu'il fallait renoncer à cette intention à l'attente d'une occasion meilleure. Une meilleure occasion ne s'est présentée qu'en 1905 lorsque, par l'intermédiaire de Hélène de Savoie, fille du Prince monténégrin, (ou plus précisément par le roi italien Victor Emmanuel), la visite du Prince à Berlin est convenue, comme remplacement pour la rencontre des deux souverains qui n'avait pas eu lieu pendant le séjour du roi allemand en Dalmatie en 1904. Le résultat de cette visite fut l'accord concernant l'établissement des relations diplomatiques par l'ouverture de la Légation de l'Allemagne à Cetinje.

²³ Ibid.

V

Outre la version mentionnée, il existe une autre version dite *patriotique* concernant les raisons pour lesquelles l'émissaire allemand n'avait pas été reçu, qui s'explique par l'insatisfaction du Prince par les décisions du Congrès de Berlin. Bien que cela paraisse peu probable, les informations sur l'établissement des relations diplomatiques avec la Russie, n'excluent pas cette possibilité.

Alexandre Sergejevic Jonin est reçu en audience solennelle le 7 novembre 1878. Il a alors présenté les accréditifs par lesquels „Monsieur l'Empereur» l'accrédite en ministre-résident auprès de Son Excellence le Prince monténégrin. Jonin s'est adressé au Prince avec les paroles suivantes: „Votre Excellence ! En remettant à Votre Excellence les accréditifs par lesquels Sa Majesté Impériale le Monarque a eu le plaisir de m'accréditer en qualité de ministre-résident auprès de Votre Excellence, je me considère être particulièrement heureux de pouvoir assurer Votre Excellence de la même faveur inchangée de Sa Majesté Impériale envers Vous et le peuple monténégrin. Permettez-moi d'espérer fortement que les relations sincères entre la Russie et le Monténégro, fondées sur les sentiments de l'appréciation mutuelle et l'amour fraternel, renforcées ces dernières temps par la fraternité d'armes, resteront toujours fermes, sincères et fraternelles comme jusqu'à présent. Je me considère particulièrement heureux que mon Monarque Gracieux m'avait pris de préférence comme premier représentant diplomatique de la Russie auprès de Votre Excellence, car, vu que cela témoigne de l'accumulation de beaucoup d'années d'efforts et exploits de Votre Excellence et du peuple monténégrin, couronnées à présent d'une manière si formidable, par l'expansion significante du territoire de la Principauté, et par la reconnaissance solennelle de son indépendance, d'autant plus j'ose espérer la bienveillance de Votre Excellence envers moi. Je prie Votre Excellence de ne pas changer cette bonté et grâce envers moi, ce qui me faciliterait d'accomplir mes obligations.»²⁴

Selon le même rapport de Jonin, le prince Nikola a répondu par les propos suivants: »Je suis profondément touché de vos nouvelles preuves de cette bonté gracieuse de Votre Excellence Impériale de toute la Russie envers moi et mon peuple ; la préservation des relations cordiales existantes envers mon Bienfaiteur sera pour moi une mission sainte. Permettez-moi, Monsieur le Ministre, d'exprimer ma joie sincère, en me servant de ces circonstances, que l'Empereur Vous ait délégué. Vous pouvez être rassuré que moi-même, ainsi que mes administrateurs, nous tâcherons de faciliter l'accomplissement de Vos nouvelles obligations. La remise des accréditifs, que le baron Vrangel m'avait remis, il y a presqu'un mois, a été retardé au départ en raison de la maladie de la princesse Milena, ainsi que de ma

²⁴ Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiye Crne Gore 1711-1918*, 232-233.

propre maladie qui m'avait obligé de m'éloigner pour un certain temps du Monténégro.»²⁵

Étant donné que Jonin, en tant qu'ami intime du prince et représentant du pays protecteur du Monténégro, a attendu plus d'un mois pour la remise solennelle des lettres d'accréditation, pour des raisons peu convaincantes, il n'est pas exclu que le cas du baron Testa ne soit pas un hasard. Il y a des éléments de doutes légitimes que cet événement représenta une sorte de révolte contre les décisions du Congrès de Berlin, résultant du fait qu'il ne soit pas reçu à Cetinje et, que les décisions du Congrès n'étaient pas remises au Prince monténégrin, comme prévu.

Sans réponse à la véritable cause de la non remise officielle des conclusions du congrès de Berlin, ses décisions publiées dans de nombreux recueils et actes dans le monde et dans notre pays, sont de nouveau d'actualité après 140 ans. Par cette édition nous les rendons de nouveau accessibles au public scientifique et professionnel du Monténégro. Cette fois, nous le faisons de manière plus complète, en préservant toute l'originalité du document grâce à la publication des instruments de ratification, tout en offrant la possibilité à l'ouverture aux nouvelles voies des recherches ultérieures.

VI

Nous considérons qu'il est important dans le cadre de cet épilogue, vu l'importance du Traité de Berlin pour le Monténégro, d'attirer également l'attention sur le fait que ses dispositions ont accordé de nombreuses concessions à l'Autriche-Hongrie, par rapport au Monténégro. Cela concerne particulièrement le contenu de l'article 29, en langue d'origine dans le texte du Traité, et dans sa traduction publiée dans les pages précédentes de cette édition.

Sans entrer dans le contenu des solutions de cet article, ce qu'on peut lire dans les travaux théoriques dans le domaine de l'histoire de la diplomatie du Monténégro, est que le Monténégro avait reçu avec cet article, au congrès de Berlin, la reconnaissance internationale, avec des restrictions visibles de sa souveraineté, ce qui lui donnait un caractère de reconnaissance conditionnelle. Par la suite, cela peut suggérer le degré d'impact de l'article 29 concernant la réalisation des droits du Monténégro sur le trafic international, à savoir l'établissement des relations diplomatiques et consulaires avec d'autres pays. En effet, les dispositions de l'article 29 du Traité prévoient le droit d'accorder la protection consulaire au commerce et aux drapeaux maritimes monténégrins, ce qui a été attribué à l'Autriche-Hongrie. Cependant, il est clair que la „reconnaissance conditionnelle“ n'a eu aucune influence sur les relations diplomatiques, sur l'accueil et l'envoi de représentants diplomatiques, ni sur le développement de la diplomatie sédentaire.

²⁵ Ibid.

Bien que les dispositions dans le domaine de la représentation consulaire dans le trafic maritime aient accordé des droits importants à l'Autriche-Hongrie, cela n'a pourtant pas empêché le Monténégro d'ouvrir ses bureaux consulaires dans tous les lieux où il souhaitait s'établir.

Nous ignorons dans quelle mesure l'Autriche-Hongrie a profité du droit de protection concernant le drapeau de commerce monténégrin. Dinko Franetović, qui était le plus exhaustif à traiter de l'histoire maritime et de la pêche au Monténégro jusqu'en 1918, n'en parle pas. Il constate seulement que peu de temps après le congrès de Berlin, le Monténégro a établi ses consulats à Paris, Marseille, Gênes, Naples, Catane, Malte, Bari et Trieste pour répondre aux besoins des transports maritimes dans les „ports étrangers“.²⁶ Sur la base de ce qui précède, on peut en conclure que malgré le contrôle des autorités consulaires autrichiennes, le Monténégro disposait d'un service consulaire dans le domaine maritime.

L'objectivité scientifique exige de mentionner également que, immédiatement après son indépendance, le Monténégro disposant d'une petite flotte commerciale et d'un degré de développement de l'économie maritime restreint, avait des besoins limités concernant les services consulaires, à savoir la protection consulaire à l'étranger. Un aperçu du développement historique de ces services indique une présence beaucoup plus importante de représentants honoraires ou rémunérés après 1908 ou 1909, lorsque le Monténégro a aboli certaines clauses de l'article 29 du Traité de Berlin après la crise d'annexion. A la suite de 1908, le port monténégrin à Bar devait conserver un caractère commercial et le contrôle maritime et sanitaire est passé sous sa juridiction.

Avec l'abolition de l'article 29, le Monténégro n'a cependant pas acquis le droit de détenir ses navires de guerre dans le port de Bar, ni celui d'autoriser l'entrée des navires de guerre étrangers. L'interdiction de construire des fortifications entre le lac de Skadar et la mer Adriatique est également restée en vigueur.

Le fort austro-hongrois de Spič a continué d'effectuer le contrôle militaire du port de Bar, tandis que les navires de l'Autriche-Hongrie pouvaient sans problème entrer dans les eaux portuaires. Les premiers navires de guerre qui sont entrés dans le port de Bar étaient français et russes, accompagnés de hautes personnalités venus à la cérémonie du couronnement du roi Nikola en août 1910. Leur abord était donc prévupour pouvoir assister à la cérémonie de proclamation du Monténégro en royaume.

Il convient également de mentionner qu'avec la reconnaissance internationale, dans le cadre de l'ensemble des changements, la position du Monténégro a également été modifiée du point de vue des possibilités d'utilisation des fonds financiers étrangers. Au lieu de l'aide que le pays recevait alors, le plus souvent de la part de la Russie, afin de se procurer de la

²⁶ Dinko Franetović Bure, *Historija pomorstva i ribarstva Crne Gore do 1918. godine*, Titograd 1960, 72

nourriture, d'acheter des armes ou de satisfaire les besoins essentiels de la population en matière de vie et de culture, les possibilités des transactions financières ou les emprunts accordés ont été élargies.

Afin d'assurer le développement économique après 1878, les plus hautes autorités étatiques ont pu conclure des contrats par lesquels, au moyen des garanties appropriées de l'Etat, l'afflux des capitaux étrangers fut autorisé. On a utilisé la possibilité de contracter des emprunts auprès des banques étrangères et des institutions monétaires de crédit ou d'institutions financières à caractère d'Etat. Cette nouvelle forme de relations financières a introduit en pratique le règlement des obligations contractées pour le remboursement des fonds obtenus, avec les intérêts appropriés. Sans placement financier approprié de ces fonds, l'endettement du pays auprès des investisseurs étrangers entraînerait en pratique l'impossibilité de rembourser les annuités de crédit, un grand endettement et des problèmes liés au remboursement des emprunts.²⁷

D'après tout ce qui a été dit, les décisions du congrès de Berlin, ont déterminé non seulement le statut international du Monténégro, mais aussi son développement interne. Avec l'indépendance, une nouvelle étape a été ouverte, notamment la modernisation de l'appareil étatique du pays, mais aussi la forme d'intégration dans la communauté internationale et la manière de communiquer avec les sujets contemporains du droit international. Bien que les bases de l'organisation du pouvoir terrestre sur les principes civils avaient été établis lors de l'adoption du Code de Danilo I, ce n'est qu'après avoir obtenu le statut de souveraineté et l'acquisition des villes (Podgorica, Nikšić, Kolašin, Bar, Ulcinj) que les conditions ont été créées pour la mise en place d'une société civile au Monténégro.

Tout ce qui précède témoigne de l'importance considérable de l'année 1878 et du Traité de Berlin. La lutte séculaire des Monténégrins pour la libération nationale a résulté à la reconnaissance internationale au congrès de Berlin. C'est pourquoi, toutes les dates anniversaires sont l'occasion, non seulement de célébrer un jubilé marquant, mais aussi de soulever de nouvelles questions, des interprétations scientifiques, de nouveaux résultats scientifiques et des recherches concernant les conditions de l'acquisition de l'indépendance du Monténégro en 1878.

Dr Radoslav Raspopović

²⁷ Mirčeta Đurović, *Crnogorske finansije 1800-1915*, Titograd 1960, 198-206

DIE VÖLKERRECHTLICHE BEDEUTUNG DES BERLINER VERTRAGES VON 1878 SOWIE DER RATIFIZIERUNGSURKUNDEN DER UNTERZEICHNERSTAATEN*

Der Berliner Vertrag ist sicherlich eines der wichtigsten schriftlichen Zeugnisse der Geschichte der montenegrinischen Staatlichkeit. Dieser Vertrag wurde, obwohl dies hätte geschehen sollen, nie offiziell an die montenegrinischen Behörden übergeben. Die Gründe dafür sind unterschiedlich. Es geht im Wesentlichen um die Interpretation der Gründe, warum Baron von Testa - wie es in seinen Memoiren Herzog Gavro Vuković beschreibt - als einer von denen, die die Entscheidungen des Berliner Kongresses den „interessierten Parteien“ vorlegen sollte, dies nicht tat, als er 1879 in Montenegro ankam. Die Erklärungen für die Gründe, warum ihn niemand in Cetinje empfing, sind unterschiedlich. Wir haben dieser Frage einen besonderen Teil des Nachworts gewidmet. Aus diesem kann man schließen, dass, obwohl seine Aufgabe von Natur aus anders war, es auch zur Hinauszögerung des Empfangs des Vertreters Russlands kam. Anders als bei der Verzögerung des Empfangs von S. S. Jonin zwecks Übergabe des Beglaubigungsschreibens und der Amtsübernahme des dort ansässigen Ministerresidenten, hatte der nicht erfolgte Empfang des Baron von Testa jedoch weitaus schwerere Folgen. Bundeskanzler Bismarck hat diesbezüglich nicht nur Ärger, sondern auch eine starke diplomatische Reaktion gezeigt, aufgrund derer die diplomatischen Beziehungen zwischen Montenegro und Deutschland erst 1906 hergestellt wurden.¹

In Anbetracht der Aufgabe seiner wissenschaftlichen Arbeit, den Originaltext des Berliner Vertrags in der identischen Faksimile-Ausgabe des Originals der montenegrinischen Öffentlichkeit vorzustellen, veröffentlichte das Historische Institut von Montenegro am 140. Jahrestag des Kongresses zunächst eine gescannte Originalfassung mit Unterschriften und Siegeln von Vertretern der am Kongress teilgenommenen Großmächte. Dies geschah durch die Freundlichkeit des damaligen russischen Botschafters in Montenegro, Jakov Fedorovich Gerasimov, dank dem wir eine eingescannte Version der russischen Kopie des Originaldokuments von dem Archiv für auswärtige Angelegenheiten des Russischen Reiches erhalten haben.²

* Za prevod ovog teksta zahvaljujemo ljubaznoj podršci Ambasade Crne Gore u Berlinu; Für die Übersetzung dieses Textes danken wir der freundlichen Unterstützung der Botschaft von Montenegro in Berlin.

¹ Dr Radoslav Raspopović, Geschichte der Diplomatie Montenegros 1711-1918, Podgorica 2009, 327-333.

² Le Traité de Berlin 1878; Berliner Vertrag 1878, Podgorica 2009; Jede an dem Kongress teilnehmende Großmacht hatte ihr eigenes Exemplar der Schlussakte des Berliner Vertrags, auf dem

So wurde durch die Herausgabe des 2009 veröffentlichten Berliner Vertrags eine große Lücke im Korpus verfügbarer Originaltexte, internationaler Verträge und anderer Rechtsakte, die für die Geschichte der montenegrinischen Staatlichkeit relevant sind, geschlossen.

Die Veröffentlichung, die wir 2018 im Gegensatz zu 2009 der Öffentlichkeit zugänglich gemacht haben, ist wesentlich vollständiger. In der ersten Ausgabe von 2009 wurde, mit Ausnahme des Originals, die Übersetzung von nur sieben Artikeln des Vertrags, die sich auf Montenegro (26-33) beziehen, veröffentlicht - jedoch keine Übersetzung des Berliner Vertrags als Ganzes. Es gibt viele Gründe, die dazu geführt haben, dass ein derart wichtiges Dokument der wissenschaftlichen und fachlichen Öffentlichkeit nicht umfassend präsentiert wurde.

Der Hauptgrund dafür, dass dies auf eine ganzheitliche Weise hätte geschehen sollen, ergibt sich aus der Bedeutung des in Berlin 1878 abgehaltenen Kongresses, der zu den Ereignissen erster Ordnung in der jüngeren politischen Geschichte Europas gehört.³ In der Chronologie der internationalen Kongresse und Konferenzen des 19. und frühen 20. Jahrhunderts gehörte der, der in der Hauptstadt des Deutschen Reiches im Jahr 1878 stattgefundenen Kongress, seiner Bedeutung nach für die Gesamtheit der Beziehungen in der internationalen Gemeinschaft zu einem der wichtigsten überhaupt in Europa. Er stellte die Verbindung zwischen dem nach der Französischen Revolution 1789 und den Napoleonischen Kriegen organisierten Wiener Kongress von 1814/15 und dem Friedenkongress von Versailles nach dem Ersten Weltkrieg Ende 1918, Anfang 1919 dar.⁴ Auf all diesen Kongressen wurden wichtige Entscheidungen getroffen, mit denen die politischen Karten - nicht nur Europas - überschnitten, neue Staaten geschaffen, künftige Richtungen der Außenpolitik definiert, Prinzipien der internationalen Ordnung kodifiziert, der Charakter der Beziehungen zwischen den Mitgliedern der internationalen Gemeinschaft bestimmt wurde(n).

Und vielleicht zeigen der Berliner Kongress und seine Entscheidungen klarer, im Vergleich zu den anderen genannten Kongressen, den Zusammenhang und die tiefe Bedingtheit der historischen Prozesse, aus denen er hervorging, sowie aller wichtigeren historischen Ereignisse, die nach ihm stattfanden. Es ist offensichtlich, dass die Ergebnisse des Berliner Kon-

als erster Unterzeichner der zweite Leiter der jeweiligen Delegation auf dem Kongress stand.

³ *Die balkanesischen vertraglichen Beziehungen 1876-1966, Bilaterale und multilaterale internationale Verträge und andere diplomatische Akte über Staatsgrenzen, politische und militärische Zusammenarbeit, religiöse und ethnische Minderheiten*, I. Band (1876-1918) von: Momir Stojković, Belgrad 1988; Dr. Novak Ražnatović, Montenegro und der Berliner Kongress, Cetinje 1979; *Berliner Kongress 1878. Protokolle und Materialien*. Hrsg. von: Immanuel Geiss, Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien, Editeur: Boldt, Bopard am Rhein, 1978 Novak Ražnatović, *Österreich-Ungarn Reich und Beschlüsse des Berliner Kongresses über Montenegro*, 100 Jahre Montenegrinisch-Türkischer Krieg, 1876-1878, Titograd, 1978; Novak Ražnatović, *Umsetzung der Beschlüsse des Berliner Kongresses, Akademie der Wissenschaften und Künste von Bosnien und Herzegowina*, Vol. XXX, Sarajevo 1977

⁴ Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Immanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard am Rhein, 1978. XI.

gresses in einem historischen Lauf die gesamte Kette historischer Prozesse miteinander verbinden. Hier geht es nicht nur um die Große Ostkrise von 1876-1878 aus dem der Kongress hervorging, sondern auch über die nationalen Bewegungen der Südslawen auf dem Balkan; die Rivalität der Großmächte und das Aufkommen ihrer Militärblöcke, zuerst des Blocks der Mittelmächte, nachdem der Kongress abgehalten wurde, und bald darauf der europäischen Koalition der Alliierten, der Triple Entente.

Die zu dieser Zeit begründete Blockteilung der Weltgemeinschaft gehörte zu der Reihe der historischen Umstände, die dem Ersten Weltkrieg den entscheidenden Impuls gaben. Aus den Entscheidungen des Berliner Kongresses gingen auch die Besetzung von Bosnien und Herzegowina, von Zypern und die Annexionskrise von 1908 hervor.⁵ Und die Entscheidungen über die Lösung des Ostproblems, die beim Berliner Kongress verabschiedet wurden, waren eine der Ursachen der Balkankriege von 1912/13.

In dieser Hinsicht war der Berliner Kongress der wichtigste Schnittpunkt der internationalen Beziehungen zwischen den europäischen Ländern und ihrer politischen Strömungen.⁶ Dies bedeutet, dass der Berliner Kongress von 1878 chronologisch, aber auch durch die Bedeutung der getroffenen Entscheidungen, im Mittelpunkt bestimmender Ereignisse der neuen politischen Geschichte Europas steht. Es ist auch wichtig darauf hinzuweisen, dass der Berliner Kongress eines der größten Ereignisse in der Geschichte der slawischen Staaten war, insbesondere von: Montenegro und Serbien, aber auch Bulgarien und Rumänien.

Daher ist die Veröffentlichung der Übersetzung nur eines Teils der in seinem finalen Akt enthaltenen Entscheidungen, im Rahmen der Ausgabe „*Der Berliner Vertrag von 1878*“ aus dem Jahr 2009, trotz seiner massiven Wichtigkeit für einige Länder, in unserem Fall für Montenegro, ein restriktiver Ansatz hinsichtlich des Inhalts der verabschiedeten Lösungen und in Anbetracht ihrer umfassenden Bedeutung für die Gesamtgeschichte, vor allem Europas aber auch der Welt insgesamt.

II

In dieser neuen Ausgabe wurde ein solcher methodischer Ansatz nicht angewendet. Der Vertrag wurde nicht nur hinsichtlich des Originaldokuments, sondern auch bezüglich der Übersetzung vollständig veröffentlicht. Auf diese Weise wurde das Verständnis seines Gesamteinhalts einer viel größeren Anzahl von Lesern ermöglicht, vor allem im Sinne einer tiefen Verbindung zwischen den historischen Prozessen, die mit ihm in Verbindung stehen, die wir bereits erwähnt haben und die nicht nur Montenegro betreffen. Nun kann man aus der Gesamtheit des übersetzten Textes Antworten auf die Fragen von europäischer oder breiterer Bedeutung,

⁵ Gleich.

⁶ Gleich.

die auf dem Kongress diskutiert wurden finden, was vorher nicht möglich war.

Eine weitere wichtige Neuerung, die diese Ausgabe noch vollständiger macht, ist die Veröffentlichung der Ratifizierungen des Textes der Berliner Vertrages seitens der zuständigen Institutionen der Vertragsparteien, was ebenfalls nicht in der ersten Ausgabe enthalten war. Wir haben diese Gelegenheit erhalten, dank der Tatsache, dass wir diese Ausgabe auf der Grundlage des deutschen Exemplars des Berliner Vertrages veröffentlichen, welches völlig identisch mit den anderen von den übrigen teilnehmenden Ländern unterzeichneten Exemplaren ist. Das deutsche Exemplar haben wir im Politischen Archiv in Berlin gefunden. Neben dem Vertrag selbst sind dort auch Dokumente zu seiner Ratifizierung vorhanden. Für die Möglichkeit, eine gescannte Version dieses Exemplars des Berliner Vertrages und der Ratifizierungsurkunden zur erhalten, sind wir unserem Kollegen Dr. Conrad Clewing vom Institut für Ost- und Südosteuropastudien in Regensburg dankbar, aber darüber hinaus möchten wir unsere besondere öffentliche Dankbarkeit auch unserem Kollegen aus dem Dienst des Politischen Archivs in Berlin Herrn Dr. Gerhard Keiper zum Ausdruck bringen, für all die Unterstützung, die er uns in der langfristigen Zusammenarbeit und auch bezüglich eines anderen Projektes bisher gegeben hat.

Um die Bedeutung der Veröffentlichung von Dokumenten über die Ratifizierung des Berliner Vertrags zu verstehen, ist es notwendig zu erinnern, welche Bedeutung das Ratifizierungsverfahren beim Abschluss internationaler Abkommen hat.

Obwohl die Praxis in Bezug auf das Institut der Ratifizierung unterschiedlich ist, wurde sie in der Vergangenheit und auch heute noch als eine obligatorische Etappe im Prozess des Abschlusses internationaler Abkommen betrachtet. Die Ratifikationspflicht kann im Vertrag selbst formuliert werden. Zu einem solchen Verfahren zwecks Signifikanzerhalt haben sich auch die Teilnehmer des Berliner Kongresses verpflichtet. Artikel 64 des Berliner Vertrages lautet wie folgt: „Dieser Vertrag wird ratifiziert und die Ratifizierungen ausgetauscht innerhalb von drei Wochen oder, sofern möglich, auch früher“.⁷ Dies bedeutet, dass die Stempel und Unterschriften der bevollmächtigten Vertreter der Großmächte den Charakter der Paraphierung hatten bzw. der Bestätigung von Jenem, was die Vertragsparteien vereinbart hatten. Obwohl die Einigung am Ende des Kongresses erzielt wurde, als alle wichtigen Fragen bereits gelöst waren, trat der Berliner Vertrag damit nicht in Kraft. Dies geschah erst zu dem Zeitpunkt, als die Ratifizierung des Vertrags abgeschlossen war.

Die Ratifikationsurkunden haben keine Rückwirkung und, rechtlich gesehen, kann mit Ihnen die Bedeutung des Vertrages für den Zeitraum, die dem Zeitpunkt der Unterschrift vorangeht, nicht verstärkt werden. Die Vertragsparteien können auch etwas anderes vereinbaren: dass der Vertrag

⁷ Le Traité de Berlin 1878; Berliner Vertrag 1878, Podgorica 2018, 26, 49.

zum Zeitpunkt der Unterzeichnung in Kraft tritt, was gemäß Artikel 64 des Berliner Vertrages nicht getan wurde. Im Gegenteil, die Ratifizierung und der Austausch von Ratifikationsurkunden wurden ausdrücklich vorgesehen und die Frist, in der dies geschehen soll, festgelegt. Die Vertragsparteien unterrichten einander über die durchgeführte Ratifizierung und erst nachdem diese durchgeführt wurde, wird sie rechtswirksam. Die Ratifikationsbenachrichtigung erfolgt durch Übergabe der vom Staatsoberhaupt oder vom Außenminister unterzeichneten Ratifikationsurkunden. In diesen Rechtsakten, die den Charakter eines Schreibens haben, wird darauf hingewiesen, dass der Vertrag von dem jeweiligen Staat akzeptiert wurde und er sich zu seiner Einhaltung verpflichtet hat.

Der Austausch von Ratifizierungsinstrumenten für den Berliner Vertrag hätte innerhalb von drei Wochen in Berlin erfolgen müssen. Über die durchgeführte Ratifizierung wurde, wie üblich, ein Protokoll erstellt. Dies erfolgte im Falle der Mehrheit der unterzeichnenden Staaten am 3. August 1878. Da zu diesem Zeitpunkt die türkischen Ratifikationsurkunden noch nicht eingegangen waren, trafen sich die Vertreter der Unterzeichnerstaaten wieder am 28. August 1878 in Berlin und führten den Austausch der „nach allen Vorschriften verfassten“ türkischen Ratifikationsurkunden durch. Damit wurde das Verfahren, welches unter dem Begriff der Ratifizierung verstanden wird, durchgeführt und die praktische Anwendung des Berliner Vertrages eingeleitet.

Aufgrund der Bedeutung der Ratifizierung beim Abschluss internationaler Abkommen möchten wir daran erinnern, dass sich die für die Ratifizierung zuständigen Behörden in der Praxis unterscheiden. Die Theorie hebt drei mögliche Lösungen hervor. Erstens kann die Zuständigkeit dieser Art dem Staatschef übertragen werden, dann kann diese zwischen dem Staatschef und dem Parlament unterteilt und schließlich nur dem Parlament übertragen werden. Welche dieser Methoden angewendet wird, hängt von den verfassungsrechtlichen Lösungen in den jeweiligen Ländern ab.

Wir werden auch darauf hinweisen, dass die Ratifizierung entweder in Form eines Gesetzes oder in Form einer Verordnung erfolgen kann. Abhängig davon wird die Ratifizierung entweder vom Staatsoberhaupt oder vom Präsidenten des Parlaments unterzeichnet, d.h. von den Personen, die verfassungsmäßig befugt sind, Geschäfte dieser Art zu tätigen.⁸

Im Falle des Berliner Vertrages stellen die in dieser Veröffentlichung publizierten Dokumente in Wirklichkeit die Ratifizierungsbenachrichtigungen dar, d.h. die Ratifizierungsinstrumente, und nicht den Akt der Ratifizierung selbst. Der russische Kaiser Alexander I. ratifizierte den Berliner Vertrag, indem er bereits am 15. Juli 1878 ein zeremonielles Schreiben mit Begleitdokumenten übersandte. Für Frankreich hat in ähnlicher Form, mit

⁸ Die Ratifikationsurkunden enthalten entweder den gesamten Vertragstext oder nur den ersten und den letzten Artikel sowie die Erklärung, dass der Vertrag in gutem Glauben ausgeführt wird. Verträge werden im Allgemeinen, wie während der Verhandlungen vereinbart, ohne nachträgliche Änderungen ratifiziert.

einer feierlichen Erklärung, über die Ratifizierung des Berliner Vertrages der Präsident der Republik Frankreich am 23. Juli 1878 informiert. Der italienische König Umberto I. gab feierlich bekannt, dass das Abkommen am 24. Juli 1878 ratifiziert wurde. Für Österreich-Ungarn erfolgte dies am 26. Juli 1878 durch eine besondere Bekanntmachung mit den Begleitpapieren von Kaiser Joseph I. In England wurde der Vertrag in Form eines Protokolls mit begleitenden Unterlagen am 27. Juli 1878 von der britischen Königin Victoria ratifiziert.

Das Osmanische Reich hat den Vertrag später als die anderen Teilnehmer des Berliner Kongresses ratifiziert, sodass die anderen Großmächte über diese Verzögerung am 13. August 1878 benachrichtigt wurden. Da bereits am 3. August ein Protokoll über den Austausch von Ratifikationsurkunden von Staaten, die das Abkommen bis dahin ratifiziert hatten, erstellt worden war, fand, aufgrund der Verzögerungen der Türkei, der Austausch von Ratifikationsinstrumenten mit ihr, am 26. August statt.

Aufgrund der vorherigen Aufzählung fällt auf, dass die Benachrichtigung oder die Angaben zur Ratifizierung für das Deutsche Reich fehlen, also für das Land in dessen Residenzstadt der Kongress abgehalten wurde. Unter Berücksichtigung der verbindlichen Bestimmungen von Art. 64 des Berliner Vertrags in denen es heißt, dass „der Vertrag ratifiziert und die Ratifikationen innerhalb von drei Wochen oder möglichst früher in Berlin ausgetauscht werden“, überrascht, dass es unter den im Politischen Archiv in Berlin aufbewahrten Ratifizierungsdokumenten keine Dokumente bezüglich der Ratifizierung seitens des Gastlandes gibt. Die auf den ersten Blick daraus abzuleitende Schlussfolgerung erscheint fast unrealistisch, nämlich dass von den teilnehmenden Ländern, der Berliner Vertrag durch das Deutsche Reich nicht ratifiziert wurde. Das heißt, dass das Gastland, in dessen Hauptstadt der Kongress abgehalten wurde und dessen Kanzler Otto von Bismarck die Kongresssitzungen geleitet hat, die in Berlin getroffenen Entscheidungen nicht ratifiziert hat, i.e. es hat sich zu diesen nicht rechtsverbindlich verpflichtet. Obwohl auf dem deutschen Exemplar, das wir in diesem Buch veröffentlichen, als erster auf der Liste der Unterzeichner des Vertragstextes gerade der deutsche Kanzler steht, geht aufgrund fehlender Daten über die Ratifizierung des Vertrages seitens des Deutschen Reiches hervor, dass der Vertrag das Land rechtlich nicht verpflichtete.

Diese Schlussfolgerung, zu der man unter anderem durch das Fehlen der Ratifikationsinstrumente des Deutschen Kaiserreichs kommen kann, die gemäß Artikel 64 des Vertrages von allen anderen an dem Kongress teilnehmenden Ländern abgegeben und im politischen Archiv in Berlin aufbewahrt wurden, bedarf sicherlich einer rationalen Erklärung. Einerseits sind historiographisch nicht die Gründe bekannt, weshalb das Land, das erhebliche Anstrengungen unternommen hat, um den Kongress zu organisieren und seine wichtigsten Entscheidungen zu treffen, sich durch die Nichtratifizierung des von seinem Vertreter unterzeichneten Vertragstextes von der Annahme seiner Rechtsverbindlichkeit enthalten hat.

Auch einige Tatsachen aus dem innerpolitischen Leben des Gastlandes, die darauf hindeuten, dass die Situation in Deutschland vor Beginn des Kongresses sehr zugespitzt war, und dass am Tag vor der offiziellen Einladung zum Berliner Kongress am 2. Juni 1878 das zweite Attentat auf den deutschen Kaiser Wilhelm I. erfolgte, liefert keine begründete Erklärung für das Fehlen deutscher Ratifikationsinstrumente. Auch die Tatsache, dass Bismarck am Vortag des Kongresses am 12. Juni den „Reichstag“⁹, der sich weigerte, über das erste Gesetz der Sozialisten abzustimmen, auflöste, weist nicht darauf hin, warum es unter den erhaltenen Dokumenten keine Dokumente zur Ratifizierung des Deutschen Reiches gibt.

Die einzige Information, die sich auf die deutsche Ratifizierung bezieht, die wiederum keine vollständige Erklärung liefert, ist diejenige, die wir im Politischen Archiv gefunden haben, über den Überschriften: *Abkommen zwischen Deutschland, Österreich, Frankreich, England, Italien, Russland und der Türkei über die Wiederherstellung des Friedens zwischen Russland und die Türkei, erreicht am 13. Juli 1878*, wo in der selben Zeile zwei Untertitel stehen, das „*Berliner Abkommen*“ und die „*Allgemeinen Dokumente des Berliner Kongresses*“¹⁰, woraufhin nacheinander aufgelistet werden das „*Berliner Abkommen*“, „*Allgemeine Dokumente des Berliner Kongresses*“ – Original des Vertragstextes (Folio-Format) – *Dokument der britischen Ratifizierung* (Folio-Format) – *Dokument der französischen Ratifizierung* (Folio-Format) - *Dokument der italienischen Ratifizierung* (Folio-Format) - *Dokument der österreichischen Ratifizierung* (Folio-Format) - *Dokument der russischen Ratifizierung* (Folio-Format)- *Dokument der türkischen Ratifizierung* (Folio-Format) - *Austauschprotokoll* (Folio-Format) - *Türkisches Austauschprotokoll* (Folio-Format).¹¹

In Bezug auf die deutsche Ratifizierung steht in dem gleichen Dokument eine „Bemerkung“ gemäß der „das Originaldokument der deutschen Ratifizierung nicht archiviert wurde“.¹² Es wurde dabei nicht erklärt, warum dies nicht getan wurde. Vielleicht aus dem Grund, dass es keine Ratifizierung gab oder es zur Archivierung aus anderen Gründen nicht gekommen war. Die Frage der Ratifizierung des Berliner Vertrages durch das Deutsche Reich bleibt anscheinend offen für weitergehende wissenschaftliche Antworten.

In jedem Fall besagt das aufgezählte Material aus dem Politischen Archiv, veröffentlicht in diesem Buch und unter Bezugnahme was über das Ratifizierungsinstitut schon gesagt wurde, dass der Vertrag am 3. August 1878 ins Leben gerufen wurde, d. h. dass er mit der Unterzeichnung des Ratifizierungsprotokolls in Kraft trat und nicht, wie es gewöhnlich heißt, am 13. Juli 1878, am Tag an dem der Kongress beendet wurde. Aus völkerrechtlicher

⁹ Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978. XII

¹⁰ Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, MULTR 41

¹¹ Gleich.

¹² Gleich.

Sicht kann erst ab diesem Zeitpunkt vom Beginn der rechtsverbindlichen Wirkung dieses internationalen Dokuments gesprochen werden.

Fragen nach der Genese des Berliner Vertrages - warum der Text der Kongressbeschlüsse von 1878 nicht an montenegrinische Amtsträger übergeben wurde, mit dem Hinweis auf andere Momente, die auf den unvergänglichen Wert der Schlussakte des Berliner Kongresses für Montenegro, die Geschichte seiner Staatlichkeit, den Charakter seiner offiziellen Beziehungen zur Welt, als eines vollwertigen Mitglieds der internationalen Gemeinschaft, hinweisen, wollen wir in der Fortsetzung dieses Textes versuchen kurz zu (er)klären.

Die Gebiete, die Montenegro nicht geschafft hat mit Waffengewalt zu erlangen, in Zeiten der Lösung der Großen Östlichen Krise, nach dem Herzegowina-Aufstand von 1875 und dem Krieg zwischen Montenegro und Serbien 1876-1878 sowie von 1877 auch Russland gegen das Osmanische Reich, wurden auf diplomatischen Weg, durch den vorläufigen Friedensvertrag zwischen Russland und dem Osmanischen Reiches, erlangt. Der vorläufige Friedensvertrag wurde am 3. März 1878 in San Stefano unterzeichnet. Montenegro, Serbien und Rumänien erlangten neben der territorialen Expansion die Unabhängigkeit und Bulgarien den Status eines autonomen Fürstentums unter der Souveränität des Sultans.¹³

Mit den Bestimmungen dieses Vertrages, hatte sich das Territorium vom Montenegro fast um ein dreieinhalf Faches vergrößert. Montenegro bekam: „Berane, Bijelo Polje, Pljevlja, Prijepolje, Tutin, Rožaje, Rugova, Plav, Gusinje, Nikšić, Gacko, Podgorica, Kolašin, Spuž, Žabljak, den Zugang zum Meer. In das Gefüge seines Territoriums wurde fast der ganze Skutarisee mit eingeschlossen. Die Grenze sollte in mitten des Flusses Bojana verlaufen. Montenegro bekam einen Teil von der Adria mit dem Hafen Bar“.¹⁴

Trotzdem lehnten die europäischen Kabinette den Friedensvertrag von San Stefano als endgültigen ab. Sie hielten seine Beschlüsse widersprüchlich zu den Bescheiden der Pariser und Londoner Verträge aus den Jahren 1856 und 1871. Die Regierungen dieser Länder haben, anstatt der Anerkennung, Maßnahmen zur Überprüfung der Resultate des Krieges zwischen Russland und dem Osmanischen Reich eingeleitet und damit auch von Jenem, was die Balkanstaaten mit diesem bekommen hatten.

Die Ziele der österreichisch-ungarischen Politik bezüglich des Balkans waren: Verhinderung der Gründung eines großen bulgarischen Staates, welcher mit dem Vertrag von San Stefano vorgesehen war, aber auch die Begrenzung des territorialen Wachstums von Serbien und Montenegro und die Verhinderung der Vereinigung bzw. die Ausbreitung des österreichisch-ungarischen Einflusses auf Bosnien und Herzegowina und den Sandschak Novi Pazar.

¹³ Dr Radoslav Raspopović, Geschichte der Diplomatie Montenegros 1711-1918, Podgorica 2009, 327-333.

¹⁴ Gleich.

Für Großbritannien als Kolonialstaat und vor allem als Seemacht, war das Gebiet des östlichen Mittelmeers von Bedeutung zur Erhaltung der Dominanz der wirtschaftlichen und militärischen Kontrolle der Seestraßen und Küstengebiete.

Beide Staaten wünschten sich, den russischen Einfluss auf dem Balkan zu schwächen. Aus diesen Gründen hatten Sie vorgeschlagen, einen Kongress europäischer Staaten zusammen zu rufen, um die Beschlüsse der Vertrages von San Stefano zu überprüfen.

Russland war nicht in der Lage, sich der Einmischung von Österreich-Ungarn und England in die Resultate seines Krieges gegen das Osmanische Reich zu widersetzen. Die Mission des Grafen Ignatijev in Wien, des russischen Botschafters in Istanbul und des Hauptstifters des Friedens von San Stefano, hatte das Ziel einen Kompromiss bezüglich der Südosteuropa-Frage mit der Wiener Regierung zu vereinbaren. In diesen Verhandlungen neigte das Wiener Kabinett dazu, nicht nur Bosnien und Herzegowina zu besetzen, wozu Russland schon seinen Segen in Reichstadt und in Budapest noch vor Ausbruch des Krieges gab, sondern auch die westlichen Grenzen Bulgariens in Richtung Osten zu verschieben und einem dominanten Einfluss in Serbien, Montenegro, usw. zu erhalten. Wegen solch einer Politik, hatte eine territoriale Vergrößerung beider slawischer Fürstentümer, mit welcher sie eine gemeinsame Grenze bekämen, keine Aussicht auf Erfolg.

Von allem was Montenegro mit dem vorläufigen Frieden bekam, stimmte Österreich-Ungarn nur der freien Schifffahrt auf dem Skutarisee und dem Fluss Bojana zu.

An der Abhaltung des Kongresses war auch das Osmanische Reich interessiert. Seine Zusammenberufung hatte in den osmanischen Regierungskreisen Hoffnung geweckt, dass Sie am grünen Tisch etwas von dem zurück bekommen, was Sie im Krieg verloren hatten.

Solch eine Entwicklung der Ereignisse hatte Montenegro sehr getroffen. Für Montenegro waren die Beschlüsse des Friedens von San Stefano sehr günstig ausgefallen: außer der Tatsache, dass es sein Territorium um ein dreieinhalf Faches vergrößert hatte, bekam es die internationale Anerkennung, die Städte Podgorica, Spuž, Nikšić, Žabljak, Kolašin...und den Zugang zum Meer.

Um die nachteilige Auswirkung der österreich-ungarischen Politik auf die Folgen des Berliner Kongresses einzudämpfen, hatte Fürst Nikola zur besonderen Mission nach Wien, zwei Herzöge entsendet, Božo Petrović und Stanko Radonjić.

Im Gespräch, welches Herzog Božo mit dem österreichisch-ungarischen Außenminister Graf Andrassy führte, wurde dem montenegrinischen Gesandten offen mitgeteilt, dass Österreich das Anrecht Montenegros nicht nur auf Herzegowina, sondern auch auf das Tal des Lim und den Sandschak Novi Pazar ablehnt.

Bezüglich der territorialen Erweiterung in Richtung der Küste, bemühte sich Andrassy, Herzog Božo Petrović zu überzeugen, dass Montene-

gro nicht unbedingt einen Zugang zum Meer brauche und es für Montenegro besser sei, einen Handelsvertrag mit Österreich-Ungarn abzuschließen, welcher ihr alle Vergünstigungen mit dem Handelszugang zum Meer über Kotor bringen sollte. Und mehr noch, Montenegro wurde beeinflusst auf sein Anrecht der Häfen Adrias aus eigener Initiative zu verzichten, bevor es Europa dazu zwänge. Trotzdem hatte Gortschakow den deutschen Kanzler Bismarck darauf aufmerksam gemacht, „dass Russland der moralische Garant für die Errungenschaften Montenegros im Küstengebiet sei“.¹⁵ Damit war die Tür zur Verhandlung dieser Frage auf dem Kongress geöffnet.

Die Bestreben der montenegrinischen Vertreter in Berlin, der Herzöge Božo Petrović und Stanko Radonjić, auf dem Kongress gehört zu werden, blieben erfolglos. Sie mussten sich mit der einfachen Anwesenheit an den Sitzungen begnügen. Herzog Božo Petrović und Stanko Radonjić übergaben dem Kongress ein Mémoire zu den territorialen Ansprüchen Montenegros. Dieses Dokument wurde Ad Acta gelegt. Fürst Bismarck hatte die montenegrinischen Abgeordneten nur einmal, stehend, empfangen und ihnen mitgeteilt: „Alles was Ihnen Andrassy genehmigt, werden ich und der gesamte Kongress anerkennen“.¹⁶ Die Interessen Montenegros wurden von Russlands Delegation vertreten.

III

Auf dem Kongress, der am 13.Juni 1878 begann, wurden die Grenzen Montenegros buchstäblich von Österreich-Ungarn, unterstützt von England und Deutschland, gezogen. Immerhin fielen die Beschlüsse des Kongresses für Montenegro jedoch besser aus, als man es in erster Linie aus der österreichisch-ungarischen Haltung schließen konnte. Die politische Milderung Wiens wurde von der geheimen Absprache Englands und Russlands vom 30. Mai 1878 beeinflusst.

In welchem Maße Montenegro trotzdem unzufrieden mit den Resultaten des Kongresses war, sieht man anhand der letzten Weisungen des Fürsten an seinen Gesandten in Berlin: „Nachdem unsere Sache ganz abgeschlossen ist, wollen Sie sich hierher begeben und teilen Sie bei Ihrer Verabschiedung jedem Bevollmächtigtem der großen Mächte mit, dass sich Montenegro fühle, dass es nicht angemessen belohnt wurde und das seine Grenzen an vielen Stellen unnatürlich verlaufen. Aus dem Grund empfindet das montenegrinische Volk Trauer und Angst, dass es wegen dieser Unnatürlichkeit der Grenzen belästigt und verhindert wäre, sich in seinem bestreben friedlich zu entwickeln“.¹⁷

¹⁵ Novak Ražnatović, Die Frage des Sandschak Novi Pazar am Ende der großen Ost-Kriese (1877-1878), 115.

¹⁶ Novak Ražnatović, Österreich-Ungarn und die Beschlüsse des Berliner Kongresses über Montenegro, Serbien in der Endfase der Ost-Kriese 1877-1878, Belgrad 1980, 262.

¹⁷ Nikola I Petrović Njegoš, Autobiographie, Memoire, Reiseberichte, Cetinje 1977, 520.

Mit der Reservierung des Rechts, sich militärisch im Sandschak zu statuieren und Bosnien und Herzegowina zu besetzen, schaffte es Österreich-Ungarn, sich bei der Beilegung der Großen Ost-Krise, günstige Voraussetzungen zu sichern. So blieb, unabhängig von den Erfolgen, welche Serbien und Montenegro in Anbetracht ihres Status und der Territorien ihrer Länder bis 1878 auf dem Berliner Kongress erwarben, die „gesamte Ost Frage von 1875-1878“ offen, welche zurück zu führen war auf Folgendes: „Wird man es den südslawischen Völkern gestatten, einen Staat auf den Trümmern der gescheiterten Türkei zu gründen?“¹⁸ Mit den Beschlüssen der Großmächte war dies nicht möglich, womit die Frage der Vereinigung der südslawischen Völker verschoben wurde. Bis zur Wiederaufnahme der Vereinigung auf der Tagesordnung 1912-1913, wird sich in Serbien und in Montenegro ein „besonders zäher staatlicher Separatismus entwickeln“.¹⁹

Die Entscheidungen zu welchen der Kongress kam, wurden in Form der Abschlussakte unter dem Namen „Berliner Vertrag“ redigiert. Dieser war von den Vertretern der sechs Großmächte (Russland, Österreich-Ungarn, Deutschland, Frankreich, Italien und Osmanisches Reich) am 13.Juli 1878 unterschrieben und am 3.August 1878 ratifiziert worden. Die Artikel 26 und 32 bezogen sich auf Montenegro.

Die Beschlüsse des Kongresses zur Anerkennung Montenegros seitens der Hohen Pforte und aller anderen „Hohen Vertragsparteien“, die es noch nicht anerkannt hatten (Art. 26), und die Beschlüsse zu den neuen anerkannten Grenzen (Artikel 28) stellten für Montenegro den wichtigsten Teil des Vertrages dar. Die Anerkennung der Unabhängigkeit, vorab zugesimmt auf dem bilateralen Plan in San Stefano, hatte jetzt die Bestätigung auch von den anderen Großmächten bekommen.

Was die Formulierung der Anerkennung betrifft, wurden im Protokoll Nr. 10 der Sitzung vom 1. Juli, bei der die Frage Montenegros diskutiert wurde, betreffend den ersten Abschnitt des Artikels 2 des Friedensvertrags von San Stefano, in welchem die Unabhängigkeit Montenegros „definitiv“ anerkannt wurde, unterschiedliche Stellungnahmen der Großmächte abgegeben.²⁰ Mit den Beschlüssen der Kongressteilnehmer, wurde

¹⁸ Milorad Ekmečić, Der Außenfaktor im Reifeprozess der Balkan-Revolutionen 1849-1878, Jugoslawische geschichtliche Zeitschrift, Nr.3, Belgrad, 1964,120.

¹⁹ Dr. Radoman Jovanović, Die politischen Beziehungen zwischen Montenegro und Serbien, Cetinje 1977,1860-1878, 305.

²⁰ Gemäß Protokoll Nr. 10 der Sitzung vom 1. Juli, bei der die Frage Montenegros diskutiert wurde, betreffend den ersten Abschnitt des Artikels 2 des Friedensvertrags von San Stefano, in welchem die Lage Montenegros anerkannt wurde, wurden folgende Stellungnahmen abgegeben:“ Lord Salisbary sagt, dass seine Regierung nie diese Unabhängigkeit anerkannt hatte und forderte dass das Wort „definitiv“ ausgesetzt werden soll. Aus den ausgetragenen Meinungen zu dieser Frage folgte, dass Deutschland im Prinzip die Unabhängigkeit des Fürstentums anerkannte und Österreich-Ungarn Montenegro formell schon anerkannt hatte. Auf die Frage, welche der Präsident stellte, antwortete Graf von Saint-Vallier, dass Frankreich implizit Montenegro anerkannt hat. Die bevollmächtigten Vertreter Russlands sagten aus, dass deren Regierung nie aufhörte es anzuerkennen, vor allem weil der Sultan nie Montenegros Fürste

Montenegro auch „de jure“ ein volles Mitglied der internationalen Gemeinschaft.

Die Grenzen des „neuen Staates“ wurden im Prinzip anhand der Kriegserfolge gebildet. Von diesem Prinzip gab es auch bedeutende Abweichungen. Montenegro war am meisten davon im Küstengebiet geschädigt, wo es nur Bar und einen Teil der Küste bekam, mit begrenzter Souveränität in diesem Gebiet. Spič bekam Österreich-Ungarn und Ulcinj mit dem Gebiet bis Bojana sollte dem Osmanischen Reich zugeteilt werden. Im Gegenzug hatte Montenegro Podgorica, Spuž und Žabljak bekommen und für das Verlassen der Territorien in der Herzegowina - Bileće, Gacko, Zubce, Crkvice, welche Österreich-Ungarn dazukamen, wurden Montenegro Plav und Gusinje zugeteilt.

Mit den Beschlüssen des Kongresses bekam Montenegro den Zugang zum Meer. Österreich-Ungarn bekam das Anrecht auf die Kontrolle von Montenegros Küste. Die Rechte welche Österreich-Ungarn in Betracht auf die Kontrolle der Küste bekam, waren unterschiedlich. Die territorialen Gewinne Montenegros hatten sich, im Vergleich zum Abkommen von San Stefano, erheblich verringert.

IV

Für Länder, die mit dem Beschluss des Kongresses die Unabhängigkeit erworben hatten, entwarf man eigens Protokolle, „für jeden interessierten Staat“, mit den Beschlüssen und Unterschriften der Delegierten der teilnehmenden Mächte. Als einen solchen Protokollüberbringer nach Montenegro, „um es dem Fürsten offiziell zu übergeben“, bestimmte man den deutschen Diplomaten Baron von Testa.

Jedoch, wie Herzog Gavro Vuković in seinem Memoiren bezeugt: „Als der außerordentliche Gesandte von Fürst Bismarck nach Cetinje kam, empfing ihn, wie durch folgenschweren Zufall, niemand, noch nahm niemand Acht auf ihn“.²¹ Baron Testa blieb drei Tage auf Cetinje „und als er sah, dass keiner sich ihm zuwandte, ging er nach Kotor zurück. In Kotor verschickte er telegrafisch, an Fürst Bismarck, eine blutige Beschwerde betreffend den Fürsten“.²²

Dieser Vorfall, welcher im jenen Augenblick geschah als die „ziviliisierte Welt“ Montenegro mitteilte, dass es in ihre Gesellschaft aufgenommen wurde, könnte man als unachtsam benennen oder mit der Unkenntnis der Verhältnisse an den europäischen Höfen rechtfertigen, hätte er für Montenegro, außer schlechten Empfehlungen, auch nicht tragische Folgen für die diplomatischen Beziehungen mit Deutschland gehabt. Die Situation, in wel-

bestätigte und sie nie Tribut zahlten. G. Perazić und R. Raspopović, Die internationalen Verträge Montenegros 1878-1918, Titograd 1983, 120.

²¹ Herzog Gavro Vuković, Germanien und Montenegro, Aufzeichnungen, Buch I, Cetinje, Juli-Dezember 1927, 97.

²² Gleich

cher sich sein Vertreter damals befand, schätzte Bismarck als „unbeschreiblichen Skandal“ und „schwerwiegende Beleidigung“ ein und „in Kenntnis gesetzt suchte er keine Befriedigung wegen dieser unerhörten Handlung“ gegenüber „seinem Missionär“, sondern erteilte in seiner größten Empörung ein Rundschreiben, „an die gesamte germanische Diplomatie, kreuzweise in aller Welt, als auch an all seine Konsulate, dass sie Montenegro bei jeder Gelegenheit zu ignorieren haben, als würde es nicht existieren“. Auf diese merkwürdige Weise „wendete sich die Freundschaft des preußischen Königreichs nicht nur zur Feindschaft, sondern auch zur Unterbrechung der diplomatischen Verhältnisse zwischen dem mächtigen neuen germanischen Imperium und dem kleinen Montenegro“.²³

Dieser Vorfall, welchen Herzog Gavro Vuković beschrieb, ereignete sich in der zweiten Hälfte des Jahres 1879. Über den Aufenthalt von Baron Testa in Montenegro, berichtete auch die Zeitschrift „Glas Crnogorca“ (Die Stimme des Montenegriner) in der Ausgabe vom 30. Oktober (Samstag) 1879, allerdings mit der falschen Aussage, dass der deutsche Gesandte als Geschäftsträger kam.

Und neben dem wirklich hässlichen Bild, mit welchem Montenegro der diplomatischen Welt präsentierte wurde, konnte dieses Ereignis trotzdem nicht so viele Folgen haben, wie viel ihm Herzog Vuković zuteilte. Man kann nämlich nicht sagen, dass wegen des erwähnten Versäumnisses die diplomatischen Beziehungen zwischen Montenegro und Deutschland abbrachen, aus dem einfachen Grund, da sie bis dato noch nicht einmal von Amts wegen hergestellt waren.

Auf jeden Fall hat dieses Ereignis weitreichende negative Folgen für die Beziehung zweier Länder hinterlassen. Was Montenegro und sein Staatsdienst zusätzlich kompromittierte, war der Umstand, dass sie über die Hintergründe deutscher Enthaltsamkeit nicht richtig informiert waren. Der montenegrinische Vertreter Gavro Vuković war nach seiner zweiten Mission, welche 1882 begann, verwundert warum der deutsche Botschafter in Istanbul ihn nicht zum offiziellen Besuch einlud, sondern nur zu Versammlungen und Vergnügungen und gelang über den russischen Botschafter Nelidov in Kenntnis über Bismarcks Rundschreiben. Später, bei einem gelegentlichen Treffen in der englischen Botschaft, zeigte ihm der deutsche Gesandte das Rundschreiben.

Die Erkenntnis der Gründe der schlechten Beziehungen zu Deutschland, welche dem Hof in Cetinje mitgeteilt wurden, änderte im Wesentlichen nichts und niemanden kümmerte es, diese Taktlosigkeit zu korrigieren. Als er zum Außenminister bestimmt wurde, war Gavro Vuković, wie er angibt, bestrebt zur Lösung dieses Problems beizutragen, weshalb Versuche, wenn auch nicht sonderlich konsequent, über die russische Diplomatie unternommen wurden. Nach der Heirat des Fürsten-Thronfolgers Danilo mit der Prinzessin Jutta von Mecklenburg – Strelitz, plante man, seinen Aufenthalt

²³ Gleich

in Deutschland 1900 zu nutzen um den deutschen Kaiser das Schreiben und einen Orden zu überreichen. Eine Umfrage der Stimmung deutscher Amtsträger, ausgeführt seitens der russischen diplomatischen Vertreter in Berlin, ergab, dass man diese Absicht für bessere Zeiten aufschieben sollte. Die bessere Gelegenheit ergab sich erst 1905, als durch die Vermittlungen der Tochter des Fürsten, Elena von Montenegro, bzw. des Italienischen Königs Viktor Emanuel, als Ersatz für das während des Aufenthalts des deutschen Zaren in Dalmatien 1904 geplante, aber nicht Zustande gekommene Treffen zweier Herrscher, der Besuch des Fürsten in Berlin verabredet wurde. Der Besuch resultierte mit der Vereinbarung über die Aufnahme diplomatischer Beziehungen durch die Eröffnung einer deutschen Vertretung in Cetinje.

V

Über die Gründe des nicht erfolgten Empfangs des deutschen Gesandten, gibt es, außer der Genannten, auch eine zweite, patriotische Version, die jenes mit der Unzufriedenheit des Fürsten gegenüber den Beschlüssen des Berliner Kongresses erklärt. Obwohl dies auf den ersten Blick wenig wahrscheinlich scheint, kann man anhand der Daten hinsichtlich des Verfahrens der Aufnahme der diplomatischen Beziehungen zu Russland diese Möglichkeit nicht ausschließen.

Alexander Sergejewitsch Jonin wurde am 7. November 1878 zu einer feierlichen Audienz empfangen. Damals übergab er die Bestallungsurkunde, durch welche ihn der „Herr Imperator“ akkreditiert hatte, im Sinne eines bevollmächtigten Ministerresidenten, „bei Seiner Heiligkeit dem Fürsten Montenegros“. Jonin wendete sich an den Fürsten mit den Worten: „Eure Heiligkeit! Mit der Aushändigung der Bestallungsurkunde Eurer Heiligkeit, mit welcher Sein Imperialer Hoheitlicher Monarch gesegnet seit, mich zum bevollmächtigtem Minister bei Eurer Heiligkeit zu akkreditieren, schätze ich mich sonderlich glücklich, dass ich mit diesem Anlass Ihre Heiligkeit überzeugen kann, der unveränderten Zuneigung Seiner Imperialen Hoheit Ihnen gegenüber und dem montenegrinischen Volk. Gestatten Sie mir fest zu hoffen, dass die aufrichtigen Beziehungen zwischen Russland und Montenegro, aufgebaut auf Gefühlen der gegenseitigen Anerkennung und brüderlichen Liebe und in letzter Zeit auch Waffenbruderschaft, für immer unerschütterlich bleiben und genauso aufrichtig und brüderlich, wie sie es bisher waren. Ich finde mich besonders glücklich, dass der Allgnädige Monarch mir gesegnet hat, mich als ersten diplomatischen Vertreter Russlands bei der Person Eurer Heiligkeit, da ferner jenes bezeugen können, über viele lange Jahre Mühe und Unternehmungen, Eure Heiligkeit und das montenegrinische Volk, jetzt gekrönt und auf solch eine wunderbare Weise, mit der bedeutsamen Vergrößerung des Fürstentums, Ihrer feierlichen Anerkennung der Unabhängigkeit, ich um so mehr in das Wohlwollen Ihrer Heiligkeit mir gegenüber hoffe. Ich bitte Eure Heiligkeit Eure Güte und Gnade mir

gegenüber nicht zu ändern, welche mir es erleichtern werde meine Pflichten zu erfüllen“.²⁴

Gemäß dem gleichen Bericht Jonins, antwortete Fürst Nikola mit folgenden Worten: „Ich bin zu tiefst berührt, neuester Beweise gnädiger Ge- sinnung Seiner Imperialen Allrussischen Hoheit mir und meinem Volk ge- genüber. Der Erhalt bestehender herzlicher Beziehungen meinem Wohltä- ter gegenüber, wird in Zukunft für mich eine heilige Aufgabe sein. Gestatten Sie mir Herr Minister diese Gelegenheit zu nutzen, Ihnen meine aufrichtige Freude auszudrücken, weil die Auswahl des Herr Imperators auf Sie gefallen ist. Sie können davon überzeugt sein, dass ich und meine Freundschaften uns aufrichtig bemühen werden, Ihnen die Ausübung Ihrer neuen Pflichten zu erleichtern.

Die Überreichung der Bestallungsurkunde, welche mir Baron Wran- gel zustellte, wurde Anfangs, einen Monat, etwas verzögert wegen Fürstin Milenas Krankheit und darauf hin wegen meiner Krankheit, die mich genötigt hatte, Montenegro für einige Zeit zu verlassen“.²⁵

In Anbetracht dessen, dass auch Jonin, als persönlicher Freund des Fürsten und Vertreter eines Beschützerlandes von Montenegro, auf die feierliche Übergabe der Akkreditierungsschreiben mehr als einen Monat wartete, aus Gründen die nicht unbedingt überzeugend wirkten, ist nicht ausgeschlossen, dass auch der nicht erfolgte Empfang von Baron Testa kein Zufall war. Es gibt Elemente für den Verdacht, dass es hätte eine Form von Protest bedeuten können, gegen die Beschlüsse des Kongresses von Berlin, weshalb er nicht auf Cetinje empfangen und die Beschlüsse des Kongresses dem montenegrinischen Fürsten nicht überreicht wurden, wie geplant war.

Ohne Antwort auf die tatsächliche Ursache bezüglich der Nichtein- reichung der offiziellen Beschlüsse vom Berliner Kongress, sind seine Ent- scheidungen, gedruckt in zahlreichen Sammlungen und Sammelwerken in der Welt und bei uns, nach 140 Jahren erneut aktuell und mit dieser Aufla- ge machen wir sie der wissenschaftlichen und fachlichen Öffentlichkeit in Montenegro wieder zugänglich. Dieses tun wir in dem wir die Originalität der Dokumente schützen und zugleich die Möglichkeit bieten, durch die Veröffentlichung ratifizierter Instrumente, neue Felder der Forschung zu öffnen.

VI

Wir finden es wichtig, dass im Rahmen dieses Nachworts in Bezug auf die Bedeutung des Berliner Vertrags für Montenegro, auf die Umstände sei- ner Beschlüsse aufmerksam zu machen, durch welche Österreich-Ungarn zahlreiche Zugeständnisse gegenüber Montenegro bekam. Dies bezieht sich besonders auf den Artikel 29, welcher im Rahmen des Vertragstextes im

²⁴ Radoslav Raspopović, Die Geschichte von Montenegros Diplomatie 1711-1918, 232-233.

²⁵ Gleich 233.

Original und der Übersetzung auf den vorherigen Seiten dieser Auflage veröffentlicht wurde.

Um nicht tiefgründiger in den Inhalt dieses Artikels zu gehen, kann man in den theoretischen Werken zum Thema der Diplomatie Montenegros lesen, dass Montenegro mit diesem Artikel auf dem Berliner Kongress seine internationale Anerkennung erlangte mit sichtlichen Einschränkungen seiner Souveränität, die ihm den Charakter einer bedingten Anerkennung gab. Dies kann folglich die Stärke des Einflusses des Artikels 29 auf die Realisierung der Rechte Montenegros im internationalen Verkehr bzw. der Aufnahme diplomatischer und konsularischer Beziehungen mit anderen Staaten suggerieren. Die Beschlüsse des Vertrages in Bezug auf Artikel 29 sahen vor, Montenegros Handels- und Seefahrtflagge das Recht konsularischen Schutzes zu gewähren, welches Österreich-Ungarn zugeteilt war. Was die diplomatischen Beziehungen angeht, ist klar, dass die „bedingte Anerkennung“ auf das Entsenden diplomatischer Vertreter bzw. die Entwicklung der sesshaften Diplomatie, keinen Einfluss hatte.

Auch wenn mit den Beschlüssen im Bereich der konsularischen Vertretung im maritimen Verkehr Österreich-Ungarn bedeutende Rechte erteilt waren, hatte es jedoch Montenegro nicht davon abgehalten in all jenen Orten eine konsularische Vertretung zu eröffnen in denen es solch eine für nötig hielt.

In welchen Maßen Österreich-Ungarn rechtlichen Schutz für Montenegros Handelsflagge gewährte, ist uns unbekannt. Dinko Franetović, der sich bisher mit größter Hingabe der Geschichte der Seefahrt und Fischerei in Montenegro bis 1918 beschäftigte, erzählt darüber nichts. Er stellte nur fest, dass Montenegro kurz nach dem Berliner Kongress Konsulate in Paris, Marseille, Genua, Napoli, Catania, Malta, Bari und Triest für die Bedürfnisse seiner Schifffahrt in den „ausländischen Häfen“ eröffnete.²⁶ Auf Grund des vorherigen, kann man schließen, dass Montenegro trotz der Aufsicht österreichischer konsularischer Organe, auf dem Gebiet der Seefahrt konsularische Ämter hatte.

Der wissenschaftlichen Objektivität halber ist zu erwähnen, dass unmittelbar nach dem Zuspruch der Unabhängigkeit Montenegros angesichts der kleinen Handelsflotte und den Entwicklungsstand der maritimen Wirtschaft sehr begrenzte Bedürfnisse nach konsularischen Diensten bzw. konsularischem Schutz im Ausland besaß. Der Schnitt geschichtlicher Entwicklung dieses Dienstes zeigt eine viel größere Vertretung durch ehrenamtliche oder bezahlte Vertreter nach 1908 bzw. 1909, als Montenegro nach der Annexionskrise einige Absätze des Artikel 29 des Berliner Vertrages abolierte. Und nach 1908 sollte Montenegros Hafen in Bar einen kommerziellen Karakter behalten und die seemännische und sanitäre Überwachung gingen in ihre Zuständigkeit über.

²⁶ Dinko Franetović Bure, Montenegros Geschichte der Seefahrt und Fischerei bis 1918, Titograd 1960, 72.

Durch die Abolierung des Artikels 29 erlangte Montenegro dennoch kein Recht seine Kriegsschiffe im Hafen von Bar zu halten oder Kriegsschiffe anderer Staaten einlaufen zu lassen. Zur Geltung blieb auch das Verbot, Stützpunkte zwischen dem Skutarisee und der Adria zu erstellen.

Über den Hafen in Bar hatte auch weiterhin der Österreichisch-ungarische Stützpunkt in Spič die Kontrolle und die österreichisch-ungarischen Schiffe konnten ungehindert einlaufen. Die ersten Kriegsschiffe anderer Länder welche in den Hafen von Bar einliefen, waren französische und russische Schiffe in Begleitung hoher Persönlichkeiten, die zur feierlichen Krönung von König Nikolas im August 1910 kamen. Ihr Einlauf war daher im Sinne der Feierlichkeit, anlässlich der Erhebung des Landes zum Königreich.

Wir erwähnen noch, dass mit der internationalen Anerkennung im Rahmen der gesamten Änderungen, sich auch Montenegros Lage zu den Möglichkeiten der Nutzung fremder finanzieller Mittel veränderte. Statt Hilfe, die sie am häufigsten aus Russland bekam, für die Besorgung von Nahrungsmitteln, den Kauf von Waffen oder das befriedigen grundlegender Lebensnotwendigkeiten und kultureller Bedürfnisse der Bevölkerung, vergrößerte sich die Möglichkeit finanzieller Transaktionen oder der Verschuldung des Landes.

Wegen der Absicherung der wirtschaftlichen Entwicklung nach 1878, konnten die höchsten staatlichen Behörden Verträge abschließen, welche über bestimmte staatliche Garantien den Zufluss ausländischen Kapitals sicherten. Es wurde die Möglichkeit der Verschuldung bei ausländischen Banken und Kredit- und Geldinstituten oder bei Finanzinstituten staatlichen Karakters in Betracht genommen. Die neue Form des finanziellen Verkehrs führte in der Praxis zu einer vertraglichen Regelung der Verpflichtung über die Rückgabe der Mittel ein, mit entsprechenden Zinsen. Ohne entsprechender wirtschaftlicher bzw. finanzieller Platzierung dieser Mittel, führe das Verschulden des Landes bei ausländischen Investoren in der Praxis zu unmöglicher Rückzahlung der Kredite, großer Gesamtverschuldung und Problemen bei den Tilgung der Anleihen.²⁷

Die Beschlüsse vom Berliner Kongress haben im Ganzen nicht nur den montenegrinischen internationalen Status bestimmt, sondern auch ihre innere Entwicklung. Mit dem Erwerb der Unabhängigkeit fing eine neue Etappe an, nicht nur die Modernisierung staatlicher Apparate, sondern auch die Form der Integration in die internationale Gemeinschaft und die Kommunikationsweise mit den damaligen Subjekten des Völkerrechts. Obwohl die Grundlagen der Organisation der Staatsregierung auf den Volksprinzipien mit der Annahme von Danilos Gesetzesbuchs beruhen, waren erst mit dem Zuspruch des souveränen Status und der Zuteilung der Städte (Podgorica, Nikšić, Kolašin, Bar, Ulcinj) die Bedingungen für den Anfang der Entwicklung einer Zivilgesellschaft in Montenegro gegeben.

²⁷ Mirčeta Đurović, Montenegros Finanzen 1800-1915, Titograd 1960, 198-206.

Alles was wir bislang erwähnt haben, spricht von einer großen Bedeutung des Jahres 1878 und des Übereinkommens in Berlin. Über mehrere Jahrhunderte kämpften die Montenegriner für ihre nationale Freiheit, was zu ihrer internationalen Anerkennung auf dem Berliner Kongress führte. Aus dem Grund sind all die Jahrestage dessen Abhaltens, Gelegenheiten, die nicht nur ein wichtiges Jubiläum notieren, sondern auch neue Fragen, wissenschaftliche Interpretationen und neue Forschungsergebnisse öffnen über die Bedingungen in welchen Montenegro 1878 ihre Unabhängigkeit erlangte.

Dr. Radoslav Raspopović

INTERNATIONAL LEGAL SIGNIFICANCE OF BERLIN TREATY OF 1878 AND RATIFICATION INSTRUMENTS OF SIGNITARIES

The Berlin Treaty is undoubtedly one of the most significant written testimonies about the history of Montenegrin statehood. However, this agreement was never officially handed over to the Montenegrin authorities as it was supposed to. There are different reasons for this. It all comes down to understanding the reasons why Baron Testa, as duke Gavro Vuković writes in his memoirs – the one who was supposed to deliver the decisions of the Berlin Congress to the “interested parties” – did not do so when he came to Montenegro in 1879. The explanations as to why no one received him in Cetinje vary. We have devoted a special part of this discussion to this question. We can also see that, although his task was of a somewhat different nature, the representative of Russia was also delayed for the reception. But unlike prolonging the admission of A. S. Jonin for the purpose of handing over credentials and taking over the duties of the resident minister, the non-admission of Baron Testa had much more severe consequences. When informed of this, Chancellor Bismarck showed not only anger but also a strong diplomatic reaction. As a result, diplomatic relations between Montenegro and the German Empire were established only in 1906.¹

Making the publication of the Berlin Treaty in its original form as well as presenting it to the Montenegrin public in an identical, facsimile edition of the original, a focus of its scientific work, the Historical Institute of Montenegro published a scanned original version for the first time with the signatures and seals of representatives of the great powers. This was done through the courtesy of the then Russian ambassador to Montenegro, Yakov Fyodorovich Gerasimov, thanks to whom we received a scanned version of the Russian copy of the original document from the Archives of Foreign Affairs of the Russian Empire.²

Thus, the edition of the Berlin Treaty, published in 2009, filled a large gap in the corpus of available original texts, international agreements and other legal acts important for the history of the statehood of Montenegro.

The edition that we are presenting to the public in 2018 is more complete than the one from 2009. In the first edition from 2009, apart from the originals, only 7 articles of the Agreement explicitly regarding Montenegro were translated and published (articles 26-33). The translation of the Berlin Treaty was not presented as a whole. There are several reasons why such

¹ Dr Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiјe Crne Gore 1711-1918*, Podgorica 2009, 327-333.

² *Le Traité de Berlin 1878; Berlinski ugovor 1878*, Podgorica 2009; Every Great Force, Congress participant, had its own copy of the Berlin Treaty, and the first signatory was the second representative in its delegation.

an important document was not presented previously to the scientific and professional audience in a complete way.

The main reason why this should have been done in its entirety stems from the importance of the congress held in Berlin in 1878, which was one of the most significant events in the recent political history of Europe.³ This means that in the chronology of international congresses and conferences held during the 19th and the beginning of the 20th century, this one, which took place in the capital of the German Empire in 1878, belongs to one of the most important ever held in Europe concerning the relations in the international community. It represented the link between the Congress of Vienna in 1814/15, organized after the French revolution in 1789 and the Napoleonic Wars that followed it and the Versailles Peace Congress held after the First World War in late 1918 and the beginning of 1919.⁴ Important decisions were made at all these congresses, which redrew the political maps not just in Europe, created new states, defined future directions of foreign policy, codified the principles of the international order, and determined the character of relations among the members of the international community.

And perhaps, among the mentioned congresses, the Berlin Congress and its decisions more clearly, in relation to the others, show the interconnectedness and deep conditioning of the historical processes from which it arose and all the important historical events that took place after its holding. It is quite obvious that the results of the Berlin Congress connect the whole set of historical processes into a meaningful historical course. It did not solely regard the Great Eastern Crisis of 1876-1878 which instigated the Congress, but also the national movements of the South Slavs in the Balkans; the rivalry of the great powers and the emergence of their military blocs, first the Central Powers bloc, after the Congress was held, and soon after, the European Allied Coalition, the Entente bloc.

The then-established bloc division of the world community belonged to a series of historical circumstances that gave a decisive impetus to the First World War. The decisions of the Berlin Congress resulted in the occupation of Bosnia and Herzegovina, Cyprus, and the Annexation crisis of 1908.⁵ And the decisions on how to resolve the Eastern Question, made at the Congress in Berlin, were one of the causes of the Balkan wars of 1912/13.

³ *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1966, Dvostrani i višestrani međunarodni ugovori i drugi diplomatski akti o državnim granicama, političkoj i vojnoj saradnji, vjerskim i etničkim manjinama*, I tom (1876-1918), priredio: Momir Stojković, Beograd 1988; Др Новак Ражнатовић, *Црна Гора и Берлински конгрес*, Цетиње, 1979; *Berlinski kongres 1878. Protokoli i materijali*. Published by Imanuel Gajs, Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Boppard am Rhein, 1978 Novak Ražnatović, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Стогодишњица црногорско-турског рата 1876-1878, Титоград, 1978; Novak Ražnatović, *Sprovodenje odluka Berlinskog kongresa*, Akademija nauka i umjetnosti Bosne i Hercegovine, knj. XXX, Sarajevo 1977.

⁴ Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Boppard am Rhein, 1978, XI.

⁵ Ibid.

In that sense, the Berlin Congress was the most important point of intersection of international relations between European countries and their internal political currents.⁶ This means that the Berlin Congress of 1878, chronologically, but also in terms of the importance of the decisions made, is at the center of the defining events of the modern political history of Europe. It is certainly important to point out that the Berlin Congress was one of the largest events in the history of the Slavic states: especially Montenegro and Serbia, but also Bulgaria and Romania.

Therefore, the publication of the translation of only the part concerning decisions contained in its final act, in the edition: *Berlin Treaty of 1878*, from 2009, no matter how important for specific countries, in our case for Montenegro, represents but a restrictive approach to the content of adopted decisions, given their comprehensive nature and significance for the overall history Europe, but also of the world as a whole.

II

Another important novelty, which makes this edition more complete, is the publication of the ratifications of the text of the Berlin Treaty by the authorized bodies of the signatory states, which also was not incorporated in the first edition. We took advantage of this opportunity thanks to the fact that we are publishing this edition on the basis of a German copy of the Berlin Treaty, completely identical to the other copies signed by other participating countries. The German copy we found in the Political Archives in Berlin. In addition to the treaty itself, there were also acts of its ratification. We are truly grateful to our colleague Dr. Konrad Clewing from the Institute for Eastern and Southeastern European Studies in Regensburg for the opportunity to obtain a scanned version of this copy of the Berlin Treaty along with the acts of its ratification. We also express our sincere gratitude to our colleague from the Political Archives in Berlin, Dr. Gerhard Keiper, for many years of cooperation, and the invaluable help we have received so far, including also the work on a different project.

In order to understand the importance of publishing the acts of ratification of the Berlin Treaty, it is necessary to recall the importance of the ratification procedure in concluding international treaties.

Although the practice regarding the institute of ratification was different in the past, even nowadays it is considered an obligatory phase in the procedure of concluding international agreements. The obligation of ratification can be formulated in the treaty itself. The participants in the Congress of Berlin also committed themselves to such a procedure of introducing the validity of the agreement. The Article 64 of the Berlin Treaty states that: "This Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged in Berlin within three weeks or, if possible, earlier."⁷ This means that the seals and signatures

⁶ Ibid.

⁷ Le Traité de Berlin 1878, Berlinski ugovor 1878, Podgorica 2018, 26, 49.

of the authorized representatives of the great powers had the significance of initialing, i.e. confirming what the contracting parties had agreed. Although the agreement was reached at the end of the congress, once all the major issues had been resolved, the Berlin Treaty did not thus enter into force. This happened only after the treaty was ratified.

Ratifications do not have retroactive effect and cannot, legally, strengthen the validity of the treaty for the time preceding the moment of signing. The contracting parties may agree otherwise: that the contract enters into force at the time of signing, which according to the Article 64 of the Berlin Treaty has not been done. On the contrary, ratification and exchange of ratification instruments are explicitly envisaged, and a deadline is set for this to be done. The Contracting Parties shall notify each other of the ratification and only after it has been done, shall the legal effect start. Notification of ratification is made by handing over the instruments of ratification, which are signed by the head of state or the Minister of Foreign Affairs. In those acts, made in a form of a letter, it is stated that the named international agreement was accepted by that state and that aforesaid state will respect all obligations.

The exchange of ratification instruments for the Berlin Treaty was planned to take place in Berlin within three weeks. As usual, the ratification Minutes were made. This was done with most of the signatory countries on August 3rd 1878. As Turkish ratification instruments had not arrived by that time, the representatives of the signatory countries of the treaty met again in Berlin on August 28th 1878 and exchanged “according to all regulations” the Turkish ratification instruments. Thus, the procedure implying the notion of ratification was completed, and the Berlin Treaty began a period of practical application.

Due to the importance of ratifications in concluding international agreements, we have to recognise that the practice is different in regard to the bodies competent to ratify. In theory, there are three possible solutions. Firstly, the procedure can be entrusted to the head of state. It can then be divided between the head of state and the parliament, and finally it can be entrusted only to the parliament. Which of these ways will be adopted depends on the constitutional solutions in individual states.

We should also stress that the ratification can be done either in the form of a law or in the form of a decree. Depending on that, the ratification is signed by either the head of state or the president of the parliament i.e. persons who are constitutionally authorized for such activities.⁸

In the case of the Belin Treaty, the documentation that we publish within this edition actually consists of notifications of ratification, i.e. the instruments of ratification, not the act of ratification itself. Russian Tsar Alex-

⁸ Acts of ratifications consist: either with the whole text of the Treaty or only the first and last article and the statement that the treaty will be executed in good faith. Treaties are usually ratified as agreed during negotiations without further changes.

ander I ratified the Berlin Treaty by sending a solemn letter with accompanying documentation as early as July 15th 1878. For France, in a similar form, with a solemn declaration, the President of the French Republic notified all states on the ratification of the Berlin Treaty on July 23rd 1878. Italian King Umberto I solemnly announced that the agreement was ratified on July 24th 1878. For Austro-Hungary, Emperor Joseph I did so with a special notice with accompanying documentation, on July 26th 1878. For United Kingdom, in the form of a solemn protocol with accompanying documentation, the treaty was ratified by Queen Victoria, July 27th 1878.

The Ottoman Empire ratified the treaty later than other participants in the Berlin Congress, so the other Great Powers were informed of the delay on August 13th 1878. As the Minutes on the exchange of ratification instruments of the states that ratified the agreement by that time were made earlier – on August 3rd, another exchange of ratification instruments took place on August 26th due to Turkish delay.

Based on the previous enumeration, it is noticeable that the notification or data on ratification are missing for the German Empire, the country in whose capital the congress was held. Given the binding provisions of Article 64 of the Berlin Treaty that: “the treaty will be ratified and ratifications exchanged in Berlin within three weeks or, if possible, earlier”, it is surprising that among the ratification documents kept in the Political Archives in Berlin there are no acts of ratification of the host country. The conclusion that could be drawn seems almost unreal, namely that the Berlin Treaty was not ratified by the German Empire. Therefore, the host country, in whose capital the congress was held and whose chancellor Otto von Bismarck chaired its sessions, did not ratify it. Therefore, it did not explicitly legally commit itself to the decisions made in Berlin. Although the German chancellor is the first on the list of signatories in the text of the treaty in the German copy that we publish in this book, it could be deduced that due to the lack of data on the ratification of the treaty by the German Empire, it did not legally bind that country.

Certainly, such a conclusion, which can be reached due to the absence of ratification instruments of the German Empire, submitted by all other countries participating in the Congress pursuant to Article 64 of the Treaty, and kept in the Political Archives in Berlin, requires a rational explanation. The reasons why the country that made significant effort to organize the congress, while actively participating in making its most important decisions, would not ratify the text of the agreement signed by its representative are still unknown in historiography, as well as why it remained without accepting its legal obligation.

Not even the facts concerning the internal matters of the host country, which show that the situation in Germany, before the congress began, was very aggravated and that the day before the official invitation to the Berlin Congress, on June 2nd 1878, the second assassination attempt on German Emperor Wilhelm I had happened, does not offer a substantiated ex-

planation for the absence of German ratification instruments. The other fact that the day before the beginning of the congress, on June 12th, Bismarck dissolved the Reichstag⁹ “which refused to pass the first law of the Socialists”, does not indicate the reason why there are no acts of ratification of the German Empire among the preserved documents.

The only fact that refers to the German ratification, and which again does not give a complete explanation, is the one we found in the Political Archives in which, above the headline is stated: *Agreement between Germany, Austria, France, England, Italy, Russia and Turkey on the restoration of peace between Russia and Turkey, reached on July 13th 1878*, have two subheadings in the same line: “*Berlin Agreement*” and “*General Documents of the Berlin Congress*”, and then are listed one below the other: “*Berlin Agreement*”, “*General Documents of the Berlin Congress*¹⁰ - *Original text of the agreement* (folio format) - *Document of British ratification* (folio format) - *Document of French ratification* (folio format) - *Document of Italian ratification* (folio format) - *Document of Austrian ratification* (folio format) - *Document of Russian ratification* (folio format) - *Document Turkish ratifications* (folio format) - *Protocol on exchange* (folio format) - *Turkish protocol on exchange* (folio format).¹¹

As far as the German ratification is concerned, the same document states the “Remark” that: “The original document of the German ratification has not been archived”.¹² There is no explanation for this. Is it because ratification does not exist, or is it missing from the archive for some other reasons? The question of the ratification of the Berlin Treaty by the German Empire obviously remains open for further research.

In any case, the listed materials from the Political Archive, published in this book, taking the abovementioned institute of ratification into consideration, stated that the treaty was introduced, explicitly enforced by signing the Minutes of Ratification on August 3rd 1878, and not as it is usually stated, on the day of the end of the Congress, July 13th 1878. Viewed from the point of international law, only from this date we can tell of the establishment of legally binding effect of this international document.

Questions of the genesis of the Berlin Treaty, on why the text of the decisions of the Congress in Berlin from 1878 was not handed over to Montenegrin officials, as well as focusing to other moments that indicate the inalienable value of the final act of the Berlin Congress for Montenegro, the history of its statehood as full-fledged subject of the international community, will be explained briefly later in this text.

The territories that Montenegro failed to gain by force of arms at the time of the Great Eastern Crisis, after the Herzegovinian Uprising of 1875 and the war of Montenegro and Serbia 1876-1878, and from 1877 of Russia,

⁹ Der Berliner Kongress 1878: Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978, XII.

¹⁰ Political Archive of Foreign Affairs, Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, MULTR 41.

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

against the Ottoman Empire, were obtained through diplomatic, preliminary peace treaty between Russia and the Ottoman Empire. Preliminaries of peace were signed on March 3rd 1878 in San Stefano. Montenegro, Serbia and Romania, in addition to territorial expansion, gained independence, and Bulgaria obtained the status of an autonomous principality under the sovereignty of the sultan.¹³

The provisions of this agreement increased the territory of Montenegro almost three and a half times. Montenegro gained: "Berane, Bijelo Polje, Pljevlja, Prijepolje, Tutin, Rožaje, Rugova, Plav, Gusinje, Nikšić, Gacko, Podgorica, Kolašin, Spuž, Žabljak, access to the sea. Almost the entire Skadar Lake was included in its territory; the border is to go along the middle of the river Bojana; receive a part of the Adriatic coast with the port of Bar".¹⁴

However, the European cabinets refused to recognize the San Stefano Peace Treaty as final, considering its solutions contrary to the decisions of the Paris and London Treaties of 1856 and 1871. Instead of recognition, the cabinets of these countries took measures to review the results of Russia's war against the Ottoman Empire and what the Balkan countries gained as well.

The goals of the Austro-Hungarian policy in the Balkans were: to prevent the creation of a large Bulgarian state, which was envisaged by the Treaty of San Stefano, but also to limit the territorial expansion of Montenegro and Serbia and prevent their unification, leading to expansion of Austro-Hungarian influence in Bosnia and Herzegovina and Novi Pazar Sandžak.

For Great Britain, as a colonial country, and above all as a naval power, the area of the eastern Mediterranean was important for maintaining dominance in trade and naval control of maritime roads and coastal areas.

Both countries wanted to weaken Russia's position in the Balkans. For these reasons, they proposed the convening of a Congress of European States to review the provisions of the San Stefano Agreement.

Russia was not able to oppose the interference of Austro-Hungary and England in the results of its war against the Ottoman Empire. The mission in Vienna of Count Ignatyev, the Russian ambassador to Constantinople and the main creator of the Peace of San Stefano, aimed to reach a compromise with the Viennese government on the issue of Southeastern Europe. In these talks, the Viennese cabinet sought not only to secure the occupation of Bosnia and Herzegovina, to which Russia had already given its consent in Reichstadt and Budapest before the war broke out, but also to move Bulgaria's western border to the east, dominant influence in Serbia-Montenegro, and so on. Due to such policy, the territorial enlargement of the two Slavic principalities, which would give them a common border, had no chance of success.

Regarding everything that Montenegro gained from the preliminary peace, Austro-Hungary agreed only to freedom of navigation on Skadar Lake and the Bojana River.

¹³ Dr Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiјe Crne Gore 1711-1918*, 233.

¹⁴ Ibid.

The Ottoman Empire was also interested in holding the congress. Its convening raised hopes in Ottoman ruling circles that at the green table negotiations they would regain some of what had been lost in the war.

This development hit Montenegro hard. For Montenegro, the provisions of the Peace of San Stefano were extremely favourable: in addition to increasing its territory by more than three and a half times, it received international recognition, the cities Podgorica, Spuž, Nikšić, Žabljak, Kolašin... and access to the sea.

In order to mitigate the unfavourable effect of the Austro-Hungarian policy on the results of the work of the Berlin Congress, Prince Nikola sent dukes Božo Petrović and Stanko Radonjić to Vienna on a special mission. In the conversation that Duke Božo had with Count Andrassi, the Austro-Hungarian Minister of Foreign Affairs, the Montenegrin envoy was openly told that Austria would reject Montenegro's claims not only to Herzegovina but also to the Lim Valley and Sandžak of Novi Pazar.

Regarding the territorial expansion in the direction of the coast, Andrassi tried to convince Duke Božo Petrović that it was not necessary for Montenegro to get sea access and that it was better for Montenegro to conclude a trade agreement with Austro-Hungarian Empire, which would provide Montenegro all the trade benefits for sea trade via Kotor. Moreover, Montenegro has been suggested to give up the Adriatic ports on its own initiative, before being forced to do so by Europe. However, Gorchakov warned German Chancellor Bismarck "that Russia is a moral guarantor for the achievements of Montenegrins in the Littoral."¹⁵ This opened the door to address this issue in Congress.

The efforts of the Montenegrin representatives in Berlin, dukes Božo Petrović and Stanko Radonjić, to be heard at the Congress, remained unanswered. They had to be content with simply attending the sessions. Duke Božo Petrović and Duke Stanko Radonjić submitted a *memoir* to the Congress on the territorial demands of Montenegro. That document was placed *ad acta*. Prince Bismarck received the Montenegrin delegates once – standing – and only told them: "Whatever Andrassi approves to you, I will confirm as well as the whole Congress."¹⁶ The interests of Montenegro were represented by the Russian delegation.

III

At the Congress, which began its work on June 13th 1878, the borders of Montenegro were literally cut by Austro-Hungary, supported by England and Germany. Nevertheless, the decisions of the Congress were more favourable for Montenegro than one could deduce by the original Austro-

¹⁵ Новак Ражнатовић, Питање Новопазарског санџака на завршетку велике источне кризе (1877-1878), 115.

¹⁶ Н. Ражнатовић, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Србија у завршној фази источне кризе 1877-1878, Београд 1980, 262.

Hungarian position. The easing of Vienna's policy was influenced by a secret agreement between England and Russia on May 30th 1878.

However, the extent of Montenegrin dissatisfaction with the results of the Congress can be seen from the last instructions of the Prince sent to his envoys in Berlin: "When our matters are completely resolved and you head back, tell every representative of the Great Powers that Montenegro was not justly rewarded and that its new boundaries are in many places completely unnatural. Therefore, the Montenegrin people feel sadness and fear that because of this irregularity of the borders, they will be disturbed and prevented in their efforts for peaceful development".¹⁷

Austro-Hungary managed to secure favourable results in resolving the Great Eastern Crisis by reserving the right to establish itself militarily in Sandžak and to occupy Bosnia and Herzegovina. Thus, regardless of the successes that Serbia and Montenegro achieved in relation to the status and territories of their countries until 1878 at the Berlin Congress, the "whole eastern question of 1875-1878" remained unresolved, which boiled down to: "Will it be allowed to the South Slavic peoples to create their own state on the ruins of declined Turkey?"¹⁸ The decisions of the Great Powers made this impossible, thus postponing the issue of the unification of the South Slavs. Until the reunification issue was put on the agenda again, in 1912-1913, "especially tenacious state separatism" will develop in both Serbia and Montenegro.¹⁹

The results obtained by the Congress were redacted in the form of a final act known as the Berlin Treaty. It was signed by the representatives of the six Great Powers (Russia, Austro-Hungary, Germany, France, Italy and the Ottoman Empire) on July 13th 1878, and ratified on August 3rd 1878. Articles 26 to 32 referred to Montenegro.

Decisions on the recognition of Montenegro's independence from the Porte and all other "High Contracting Parties" that have not yet recognized it (Article 26) and decisions on new internationally recognized borders (Article 28) were the most legally significant part of the Treaty for Montenegro. The recognition of independence, previously given bilaterally in San Stefano, has now been confirmed by other Great Powers.

As to the wording on recognition, in Protocol no. 10 from the session of July 1st at which the issue of Montenegro was discussed, regarding the first indent of Article 2 of the Peace Treaty of San Stefano, which "definitively" recognized the independence of Montenegro, the representatives of the Great Powers expressed different views. By the decision of the participants of the Congress, Montenegro *de jure* became a full member of the international community.²⁰

¹⁷ Никола I Петровић Његош, *Аутобиографија, мемоари, путописи*, Цетиње 1977, 520.

¹⁸ Милорад Екмечић, *Спољни фактор у процесу сазијевања балканских револуција 1849-78. година*, Југословенски историјски часопис, бр. 3, Београд, 1964, 28.

¹⁹ Др Радоман Јовановић, *Политички односи Црне Горе и Србије*, Цетиње 1977, 1860-1878, 305.

²⁰ According to protocol no. 10 from the session of July 1st at which the issue of Montenegro was discussed in relation to the first indent of Article 2 of the Peace Treaty of San Stefano,

The borders of the “new state” are technically shaped in accordance with the war achievements of the Montenegrin army. Nonetheless, there were significant deviations from this principle. Montenegro was most impaired in its coastline, where it gained only Bar and part of the coast, with restrictions on its sovereignty in the area. Spič was taken by Austro-Hungary, and Ulcinj with its coast and territory up to Bojana river was to be returned to the Ottoman Empire. In return, Montenegro got Podgorica, Spuž and Žabljak, and as compensation for the territories in Herzegovina: Bileće, Gacko, Zubce, Crkvice, which belonged to Austro-Hungary, Montenegro was given Plav and Gusinje.

By the decisions of the Congress, Montenegro was given access to the sea. Austro-Hungary had the right to control the Montenegrin coast. The rights that Austro-Hungary received in terms of control of the Montenegrin coast were diverse. Compared to the San Stefano Agreement, Montenegro's territorial gains have been significantly reduced.

IV

According to the conclusion of the Congress, special protocols were made for the countries that gained independence, “for each interested state”, with the decisions and signatures of the delegates of the participating forces. The German diplomat Baron Testa was appointed as the bearer of such a protocol in Montenegro, “to officially hand it over to the Prince”.

However, as Duke Gavro Vuković testified in his *Memoirs*: “When the special envoy of Prince Bismarck came to Cetinje, by some fatal case, no one met him, nor did anyone pay attention to him.”²¹ Baron Testa stayed in Cetinje for three days, “so when he saw that no one turned to him, he returned to Kotor. From Kotor, he sent by telegram a bloody complaint against the prince to Prince Bismarck.”²²

The situation occurring at the time when the “civilized world” informs Montenegro of acceptance into its community, could be called reckless or could even be justified by the sheer misunderstanding of the circumstances prevailing in European courts, and would simply mean a bad recommendation to Montenegro, had it not had nearly tragic consequences for diplomatic relations with Germany. Bismarck described the aforementioned situa-

which recognized the independence of Montenegro from the representatives of the Great Powers, the following views were expressed: “Lord Salisbury declares that his government has never recognized this independence and demands the omission of the word definitively.” The opinions expressed on this issue show that Germany recognized the independence of the Principality in principle and that Austro-Hungary had already formally recognized it. When asked by the President, the Count of Saint-Vallier replied that France had implicitly recognized Montenegro. Russia's plenipotentiaries say their government never stopped recognizing it, as Montenegrin princes were not confirmed by the sultan and have not paid tribute. Г. Перазић и Р. Распоповић, *Међународни уговори Црне Горе 1878-1918*, Titograd 1983, 120.

²¹ Војвода Гавро Вуковић, *Германија и Црна Гора*, Записи, књ. I, Цетиње, јул-децембар 1927, 97.

²² Ibid.

tion of his representative as “an indescribable scandal” and a “grave insult” and therefore “he did not wish to demand satisfactory resolution since he was informed of this unheard action” against “his missionary”, and bitterly demanded in a circular letter to “the German diplomacy across the world, as well as to all their consulates that they must ignore Montenegro at every opportunity, as if it did not exist.” In this strange way, “the friendship of the Kingdom of Prussia turned not only into enmity, but also into the final severance of diplomatic relations between the mighty new empire of Germany and small Montenegro.”

The case described by Duke Gavro Vuković took place in the second half of 1879 and the gazette *Glas Crnogorca* also records the stay of Baron Testa in Montenegro in the issue of October 30th (Saturday) 1879, but erroneously states that the German envoy came in the capacity of *charge d'affaires*.²³

However, this event could not have all the consequences that Duke Vuković attributes to it, despite the really unpleasant image with which it represented Montenegro in the diplomatic world. Namely, it cannot be said that due to the mentioned omission, the diplomatic relations between Montenegro and Germany were interrupted, for the simple reason that they had not been officially established until then.

Certainly, the event that took place left far-reaching negative consequences on the relations between the two countries. What further compromised Montenegro and its civil service is the fact that they did not have the right information at all about the reasons for German restraint. Wondering why the German ambassador in Constantinople did not receive him on official visits, but only on “gatherings and parties”, the Montenegrin representative Gavro Vuković found out about Bismarck’s circular letter during his second mission, which began in 1882, through the Russian ambassador Nelidov. Later, the circular was shown to him by the German ambassador during a meeting at the English embassy.

Knowing the reasons for the bad relations with Germany, about which the Cetinje court had been informed, did not change anything significantly, nor did anyone “look back” to correct this tactlessness. When he was appointed as the Minister of Foreign Affairs, Gavro Vuković, as he states, had tried to contribute to the solution of this issue, which is why attempts were made, although not particularly persistent, through Russian diplomacy. After the marriage of Crown Prince Danilo to Princess Jutta of Mecklenburg-Strelitz, it was planned to take advantage of his stay in Germany in 1900 and hand over letters and medals to the German emperor. An evaluation of German officials by Russian diplomatic representatives in Berlin showed that this intention should be abandoned until a better opportunity. A more favourable opportunity appeared only in 1905, when the duke’s visit to Berlin was arranged with the mediation of the prince’s daughter Jelena of Savoy,

²³ Ibid.

or rather the Italian King Victor Emanuel, as a replacement for the failed meeting of the two rulers planned during the German emperor's stay in Dalmatia in 1904. The result of the visit was an agreement on the establishment of diplomatic relations by opening a German embassy in Cetinje.

V

Apart from the previous one, there is another, patriotic, version of the reasons for not accepting the German envoy, describing the prince's dissatisfaction with the decisions of the Berlin Congress. Although at first glance this seems unlikely, the data on the procedure of establishing diplomatic relations with Russia do not exclude that possibility either.

Alexander Sergeyevich Jonin was admitted to the ceremonial audience on November 7th 1878. He then handed over a diploma by which the "Master Emperor" accredited him as a resident envoy "under His Majesty the Prince of Montenegro". Jonin addressed the prince with the words: "Your Highness! Handing over to Your Excellency the letters, which pleased His Imperial Majesty the Monarch to accredit me as a Resident Minister under Your Excellency, I consider myself particularly happy to be able to convince Your Excellency of His Imperial Majesty's unchanging affection for you and the Montenegrin people. Let me firmly hope that sincere relations between Russia and Montenegro, based on feelings of mutual respect and brotherly love, and more recently strengthened by brotherhood in arms, will remain forever unwavering and as sincere and fraternal as they have been so far. I consider myself especially happy that it was pleasing to my Blessed Monarch to elect me as the first diplomatic representative of Russia to Your Highness, because, since it testifies to the prolongation of many years of efforts and deeds of Your Highness and the Montenegrin people, now crowned by significantly enlarging the territory of the Principality, and by solemnly recognizing its independence, I am all the more allowed to hope for the favour of Your Highness towards me. I ask Your Highness not to change your goodness and mercy towards me, which will make it easier for me to fulfil my new obligations".²⁴

According to the same report of Jonin, Prince Nikola replied in the following words: "I am deeply moved by the new evidence of the merciful disposition of His Imperial Majesty of All Russians towards me and my people; Preserving the existing cordial relations with my Benefactor will be a sacred task for me in the future. Let me Mr. Minister, using this event, to express to you my sincere joy, because the choice of the Lord Emperor fell on you. You can be assured that I and my government will make a sincere effort to facilitate the performance of your new duties.

The delivery of the letters, which was delivered to me by Baron Wrangel, was delayed almost a month ago, initially due to the illness of Princess

²⁴ Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatičke Crne Gore 1711-1918*, 232-233.

Milena, and then due to my illness, which forced me to leave Montenegro for a while.”²⁵

Considering that Jonin, as the prince’s personal friend and representative of the country protecting Montenegro, waited for more than a month for the solemn presentation of credentials, for reasons that do not seem particularly convincing, it is possible that Baron Testa’s non-acceptance was not accidental. There are elements for suspicion that it could have meant a kind of protest against the decisions of the Berlin Congress, which is why he was not received in Cetinje and the decisions of the Congress were not delivered to the Montenegrin prince, as planned.

Without answering the real cause of the official failure to deliver the conclusions of the Berlin Congress, its decisions, published in numerous collections in the world and in our country, are relevant again after 140 years, and in this edition we make them available to the scientific and professional public in Montenegro. This time we are doing it in a more complete way, preserving the full originality of the document, while providing the opportunity to open space for further research by publishing ratification instruments.

VI

We consider it important that in the context of this discussion, in connection with the significance of the Berlin Treaty for Montenegro, we draw attention to the fact that its provisions have made numerous concessions to Austro-Hungary in relation to Montenegro. This is especially true of the content of Article 29, which was published on the previous pages of this edition within the text of the Agreement in the original language and in translation.

Without going into the content of the resolution of that article, what can be read in theoretical works in the field of history of Montenegrin diplomacy is, that Montenegro had received international recognition at that article at the Berlin Congress, with visible limitations of its sovereignty, which gave it conditional recognition. This may further suggest the question of the degree of influence of Article 29 on the realization of Montenegro’s right to international traffic, namely on the establishment of diplomatic and consular relations with other states. Specifically, the provisions of Article 29 of the Treaty gave the right to provide consular protection of the Montenegrin trade and maritime flag to Austro-Hungary. As for diplomatic relations, it is clear that “conditional recognition” did not have an impact on them, on the reception and sending of diplomatic representatives, i.e. the development of sedentary diplomacy.

Although the provisions in the field of consular representation in maritime transport gave Austro-Hungary significant rights, this, however,

²⁵ Ibid, 233.

did not prevent Montenegro from opening its consular offices in all places it deemed necessary.

We do not know to what extent the right to provide protection of the Montenegrin trade flag was used by Austro-Hungary. Dinko Franetović, who has so far dealt most exhaustively with the history of seafaring and fishing in Montenegro until 1918, said nothing about it. He only states that soon after the Berlin Congress, Montenegro had established its consulates in Paris, Marseille, Genoa, Naples, Catania, Malta, Bari and Trieste, for the needs of its shipping in "foreign ports"²⁶ Based on the aforementioned, it can be concluded that despite the supervision of the Austrian consular authorities, Montenegro had its own consular service in the field of maritime affairs.

Scientific objectivity requires us to mention that, immediately after gaining independence – given its small merchant fleet and the level of development of the maritime economy – Montenegro had a very limited need for numerous consular services, i.e. consular protection abroad. A cross-section of the historical development of this service speaks of a much greater representation of honorary or paid representatives after 1908 and 1909, respectively, when Montenegro abolished some indents of Article 29 of the Berlin Treaty after the Annexation crisis. Even after 1908, the Montenegrin port in Bar was supposed to retain its commercial character, and maritime and sanitary supervision passed into its jurisdiction.

With the abolition of Article 29, however, Montenegro did not acquire the right to keep its warships in the port of Bar or the warships of other countries could enter. The ban on the right to build fortifications between Lake Skadar and the Adriatic Sea also remained in force.

The Austro-Hungarian fortification on Spič still had military control over the port in Bar, and Austro-Hungarian ships could enter the port waters unhindered. The first warships of other countries that sailed into the port of Bar were French and Russian warships accompanied by high personalities who arrived at the ceremony of the coronation of King Nikola in August 1910. Their entry was therefore in the function of holding a ceremony on the occasion of promoting the country to the level of a kingdom.

Let us also mention that with the international recognition, within the overall changes, the position of Montenegro has changed in view of the possibility of using foreign financial resources. Instead of the help she received until then, mostly from Russia, for the purpose of procuring food, buying weapons or satisfying the basic life and cultural needs of the population, independence expanded the possibility in terms of financial transactions or borrowing of the country.

In order to ensure economic development after 1878 the highest state bodies were able to conclude contracts which ensured the inflow of foreign

²⁶ Dinko Franetović Bure, *Historija pomorstva i ribarstva Crne Gore do 1918. godine*, Titograd 1960, 72.

capital through appropriate state guarantees. The possibility of borrowing from foreign banks and credit and monetary institutes or financial institutions of a state character was used. The new form of financial relations introduced the practice of contractual regulation of obligations on the return of received funds, with appropriate interest. Without proper economic, namely financial placement of these funds, the country's borrowing from foreign investors in practice will lead to the impossibility of repaying credit annuities, high total indebtedness and problems with loan repayment.²⁷

The decisions of the Berlin Congress, according to all that has been said, determined not only the international status of Montenegro, but also its internal development. With the acquisition of independence, a new stage began, the modernization not only of the state apparatus of the country, but also of the form of inclusion in the international community and the way of communicating with the subjects of international law at that time. Although the foundations of the organization of the provincial government on civil principles were laid by the adoption of Danilo's Code, only with the acquisition of a sovereign stratus and the gaining of cities (Podgorica, Nikšić, Kolašin, Bar, Ulcinj) had the conditions been created for the beginning of civil society in Montenegro.

Everything we have said before speaks of the great importance of 1878 and the Berlin Treaty. The centuries-old struggle of Montenegrins for national liberation resulted in international recognition at the Berlin Congress. Therefore, all its anniversaries are opportunities not only to mark a significant jubilee, but also to open new questions, scientific interpretations and present the results of new scientific research on the conditions in which Montenegro gained its independence in 1878.

Dr Radoslav Raspopović

²⁷ Mirčeta Đurović, *Crnogorske finansije 1800-1915*, Titograd 1960, 198-206.

MEĐUNARODNOPRAVNI ZNAČAJ BERLINSKOG UGOVORA 1878. I RATIFIKACIONIH INSTRUMENATA DRŽAVA POTPISNICA

Berlinski ugovor svakako je jedno od najznačajnijih pisanih svjedočanstava o istoriji državnosti Crne Gore. Ovaj ugovor, međutim, iako je to trebalo da bude učinjeno, nikada zvanično nije uručen crnogorskim organima vlasti. Razlozi kojima se to objašnjava su različiti. Sve se u osnovi svodi na način tumačenja razloga zbog kojih baron Testa, kako u svojim memoarima piše vojvoda Gavro Vuković, jedan od onih koji je odluke Berlinskog kongresa „interesovanim stranama“ trebalo da dostavi, ipak, nije to učinio kada je 1879. došao u Grnu Goru. Objašnjenja zbog kojih razloga ga na Cetinju niko nije primio su različita. Mi smo tom pitanju posvetili poseban dio ovog pogovora. Iz njega se može vidjeti da, mada je njegov zadatak bio drugačije prirode, da se odugovlačenje sa prijemom desilo i predstavniku Rusije. No, za razliku od prolongiranja prijema A. S. Jonina radi predaje akreditivnih pisama i preuzimanja dužnosti ministra-rezidenta, neprimanje barona Teste imalo je mnogo teže posljedice. Obaviješten o tome, kancelar Bizmark pokazao je ne samo ljutnju već i snažnu diplomatsku reakciju, zbog koje su diplomatski odnosi Crne Gore i Njemačke carevine uspostavljeni tek 1906.¹

Smatrajući zadatkom svog naučnog rada da originalni tekst Berlinskog ugovora, u identičnom, faksimilnom izdanju originala predstavi crnogorskoj javnosti, Istoriski institut Crne Gore je na 140. godišnjicu od održavanja Kongresa, prvi put publikovao skeniranu originalnu verziju sa potpisima i pečatima predstvanika velikih sila, učesnica kongresa. To je učinjeno ljubaznošću tadašnjeg ruskog ambasadora u Crnoj Gori, Jakova Fjodoroviča Gerasimova, zahvaljujući kome smo iz Arhiva spoljnih poslova Ruske imperije dobili skeniranu verziju ruskog primjerka originalnog dokumenta.²

Tako je izdanjem Berlinskog ugovora, publikovanim 2009, nadomještena krupna praznina u korpusu dostupnih originalnih tekstova, međunarodnih ugovora i drugih pravnih akata značajnih za istoriju državnosti Crne Gore.

Izdanje koje ove, 2018. godine stavljamo na uvid javnosti, za razliku od onog iz 2009. znatno je potpunije. Riječ je o tome da su u prvom izdanju iz 2009. publikovani osim izvornika i prevodi samo 7 članova Ugovora koji se odnose na Crnu Goru (26-33). Ne i prevod Berlinskog ugovora u cijelini. Više je razloga koji su tada uticali da jedan tako značajan dokument na cjelevit način ne bude predstavljen naučnoj i stručnoj publici.

¹ Dr Radoslav Raspopović, *Istorijski arhiv Crne Gore 1711-1918*, Podgorica 2009, 327-333.

² Le Traité de Berlin 1878; Berlinski ugovor 1878, Podgorica 2009; Svaka velika sila, učesnica kongresa, imala je svoj primjerak završnog akta Berlinskog ugovora, na kome je pravopotpisani bio drugi šef njene delegacije na kongresu.

Glavni razlog zbog kojih je to trebalo učiniti na cjelevit način proizlazi iz značaja kongresa održanog u Berlinu 1878. koji pripada događajima prvoga reda u novijoj političkoj istoriji Evrope.³ To znači da u hronologiji međunarodnih kongresa i konferencija održanih tokom XIX i početkom XX vijeka, ovaj koji se desio u prijestonici Njemačke carevine 1878. po svojoj važnosti za cjelinu odnosa u međunarodnoj zajednici pripada jednom od najznačajnijih ikad održanih u Evropi. On je predstavljao vezu između Bečkog kongresa 1814/15. organizovanog nakon revolucije u Francuskoj 1789. i Napoleonovih ratova koji su za njom slijedili i Versajskog mirovnog kongresa održanog poslije Prvog svjetskog rata, krajem 1918. tj. početkom 1919.⁴ Na svim ovim kongresima donošene su važne odluke, kojima su prekrajane političke karte ne samo Evrope, stvarane nove države, definisani budući pravci spoljne politike, kodifikovana načela međunarodnog poretku, određivan karakter odnosa među članicama međunarodne zajednice.

I možda među pomenutim kongresima, Berlinski kongres i njegove odluke jasnije, u odnosu na ostale, pokazuju međusobnu povezanost i dubinsku uslovjenost istorijskih procesa iz kojih je on proizišao i svih bitnijih istorijskih događaja koji su se desili poslije njegovog održavanja. Sasvim je očigledno da rezultati Berlinskog kongresa u smislen istorijski tok povezuju čitav splet istorijskih procesa. Pri tome nije riječ samo o Velikoj istočnoj križu 1876-1878. iz koje je Kongres proistekao, već i o nacionalnim pokretima Južnih Slovena na Balkanu; rivalstvu velikih sila i nastajanju njihovih vojnih blokova, najprije bloka Centralnih sila, nakon što je Kongres održan, a uskoro zatim i evropske savezničke koalicije, bloka Antante.

Tada utemeljena blokovska podjela svjetske zajednice pripadala je redu istorijskih okolnosti koje su dale odlučujući zamajac Prvom svjetskom ratu. Iz odluka Berlinskog kongresa je proizišla i okupacija Bosne i Hercegovine, Kipra, i aneksiona kriza 1908.⁵ A odluke o načinu rješavanja Istočnog pitanja, donijete na kongresu u Berlunu, bile su jedan od uzroka balkanskih ratova 1912/13.

U tom smislu je Berlinski kongres predstavljao najvažniju tačku prešjeka međunarodnih odnosa među evropskim zemljama i političkih tokova u njima⁶. To znači da se Berlinski kongres iz 1878. hronološki, ali i po značaju donijetih odluka, nalazi u središtu određujućih događaja novovjekovne

³ *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1966, Dvostrani i višestrani međunarodni ugovori i drugi diplomatski akti o državnim granicama, političkoj i vojnoj saradnji, vjerskim i etničkim manjinama*, I tom (1876-1918), priredio: Momir Stojković, Beograd 1988; Др Новак Ражнатовић, *Црна Гора и Берлински конгрес*, Цетиње, 1979; *Berlinski kongres 1878. Protokoli i materijali*. Izdao: Imanuel Gajs, Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978 Novak Ražnatović, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Стогодишњица црногорско-турског рата 1876-1878, Титоград, 1978; Novak Ražnatović, *Sprovođenje odluka Berlinskog kongresa*, Akademija nauka i umjetnosti Bosne i Hercegovine, knj. XXX, Sarajevo 1977.

⁴ Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978. XI.

⁵ Isto.

⁶ Isto.

političke istorije Evrope. Svakako je važno istaći i to da je Berlinski kongres bio jedan od najkrupnijih događaja u istoriji slovenskih država: posebno Crne Gore i Srbije, ali i Bugarske i Rumunije.

Zato publikovanje prevoda samo dijela odluka sadržanih u njegovom finalnom aktu u izdanju: *Berlinski ugovor 1878*, iz 2009, ma koliko da ima krupan značaj za pojedine zemlje, u našem slučaju za Crnu Goru, predstavlja restriktivan pristup sadržaju usvojenih rješenja, s obzirom na njihov sveobuhvatan značaj za ukupnu istoriju najprije Evrope, a onda i svijeta u cjelini.

II

U ovom, novom izdanju, takav metodološki pristup nije primijenjen. Ugovor je publikovan cijelovito ne samo kad je riječ o originalnom dokumentu, već i njegovom prevodu. Na takav način razumijevanje njegovog ukupog sadržaja omogućeno je mnogo većem broju čitalaca, posebno u smislu dubinske povezanosti istorijskih procesa koji su sa njim u vezi, o kojoj smo govorili ranije, a koji se ne tiču samo Crne Gore. Sada se iz cjeline prevedenog teksta mogu naći odgovori i na brojna pitanja koja su raspravljana na kongresu, od evropskog ili šireg značaja, što ranije nije bilo moguće.

Druga bitna novina, koja ovo izdanje čini potpunijim, je publikovanje ratifikacija teksta Berlinskog ugovora, od ovlašćenih organa država potpisnica, čega u prvom izdanju takođe nije bilo. Tu mogućnost smo iskoristili zahvaljujući tome što ovo izdanje publikujemo na osnovu njemačkog primjera Berlinskog ugovora, potpuno identičnog ostalim primjercima koje su potpisale druge zemlje učesnice. Njemački primjerak pronašli smo u Političkom arhivu u Berlinu. Osim samog ugovora, tamo se nalaze i akti o njegovoj ratifikaciji. Za mogućnost dobijanja skenirane verzije ovog primjera Berlinskog ugovora i akata o ratifikaciji zahvalni smo našem kolegi dr Konradu Clewingu iz Instituta zaistočne i jugoistočne evropske studije iz Regenzburga, ali sem toga, posebnu javnu zahvalnost iskazujemo kolegi iz službe Političkog arhiva u Berlinu dr Gerhardu Keiperu, za svu pomoć koju nam je u višegodišnjoj saradnji i na drugom projektu, do sada pružio.

Da bismo razumjeli značaj objavlјivanja akata o ratifikaciju Berlinskog ugovora neophodno je podsjetiti kakav značaj pri sklapanju međunarodnih ugovora postupak ratifikacije ima.

Mada je praksa u pogledu instituta ratifikacije različita, i u prošlosti a i danas se smatra obaveznom fazom u proceduri zaključivanja međunarodnih ugovora. Obaveza ratifikacije može biti formulisana u samom ugovoru. Na takav postupak uvođenja u važnost ugovora obavezale su se i učesnice kongresa u Berlinu. U članu 64. Berlinskog ugovora rečeno je da: „Ovaj ugovor biće ratifikovan i ratifikacije razmijenjene u Berlinu u roku od tri nedjelje ili, ako je moguće i ranje“.⁷ To znači da su pečati i potpisi opunomoćenih predstavnika velikih sila imali značaj parafiranja, odnosno potvrde onoga

⁷ Le Traité de Berlin 1878, *Berlinski ugovor 1878*, Podgorica 2018, 26, 49.

što su stranke ugovornice dogovorile. Iako je dogovor postignut na završetku kongresa, kada su sva glavna pitanja već bila riješena, time Berlinski ugovor nije stupio na snagu. To se desilo tek onog momenta kada je obavljena ratifikacija ugovora.

Ratifikacije nemaju retroaktivno dejstvo i njime se, pravno, ne može osnažiti važnost ugovora na vrijeme koje mu je od momenta potpisa pretvodilo. Stranke ugovornice se mogu dogovoriti i drugačije: da ugovor stupa na snagu u trenutku potpisa, što prema čl. 64. Berlinskog ugovora nije urađeno. Naprotiv, izričito su predviđeni ratifikacija i razmjena ratifikacionih instrumenata, i utvrđen rok u kome to treba učiniti. O izvršenoj ratifikaciji stranke ugovornice jedna drugu obavještavaju i tek nakon što je ona obavljena, počinje da proizvodi pravno dejstvo. Obavještenje o ratifikaciji vrši se predajom ratifikacionih instrumenata, koje potpisuju šef države ili ministar instranih poslova. U tim aktima, koji imaju karakter pisma, konstatuje se da je taj međunarodni ugovor prihvaćen od te države i da se ona obavezala da ga poštuje.

Razmjena ratifikacionih instrumenata za Berlinski ugovor trebalo je da bude izvršena u Berlinu u roku od tri nedjelje. O obavljenoj ratifikaciji sačinjen je, kao što je uobičajeno, zapisnik. To je urađeno sa većinom zemalja potpisnica 3. avgusta 1878. Kako tada nijesu bili pristigli turski ratifikacioni instrumenti, predstavnici zemalja potpisnica ugovora ponovo su se sastali u Berlinu i 28. avgusta 1878. i izvršili razmjenu „po svim propisima“ sačinjenim turskih ratifikacionih instrumenata. Time je postupak koji podrazumijeva pojам ratifikacije bio završen, a Berlinski ugovor započeo period praktične primjene.

Zbog značaja ratifikacija u sklapanju međunarodnih ugovora, podsjetićemo da je u pogledu organa nadležnih da izvrše ratifikaciju praksa različita. U teoriji se ističu tri moguća rješenja. Najprije nadležnost te vrste može biti povjerena šefu države, zatim može biti podijeljena između šefa države i parlamenta i na kraju može biti povjerena samo parlamentu. Koji će od ovih načina biti usvojen zavisi od ustavnih rješenja u pojedinim državama.

Reći ćemo još i to da ratifikacija može biti izvršena ili u formi zakona ili u formi uredbe. Zavisno od toga, ratifikaciju potpisuje ili šef država ili predsjednik parlamenta. tj. lica koja su po ustavu ovlašćena za poslove te vrste.⁸

U slučaju Belinskog ugovora, dokumentaciju koju u okviru ovog izdanja publikujemo čine zapravo obavještenja o ratifikaciji, tj. ratifikacioni instrumenti, a ne sam čin ratifikacije. Ruski car Aleksandar I ratifikovao je Berlinski ugovor uputivši svečano pismo sa pratećom dokumentacijom već 15. jula 1878. Za Francusku u sličnoj formi, uz svečanu izjavu, o ratifikaciji Berlinskog ugovora zemlje potpisnice je obavijestio predsjednik Republike

⁸ Akti o ratifikaciji sadrže: ili cio tekst ugovora ili samo prvi i posljednji član, kao i izjavu da će ugovor biti izvršen u dobroj vjeri. Ugovori se uglavnom ratifikuju onakvi kakvi su dogovoreni tokom pregovora bez bilo kakvih naknadnih izmjena.

Francuske, 23. jula 1878. Italijanski kralj Umberto I svečano je saopštio da je sporazum ratifikovan 24. jula 1878. Za Austro-Ugarsku to je uradio posebnim obaveštenjem sa pratećom dokumentacijom car Jozef I 26. jula 1878. Za Englesku u formi svečanog protokola sa pratećom dokumentacijom ugovor je ratifikovala britanska kraljica Viktorija, 27. jula 1878.

Osmansko carstvo ugovor je ratifikovalo kasnije od drugih učesnika Berlinskog kongresa, pa su ostale velike sile o tom kašnjenju obaviještene 13. avgusta 1878. Pošto je već ranije, 3. avgusta, sačinjen Zapisnik o razmjeni ratifikacionih instrumenata država koje su do tada ratifikovale sporazum, zbog kašnjenja Turske, razmjena ratifikacionih instrumenata sa njom je obavljena 26. avgusta.

Na osnovu prethodnog nabranjanja, uočljivo je da obaveštenje odnosno podaci o ratifikaciji nedostaju za Njemačku carevinu, dakle za zemlju u čijem je prestonom gradu kongres održan. S obzirom na obavezujuće odredbe čl. 64. Berlinskog ugovora da će: „ugovor biti ratifikovan i ratifikacije razmijenjene u Berlinu u roku od tri nedjelje ili, ako je moguće, ranije“, iznenađuje da među ratifikacionim dokumentima koji se čuvaju u Političkom arhivu u Berlinu nema akata o ratifikaciji zemlje domaćina. Zaključak koji bi se na osnovu toga mogao izvesti na prvi pogled djeluje gotovo nestvarno, naime da od zemalja učesnica Berlinski ugovor nije ratifikovala Njemačka carevina. Dakle, zemlja domaćin, u čijoj prestonici je kongres održan i čiji je kancelar Oto fon Bizmark predsjedavao njegovim sjednicama, nije ratifikovala tj. nije se pravno obavezala odlukama koje su u Berlinu donijete. Iako je na njemačkom primjerku koji objavljujemo u ovoj knjizi prvi na listi potpisnika teksta ugovora upravo njemački kancelar, proizilazi da zbog odsustva podataka o ratifikaciji ugovora od Njemačke carevine, on nije pravno obavezivao tu zemlju.

Svakako da ovakav zaključak, do koga se može doći zbog odsustva ratifikacionih instrumenata Njemačke carevine, među ostalima koje su shodno članu 64 ugovora dostavile sve ostale zemlje učesnica kongresa, i koje se čuvaju u Političkom arhivu u Berlinu, traži racionalno objašnjenje. S jedne strane, istoriografski nisu poznati razlozi zbog kojih je zemlja koja je uložila značajan napor da organizuje kongres, kao i pri donošenju njegovih najvažnijih odluka, ne ratifikujući tekst ugovora koji je njen predstavnik potpisao - ostala po strani od prihvatanja njegove pravne obaveznosti.

Ni neke činjenice iz unutrašnjeg života zemlje domaćina, koje govore da je situacija u Njemačkoj, prije početka rada kongresa, bila veoma zaoštrena i da je dan prije zvaničnog poziva na Berlinski kongres, 2. juna 1878, uslijedio drugi atentat na njemačkog cara Vilhelma I, ne nudi utemeljeno objašnjenje za odsustvo njemačkih ratifikacionih instrumenata. Ni drugi podatak da je dan prije početka kongressa, 12. juna, Bizmark raspustio Rajhstag⁹ „koji je odbio da izglosa prvi zakon socijalista“, ne upućuje na razlog zbog koga među sačuvanim dokumentima nema akata o ratifikaciji Njemačke carevine.

⁹ Der Berliner Kongress 1878 : Protokolle: Materialien / hrsg. von Imanuel Geiss, Editeur: Boldt, Bopard na Rajni, 1978.XII

Jedini podatak koji se odnosi na njemačku ratifikaciju, a koji opet ne daje potpuno objašnjenje, je onaj koji smo našli u Političkom arhivu u kome, iznad nadnaslova: *Sporazum Njemačke, Austrije, Francuske, Engleske, Italije, Rusije i Turske o ponovnom uspostavljanju mira između Rusije i Turske, postignut 13. jula 1878*, u istom redu su i dva podnaslova: „*Berlinski sporazum*“ i „*Opšta dokumenta Berlinskog kongresa*“¹⁰, a onda su dalje jedan ispod drugog nabrojani: „*Berlinski sporazum*“, „*Opšta dokumenta Berlinskog kongresa*“ - *Originalni tekst sporazuma* (folio format) - *Dokument britanske ratifikacije* (folio format) - *Dokument francuske ratifikacije* (folio format) - *Dokument italijanske ratifikacije* (folio format) - *Dokument austrijske ratifikacije* (folio format) - *Dokument ruske ratifikacije* (folio format) - Dokument turske ratifikacije (folio format) - *Protokol o razmjeni* (folio format) - *Turski protokol o razmjeni* (folio format)¹¹

Što se njemačke ratifikacije tiče, u istom dokumentu je navedena „Primjedba“ da: „Original dokumenta njemačke ratifikacije nije arhiviran“.¹² Pri tome nije objašnjeno zašto to nije urađeno. Da li zbog toga što ratifikacija ne postoji, ili je arhiviranje izostalo iz drugih razloga. Pitanje ratifikacije Berlinskog ugovora od strane Njemačke carevine očigledno ostaje otvoreno za dalje potpunije naučne odgovore.

U svakom slučaju, nabrojani materijali iz Političkog arhiva, publikovani u ovoj knjizi, s obzirom na ono što smo ranije rekli o institutu ratifikacije, govore da je ugovor uveden u život tj. stupio na snagu potpisivanjem Zapisnika o ratifikaciji 3. avgusta 1878, a ne kako se to uobičajeno navodi, danom okončanja kongresa, 13. jula 1878. Posmatrano iz ugla međunarodnog prava, samo od tog datuma može se govoriti o početku pravno obavezujućeg dejstva ovog međunarodnog dokumenta.

Pitanja geneze Berlinskog ugovora, zbog čega tekst odluka kongresa u Berlinu iz 1878. nije predat crnogorskim zvaničnicima, uz skretanje pažnje na druge momente koji ukazuju na neprolaznu vrijednost finalnog akta Berlinskog kongresa za Crnu Goru, istoriju njene državnosti karakter njenih zvaničnih odnosa sa svijetom, kao punopravnog subjekata međunarodne zajednice, pokušaćemo ukratko da objasnimo u nastavku ovog teksta.

Teritorije koje Crna Gora nije uspjela da dobije silom oružja, u vrijeme rješavanja Velike istočne krize, poslije Hercegovačkog ustanka 1875. i rata Crne Gore i Srbije 1876-1878, a od 1877. i Rusije, protiv Osmanskog carstva, dobijene su diplomatskim putem, preliminarnim mirovnim ugovorom Rusije i Osmanskog carstva. Preliminarije mira potpisane su 3. marta 1878. u San Stefanu. Crna Gora, Srbija i Rumunija, osim teritorijalnog proširenja, dobile su i nezavisnost, a Bugarska status autonomnog knjaževstva pod suverenitetom sultana.¹³

¹⁰ Politički arhiv Službe inostranih poslova, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, MULTR 41

¹¹ Isto.

¹² Isto.

¹³ Dr Radoslav Raspopović, *Istorija diplomatiye Crne Gopre 1711-1918*, 233

Odredbama ovog ugovora teritorija Crne Gore je bila uvećana skoro tri i po puta. Dobila je: „Berane, Bijelo Polje, Pljevlja, Prijepolje, Tutin, Rožaje, Rugovu, Plav, Gusinje, Nikšić, Gacko, Podgoricu, Kolašin, Spuž, Žabljak, izlaz na more. U sastav njene teritorije bilo je uključeno skoro čitavo Skadarsko jezero; trebalo je da granica ide sredinom rijeke Bojane; dobila je dio Jadranskog primorja s lukom Bar“.¹⁴

Ipak, Sanstefanski ugovor o miru evropski kabineti su odbili da priznaju konačnim, smatrajući njegova rješenja protivnim odlukama Pariskog i Londonskog ugovora iz 1856. i 1871. Kabineti ovih država su, umjesto priznanja, preduzeli mjere radi preispitivanja rezultata rata Rusije protiv Osmanskog carstva, a time i onoga što su balkanske zemlje njime dobole.

Ciljevi austrougarske politike na Balkanu bili su: sprečavanje stvaranja velike bugarske države, koju je ugovor iz San Stefana predviđao, ali i ograničenje teritorijalnog širenja Crne Gore i Srbije i sprečavanje njihovog ujedinjenja, tj. proširenje austrougarskog uticaja na Bosnu i Hercegovinu i Novopazarski sandžak.

Za Veliku Britaniju, kao kolonijalnu zemlju, a prije svega kao pomorsku silu, područje istočnog Sredozemlja bilo je značajno radi održavanja dominacije u trgovачkoj i vojnopolomorskoj kontroli pomorskih puteva i prioritarnih područja.

I jedna i druga zemlja su željele da oslabe ruske pozicije na Balkanu. Iz tih razloga su predložile sazivanje kongresa evropskih država koji bi preispitao odredbe Sanstefanskog sporazuma.

Rusija nije bila u prilici da se suprotstavi miješanju Austro-Ugarske i Engleske u rezultate njenog rata protiv Osmanskog carstva. Misija u Beču grofa Ignjatijeva, ruskog ambasadora u Carigradu i glavnog tvorca Sanstefanskog mira, imala je za cilj da postigne kompromis s bečkom vladom oko pitanja jugoistoka Evrope. U ovim razgovorima bečki kabinet je težio ne samo da osigura okupaciju Bosne i Hercegovine, na šta je Rusija već bila dala pristanak u Rajhštatu i Budimpešti prije izbijanja rata, nego i pomjeranje zapadne granice Bugarske na istok, dominantan uticaj u Srbiji i Crnoj Gori itd. Zbog takve politike, teritorijalno uvećanje dvije slovenske knjaževine kojim bi one dobole zajedničku granicu nije imalo izgleda na uspjeh.

Od svega što je Crna Gora preliminarijama mira dobila, Austro-Ugarska je pristajala jedino na slobodu plovidbe po Skadarskom jezeru i rijeci Bojani.

Za održavanje kongresa bilo je zainteresovano i Osmansko carstvo. Njegovo sazivanje budilo je nadu u osmanskim vladajućim krugovima da će za zelenim stolom povratiti nešto od onoga što je u ratu izgubljeno.

Ovakav razvoj događaja veoma je pogodio Crnu Goru. Za nju su odredbe Sanstefanskog mira bile izuzetno povoljne: osim što je za više od tri i po puta uvećana njena teritorija, dobila je međunarodno priznanje, gravove Podgoricu, Spuž, Nikšić, Žabljak, Kolašin ... i izlaz na more.

¹⁴ Isto.

Da bi ublažio nepovoljno dejstvo austrougarske politike na rezultate rada Berlinskog kongresa, knjaz Nikola je posao u Beč, u specijalnu misiju, vojvode Boža Petrovića i Stanka Radonjića. U razgovoru koji je vojvođa Božo vodio s grofom Andrašijem, austrougarskim ministrom spoljnih poslova, crnogorskom izaslaniku je otvoreno rečeno da će Austrija odbiti pretenzije Crne Gore ne samo na Hercegovinu nego i na limsku dolinu i Novopazarski sandžak.

Oko teritorijalnog proširenja u pravcu primorja, Andraši je nastojao da ubijedi vojvodu Boža Petrovića da za Crnu Goru nije neophodan izlazak na more i da je za Crnu Goru bolje da zaključi ugovor o trgovini sa Austro-Ugarskom, koja će joj pružiti sve povoljnosti za trgovački izlaz na more preko Kotora. Štaviše, Crnoj Gori je sugerisano da se samoinicijativno određene pristaništa na Jadranu, prije nego na to bude prinuđena od Evrope. Ipak, Gorčakov je upozorio njemačkog kancelara Bizmarka „da je Rusija moralni garant za tekovine Crnogoraca u Primorju”.¹⁵ Time su otvorena vrata za rješavanje ovoga pitanja na Kongresu.

Nastojanja crnogorskih predstavnika u Berlinu, vojvode Boža Petrovića i Stanka Radonjića, da budu saslušani na Kongresu ostala su bez odziva. Oni su se morali zadovoljiti samo prostim prisustvom zasijedanjima. Vojvođa Božo Petrović i vojvoda Stanko Radonjić predali su Kongresu *memoar* o teritorijalnim zahtjevima Crne Gore. Taj dokument stavljen je ad acta. Knez Bizmark je crnogorske delegate jednom primio - stojeći - i samo im rekao: ‘Što god vam bude odobrio Andraši, potvrđiću ja i cio Kongres’.¹⁶ Interese Crne Gore zastupala je ruska delegacija.

III

Na Kongresu, koji je počeo rad 13. juna 1878, granice Crne Gore, u najbukvalnijem smislu, krojila je Austro-Ugarska, podržavana od Engleske i Njemačke. Ipak, rješenja Kongresa bila su za Crnu Goru povoljnija nego što se prema prvobitnom austrougarskom stavu moglo zaključiti. Na ublažavanje politike Beča uticao je tajni dogovor Engleske i Rusije od 30. maja 1878.

U kojoj mjeri je Crna Gora, ipak, bila nezadovoljna rezultatima Kongresa vidi se i iz posljednjih knjaževih instrukcija poslatih njegovim izaslanicima u Berlinu: «Pošto naša stvar bude sasvijem svršena, kad krenete ovamo izjavite na oproštaj svakome punomoćniku velikijeh sila da se Crna Gora ne nalazi pravedno nagrađena i da su joj nove granice na mnogo mjesta sasvijem neprirodne. Stoga narod crnogorski osjeća žalost i bojazan da će zbog te neprirodnosti granica biti uz nemiravan i sprečavan u njegovom nastojanju za mirnim razvitkom».¹⁷

¹⁵ Новак Ражнатовић, Питање Новопазарског санџака на завршетку велике источне кризе (1877-1878), 115.

¹⁶ Н. Ражнатовић, *Аустро-Угарска и одлуке Берлинског конгреса о Црној Гори*, Србија у завршној фази источне кризе 1877-1878, Београд 1980. 262

¹⁷ Никола I Петровић Његош, *Аутобиографија, мемоари, путописи*, Цетиње 1977, 520.

Rezervišući prava da se vojno utvrdi u Sandžaku i da okupira Bosnu i Hercegovinu, Austro-Ugarska je uspjela da obezbijedi povoljne rezultate u rješavanju Velike istočne krize. Tako je, bez obzira na uspjehe koje su u odnosu na status i teritorije svojih zemalja do 1878. Srbija i Crna Gora ostvarile na Berlinskom kongresu, ostalo neriješeno "cijelo istočno pitanje 1875-1878" koje se svodilo na to: „Hoće li se dozvoliti južnoslovenskim narodima da stvore svoju državu na razvalinama propale Turske?“¹⁸ Odlukama velikih sila to je onemogućeno, čime je pitanje ujedinjenja južnoslovenskih naroda odloženo. Do ponovnog postavljanja na dnevni red pitanja ujedinjenja, 1912-1913. i u Srbiji i u Crnoj Gori će se razviti "posebno žilavi državni separatizam".¹⁹

Rezultati do kojih je Kongres došao redigovani su u vidu završnog akta poznatog pod nazivom Berlinski ugovor. On je potpisana od predstavnika šest velikih sila (Rusije, Austro-Ugarske, Njemačke, Francuske, Italije i Osmanskog carstva) 13. jula 1878, a ratifikovan 3. avgusta 1878. Na Crnu Goru su se odnosili članovi 26 do 32.

Odluke o priznanju nezavisnosti Crne Gore od Porte i svih ostalih «Visokih strana ugovornica» koje je još nijesu priznale (čl. 26) i odluke o novim međunarodno priznatim granicama (čl. 28) predstavljale su za Crnu Goru pravno najznačajniji dio Ugovora. Priznanje nezavisnosti, prethodno dato na bilateralnom planu u San Stefanu, sad je dobilo potvrdu i ostalih velikih sila.

Što se formulacije o priznanju tiče, u Protokolu br. 10 sa sjednice od 1. jula na kojoj je raspravljano pitanje Crne Gore, u pogledu prve alineje čl. 2. Ugovora o miru u San Stefanu, kojim je «definitivno» priznata nezavisnost Crne Gore, od predstavnika velikih sila iznijeti su različiti stavovi.²⁰ Odlukom učesnika Kongresa Crna Gora je i *de jure* postala punopravan član međunarodne zajednice.

Granice „nove države“ u principu su oblikovane shodno ratnim postignućima crnogorske vojske. Od ovog načela bilo je, međutim, i značajnih odstupanja. Crna Gora je najviše oštećena u primorju, gdje je dobila samo Bar i dio obale, uz ograničenje njenog suvereniteta na tom području. Spič je uzela Austro-Ugarska, a Ulcinj s obalom i teritorijom do Bojane trebalo je vratiti Osmanskom carstvu. Zauzvrat, Crna Gora je dobila Podgoricu, Spuž i Ža-

¹⁸ Милорад Екмечић, *Спољни фактор у процесу сазијевања балканских револуција 1849-78. година*, Југословенски историјски часопис, бр. 3, Београд, 1964, 28.

¹⁹ Др Радоман Јовановић, *Политички односи Црне Горе и Србије*, Цетиње 1977, 1860-1878, 305.

²⁰ Prema protokolu br. 10 sa sjednice od 1. jula na kojoj je raspravljano pitanje Crne Gore u pogledu prve alineje čl. 2. Ugovora o miru u San-Stefanu, kojim je priznata nezavisnost Crne Gore od predstavnika velikih sila, iznijeti su ovakvi stavovi: „Lord Salisbury izjavljuje da njegova vlada nikada nije priznala ovu nezavisnost i traži izostavljanje riječi *definitivno*“. Iz iznijetih mišljenja po ovom pitanju proističe da je Njemačka u principu priznavala nezavisnost Knjaževine i da je Austro-Ugarska već formalno priznala. Na pitanje koje je predsjednik postavio, grof od Saint-Valliera je odgovorio da je Francuska implicitno priznala Crnu Goru. Opunomoćeni predstavnici Rusije izjavljuju da njihova vlada nije nikada ni prestala da je priznaje, budući da crnogorske knjaževe nije potvrđivao sultan i da nisu plaćali danak. Г. Перазић и Р. Распоповић, *Међународни уговори Црне Горе 1878-1918*, Титоград 1983, 120.

bljak, a za napuštanje teritorija u Hercegovini: Bileće, Gacko, Zubce, Crkvice, koje su pripale Austro-Ugarskoj, Crnoj Gori su dodijeljeni Plav i Gusinje.

Odlukama Kongresa Crna Gora je dobila izlaz na more. Austro-Ugarskoj je pripalo pravo na kontrolu crnogorske obale. Prava koja je Austro-Ugarska u pogledu kontrole crnogorskog primorja dobila bila su raznovrsna. U odnosu na Sanstefanski sporazum, teritorijalni dobici Crne Gore značajno su smanjeni.

IV

Za zemlje koje su stekle nezavisnost prema zaključku Kongresa sačinjeni su posebni protokoli, „za svaku interesiranu državu“, sa odlukama i potpisima delegata sila učesnica. Za donosioca takvog protokola u Crnu Goru, „da ga zvanično Knjazu uruči“, određen je njemački diplomata baron Testa.

Međutim, kako svjedoči vojvoda Gavro Vuković u svojim *Memoarima*: „Kad je naročiti izaslanik knjaza Bizmarka došao na Cetinje, nekim kobnim slučajem, niti ga je ko susrio, niti iko na njega pažnje obratio“.²¹ Baron Testa ostao je tri dana na Cetinju, „pa kad je video da na njega niko ni glave ne okreće, vratio se u Kotor. Iz Kotora poslao je teleografično krvavu žalbu protivu knjaza knezu Bizmarku“.²²

Slučaj koji se desio u trenutku kada je „civilizovani svijet“ obavještavao Crnu Goru da ju je primio u svoju zajednicu mogao bi se nazvati nesmotrenim ili pravdati nepoznavanjem prilika koje su vladale na evropskim dvorovima, da on za Crnu Goru, osim loših preporuka, nije imao i gotovo tragične posljedice za diplomatske odnose s Njemačkom. Situaciju u kojoj se njegov predstavnik tada našao Bizmark je ocijenio „neopisivim skandalom“ i „teškom uvredom“ i „nije htio zahtijevati satisfakciju pošto je obaviješten o tome nečuvenom postupku“ prema „njegovom misijoneru“ već je u najvišem ogorčenju izdao jedan cirkular „na svu germansku diplomaciju unakrst svijeta, kao i na sve svoje konsulate da moraju u svakoj prilici ignorirati Crnu Goru tako, kao i da ne postoji“. Na taj čudnovati način „priateljstvo Kraljevine Prusije preokrenulo se ne samo u neprijateljstvo, nego i u konačni prekid diplomatskih odnosa između silne nove imperije germanске i malene Crne Gore“.²³

Slučaj koji opisuje vojvoda Gavro Vuković zbio se u drugoj polovini 1879. godine. O boravku barona Teste u Crnoj Gori zabilješku donosi i *Glas Crnogorca* u broju od 30. oktobra (subota) 1879, ali pogrešno konstatiše da je njemački izaslanik došao u svojstvu otpravnika poslova.

I pored zaista ružne slike kojom je u diplomatskom svijetu predstavljaо Crnu Goru, ovaj događaj, ipak, nije mogao imati sve one posljedice koje mu vojvoda Vuković pridaje. Ne može se, naime, govoriti o tome da su zbog nave-

²¹ Војвода Гавро Вуковић, *Германија и Црна Гора*, Записи, књ. I, Цетиње, јул-децембар 1927, 97.

²² Isto.

²³ Isto.

denog propusta prekinuti diplomatski odnosi između Crne Gore i Njemačke, iz prostog razloga što oni do tada još nijesu bili zvanično ni uspostavljeni.

Svakako do je događaj koji se zbio ostavio dalekosežne negativne posljedice na odnose između dvije zemlje. Ono što je dodatno kompromitovalo Crnu Goru i njenu državnu službu jeste okolnost da o razlozima njemačke uzdržanosti oni uopšte nijesu imali pravu informaciju. Čudeći se zašto ga njemački ambasador u Carigradu ne prima u zvanične posjete već samo na "skupove i zabave", crnogorski predstavnik Gavro Vuković je nakon svoje druge misije, koja je otpočela 1882, preko ruskog ambasadora Nelidova doznao za Bizmarkov cirkular. Kasnije taj cirkular mu je pokazao i njemački poslanik prilikom susreta u engleskoj ambasadi.

Saznanje o razlozima loših odnosa s Njemačkom, o čemu je obavi-ješten cetinjski dvor, nije ništa bitnije izmijenilo niti se iko „osvrnuo“ da ispravi ovu netaktičnost. Kada je naimenovan za ministra inostranih djela, Gavro Vuković je, kako navodi, nastojao da sam doprinese rješenju ovog pitanja radi čega su činjeni, mada ne naročito uporni, i pokušaji preko ruske diplomatičke. Nakon ženidbe knjaza-nasljednika Danila princezom Jutom od Maklenburg-Sterlica, bilo je isplanirano da se njegov boravak u Njemačkoj 1900. iskoristi za predaju pisma i ordena njemačkom caru. Sondaža raspoloženja njemačkih zvaničnika koju su napravili ruski diplomatski predstavnici u Berlinu govorila je da od te namjere treba odustati do neke bolje prilike. Povoljnija prilika se ukazala tek 1905. kada je posredovanjem knjaževe kćeri Jelene Savojske, odnosno italijanskog kralja Viktora Emanuela, kao zamjena za neostvareni susret dva vladara planiran za vrijeme boravka njemačkog cara u Dalmaciji 1904, dogovorena knjaževa posjeta Berlinu. Rezultat posjete bio je i dogovor o uspostavljanje diplomatskih odnosa otvaranjem njemačkog poslanstva na Cetinju.

V

O razlozima neprimanja njemačkog izaslanika, osim prethodne, postoji i druga, *patriotska*, verzija koja to objašnjava nezadovoljstvom knjaza odlukama Berlinskog kongresa. Mada na prvi pogled to izgleda malo vjero-vatno, ipak podaci o postupku uspostavljanja diplomatskih odnosa sa Rusijom ne isključuju ni tu mogućnost.

U svečanu audijenciju Aleksandar Sergejevič Jonin je primljen 7. novembra 1878. Tada je predao gramatu kojom ga je „Gospodar Imperator“ akreditovao u svostvu ministra-rezidenta „pri Njegovoj Svjetlosti Knjazu crnogorskem“. Jonin se knjazu obratio riječima: „Vaša Svjetlost! Uručujući Vašoj Svjetlosti gramate, kojima je Njegovom Imperatorskom Veličanstvu Monarhu blagougodno bilo da me akredituje ministrom-rezidentom pri Vašoj Svjetlosti, ja smatram sebe osobito srećnim što tim povodom mogu uvjeriti Vašu Svjetlost u nepromjenjenu naklonost njegovog Imperatorskog Veličanstva prema Vama i narodu crnogorskem. Dozvolite mi da se čvr-

sto nadam da će iskreni odnosi između Rusije i Crne Gore, zasnovani na osjećanjima uzajamnog uvažavanja i bratskoj ljubavi, a u poslednje vrijeme ušvršćeni još i bratstvom po oružju, ostati zauvijek nepokolebljivi i isto tako iskreni i bratski kakvi su i do sad bili. Ja smatram sebe posebno srećnim time što je Svetlostivom monarhu mome blagougodno bilo da me izabere za prvo diplomatskog predstavnika Rusije pri osobi Vaše Svetlosti, jer, budući da svjedoče o produženju dugih godina truda i podviga Vaše svjetlosti i crnogorskog naroda, ovjenčanih sada i na tako sjajan način, značajnim uvećanjem teritorije Knjaževstva, i svečanim priznanjem njegove nezavisnosti, ja tim više smijem da se nadam u blagonaklonost Vaše Svetlosti prema meni. Molim Vašu Svetlost da ne izmijeni prema meni Vašu dobrotu i milost, koji će mi olakšati da ispunim moje nove obaveze”.²⁴

Prema istom izvještaju Jonina knjaz Nikola je odgovorio sljedećim riječima: „Ja sam duboko dirnut novim dokazima milostivog raspoloženja Njegovog imperatorskog veličanstva sveruskog prema meni i mom narodu; očuvanje postojećih srdačnih odnosa prema mom Dobročinitelju biće u buduće za mene sveti zadatak. Dozvolite mi g. Ministre da koristeći se tim slučajem, izrazim Vama moju iskrenu radost, jer je izbor Gospodara imperatora pao na Vas. Možete biti uvjereni da ćemo se ja i moje praviteljstvo iskreno truditi da olakšamo obavljanje Vaših novih obaveza.

Uručenje gramata, koje mi je dostavio Baron Vrangel, skoro prije mjesec dana bilo je usporeno u početku zbog bolesti knjaginja Milene, a zatim zbog moje bolesti koja me je prinudila da se na neko vrijeme udaljam iz Crne Gore”.²⁵

S obzirom na to da je i Jonin, kao knjažev lični prijatelj i predstavnik zemlje zastitnice Grne Gore, na svečanu predaju akreditivnih pisama čekao više od mjesec dana, zbog razloga koji ne djeluju naročito ubjedljivo, nije isključeno da i neprimanje barona Teste nije bilo slučajno. Ima elemenata i za sumnju da je ono moglo da znači vid protesta protiv odluka Kongresa u Berlinu, zbog čega on nije primljen na Cetinju i odluke Kongresa nijesu bile uručene crnogorskom knjazu, kako je bilo planirano.

Bez odgovora na stvarni uzrok zvaničnog neuručivanja zaključaka Berlinskog kongresa, njegove odluke, štampane u brojnim zbirkama i zbornicima u svijetu i kod nas, poslije 140 godina ponovo su aktuelne, a ovim izdanjem mi ih iznova činimo dostupnim naučnoj i stručnoj javnosti u Crnoj Gori. Ovoga puta to činimo na potpuniji način, čuvajući punu originalnost dokumenta, uz pružanje mogućnosti da se, objavljinjem ratifikacionih instrumenata, otvore novi prostori za dalja istraživanja.

VI

Smatramo važnim da u okviru ovog pogovora, u vezi sa značajem koji je Berlinski ugovor imao za Crnu Gore, skrenemo pažnju i na okolnost da su

²⁴ Radoslav Raspopović, *Istorija diplomacije Crne Gore 1711-1918*, 232-233.

²⁵ Isto 233.

njegovim odredbama napravljeni brojni ustupci Austro-Ugarskoj u odnosu na Crnu Goru. To se posebno odnosi na sadržaj čl. 29 koji je u okviru teksta Ugovora na jeziku originala i u prevodu objavljen na prethodnim stranicama ovog izdanja.

Ne ulazeći u sadržaj rješenja toga člana, ono što se u teorijskim rado-vima iz oblasti istorije diplomatiјe Crne Gore može pročitati jeste da je Crna Gora tim članom na Berlinskom kongresu dobila međunarodno priznanje, uz vidna ograničenja njene suverenosti, koja su mu davala karakter uslovnog priznanja. To dalje može da sugerira pitanje stepena uticaja člana 29 na realizaciju prava Crne Gore na međunarodni saobraćaj, odnosno na uspostavljanje diplomatskih i konzularnih odnosa sa drugim državama. Naime, odredbe člana 29 Ugovora su predviđale pravo pružanja konzularne zaštite crnogorskoj trgovачkoj i pomorskoj zastavi koje je pripalo Austro-Ugarskoj. Što se, pak, diplomatskim veza tiče, jasno je da „uslovno priznanje“ na njih nije imalo uticaja, na primanje i slanje diplomatskih predstavnika, odnosno razvoj sedentarne diplomatiјe.

Iako su odredbama iz oblasti konzulatnog zastupanja u pomorskom saobraćaju Austro-Ugarskoj data značajna prava, to, međutim, nije sprečavalo Crnu Goru da u svim mjestima za koje nađe za potrebno otvori svoja konzularna predstavništva.

U kojoj se mjeri pravom pružanja zaštite crnogorskoj trgovачkoj zastavi koristila Austro-Ugarska, nije nam poznato. Dinko Franetović, koji se do sada najiscrpnije bavio istorijom pomorstva i ribarstva u Crnoj Gori do 1918, o tome ništa ne govori. On jedino konstatiše da je ubrzo nakon Berlinskog kongresa Crna Gora uspostavila svoje konzulate u Parizu, Marseju, Đenovi, Napulju, Kataniji, Malti, Bariju i Trstu, za potrebe svog brodarstva u „inostranim lukama“.²⁶ Na osnovu prethodnog može se zaključiti da je i posred nadzora austrijskih konzularnih organa, Crna Gora u oblasti pomorstva imala svoju konzularnu službu.

Naučna objektivnost nalaže da pomenemo i to da je, neposredno po sticanju nezavisnosti Crna Gora, s obzirom na malu trgovачku flotu i stepen razvijenosti pomorske privrede, imala vrlo ograničenu potrebu za brojnim konzularnim uslugama, odnosno konzularnom zaštitom u inostranstvu. Presjek istorijskog razvoja ove službe govori o mnogo većoj zastupljenosti počasnih, ili plaćenih predstavnika nakon 1908. odnosno 1909, kada je Crna Gora poslije aneksione krize abolirala neke alineje člana 29 Berlinskog ugovora. I posle 1908. crnogorska luka u Baru je trebalo da zadrži trgovачki karakter, a pomorski i sanitarni nadzor prešao je u njenu nadležnost.

Sa aboliranjem člana 29 Crna Gora ipak nije stekla pravo da drži svoje ratne brodove u barskoj luci ili da u nju uplovjavaju ratni brodovi drugih država. Na snazi je ostala i zabrana prava da gradi utvrđenja između Skadarskog jezera i Jadranskog mora.

²⁶ Dinko Franetović Bure, *Historija pomorstva i ribarstva Crne Gore do 1918. godine*, Titograd 1960, 72

Nad lukom u Baru je vojnu kontrolu i dalje imalo austrougarsko utvrđenje na Spiču, a brodovi Austro-Ugarske su mogli nesmetano ulaziti u lučke vode. Prvi ratni brodovi drugih država koji su uplovili u luku Bar bili su francuski i ruski ratni brodovi u pratinji visokih ličnosti koje su došle na svečanost krunisanja kralja Nikole u avgustu 1910. godine. Njihovo uplovljavanje bilo je dakle u funkciji održavanja svečanosti povodom uzdizanja zemlje na nivo kraljevstva.

Da pomenemo i to da je sa međunarodnim priznanjem, u okviru ukupnih promjena izmijenjena i pozicija Crne Gore prema mogućnosti korišćenja stranih finansijskih sredstava. Umjesto pomoći koju je do tada dobijala najčešće iz Rusije, radi nabavke hrane, kupovine naoružanja ili zadovoljavanja osnovnih životnih i kulturnih potreba stanovništva, sa nezavisnošću proširena je mogućnost u pogledu finansijskih transakcija ili zaduživanja zemlje.

Radi obezbjeđenja ekonomskog razvoja poslije 1878. god. najviši državni organi su mogli da zaključuju ugovore kojima je putem odgovarajućih državnih garancija obezbjeđivan dotok inostranog kapitala. Korišćena je mogućnost zaduživanja kod inostranih banaka i kreditno-monetarnih zavoda ili pak finansijskih institucija državnog karaktera. Novi oblik finansijskih odnosa uveo je praksu ugovornog regulisanja obaveza o vraćanju dobijenih sredstava, uz odgovarajuću kamatu. Bez odgovarajućeg privrednog, odnosno finansijskog plasmana tih sredstava, zaduživanje zemlje kod stranih investitora u praksi će dovesti do nemogućnosti vraćanja kreditnih anuiteta, velike ukupne zaduženosti i problema oko otplate zajmova.²⁷

Odluke Berlinskog kongresa, prema svemu rečenom, opredijelile su ne samo međunarodni status Crne Gore, već i njen unutrašnji razvoj. Sticanjem nezavisnosti započela je nova etapa, modernizacija ne samo državnog aparata zemlje, već i oblika uključivanja u međunarodnu zajednicu i načina komuniciranja sa onovremenim subjektima međunarodnog prava. Mada su temelji organizacije zemaljske vlasti na građanskim principima postavljeni usvajanjem Danilovog zakonika, tek su sa sticanjem suverenog stratusa i dobijanjem gradova (Podgorice, Nikšića, Kolašina, Bara, Ulcinja) stvoreni uslovi za početak izgradnje građanskog društva u Crnoj Gori.

Sve što smo prethodno kazali govori o krupnom značaju 1878. godine i dogovora u Berlinu. Viševjekovna borba Crnogoraca za nacionalno oslobođenje rezultirala je međunarodnim priznanjem na Berlinskom kongresu. Zato su sve godišnjice njegovog održavanja prilike ne samo za obilježavanje značajnog jubileja, već i za otvaranja novih pitanja, naučnih tumačenja i novih naučno-istraživačkih rezultata o uslovima u kojima je Crna Gora 1878. stekla svoju nezavisnost.

Dr Radoslav Raspopović

²⁷ Mirčeta Đurović, *Crnogorske finansije 1800-1915*, Titograd 1960, 198-206

TABLE DES MATIÈRES / SADRŽAJ

LE TRAITÉ DE BERLIN 1878.	5
BERLINER VERTRAG 1878.	31
BERLIN TREATY 1878	59
BERLINSKI UGOVOR 1878.	83
RATIFICATIONS / RATIFIKATIONEN / RATIFICATIONS RATIFIKACIJE	105
Importance juridique et internationale du Traité de Berlin (1878) et des instruments de ratification des pays signataires	167
Die völkerrechtliche bedeutung des Berliner vertrages von 1878 sowie der ratifizierungsurkunden der unterzeichnerstaaten	183
International legal significance of Berlin Treaty of 1878 and ratification instruments of signitaries	201
Međunarodnopravni značaj Berlinskog ugovora 1878. i ratifikacionih instrumenata država potpisnica	217

UNIVERZITET CRNE GORE
ISTORIJSKI INSTITUT UNIVERZITETA CRNE GORE

LE TRAITÉ DE BERLIN 1878. | BERLINER VERTRAG 1878.
BERLIN TREATY 1878. | BERLINSKI UGOVOR 1878.

Drugo izmijenjeno i dopunjeno izdanje

Biblioteka JUBILEJI
140. godina od održavanja Berlinskog kongresa 1878.
i prvog sticanja nezavisnosti Crne Gore

Lektor
Sonja Živaljević

Tehnički urednik
Žarko Pavlović

Izdavač
Univerzitet Crne Gore
Istorijski institut Univerziteta Crne Gore

Za izdavača
Rektor prof. dr. Danilo Nikolić

Prevodioci
ugovor
Persa Aligrudić - francuski jezik
Ivona Jovanović - francuski jezik
Olga Pelcer - engleski jezik
ratifikacije
Marijana Ilić - engleski jezik
Tereza Albano - italijanski jezik
Admir Adrović - turski jezik
Nenad Dragojlović - latinski jezik
Radmila Simić - francuski jezik

Štamparija
ArtgrafikA

Tiraž
200

CIP - Каталогизација у публикацији
Национална библиотека Црне Горе, Цетиње

ISBN 978-86-7664-172-7
COBISS.CG-ID 13860868

